

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXC**1938****N° 4401-4430**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4401. — Etats-Unis d'Amérique et Chili :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, les 6 janvier et 1 ^{er} février 1938	9
N° 4402. — Afghanistan, Irak, Iran et Turquie :	
Traité de non-agression. Signé à Téhéran, le 8 juillet 1937	21
N° 4403. — Allemagne et Pays-Bas :	
Traité concernant le régime des paiements entre les deux pays, signé à Berlin, le 18 décembre 1937, et échange de notes de la même date relatif à l'application provisoire de ce traité	29
N° 4404. — Allemagne et Grèce :	
Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 24 mars 1928 entre les deux pays. Signé à Berlin, le 24 septembre 1937	51
N° 4405. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Hongrie :	
Convention relative à la navigation aérienne. Signée à Budapest, le 22 mars 1937	59
N° 4406. — Union Sud-Africaine, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Commonwealth d'Australie, etc. :	
Accord international pour la réglementation de la chasse à la baleine, signé à Londres, le 8 juin 1937, et déclaration du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, relative à la prorogation dudit accord, signée à Londres, le 29 juin 1938.	79
N° 4407. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Traité relatif à la frontière entre le Tanganyika et le Ruanda-Urundi. Signé à Londres, le 22 novembre 1934	95
N° 4408. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Arrangement concernant les droits relatifs à l'usage des eaux à la frontière entre le Tanganyika et le Ruanda-Urundi. Signé à Londres, le 22 novembre 1934	103

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CXC**1938****Nos. 4401-4430**

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4401. — United States of America and Chile :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Santiago, January 6th and February 1st, 1938	9
No. 4402. — Afghanistan, Iraq, Iran and Turkey :	
Treaty of Non-Aggression. Signed at Teheran, July 8th, 1937	21
No. 4403. — Germany and the Netherlands :	
Treaty concerning Clearing Transactions between the Two Countries, signed at Berlin, December 18th, 1937, and Exchange of Notes of the same Date relating to the Provisional Application of this Treaty	29
No. 4404. — Germany and Greece :	
Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of March 24th, 1928, between the Two Countries. Signed at Berlin, September 24th, 1937	51
No. 4405. — Great Britain and Northern Ireland and Hungary :	
Convention relating to Air Navigation. Signed at Budapest, March 22nd, 1937	59
No. 4406. — Union of South Africa, Germany, United States of America, Argentine Republic, Commonwealth of Australia, etc. :	
International Agreement for the Regulation of Whaling, signed at London, June 8th, 1937, and Declaration by the Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, relating to the Prolongation of the said Agreement, signed at London, June 29th, 1938.	79
No. 4407. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Treaty regarding the Boundary between Tanganyika and Ruanda-Urundi. Signed at London, November 22nd, 1934	95
No. 4408. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement regarding Water Rights on the Boundary between Tanganyika and Ruanda- Urundi. Signed at London, November 22nd, 1934	103

	Pages
N° 4409. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux services aériens passant au-dessus de la Chine. Hankéou, le 18 décembre 1937... ..	109
N° 4410. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Commonwealth d'Australie, Nouvelle-Zélande et Inde, et Belgique :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux documents d'identité du personnel des aéronefs. Bruxelles, le 29 avril 1938	115
N° 4411. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Turquie :	
Accord complétant l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936, avec liste annexée et procès-verbal. Signés à Londres, le 27 mai 1938	121
N° 4412. — Siam et Suisse :	
Traité d'amitié et de commerce, et protocole final. Signés à Berne, le 4 novembre 1937	137
N° 4413. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Siam :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation. Signé à Bangkok, le 5 novembre 1937	151
N° 4414. — Belgique et Siam :	
Convention d'établissement, et protocole annexe. Signés à Bangkok, le 5 novembre 1937	163
N° 4415. — Egypte et Irak :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Bagdad, le 16 mai 1938	177
N° 4416. — Norvège et Pologne :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif au dédouanement des fromages d'origine et de provenance norvégiennes. Varsovie, le 18 juin 1937... ..	187
N° 4417. — Italie et Norvège :	
Accord pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 21 juin 1938	193
N° 4418. — Belgique et Pays-Bas :	
Convention concernant le régime fiscal des véhicules à moteur, avec annexe. Signée à Bruxelles, le 30 avril 1938	199
N° 4419. — Union Sud-Africaine et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la réduction réciproque de la taxe de visa des passeports. Londres, les 30 décembre 1937 et 14 février 1938	211

	Page
No. 4409. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Air Services over China. Hankow, December 18th, 1937	109
No. 4410. — Great Britain and Northern Ireland, Commonwealth of Australia, New Zealand and India and Belgium :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Documents of Identity for Aircraft Personnel. Brussels, April 29th, 1938	115
No. 4411. — Great Britain and Northern Ireland and Turkey :	
Agreement supplementary to the Agreement of September 2nd, 1936, respecting Trade and Clearing, with Schedule and Agreed Minute. Signed at London, May 27th, 1938	121
No. 4412. — Siam and Switzerland :	
Treaty of Friendship and Commerce, and Final Protocol. Signed at Berne, November 4th, 1937	137
No. 4413. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Siam :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation. Signed at Bangkok, November 5th, 1937	151
No. 4414. — Belgium and Siam :	
Convention of Establishment, and Protocol-Annex. Signed at Bangkok, November 5th, 1937	163
No. 4415. — Egypt and Iraq :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Baghdad, May 16th, 1938	177
No. 4416. — Norway and Poland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Customs Duties on Cheeses originating in and coming from Norway. Warsaw, June 18th, 1937	187
No. 4417. — Italy and Norway :	
Agreement for the Regulation of Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, June 21st, 1938	193
No. 4418. — Belgium and the Netherlands :	
Convention regarding the Taxation of Motor Vehicles, with Annex. Signed at Brussels, April 30th, 1938	199
No. 4419. — Union of South Africa and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Reduction of Visa Fees on Passports. London, December 30th, 1937, and February 14th, 1938	211

N° 4420. — Belgique et Suisse :

Pages

Echange de notes comportant un accord en vue de l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 13 mai 1874 entre les deux pays et de la Convention additionnelle à ce traité, du 11 septembre 1882. Bruxelles, les 13 et 14 mai 1938 217

N° 4421. — Danemark et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un accord en vue de l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu de certains bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne. Copenhague, les 15 décembre 1937 et 24 mars 1938 225

N° 4422. — Danemark et Haïti :

Traité de commerce, et protocole final. Signés à Paris, le 21 octobre 1937 233

N° 4423. — Irak et Iran :

Traité de frontière, et protocole. Signés à Téhéran, le 4 juillet 1937 241

N° 4424. — Irak et Iran :

Traité d'amitié. Signé à Téhéran, le 18 juillet 1937 259

N° 4425. — Irak et Iran :

Traité pour le règlement pacifique des différends, et procès-verbal de signature. Signés à Téhéran, le 24 juillet 1937 269

N° 4426. — Finlande et Hongrie :

Convention concernant la coopération intellectuelle. Signée à Budapest, le 22 octobre 1937 281

N° 4427. — Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède :

Convention relative aux carnets de bons postaux de voyage dans les rapports entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, avec protocole final et règlement d'exécution y annexé. Signés à Stockholm, le 23 septembre 1937 299

N° 4428. — Pologne et Roumanie :

Convention relative aux facilités de paiement dans le mouvement des touristes et voyageurs. Signée à Bucarest, le 24 avril 1937 361

N° 4429. — Allemagne et Roumanie :

Convention concernant la navigation aérienne. Signée à Bucarest, le 3 octobre 1937 369

N° 4430. — Italie et Tchécoslovaquie :

Accord relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes aériennes régulières à travers le territoire des deux Etats. Signé à Rome, le 10 mai 1937 395

	Page
No. 4420. — Belgium and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of May 13th, 1874, between the Two Countries and of the Additional Convention to that Treaty of September 11th, 1882. Brussels, May 13th and 14th, 1938	217
No. 4421. — Denmark and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Exemption from Income Tax of Certain Profits arising from the Operation of Aerial Navigation. Copenhagen, December 15th, 1937, and March 24th, 1938	225
No. 4422. — Denmark and Haiti :	
Treaty of Commerce, and Final Protocol. Signed at Paris, October 21st, 1937... ..	233
No. 4423. — Iraq and Iran :	
Boundary Treaty, and Protocol. Signed at Teheran, July 4th, 1937... ..	241
No. 4424. — Iraq and Iran :	
Treaty of Friendship. Signed at Teheran, July 18th, 1937	259
No. 4425. — Iraq and Iran :	
Treaty for the Pacific Settlement of Disputes, and Minute of Signature. Signed at Teheran, July 24th, 1937	269
No. 4426. — Finland and Hungary :	
Convention concerning Intellectual Co-operation. Signed at Budapest, October 22nd, 1937	281
No. 4427. — Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden :	
Convention regarding Booklets of Travellers' Postal Vouchers in the Relations between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, with Final Protocol and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Stockholm, September 23rd, 1937... ..	299
No. 4428. — Poland and Roumania :	
Convention concerning Facilities for Payment in Tourist and Passenger Traffic. Signed at Bucharest, April 24th, 1937	361
No. 4429. — Germany and Roumania :	
Convention regarding Air Navigation. Signed at Bucharest, October 3rd, 1937... ..	369
No. 4430. — Italy and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the Establishment and Operation of Regular Air Lines across the Territories of the Two States. Signed at Rome, May 10th, 1937	395

N° 4401.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CHILI**

**Échange de notes comportant un
accord commercial provisoire. San-
tiago, les 6 janvier et 1^{er} février
1938.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CHILE**

**Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Santiago, January 6th and
February 1st, 1938.**

No. 4401. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND OF CHILE CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. SANTIAGO, JANUARY 6TH AND FEBRUARY 1ST, 1938.

Nº 4401. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y DE CHILE ESTABLECIENDO UN ACUERDO PROVISIONAL DE COMERCIO. SANTIAGO, 6 DE ENERO Y 1º DE FEBRERO DE 1938.

English and Spanish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place July 14th, 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 juillet 1938.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 616.

SANTIAGO, January 6th, 1938.

EXCELLENCY,

I have the honour to confirm to Your Excellency the terms of the Provisional Commercial Agreement which our respective Governments have agreed to establish pending the negotiation of a more comprehensive commercial agreement or of a definitive treaty of friendship, commerce and navigation, as follows :

1. The Contracting Parties agree to concede reciprocally unconditional and unlimited most-favored-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory imposts, the manner of applying duties as well as the rules and formalities to which Customs operations can be submitted.

2. In the event that the Government of the United States of America or the Republic of Chile establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity,

¹ Came provisionally into force February 1st, 1938.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} février 1938.

it shall allot to the other country during any quota period a share of the total quantity of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge which is equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it be mutually agreed to dispense with such allocation.

3. (a) The Government of Chile confirms its previous declarations and reiterates that it will take the steps necessary to abolish, as soon as its international economic position permits it to do so, the exchange control measures affecting the transfer of payments for articles the growth, produce or manufacture of the United States of America.

(b) Until such time the Government of Chile will avoid exchange control measures involving the use of exchange at rates higher than those which would be set by the free supply and demand of the market.

4. It is understood that the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement ; and this Agreement shall not apply in respect of advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Chile to adjacent countries in order to facilitate short frontier traffic.

5. Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either country to impose on such terms as it may see fit prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant health or life ; (3) relating to prison-made goods ; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws ; or (5) relating to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

6. The Agreement¹ between the United States of America and the Republic of Chile signed September 28th, 1931, shall terminate, if it will not have already automatically terminated, on the day on which the present Agreement comes into force.

7. The present Agreement shall continue in force until superseded by a more comprehensive commercial agreement or by a definitive treaty of friendship, commerce and navigation, or until denounced by either country by advance written notice of not less than thirty days.

8. Both Governments undertake immediately to initiate negotiations for the conclusion of a treaty of friendship, commerce and navigation.

Accept, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

Wesley FROST,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency
Señor don José Ramón Gutiérrez Alliende,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

¹ Vol. CXLIV, page 147, of this Series.

¹ Vol. CXLIV, page 147, de ce recueil.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
GG/ad.

SECCIÓN POLÍTICA COMERCIAL.

Nº 97.

SANTIAGO, 6 de enero de 1938.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS,

Tengo el honor de confirmar a V. S. los siguientes términos del Convenio Provisional de Comercio que nuestros respectivos Gobiernos han acordado establecer mientras se concluyen las negociaciones de un Acuerdo Comercial más comprensivo o de un Tratado de Amistad, Comercio y Navegación.

1º Las Partes contratantes acuerdan concederse reciprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida en todo lo que concierne a derechos aduaneros y demás gravámenes accesorios, a la manera de aplicar los derechos, como, asimismo, a las reglas y formalidades a que puedan ser sometidas las operaciones de aduana.

2º En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República de Chile establezcan o mantengan cualquier forma de restricción cuantitativa o control de la importación o venta de cualquier artículo en el cual el otro país tenga interés, o impongan a la importación o venta de una cantidad determinada de cualquiera de tales artículos un derecho o gravámenes menores que los derechos o gravámenes impuestos a las importaciones que excedan de tal cantidad, se concederá al otro país, durante cualquier período de cuota, una participación en la cantidad total de cualquiera de dichos artículos que se permita importar o vender, o que se permita importar o vender con tales derechos o gravámenes menores, equiva-

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
GG/ad.

COMMERCIAL POLICY SECTION.

No. 97.

SANTIAGO, January 6th, 1938.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honor to confirm to Your Excellency the terms of the Provisional Commercial Agreement which our respective Governments have agreed to establish pending the negotiation of a more comprehensive commercial agreement or of a treaty of friendship, commerce, and navigation, as follows :

1. The Contracting Parties agree to concede reciprocally unconditional and unlimited most-favored-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory imposts, the manner of applying duties as well as the rules and formalities to which Customs operations can be submitted.

2. In the event that the Government of the United States of America or the Republic of Chile establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, it shall allot to the other country during any quota period a share of the total quantity of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge which is equivalent to the proportion of the total importation of such article which such

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.¹ Translation of the Government of the United States of America.

lentes a la proporción de la importación total de tal artículo que dicho país abasteció durante un período representativo anterior, a menos que se convenga mutuamente desentenderse de tal concesión.

3º *a)* El Gobierno de Chile confirma sus declaraciones anteriores y reitera que tomará las disposiciones necesarias para abolir, tan pronto su posición económica internacional se lo permita, las medidas de control de cambios que afectan la transferencia de pagos por artículos cultivados, producidos o manufacturados en los Estados Unidos de América.

b) Entre tanto, el Gobierno de Chile evitará las medidas de control de cambios que importen el uso de cambios a tipos superiores de aquellos que se fijarian por la libre oferta y demanda del mercado.

4º Queda entendido que las ventajas ahora otorgadas o que puedan otorgarse más adelante los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones, las Isla Filipinas o la Zona del Canal de Panamá entre sí o con la República de Cuba, quedarán exceptuadas de los efectos de este acuerdo; y este acuerdo no se aplicará respecto de las ventajas ahora otorgadas o que puedan otorgar más tarde los Estados Unidos de América o la República de Chile a los países adyacentes con el objeto de facilitar el pequeño tráfico fronterizo.

5º Ninguna de las disposiciones de este acuerdo será interpretada como una limitación al derecho de cualquiera de los dos países para imponer en los términos que crean convenientes, prohibiciones o restricciones: (1) impuestas por razones morales o humanitarias; (2) destinadas a proteger la salud o vida humana, animal o vegetal; (3) relativas a artículos manufacturados en las prisiones; (4) referentes al cumplimiento de leyes de policía o de impuestos, o (5) acerca del control de la exportación o venta para la exportación de armamentos, municiones o implementos de guerra y, en circunstancias excepcionales, todos los demás materiales de guerra.

6º Los Acuerdos entre los Estados Unidos de América y la República de Chile, suscritos el 28 de septiembre de 1931, caducarán el día de la entrada en vigor del

other country supplied during a previous representative period, unless it be mutually agreed to dispense with such allocation.

3. (*a*) The Government of Chile confirms its previous declarations and reiterates that it will take the steps necessary to abolish, as soon as its international economic position permits it to do so, the exchange control measures affecting the transfer of payments for articles the growth, produce, or manufacture of the United States of America.

(*b*) Until such time the Government of Chile will avoid exchange control measures involving the use of exchange at rates higher than those which would be set by the free supply and demand of the market.

4. It is understood that the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement; and this Agreement shall not apply in respect of advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Chile to adjacent countries in order to facilitate the small frontier traffic.

5. Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either country to impose on such terms as it may see fit prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds; (2) designed to protect human, animal, or plant health or life; (3) relating to prison-made goods; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws; or (5) relating to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

6. The Agreements between the United States of America and the Republic of Chile signed September 28th, 1931, shall terminate, if they will not have already

presente convenio si no han caducado ya automáticamente.

7º El presente acuerdo continuará en vigor hasta que sea revocado por un Acuerdo Comercial más comprensivo o por un Tratado de Amistad, Comercio y Navegación definitivo, o hasta su denuncia por cualquiera de los dos países mediante una notificación escrita con no menos de 30 días de anticipación.

8º Ambos Gobiernos se comprometen a iniciar inmediatamente negociaciones para la celebración de un Tratado de Amistad, Comercio y Navegación.

Acepte Vuestra Señoría las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

Al Honorable Señor Wesley Frost,
Encargado de Negocios
de los Estados Unidos de Norte América,
Presente.

automatically terminated, on the day on which the present Agreement comes into force.

7. The present Agreement shall continue in force until superseded by a more comprehensive commercial agreement or by a definitive treaty of friendship, commerce, and navigation, or until denounced by either country by advance written notice of not less than 30 days.

8. Both Governments undertake immediately to initiate negotiations for the conclusion of a treaty of friendship, commerce, and navigation.

Accept, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

To the Honorable Mr. Wesley Frost,
Chargé d'Affaires
of the United States of North America,
City.

III.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 632.

SANTIAGO, *February 1st, 1938.*

EXCELLENCY,

I have the honor to inform Your Excellency that my understanding of our recent conversations on behalf of the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Chile is that the Provisional Commercial Agreement between our two Governments, effected by exchange of notes, signed January 6th, 1938, shall come into force definitively thirty days after the date on which it is ratified by the Chilean Congress. Pending ratification by the Chilean Congress, the Agreement shall come into force provisionally on February 1st, 1938, and unless terminated in accordance with the provisions of numbered Paragraph 7 thereof shall remain in provisional effect until after the expiration of one year, whichever date occurs first. If the Agreement has not come into force definitively after the expiration of one year from February 1st, 1938, it may within the discretion of both Governments be signed again and by this means be continued in provisional effect.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my most distinguished consideration.

Wesley FROST,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency
Señor don José Ramón Gutiérrez Alliende,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

IV.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO

DE RELACIONES EXTERIORES.

Febrero, 1º de 1938.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS,

Acuso recibo de la Nota de V. S. Nº 632, de fecha de hoy, en la cual V. S. manifiesta que, como resultado de las recientes conversaciones entre el Gobierno de Chile y el Gobierno de los Estados Unidos de América, V. S. entiende que el Acuerdo Comercial Provisional entre nuestros dos Gobiernos, efectuado por cambio de notas suscritas el 6 de enero de 1938, entrará definitivamente en vigor treinta días después de la fecha en que éste sea ratificado por el Congreso chileno. Agrega V. S. que mientras esté pendiente la ratificación por el Congreso chileno, el Acuerdo entrará provisionalmente en vigencia el 1º de febrero de 1938, y, a menos que se le ponga término de acuerdo con las disposiciones del párrafo 7, continuará en efecto provisional hasta después de un año, cualesquiera que sea la fecha que ocurra primero. Además manifiesta V. S. que si el Acuerdo no ha entrado definitivamente en vigor después de expirado un año a contar del 1º de febrero de 1938, éste podrá, dentro de la discreción de ambos Gobiernos, ser nuevamente firmado, y, por este medio, continuar en vigencia provisional.

En respuesta, tengo el honor de expresar a V. S. mi conformidad con los términos de la Nota de V. S. que contesto.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

Al Honorable Señor Don Wesley Frost,
Encargado de Negocios
de los E. U. de América,
Presente.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

No. 4401

IV.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.

MINISTRY

FOR FOREIGN AFFAIRS.

February 1st, 1938.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

I acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 632, dated today, in which Your Excellency states that as the result of the recent conversations between the Government of Chile and the Government of the United States of America, you understand that the Provisional Commercial Agreement between our two Governments, effected by exchange of notes signed on January 6th, 1938, will definitively go into force 30 days after the date on which it is ratified by the Chilean Congress. Your Excellency adds that while the ratification by the Chilean Congress is pending, the Agreement will provisionally go into force on February 1st, 1938, and that, unless it is terminated under the provisions of paragraph 7, it will continue to be in provisional effect until after the expiration of 1 year, whichever date occurs first. Your Excellency also states that if the Agreement has not definitively gone into force after the expiration of 1 year from February 1st, 1938, it may, within the discretion of both Governments, be signed again, and by this means be continued in provisional effect.

In response, I have the honor to express to Your Excellency my agreement with the terms of Your Excellency's note to which I am replying.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

To the Honorable Mr. Wesley Frost,
Chargé d'Affaires
of the United States of America,
City.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4401. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DU CHILI COMPORTANT
UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. SANTIAGO, LES
6 JANVIER ET 1^{er} FÉVRIER 1938.

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N° 616.

SANTIAGO, le 6 janvier 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer ci-après les termes de l'accord commercial provisoire que nos gouvernements respectifs ont décidé de conclure en attendant la négociation d'un accord commercial plus complet ou d'un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation :

1. Les Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et taxes accessoires de toute nature, leur mode de perception ainsi que les règlements et formalités auxquels peuvent être assujetties les opérations douanières.

2. Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou celui de la République du Chili établirait ou maintiendrait sous une forme quelconque un régime de restriction quantitative ou de contrôle de l'importation ou de la vente d'un article présentant une certaine importance pour l'autre pays, ou frapperait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée dudit article de droits ou charges moins élevés que ceux qui frappent les importations en excédent de ladite quantité, il attribuera à l'autre pays, pendant la période contingente, une quote-part de la quantité totale de l'article en question dont l'importation ou la vente est autorisée ou dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant des droits ou charges moins élevés, équivalant à la proportion de l'importation totale dudit article que ledit autre pays a fournie pendant une période caractéristique antérieure, à moins qu'il ne soit convenu d'un commun accord de renoncer à l'attribution d'une telle quote-part.

3. a) Le Gouvernement chilien confirme ses déclarations précédentes et déclare à nouveau qu'il prendra les dispositions nécessaires pour supprimer, dès que sa situation économique internationale le lui permettra, les mesures de contrôle des devises frappant le transfert de paiements relatifs aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans les Etats-Unis d'Amérique.

b) Entre temps, le Gouvernement chilien évitera d'instituer des mesures de contrôle des changes comportant l'emploi de change à des cours plus élevés que ceux qui seraient déterminés par l'offre et la demande libres du marché.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Il est entendu que les avantages qui sont actuellement accordés ou pourront ultérieurement être accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du Canal de Panama, soit dans leurs relations mutuelles, soit à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord ; de plus, le présent accord ne sera pas applicable en ce qui concerne les avantages actuellement accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Chili aux pays limitrophes afin de faciliter le petit trafic frontalier.

5. Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme limitant le droit de l'un ou l'autre pays d'imposer, dans les conditions qu'il jugera utiles, des prohibitions ou des restrictions 1^o s'inspirant de motifs d'ordre moral ou humanitaire ; 2^o ayant pour objet de protéger la santé ou la vie des hommes, des animaux ou des plantes ; 3^o concernant les marchandises fabriquées dans les prisons ; 4^o relatives à l'application des lois de police ou des lois fiscales ; 5^o concernant le contrôle des exportations ou de la vente aux fins d'exportation d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires.

6. L'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Chili, signé le 28 septembre 1931, prendra fin, s'il n'a pas déjà automatiquement pris fin, à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

7. Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au moment où il aura été remplacé par un accord commercial plus complet ou par un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'un ou l'autre pays avec préavis d'au moins trente jours.

8. Les deux gouvernements s'engagent à entamer immédiatement des négociations en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Veuillez agréer, etc.

Wesley FROST,
Chargé d'Affaires par intérim.

Son Excellence

M. José Ramón Gutiérrez Aliende,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

GG/ad.

SECTION DE POLITIQUE COMMERCIALE.

No. 97.

SANTIAGO, le 6 janvier 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous confirmer ci-après les termes de l'accord commercial provisoire que nos gouvernements respectifs ont décidé de conclure en attendant la négociation d'un accord commercial plus complet ou d'un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation :

1. Les Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et taxes accessoires de toute nature, leur mode de perception ainsi que les règlements et formalités auxquels peuvent être assujetties les opérations douanières.

2. Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou celui de la République du Chili établirait ou maintiendrait sous une forme quelconque un régime de restriction quantitative ou de contrôle de l'importation ou de la vente d'un article présentant une certaine importance pour l'autre pays, ou frapperait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée dudit article de droits ou charges moins élevés que ceux qui frappent les importations en excédent de ladite quantité, il attribuera à l'autre pays, pendant la période contingente, une quote-part de la quantité totale de l'article en question dont l'importation ou la vente est autorisée ou dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant des droits ou charges moins élevés, équivalant à la proportion de l'importation totale dudit article que ledit autre pays a fournie pendant une période caractéristique antérieure, à moins qu'il ne soit convenu d'un commun accord de renoncer à l'attribution d'une telle quote-part.

3. a) Le Gouvernement chilien confirme ses déclarations précédentes et déclare à nouveau qu'il prendra les dispositions nécessaires pour supprimer, dès que sa situation économique internationale le lui permettra, les mesures de contrôle des devises frappant le transfert de paiements relatifs aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans les Etats-Unis d'Amérique.

b) Entre temps, le Gouvernement chilien évitera d'instituer des mesures de contrôle des changes comportant l'emploi de change à des cours plus élevés que ceux qui seraient déterminés par l'offre et la demande libres du marché.

4. Il est entendu que les avantages qui sont actuellement accordés ou pourront ultérieurement être accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du Canal de Panama, soit dans leurs relations mutuelles, soit à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord ; de plus, le présent accord ne sera pas applicable en ce qui concerne les avantages actuellement accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Chili aux pays limitrophes afin de faciliter le petit trafic frontalier.

5. Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme limitant le droit de l'un ou l'autre pays d'imposer, dans les conditions qu'il jugera utiles, des prohibitions ou des restrictions 1^o s'inspirant de motifs d'ordre moral ou humanitaire ; 2^o ayant pour objet de protéger la santé ou la vie des hommes, des animaux ou des plantes ; 3^o concernant les marchandises fabriquées dans les prisons ; 4^o relatives à l'application des lois de police ou des lois fiscales ; 5^o concernant le contrôle des exportations ou de la vente aux fins d'exportation d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires.

6. L'accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Chili, signé le 28 septembre 1931, prendra fin, s'il n'a pas déjà automatiquement pris fin, à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

7. Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au moment où il aura été remplacé par un accord commercial plus complet ou par un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'un ou l'autre pays avec préavis d'au moins trente jours.

8. Les deux gouvernements s'engagent à entamer immédiatement des négociations en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Veillez agréer, etc.

J. Ramón GUTIÉRREZ.

L'honorable Wesley Frost,
Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique du Nord,
Santiago.

III.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 632.

SANTIAGO, le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai interprété les conversations que nous avons récemment échangées au nom du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et du Gouvernement de la République du Chili comme signifiant que l'Accord commercial provisoire conclu entre nos deux gouvernements par voie d'échange de notes signées le 6 janvier 1938, entrera définitivement en vigueur trente jours après la date à laquelle il aura été ratifié par le Congrès chilien. En attendant la ratification par le Congrès chilien, l'accord entrera provisoirement en vigueur le 1^{er} février 1938, et, à moins qu'il ne vienne à expiration conformément aux dispositions du paragraphe 7 dudit accord, il restera provisoirement en vigueur jusqu'à expiration du délai d'un an, d'après la date qui sera la première échue. Si l'accord n'est pas entré définitivement en vigueur après l'expiration du délai d'un an à compter du 1^{er} février 1938, les deux gouvernements auront la faculté de le signer à nouveau, et, par ce moyen, il continuera à demeurer provisoirement en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

Son Excellence

M. José Ramón Gutiérrez Aliende,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

Wesley FROST,

Chargé d'Affaires par intérim.

IV.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le 1^{er} février 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 632 en date de ce jour par laquelle vous me faites savoir que vous avez interprété les conversations que nous avons récemment échangées au nom du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et du Gouvernement de la République du Chili comme signifiant que l'Accord commercial provisoire conclu entre nos deux gouvernements par voie d'échange de notes signées le 6 janvier 1938, entrera définitivement en vigueur trente jours après la date à laquelle il aura été ratifié par le Congrès chilien. Vous ajoutez qu'en attendant la ratification par le Congrès chilien, l'accord entrera provisoirement en vigueur le 1^{er} février 1938, et qu'à moins qu'il ne vienne à expiration conformément aux dispositions du paragraphe 7 dudit accord, il restera provisoirement en vigueur jusqu'à expiration du délai d'un an, d'après la date qui sera la première échue. Vous déclarez en outre que, si l'accord n'est pas entré définitivement en vigueur après l'expiration du délai d'un an à compter du 1^{er} février 1938, les deux gouvernements auront la faculté de le signer à nouveau et que, par ce moyen, il continuera à demeurer provisoirement en vigueur.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je me déclare d'accord quant aux termes de votre note à laquelle je répons.

J. RAMÓN GUTIÉRREZ.

L'honorable Wesley Frost,

Chargé d'Affaires
des Etats-Unis d'Amérique,
Santiago.

N° 4402.

**AFGHANISTAN, IRAK, IRAN
ET TURQUIE**

**Traité de non-agression. Signé à
Téhéran, le 8 juillet 1937.**

**AFGHANISTAN, IRAQ, IRAN
AND TURKEY**

**Treaty of Non-Aggression. Signed
at Teheran, July 8th, 1937.**

N° 4402. — TRAITÉ¹ DE NON-AGRESSION ENTRE LE ROYAUME D'AFGHANISTAN, LE ROYAUME DE L'IRAK, L'EMPIRE DE L'IRAN ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 8 JUILLET 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Iran. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 juillet 1938.

PRÉAMBULE

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN,

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN,

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ;

Désireux de contribuer par tous les moyens en leur pouvoir au maintien des relations d'amitié et de bonne entente entre eux ;

Animés du dessein d'assurer la paix et la sécurité dans le Proche-Orient au moyen de garanties additionnelles dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, et de contribuer ainsi à la paix générale ;

Pénétrés de leurs obligations en vertu du Traité² de renonciation à la guerre signé à Paris le 27 août 1928 et des autres traités auxquels ils sont parties, qui sont tous en harmonie avec le Pacte de la Société des Nations et le Traité de renonciation à la guerre ;

Ont décidé de conclure le présent traité et ont, dans ce but, nommé :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN :

Son Excellence Monsieur Enayatollah SAMIY, ministre des Affaires étrangères de l'Iran ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Excellence Monsieur FAIZ MOHAMMAD Khan, ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Son Excellence Monsieur le Docteur NADJI-AL-ASIL, ministre des Affaires étrangères de l'Irak ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur le Docteur Tevfik RUSTU ARAS, ministre des Affaires étrangères de Turquie ;

¹ Les ratifications ont été déposées à Téhéran, le 25 juin 1938.

² Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; vol. CLII, page 298 ; et vol. CLX, page 354, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4402. — TREATY² OF NON-AGGRESSION BETWEEN THE KINGDOM OF AFGHANISTAN, THE KINGDOM OF IRAQ, THE EMPIRE OF IRAN AND THE REPUBLIC OF TURKEY. SIGNED AT TEHERAN, JULY 8TH, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Iran. The registration of this Treaty took place July 19th, 1938.

PREAMBLE.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN,

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN,

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ,

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY ;

Being desirous of contributing by every means in their power to the maintenance of friendly and harmonious relations between them ;

Actuated by the common purpose of ensuring peace and security in the Near East by means of additional guarantees within the framework of the Covenant of the League of Nations, and of thus contributing to general peace ; and

Deeply conscious of their obligations under the Treaty³ for Renunciation of War, signed at Paris on August 27th, 1928, and of the other treaties to which they are parties, all of which are in harmony with the Covenant of the League of Nations and the Treaty for Renunciation of War ;

Have decided to conclude the present Treaty and have for that purpose appointed :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN :

His Excellency Monsieur Enayatollah SAMIY, Minister for Foreign Affairs of Iran ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Excellency Monsieur FAIZ MOHAMMAD Khan, Minister for Foreign Affairs of Afghanistan ;

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

His Excellency Dr. NADJI-AL-ASIL, Minister for Foreign Affairs of Iraq ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY :

His Excellency Dr. Tevfik RUSTU ARAS, Minister for Foreign Affairs of Turkey ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The ratifications were deposited at Teheran, June 25th, 1938.

³ Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; Vol. CLII, page 298 ; and Vol. CLX, page 354, of this Series.

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à poursuivre une politique d'abstention absolue de toute ingérence dans leurs affaires intérieures.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent expressément à respecter l'inviolabilité de leurs frontières communes.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de se consulter dans tous les conflits d'ordre international ayant trait à leurs intérêts communs.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage vis-à-vis de l'autre à ne recourir en aucun cas, soit isolément, soit conjointement avec une ou plusieurs tierces Puissances, à aucun acte d'agression dirigé contre l'une d'elles.

Sont considérés comme actes d'agression :

1. La déclaration de guerre ;
2. L'invasion, par les forces armées d'un Etat, même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre Etat ;
3. L'attaque, par les forces terrestres, navales ou aériennes d'un Etat, même sans déclaration de guerre, du territoire, des navires ou des aéronefs d'un autre Etat ;
4. L'aide ou assistance, soit directe, soit indirecte, à l'agresseur.

Ne constituent pas des actes d'agression :

1. L'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire la résistance à un acte d'agression tel qu'il est défini ci-dessus ;
2. L'action en application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations ;
3. L'action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations, ou en application de l'article 15 paragraphe 7 du Pacte de la Société des Nations, pourvu que dans ce dernier cas cette action soit dirigée contre l'Etat qui le premier s'est livré à une attaque ;
4. L'action d'aide à un Etat soumis à l'attaque, l'invasion ou le recours à la guerre par une autre des Hautes Parties contractantes, contrairement au Traité de renonciation à la guerre signé à Paris le 27 août 1928.

Article 5.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime qu'une violation de l'article 4 du présent traité a été ou est sur le point d'être commise, elle portera immédiatement la question devant le Conseil de la Société des Nations.

La disposition qui précède ne porte pas atteinte au droit de cette Haute Partie contractante de prendre toutes mesures qu'elle juge nécessaires dans ces circonstances.

Article 6.

Si l'une des Hautes Parties contractantes se livre à une agression contre une tierce Puissance, l'autre Haute Partie contractante pourra, sans préavis, dénoncer le présent traité vis-à-vis de l'agresseur.

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to pursue a policy of complete abstention from any interference in each other's internal affairs.

Article 2.

The High Contracting Parties expressly undertake to respect the inviolability of their common frontiers.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to consult together in all international disputes affecting their common interests.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties undertakes in no event to resort, whether singly or jointly with one or more third Powers, to any act of aggression directed against any other of the Contracting Parties.

The following shall be deemed to be acts of aggression :

1. Declaration of war ;
2. Invasion by the armed forces of one State, with or without a declaration of war, of the territory of another State ;
3. An attack by the land, naval or air forces of one State, with or without a declaration of war, on the territory, vessels or aircraft of another State ;
4. Directly or indirectly aiding or assisting an aggressor.

The following shall not constitute acts of aggression :

1. The exercise of the right of legitimate self-defence, that is to say, resistance to an act of aggression as defined above ;
2. Action under Article 16 of the Covenant of the League of Nations ;
3. Action in pursuance of a decision of the Assembly or Council of the League of Nations, or under Article 15, paragraph 7, of the Covenant of the League of Nations, provided always that in the latter case such action is directed against the State which was the first to attack ;
4. Action to assist a State subjected to attack, invasion or recourse to war by another of the High Contracting Parties, in violation of the Treaty for Renunciation of War signed in Paris on August 27th, 1928.

Article 5.

Should one of the High Contracting Parties consider that a breach of Article 4 of the present Treaty has been or is about to be committed, he shall at once bring the matter before the Council of the League of Nations.

The foregoing provision shall not affect the right of such High Contracting Party to take any steps which, in the circumstances, he may deem necessary.

Article 6.

Should one of the High Contracting Parties commit an aggression against a third Power, any other High Contracting Party may denounce the present Treaty, without notice, as towards the aggressor.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prévenir, dans ses limites respectives, la formation ou l'action de bandes armées, associations ou organisations pour le renversement des institutions établies, en vue de porter atteinte à l'ordre ou à la sécurité de toute partie, frontalière ou autre, du territoire de l'autre Partie ou en vue de porter atteinte au régime de gouvernement de cette autre Partie.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes ayant déjà reconnu dans le Pacte général de renonciation à la guerre du 27 août 1928 que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, quelle que soit leur nature ou leur origine, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques, confirment cette disposition et déclarent s'en référer aux procédures créées ou à créer à cet égard entre les Hautes Parties contractantes.

Article 9.

Aucun des articles du présent traité ne peut être considéré comme diminuant en quoi que ce soit les obligations assumées par chacune des Hautes Parties contractantes, en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article 10.

Le présent traité, rédigé en français, signé en quatre exemplaires, dont chacune des Hautes Parties contractantes reconnaît avoir reçu l'un, est conclu pour la durée de cinq années.

A l'expiration de ce délai, à moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié sa dénonciation avec préavis de six mois, le traité sera considéré comme renouvelé de plein droit pour une nouvelle période de cinq ans, d'époque en époque, jusqu'à ce qu'une ou plusieurs des Hautes Parties contractantes aient notifié sa dénonciation, avec préavis de six mois. Le traité, dénoncé avec l'une des Parties, continue à exister entre les autres.

Le présent traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes conformément à sa constitution, et enregistré à la Société des Nations par le Secrétaire général, qui sera prié d'en donner connaissance aux autres membres de la Société.

Les instruments de ratification seront déposés par chacune des Hautes Parties contractantes auprès du Gouvernement iranien.

Aussitôt que les instruments de ratification auront été déposés par deux Hautes Parties contractantes, le présent traité entrera en vigueur entre ces deux Parties. Il entrera en vigueur avec la troisième quand celle-ci déposera l'instrument de ratification, et ainsi avec la quatrième.

Chaque dépôt des instruments de ratification sera immédiatement notifié par le Gouvernement de l'Iran à tous les signataires du présent traité.

Fait au Palais de Saad-Abad (Téhéran) le huit juillet mil neuf cent trente-sept.

Enayatollah SAMIY,
*Ministre des Affaires étrangères
de l'Iran.*

Docteur NADJI-AL-ASIL,
*Ministre des Affaires étrangères
de l'Irak.*

FAIZ MOHAMMAD Khan,
*Ministre des Affaires étrangères
d'Afghanistan.*

Docteur Tevfik RUSTU ARAS,
*Ministre des Affaires étrangères
de Turquie.*

Article 7.

Each of the High Contracting Parties undertakes to prevent, within his respective frontiers, the formation or activities of armed bands, associations or organisations to subvert the established institutions, or disturb the order or security of any part, whether situated on the frontier or elsewhere, of the territory of another Party, or to change the constitutional system of such other Party.

Article 8.

The High Contracting Parties, having already recognised, in the General Treaty for Renunciation of War of August 27th, 1928, that the settlement or solution of all disputes or conflicts, whatever their nature or origin, which may arise among them, shall never be sought by other than pacific means, reaffirm that principle and undertake to rely upon such modes of procedure as have been or shall be established between the High Contracting Parties in that respect.

Article 9.

No Articles of the present Treaty shall be considered as in any way diminishing the obligations assumed by each of the High Contracting Parties under the Covenant of the League of Nations.

Article 10.

The present Treaty, drawn up in the French language and signed in quadruplicate, one copy having, as they severally recognise, been delivered to each of the High Contracting Parties, is concluded for a period of five years.

On the expiry of that period, and failing its denunciation, with six months' notice, by one of the High Contracting Parties, the Treaty shall be deemed to be renewed for successive periods of five years, until its denunciation with six months' notice by one or more of the High Contracting Parties. On its denunciation as towards one of the Parties, the Treaty shall nevertheless remain in force as between the others.

The present Treaty shall be ratified by each of the High Contracting Parties in accordance with its Constitution, and registered at the League of Nations by the Secretary-General, who shall be requested to bring it to the knowledge of the other Members of the League.

The instruments of ratification shall be deposited by each of the High Contracting Parties with the Iranian Government.

On the deposit of instruments of ratification by two of the High Contracting Parties, the present Treaty shall at once come into force as between those two Parties. It shall come into force as regards the third and fourth Parties respectively on the deposit of their instruments of ratification.

On the deposit of each instrument of ratification, the Government of Iran shall immediately notify all the signatories of the present Treaty.

Done at the Palace of Saad-Abad (Teheran), on the eighth day of July, one thousand nine hundred and thirty-seven.

Enayatollah SAMIY,
*Minister for Foreign Affairs
of Iran.*

Dr. NADJI-AL-ASIL,
*Minister for Foreign Affairs
of Iraq.*

FAIZ MOHAMMAD Khan,
*Minister for Foreign Affairs
of Afghanistan.*

Dr. Tevfik RUSTU ARAS,
*Minister for Foreign Affairs
of Turkey.*

N° 4403.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Traité concernant le régime des paiements entre les deux pays, signé à Berlin, le 18 décembre 1937, et échange de notes de la même date relatif à l'application provisoire de ce traité.

GERMANY AND THE NETHERLANDS

Treaty concerning Clearing Transactions between the Two Countries, signed at Berlin, December 18th, 1937, and Exchange of Notes of the same Date relating to the Provisional Application of this Treaty.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4403. — VERDRAG¹ OVER HET NEDERLANDSCH-DUITSCH
BETALINGSVERKEER. GETEEKEND TE BERLIJN, DEN
18 DECEMBER 1937.

Textes officiels allemand et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 juillet 1938.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
en
DE DUITSCHER RIJKSKANSLIER
hebben, geleid door den wensch het betalingsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden
en Deutschland te vergemakkelijken, tot Hunne gevolmachtigden benoemd :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :
den Directeur-Generaal van Handel en Nijverheid bij het Department van Economische
Zaken, Dr. Hans Max HIRSCHFELD ;

DE DUITSCHER RIJKSKANSLIER :
den Duitschen Consul-Generaal te Amsterdam, Felix BENZLER;
die, na onderzoek hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, het volgende
zijn overeengekomen :

Artikel 1.

Het betalingsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en Deutschland zal, voorzoover
betreft de in artikel 2 opgesomde betalingsverplichtingen, in Nederland uitsluitend worden
afgewikkeld door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut en in Deutschland
uitsluitend door tusschenkomst van de « Deutsche Verrechnungskasse ».

Voor zoover in dit verdrag de woorden « Nederland » of « Nederlandsch » gebruikt zijn, wordt
ook het Rijk buiten Europa bedoeld, wanneer niet uitdrukkelijk iets anders is bepaald.

Artikel 2.

Onder de bepalingen van dit verdrag vallen, nadere afspraken voorbehouden, de volgende
verplichtingen van Nederlandsche schuldenaren ten aanzien van Deutsche schuldeischers en van
Deutsche schuldenaren ten aanzien van Nederlandsche schuldeischers, voor zoover deze verplichtin-
gen na 23 September 1934 vervallen zijn of vervallen :

1. betalingen wegens den invoer van Nederlandsche goederen in Deutschland en
van Deutsche goederen in Nederland, zoomede, met wederzijdsche toestemming, betalingen
wegens het loonveredelingsverkeer ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 27 juin 1938.
Entré en vigueur le 12 juillet 1938.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4403. — VERTRAG¹ ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN
VERRECHNUNGSVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM
18. DEZEMBER 1937.

German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place July 20th, 1938.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER
und
IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE
haben, von dem Wunsche geleitet, die Zahlungen zwischen Deutschland und dem Königreich
der Niederlande zu erleichtern, zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den Deutschen Generalkonsul in Amsterdam, Felix BENZLER ;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE :

den Generaldirektor für Handel und Gewerbe im Wirtschaftsministerium, Dr. Hans
Max HIRSCHFELD ;

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes
vereinbart haben :

Artikel 1.

Der Zahlungsverkehr zwischen Deutschland und dem Königreich der Niederlande wird, soweit
es sich um die im Artikel 2 aufgeführten Zahlungsverpflichtungen handelt, in Deutschland
ausschliesslich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und in den Niederlanden
ausschliesslich durch Vermittlung des Nederlandsch Clearinginstituut abgewickelt.

Soweit in diesem Vertrag die Worte Niederlande oder niederländisch gebraucht sind, ist auch
das Reich ausserhalb Europas einbegriffen, wenn nicht ausdrücklich etwas anderes gesagt ist.

Artikel 2.

Unter die Bestimmungen dieses Vertrages fallen vorbehaltlich weiterer Vereinbarungen folgende
Verbindlichkeiten deutscher Schuldner gegenüber niederländischen Gläubigern und niederländischer
Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern, soweit diese Verbindlichkeiten nach dem 23. September
1934 fällig geworden sind oder fällig werden :

1. Zahlungen aus der Einfuhr deutscher Waren nach den Niederlanden und
niederländischer Waren nach Deutschland sowie im gegenseitigen Einvernehmen Zahlungen
aus dem Lohnveredelungsverkehr ;

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, June 27th, 1938.
Came into force July 12th, 1938.

2. betalingen voor onkosten, die ontstaan in verband met het Nederlandsch-Duitsche goederenverkeer en wel in het bijzonder voor invoerrechten, spoorweg- en binnenscheepvaartvrachten ; voor expeditiekosten en -provisiën voor overladings-, haven- en bunker-kosten voor de binnenscheepvaart (zonder de kosten der bunkerkolen) en betalingen in het transportverzekeringsverkeer ;

3. betalingen voor onkosten in verband met het doorvoerverkeer door Nederland uit en naar Duitschland en door Duitschland uit en naar Nederland. Onder nevenkosten van het doorvoerverkeer moeten ook, behoudens de bepalingen van artikel 11, alle omslagkosten in Nederlandsche en Duitsche havens worden verstaan ;

4. de opbrengsten uit het binnenscheepvaartverkeer, voor zoover deze opbrengsten gewoonlijk niet worden besteed voor betalingen in het land van den schuldenaar ;

5. betalingen voor zeevrachten voor in Duitschland ingevoerde goederen aan Nederlandsche scheepvaartondernemingen voor zoover voor de betaling dezer goederen deviezen-certificaten of -vergunningen afgegeven zijn ;

6. de betaling van saldi, die ontstaan uit de buiten het kader van dit verdrag tot stand komende verrekening der wederzijdsche administraties van het Nederlandsch-Duitsch spoorweg-, luchtvaart-, post- en telegraafverkeer ;

7. betalingen van reisbureaux aan verkeersondernemingen van het andere land (met inbegrip van scheepvaartondernemingen) voor den verkoop van reisbiljetten (met inbegrip van biljetten voor slaapwagens), evenals de betaling der saldi, die ontstaan uit rechtstreeksche verrekening van dergelijke diensten tusschen reisbureaux in de beide landen, voor zoover de wederzijdsche bevoegde autoriteiten met een zoodanige rechtstreeksche verrekening instemmen ;

8. betalingen voor patentkosten, evenals, onder voorbehoud van speciaal onderzoek in afzonderlijke gevallen, voor licenties en soortgelijke verrichtingen ;

9. betalingen voor andere in verband met het Nederlandsch-Duitsche handelsverkeer, in het bijzonder den tusschenhandel, staande, economische gerechtvaardigde en gebruikelijke kosten, in het bijzonder salarissen, loonen en kantoorkosten van agentschappen en filialen, provisies, reclamekosten, kosten van rechtsvervolging en terugbetaling van voorgeschoten reiskosten.

Verplichtingen van de in alinea 1, cijfer 1, genoemde soort vallen ook dan onder de bepalingen van dit verdrag, wanneer de verplichting ten aanzien van personen in een derde land bestaat. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in afzonderlijke gevallen een andere regeling treffen.

Uitgezonderd van de bepalingen van dit verdrag zijn betalingen in contanten in het kleine grensverkeer. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in gemeen overleg uitvoeringsvoorschriften in verband met de uitlegging van het begrip klein grensverkeer in den zin van deze bepaling en voorts met betrekking tot de overigens ten deze in aanmerking komende vraagpunten uitvaardigen.

Onder binnenscheepvaart in den zin van alinea 1, cijfer 2 en 4, is ook de Rijnscheepvaart begrepen. Als binnenscheepvaart worden beschouwd transporten van Rijnhavens over zee naar Duitsche zee- en binnenhavens en omgekeerd, evenals transporten met Duitsche schepen tusschen Nederlandsche zeehavens en met Nederlandsche schepen tusschen Duitsche zeehavens.

Artikel 3.

In den zin van artikel 2, cijfer 1, gelden bij den invoer in Nederland als Duitsche goederen zoodanige goederen, welke uitsluitend in Duitschland zijn voortgebracht of aldaar een verwerking of belangrijke bewerking hebben ondergaan, en bij den invoer in Duitschland als Nederlandsche goederen zoodanige goederen, welke uitsluitend in Nederland zijn voortgebracht, of die volgens de Duitsche douanebepalingen als Nederlandsche goederen worden aangemerkt.

2. Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit dem deutsch-niederländischen Warenverkehr entstehen, insbesondere für Zölle, Bahn- und Binnenschiffsfrachten, Speditionskosten und -provisionen, Umschlag-, Hafen- und Bunkerkosten der Binnenschifffahrt (ohne die Kosten der Bunkerkohle), Zahlungen im Transportversicherungsverkehr ;

3. Zahlungen für Nebenkosten des Durchfuhrverkehrs durch Deutschland von und nach den Niederlanden und durch die Niederlande von und nach Deutschland ; als Nebenkosten des Durchfuhrverkehrs sind auch, vorbehaltlich der Bestimmungen im Artikel 11, sämtliche Umschlagskosten in niederländischen und deutschen Häfen zu verstehen ;

4. die Einnahmen aus dem Binnenschiffsverkehr, soweit nicht diese Einnahmen üblicherweise zu Zahlungen im Schuldnerlande verwendet werden ;

5. Zahlungen für Seefrachten für nach Deutschland eingeführte Waren an niederländische Schiffsverkehrsunternehmen, soweit für die Bezahlung dieser Waren Devisenbescheinigungen oder Genehmigungen erteilt worden sind ;

6. die Bezahlung der Salden, die sich aus der ausserhalb dieses Vertrages erfolgenden Verrechnung der beiderseitigen Verwaltungen im deutsch-niederländischen Eisenbahn-, Luftfahrt-, Post- und Telegraphenverkehr ergeben ;

7. Zahlungen von Reisebüros an Verkehrsunternehmen des anderen Landes (einschliesslich Schiffsverkehrsunternehmen) für den Verkauf von Fahrkarten und Fahrscheinen (einschliesslich Bettkarten) sowie die Bezahlung der Salden, die sich aus der unmittelbaren Verrechnung derartiger Leistungen zwischen Reisebüros in den beiden Ländern ergeben, soweit die beiderseits zuständigen Stellen sich mit einer solchen unmittelbaren Verrechnung einverstanden erklären ;

8. Zahlungen für Patentgebühren sowie vorbehaltlich besonderer Prüfung im Einzelfall für Lizenzen und ähnliche Leistungen ;

9. Zahlungen für sonstige in Verbindung mit dem deutsch-niederländischen Handelsverkehr, insbesondere dem Zwischenhandel, stehende, wirtschaftlich gerechtfertigte und übliche Kosten, insbesondere Gehälter, Löhne und Bürokosten von Vertretungen und Filialen, Provisionen, Werbungskosten, Kosten der Rechtsverfolgung und Rückerstattungen verauslagter Reisekosten.

Als unter die Bestimmungen des Vertrages fallend gelten Verbindlichkeiten der im Absatz 1 Ziffer 1 genannten Art auch dann, wenn die Verpflichtung gegenüber Personen in einem dritten Lande besteht. Die beiderseits zuständigen Stellen können im Einzelfall eine andere Regelung treffen.

Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Vertrages sind Barzahlungen im kleinen Grenzverkehr. Die beiderseits zuständigen Stellen können im gegenseitigen Einvernehmen Ausführungsvorschriften zur Auslegung des Begriffs kleiner Grenzverkehr im Sinne dieser Bestimmung sowie zu den sonst in dieser Hinsicht in Betracht kommenden Fragen erlassen.

Unter Binnenschifffahrt im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 und 4 ist auch die Rheinschifffahrt zu verstehen. Der Binnenschifffahrt stehen gleich Transporte von Rheinhäfen über See nach deutschen See- und Binnenhäfen und umgekehrt, sowie Transporte mit deutschen Schiffen zwischen niederländischen Seehäfen und mit niederländischen Schiffen zwischen deutschen Seehäfen.

Artikel 3.

Im Sinne des Artikels 2 Ziffer 1 gelten bei der Einfuhr nach den Niederlanden als deutsche Waren solche Waren, die ausschliesslich in Deutschland erzeugt worden sind oder dort eine Verarbeitung oder eine erhebliche Bearbeitung erfahren haben, und bei der Einfuhr nach Deutschland als niederländische Waren solche Waren, die ausschliesslich in den Niederlanden erzeugt worden sind oder die nach den deutschen Zollvorschriften als niederländische Waren betrachtet werden.

Artikel 4.

Duitsche schuldenaren, die jegens Nederlandsche schuldeischers in Reichsmark luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het Reichsmarkbedrag op de rekening van het Nederlandsche Clearinginstituut bij de « Deutsche Verrechnungskasse » storten. De « Deutsche Verrechnungskasse » zal doorlopend aan het Nederlandsche Clearinginstituut de op deze rekening gestorte Reichsmarkbedragen opgeven; het Nederlandsche Clearinginstituut zal voor de opgegeven bedragen de Nederlandsche begunstigten in guldens crediteeren. Duitsche schuldenaren, die jegens Nederlandsche schuldeischers in guldens luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het guldensbedrag bij de « Deutsche Verrechnungskasse » aanvragen met betaling van de tegenwaarde in Reichsmark, berekend naar de door de « Deutsche Verrechnungskasse » vast te stellen koers. De « Deutsche Verrechnungskasse » zal doorlopend aan het Nederlandsch Clearinginstituut de guldensbedragen, welke tegenwaarde op deze wijze is gestort, opgeven.

Nederlandsche schuldenaren, die jegens Duitsche schuldeischers in guldens luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het guldensbedrag op de rekening van de « Deutsche Verrechnungskasse » bij het Nederlandsch Clearinginstituut storten. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal doorlopend aan de « Deutsche Verrechnungskasse » de op deze rekening gestorte bedragen opgeven. Nederlandsche schuldenaren, die jegens Duitsche schuldeischers in Reichsmark luidende verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan het verschuldigde Reichsmarkbedrag bij het Nederlandsch Clearinginstituut aanvragen met betaling van de tegenwaarde in guldens, berekend naar de door het Nederlandsch Clearinginstituut vast te stellen koers. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal doorlopend aan de « Deutsche Verrechnungskasse » de Reichsmarkbedragen, welke tegenwaarde op deze wijze is gestort, opgeven.

Luidt de verplichting van den Duitschen schuldenaar in een andere valuta dan Reichsmark of guldens, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag worden betaald in Reichsmark, berekend naar den gemiddelden koers van de betrokken geldsoort, die aan de Berlijnsche Beurs genoteerd wordt op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Luidt de verplichting van den Nederlandschen schuldenaar in een andere valuta dan guldens of Reichsmark, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag worden betaald in guldens, berekend naar de officieele Nederlandsche noteering van de betrokken geldsoort op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Artikel 5.

De Duitsche schuldenaren betalen met bevrijdende kracht aan de « Deutsche Verrechnungskasse ». De Nederlandsche schuldenaren betalen met bevrijdende kracht aan het Nederlandsch Clearinginstituut.

Uitbetaling aan Duitsche schuldeischers geschiedt door de « Deutsche Verrechnungskasse », uitbetaling aan Nederlandsche schuldeischers door het Nederlandsch Clearinginstituut en zulks naar mate van de telkens beschikbare bedragen en in de tijdsvolgorde, waarin de stortingen hebben plaats gevonden, voor zoover — wat betreft de tijdsvolgorde — de beide Regeeringen of de autoriteiten, die daartoe door haar gemachtigd zijn, in uitzonderingsgevallen niet iets anders bepalen.

Artikel 6.

Aan het Nederlandsch Clearinginstituut en aan de « Deutsche Verrechnungskasse » wordt overgelaten in onderling overleg de hun noodzakelijk voorkomende betalingstechnische maatregelen te treffen.

De beide verrekeningsinstituten hebben het recht gestorte bedragen, die zij beschouwen als niet onder de bepalingen van het verdrag over het Betalingsverkeer te vallen, zonder toestemming van den begunstigde aan den schuldenaar terug te betalen.

Artikel 4.

Deutsche Schuldner, die gegenüber niederländischen Gläubigern Reichsmarkverpflichtungen der im Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den Reichsmarkbetrag auf das Konto des Nederlandsch Clearinginstituut bei der Deutschen Verrechnungskasse einzuzahlen. Die Deutsche Verrechnungskasse wird dem Nederlandsch Clearinginstituut die Reichsmarkgutschriften auf diesem Konto laufend aufgeben; das Nederlandsch Clearinginstituut wird die aufgegebenen Beträge den niederländischen Begünstigten in Gulden gutschreiben. Deutsche Schuldner, die gegenüber niederländischen Gläubigern Guldenverpflichtungen der im Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den Guldenbetrag bei der Deutschen Verrechnungskasse anzufordern unter Einzahlung des Reichsmarkgegenwerts, berechnet nach dem von der Deutschen Verrechnungskasse festzustellenden Kurs. Die Deutsche Verrechnungskasse wird dem Nederlandsch Clearinginstituut die Guldenbeträge, deren Gegenwert auf diese Weise eingezahlt worden ist, laufend aufgeben.

Niederländische Schuldner, die gegenüber deutschen Gläubigern Guldenverpflichtungen der im Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den Guldenbetrag auf das Konto der Deutschen Verrechnungskasse bei dem Nederlandsch Clearinginstituut einzuzahlen. Das Nederlandsch Clearinginstituut wird der Deutschen Verrechnungskasse die Gutschriften auf diesem Konto laufend aufgeben. Niederländische Schuldner, die gegenüber deutschen Gläubigern Reichsmarkverpflichtungen der im Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit den geschuldeten Reichsmarkbetrag beim Nederlandsch Clearinginstituut anzufordern unter Einzahlung des Guldengegenwerts, berechnet nach dem vom Nederlandsch Clearinginstituut festzustellenden Kurs. Das Nederlandsch Clearinginstituut wird der Deutschen Verrechnungskasse die Reichsmarkbeträge, deren Gegenwert auf diese Weise eingezahlt worden ist, laufend aufgeben.

Lautet die Verpflichtung des deutschen Schuldners auf eine andere Währung als Reichsmark oder Gulden, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Reichsmark zu zahlen unter Umrechnung zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag notiert wird.

Lautet die Verpflichtung des niederländischen Schuldners auf eine andere Währung als Gulden oder Reichsmark, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Gulden zu zahlen unter Umrechnung nach den amtlichen niederländischen Notierungen der betreffenden Währungen an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag.

Artikel 5.

Die deutschen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an die Deutsche Verrechnungskasse. Die niederländischen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an das Nederlandsch Clearinginstituut.

Die Zahlungen an deutsche Gläubiger werden von der Deutschen Verrechnungskasse, die Zahlungen an niederländische Gläubiger von dem Nederlandsch Clearinginstituut geleistet, und zwar nach Massgabe der jeweils verfügbaren Beträge und in der zeitlichen Reihenfolge, in welcher die Beträge eingezahlt worden sind, soweit nicht, was die Reihenfolge anlangt, die beiden Regierungen oder die von ihnen beauftragten Stellen in Ausnahmefällen etwas anderes bestimmen.

Artikel 6.

Es bleibt der Deutschen Verrechnungskasse und dem Nederlandsch Clearinginstituut vorbehalten, im gegenseitigen Einvernehmen die ihnen notwendig erscheinenden zahlungstechnischen Massnahmen zu treffen.

Die beiden Verrechnungsanstalten sind berechtigt, eingezahlte Beträge, die sie als nicht unter die Bestimmungen des Verrechnungsvertrages fallend ansehen, ohne Zustimmung des Begünstigten an den Schuldner zurückzuzahlen.

Artikel 7.

In het belang van een gemakkelijker afwikkeling van het verrekeningsverkeer zal rechtstreeksche verrekening van vorderingen met economisch gerechtvaardigde en gebruikelijke, in het land van den schuldenaar ontstane transportkosten en invoerrechten, kantoorkosten, salarissen en loonen van agentschappen en filialen, provisiën en kosten voor zakenreizen toegelaten zijn. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten zullen in onderling overleg richtlijnen voor de hierbij toe te passen procedure opstellen.

Artikel 8.

Tot storting bij de « Deutsche Verrechnungskasse » zijn slechts die Duitsche schuldenaren gerechtigd, welke een desbetreffende vergunning (Devisenbescheinigung) van de bevoegde Duitsche « Überwachungs »- of « Devisenstelle » verkregen hebben.

De Nederlandsche Regeering behoudt zich het recht voor harerzijds de storting bij het Nederlandsch Clearinginstituut afhankelijk te stellen van een zoodanige vergunning.

Artikel 9.

Particuliere compensatietransacties en clearingcompensaties zijn slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten.

De opening van nieuwe « Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen » ten gunste van Nederlandsche firma's bij een Duitsche deviezenbank is slechts met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten toegestaan.

Artikel 10.

De gedeeltelijke betaling van met Kreditsperrmark of Registermark vanuit Duitschland naar Nederland uitgevoerde goederen is slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten. Voor zoover toestemming tot zoodanige betalingen door de bevoegde Duitsche autoriteit vóór den 24sten September 1934 is gegeven, kunnen deze zaken nog worden afgewikkeld.

Artikel 11.

De uitgaven van Nederlandsche zeeschepen in Duitsche havens en van Duitsche zeeschepen in Nederlandsche havens, alsmede overige betalingen in het wederzijdsche zeevrachtverkeer, vallen, behoudens de bepalingen in artikel 2, alinea 1, cijfer 5 en alinea 4, niet onder het verrekeningsverkeer.

De Duitsche Regeering zal, zooveel als eenigszins mogelijk, deviezen ter beschikking stellen om de betaling van zeevrachten van Duitsche uitvoergoederen, die op Nederlandsche zeeschepen vervoerd worden, mogelijk te maken. Bij de toewijzing van deviezen voor zeevrachten in het algemeen zal de Duitsche Regeering de vrachten van Nederlandsche zeeschepen even gunstig behandelen als de vrachten voor de zeeschepen van eenig ander land.

De Duitsche Regeering zal er verder voor zorgen, dat Nederlandschen scheepvaartondernemingen de vergunning gegeven wordt, de met de bedrijfsuitoefening in Duitschland samenhangende uitgaven met de inkomsten van het Duitsche bedrijf te verrekenen. Als uitgaven voor de bedrijfsuitoefening zijn in het bijzonder te beschouwen kantoorkosten, loonen en salarissen, scheepsbenodigdheden, provisiën, onderhouds- en uitrustingskosten, dokkosten, reclamekosten, vrachtrabatten, plaatskosten (liggelden en ladings- en verladingskosten, enz.) en uitgaven voor Duitsche bunkerkolen (ook in buitenlandsche havens).

Artikel 12.

De Duitsche Regeering zal bij de toewijzing van deviezen voor den aankoop van grondstoffen en levensmiddelen, die Duitschland door middel van den tusschenhandel over Nederland pleegt te betrekken, geen maatregelen treffen om het gebruikelijke evenredige aandeel van Nederland aan de verzorging van Duitschland met deze goederen te verminderen.

Artikel 7.

Im Interesse einer erleichterten Abwicklung des Verrechnungsverkehrs wird die unmittelbare Verrechnung von Forderungen mit wirtschaftlich gerechtfertigten und üblichen, in dem Lande des Schuldners entstandenen Transportkosten und Zöllen, Bürokosten, Gehältern und Löhnen von Vertretungen und Filialen, Provisionen und Kosten für Geschäftsreisen zugelassen werden. Die beiderseits zuständigen Stellen werden im gegenseitigen Einvernehmen Richtlinien für das hierbei anzuwendende Verfahren aufstellen.

Artikel 8.

Zur Einzahlung bei der Deutschen Verrechnungskasse sind nur solche deutschen Schuldner berechtigt, die eine entsprechende Genehmigung (Devisenbescheinigung) der zuständigen deutschen Überwachungsstelle oder Devisenstelle erhalten haben.

Die Niederländische Regierung behält sich das Recht vor, ihrerseits die Einzahlung bei dem Nederlandsch Clearinginstituut von einer entsprechenden Genehmigung abhängig zu machen.

Artikel 9.

Private Verrechnungsgeschäfte und Gegenseitigkeitsgeschäfte sind nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

Die Errichtung neuer Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen zugunsten niederländischer Firmen bei einer deutschen Devisenbank ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

Artikel 10.

Die teilweise Bezahlung deutscher Warenausfuhr nach den Niederlanden mit Kreditsperrmark oder Registermark ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig. Soweit die Zustimmung zu derartigen Zahlungen durch die zuständige deutsche Behörde vor dem 24. September 1934 erteilt ist, können diese Geschäfte noch abgewickelt werden.

Artikel 11.

Die Ausgaben deutscher Seeschiffe in niederländischen Häfen und niederländischer Seeschiffe in deutschen Häfen sowie sonstige Zahlungen im beiderseitigen Seefrachtverkehr unterliegen vorbehaltlich der Bestimmungen im Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 5 und Absatz 4 nicht dem Verrechnungsverkehr.

Die Deutsche Regierung wird, soweit als irgend möglich, Devisen zur Verfügung stellen, um die Bezahlung von Seefrachten deutscher Ausfuhrwaren, die auf niederländischen Seeschiffen befördert werden, zu ermöglichen. Bei der Zuteilung von Devisen für Seefrachten im allgemeinen wird die Deutsche Regierung den Frachten niederländischer Schiffe eine ebenso günstige Behandlung zuteil werden lassen, wie den Frachten der Seeschiffe irgend eines anderen Landes.

Die Deutsche Regierung wird ferner dafür sorgen, dass niederländischen Schiffahrtsgesellschaften die Genehmigung erteilt wird, die mit ihrem Geschäftsbetrieb in Deutschland zusammenhängenden Ausgaben mit den Einnahmen aus dem deutschen Geschäft zu verrechnen. Als Ausgaben für den Geschäftsbetrieb sind insbesondere Bürounkosten, Löhne und Gehälter, Schiffsbedürfnisse, Provisionen, Instandhaltungs- und Instandsetzungskosten, Dockkosten, Werbungskosten, Frachtrabatte, Platzkosten (Liege- und Stauerkosten, Umladegebühren usw.) und Kosten für deutsche Bunkerkohlen (auch in ausländischen Häfen) zu betrachten.

Artikel 12.

Die Deutsche Regierung wird bei der Zuteilung von Devisen zum Kauf von Rohstoffen und Lebensmitteln, die Deutschland im Wege des Zwischenhandels über die Niederlande zu beziehen pflegt, keine Massnahmen treffen, um den herkömmlichen verhältnismässigen Anteil der Niederlande an der Versorgung Deutschlands mit diesen Waren zu verringern.

Artikel 13.

Van de op grond van dit verdrag op de rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen wordt een bepaald overeengekomen aandeel op een vrije rekening van de Reichsbank bij De Nederlandsche Bank N.V. overgeschreven.

Artikel 14.

De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in gemeenschappelijk overleg toestaan, dat verplichtingen van Duitsche schuldenaren jegens Nederlandsche schuldeischers in bijzondere gevallen met bevrijdende kracht op een bijzondere rekening worden gestort. De beide Regeeringscommissies zullen zich erover verstaan, wanneer en in welken omvang van de in het verrekeningsverkeer bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen een gedeelte voor de afdekking van deze bijzondere rekening zal worden gebruikt.

Artikel 15.

Iedere Regeering zal een Regeeringscommissie, bestaande uit ambtenaren van de betrokken ministeries, instellen. Deze commissies hebben tot taak in voortdurend rechtstreeksch contact die vraagstukken te behandelen, die met de toepassing van dit verdrag samenhangen.

De beide Regeeringen zullen elkaar in kennis stellen van de samenstelling der Regeeringscommissies.

Artikel 16.

Om een zoo vlot mogelijk verloop van het betalingsverkeer te verzekeren, zullen de beide verdragsluitende Partijen de ontwikkeling van het goederenverkeer op de daarvoor vereischte wijze regelen.

Tot dit doel ontvangen de in artikel 15 genoemde Regeeringscommissies in het bijzonder opdracht voortdurend de ontwikkeling van het goederen- en scheepvaartverkeer te volgen en de met het oog op den stand van de verrekeningskonti benoodigde maatregelen vast te stellen.

Artikel 17.

Dit verdrag moet bekrachtigd worden. Het treedt den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, welke zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage zal plaats vinden, in werking.

Artikel 18.

Dit verdrag blijft tot en met 31 December 1938 van kracht. Het kan nochtans voor dien datum met inachtneming van een termijn van 3 maanden, en voor het geval ingrijpende wijzigingen intreden in de verhoudingen, op grondslag waarvan het gesloten is, met inachtneming van een termijn van 14 dagen aan het eind van een kalendermaand worden opgezegd.

Treedt het verdrag, door opzegging of door afloop buiten werking, dan zullen vóór de opzegging of den afloop totstandgekomen, onder het verrekeningsverkeer vallende, verplichtingen ook na de buitenwerkingtreding nog door stortingen ingevolge de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden.

Blijft na de buitenwerkingtreding van het verdrag uit de stortingen bij een van de beide vereffeningsinstituten nog een overschot uitstaan dan zullen de in artikel 2 van het verdrag vermelde verplichtingen nog zoo lang in het verrekeningsverkeer overeenkomstig de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden, tot het overschot verdwenen is.

Geschied in tweevoud in de Nederlandsche en de Deutsche taal te Berlijn, den 18den December 1937.

H. M. HIRSCHFELD.

Felix BENZLER.

Artikel 13.

Von den auf Grund dieses Vertrages auf dem Konto bei dem Nederlandsch Clearinginstituut eingezahlten Beträgen wird ein besonders vereinbarten Anteil auf ein freies Konto der Reichsbank bei De Nederlandsche Bank N. V. übertragen.

Artikel 14.

Die beiderseits zuständigen Stellen können gemeinsam zulassen, dass Verpflichtungen deutscher Schuldner gegenüber niederländischen Gläubigern in Härtefällen mit befreiender Wirkung auf ein besonderes Konto eingezahlt werden. Die beiden Regierungsausschüsse werden sich darüber verständigen, wann und in welchem Umfang aus den im Verrechnungsverkehr beim Nederlandsch Clearinginstituut eingezahlten Beträgen Teilbeträge zur Abdeckung dieses besonderen Kontos Verwendung finden sollen.

Artikel 15.

Jede Regierung wird einen Regierungsausschuss, bestehend aus Mitgliedern der beteiligten Ministerien, einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Vertrages zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Artikel 16.

Um eine möglichst reibungslose Durchführung des Zahlungsverkehrs zu sichern, werden die beiden vertragschliessenden Teile die Entwicklung des Warenaustausches in der erforderlichen Weise regeln.

Zu diesem Zweck werden die im Artikel 15 erwähnten Regierungsausschüsse insbesondere beauftragt, laufend den Waren- und Schiffsverkehr zu überprüfen und die unter Berücksichtigung des Standes der Verrechnungskonten erforderlichen Massnahmen zu vereinbaren.

Artikel 17.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Er tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich im Haag erfolgen soll, in Kraft.

Artikel 18.

Dieser Vertrag bleibt bis zum 31. Dezember 1938 in Geltung. Er kann jedoch schon vorher mit einer Frist von drei Monaten und, falls wesentliche Änderungen in den Verhältnissen eintreten, auf deren Grundlage er geschlossen ist, mit einer Frist von vierzehn Tagen zum Ende eines Kalendermonats gekündigt werden.

Tritt der Vertrag durch Kündigung oder Zeitablauf ausser Kraft, so werden die vor der Kündigung oder dem Ablauf entstandenen, unter den Verrechnungsverkehr fallenden Verbindlichkeiten auch nach seinem Ausserkrafttreten noch durch Einzahlungen gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden.

Bleibt nach dem Ausserkrafttreten des Vertrages aus den Einzahlungen bei einer der beiden Verrechnungsanstalten noch ein Saldo stehen, so werden die im Artikel 2 des Vertrages vorgesehenen Verbindlichkeiten noch so lange im Verrechnungsverkehr gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden, bis der Saldo aufgelöst ist.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und niederländischer Sprache in Berlin am 18. Dezember 1937.

Felix BENZLER.

H. M. HIRSCHFELD.

UITWISSELING VAN NOTA'S. — NOTENWECHSEL.

I.

DE VOORZITTER
DER NEDERLANDSCHE DELEGATIE.

BERLIJN, 18 *December* 1937.

MIJNHEER DE VOORZITTER !

Ik heb de eer, U te bevestigen, dat in verband met de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van het Verdrag inzake het Nederlandsch-Duitsch betalingsverkeer, tusschen de Nederlandsche en de Duitsche Regeering overeenstemming is bereikt omtrent het volgende :

De verdragsluitende Regeeringen zullen het verdrag inzake het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer vanaf 1 Januari 1938 voorloopig toepassen.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, mijn bijzondere hoogachting te betuigen.

H. M. HIRSCHFELD.

Aan
den Voorzitter van de Duitsche Delegatie,
den heer Benzler,
Berlijn.

II.

DER VORSITZENDE
DER DEUTSCHEN DELEGATION.

BERLIN, den 18. *Dezember* 1937.

HERR VORSITZENDER !

Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Vertrages über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr zwischen der Deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden den Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 1. Januar 1938 ab vorläufig anwenden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

BENZLER.

An
den Vorsitzenden der Niederländischen Delegation
Herrn Dr. Hirschfeld,
Berlin.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
par délégation,
E. N. van Kleffens.

¹ TRADUCTION.

N^o 4403. — TRAITÉ CONCERNANT
LE RÉGIME DES PAIEMENTS
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES
PAYS-BAS. SIGNÉ A BERLIN,
LE 18 DÉCEMBRE 1937.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND
et
SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

Animés du désir de faciliter les paiements
entre l'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas,
ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :
Monsieur Felix BENZLER, consul général
d'Allemagne à Amsterdam ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Dr Hans Max HIRSCHFELD, directeur
général du Commerce et de l'Industrie
au Ministère de l'Economie nationale ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pou-
voirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les paiements entre l'Allemagne et le Royau-
me des Pays-Bas qui ont trait aux obligations
visées à l'article 2 s'effectueront, en Allemagne,
exclusivement par l'entremise de la Caisse
allemande de compensation (*Deutsche Verrech-
nungskasse*) et, aux Pays-Bas, exclusivement
par l'entremise de l'Institut néerlandais de
clearing (*Nederlandsch Clearinginstituut*).

Dans le présent traité, les mots « Pays-Bas »
et « néerlandais » visent également, sauf dispo-
sitions contraires formelles, les territoires néer-
landais situés hors d'Europe.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

N^o. 4403. — TREATY CONCERNING
CLEARING TRANSACTIONS
BETWEEN GERMANY AND THE
NETHERLANDS. SIGNED AT
BERLIN, DECEMBER 18TH, 1937.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH
and
HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHER-
LANDS,

Desirous of facilitating payments between
Germany and the Kingdom of the Netherlands,
have appointed as their respective Plenipo-
tentiaries :

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :
Monsieur Felix BENZLER, German Consul-
General at Amsterdam ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHER-
LANDS :

Dr. Hans Max HIRSCHFELD, Director-
General of Commerce and Industry in
the Ministry of Economic Affairs ;

Who, having exchanged their full powers,
found in good and due form, have agreed as
follows :

Article 1.

Payment transactions between Germany and
the Kingdom of the Netherlands in discharge
of liabilities of the kind specified in Article 2
shall be effected exclusively through the medium
of the *Deutsche Verrechnungskasse* (German
Clearing Office) in Germany and the *Neder-
landsch Clearinginstituut* (Netherlands Clearing
Institute) in the Netherlands.

Save in so far as otherwise expressly provided,
the word " Netherlands " shall be deemed for
the purposes of the present Treaty to include
the Netherlands territories outside Europe.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

Article 2.

Les engagements ci-après de débiteurs allemands envers des créanciers néerlandais et de débiteurs néerlandais envers des créanciers allemands, pour autant qu'ils sont venus ou viennent à échéance après le 23 septembre 1934, tombent, sauf autres arrangements, sous le coup des dispositions du présent traité :

1^o Les paiements résultant de l'importation de marchandises allemandes aux Pays-Bas et de marchandises néerlandaises en Allemagne, ainsi que, avec l'assentiment des deux Parties, les paiements résultant du trafic de perfectionnement pour compte étranger ;

2^o Les paiements afférents à des frais accessoires découlant des échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Pays-Bas, notamment les paiements de droits de douane, frais de transport par voie ferrée et par voie fluviale, frais et commissions d'expédition, frais de transbordement, de port et de chargement de charbon dans la navigation intérieure (à l'exclusion du coût du charbon de soute) ; les paiements afférents aux assurances de transport ;

3^o Les paiements afférents à des frais accessoires du transit à travers l'Allemagne en provenance et à destination des Pays-Bas et à travers les Pays-Bas en provenance et à destination de l'Allemagne ; seront également considérés comme frais accessoires du transit, sous réserve des dispositions de l'article II, tous les frais de transbordement dans les ports néerlandais et allemands ;

4^o Les recettes provenant de la navigation intérieure pour autant que ces recettes ne sont pas utilisées habituellement pour des paiements dans le pays débiteur ;

5^o Les paiements de frets maritimes dus à des entreprises de navigation néerlandaises pour des marchandises importées en Allemagne, à condition que des certificats de devises ou des autorisations aient été accordés pour le paiement de ces marchandises ;

6^o Le règlement des soldes des décomptes établis, en dehors du présent traité, par les administrations des deux pays pour le trafic ferroviaire, aérien, postal et télégraphique entre l'Allemagne et les Pays-Bas ;

Article 2.

The provisions of the present Treaty shall apply — subject always to any other subsequent arrangements — to liabilities involving payments by German debtors to Netherlands creditors or Netherlands debtors to German creditors, provided such payments fall or have fallen due after September 23rd, 1934, as follows :

(1) Payments in connection with the importation of German goods to the Netherlands or Netherlands goods to Germany, and payments made by mutual agreement in connection with the finishing of foreign manufactured articles for foreign account ;

(2) Payments for accessory costs in connection with goods transactions between Germany and the Netherlands, such as Customs, rail and inland shipping freights, forwarding costs and commissions, transshipment, harbour and bunker charges on inland waterways (other than the cost of bunker coal), and payments in connection with transport insurance ;

(3) Payments for accessory costs in connection with transit trade from and to the Netherlands through Germany and from and to Germany through the Netherlands, whereby the expression " accessory costs in connection with transit trade " shall be deemed, subject always to the provisions of Article II, to include all transshipment costs incurred in Netherlands and German harbours ;

(4) Inland shipping traffic receipts, where not habitually used for payments in the debtor country ;

(5) Payments to Netherlands shipping undertakings for maritime freights of goods imported into Germany, where foreign exchange certificates or permits have been issued for the purpose of such payments ;

(6) Payment of the balances arising outside the present Treaty in connection with the clearing of the accounts of the German and Netherlands rail, air, postal and telegraphic traffic between the two countries ;

7° Les paiements effectués par des bureaux de voyage à des entreprises de transport de l'autre pays (y compris les entreprises de navigation) pour le règlement de billets vendus (y compris les coupons de wagons-lits), ainsi que le paiement des soldes résultant de la compensation directe de telles prestations entre les bureaux de voyage des deux pays, pour autant que les autorités compétentes des deux pays approuvent une telle compensation directe ;

8° Les paiements afférents aux droits de brevet et, sous réserve d'un examen spécial dans chaque cas particulier, les paiements afférents à des licences et prestations similaires ;

9° Les paiements afférents à d'autres frais se rattachant au commerce germano-néerlandais, notamment au commerce intermédiaire, économiquement justifiés et usuels, et plus particulièrement les paiements afférents aux traitements, aux salaires et aux frais de bureau d'agences et de succursales, aux commissions, aux frais de réclame, aux frais de poursuites judiciaires et au remboursement de frais de voyage.

Les engagements visés au N° 1 de l'alinéa premier sont considérés comme tombant sous le coup des dispositions du présent traité, même lorsque l'engagement est contracté envers des personnes résidant dans un Etat tiers. Les autorités compétentes des deux pays pourront dans des cas particuliers établir une réglementation différente.

Ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent traité les paiements effectués au comptant dans le petit trafic de frontière. Les autorités compétentes des deux pays pourront, d'un commun accord, établir des règlements d'exécution pour interpréter le terme « petit trafic de frontière » au sens de la présente disposition et régler les autres questions qui se posent à cet égard.

Le terme « navigation intérieure », au sens des Nos 2 et 4 de l'alinéa premier, vise également la navigation sur le Rhin. Sont assimilés à la navigation intérieure, les transports des ports du Rhin par la voie maritime à destination des ports maritimes et fluviaux allemands et inversement, ainsi que les transports s'effectuant à bord de navires allemands entre des ports maritimes néerlandais et à bord de navires néerlandais entre des ports maritimes allemands.

(7) Payments by travel agencies to traffic undertakings (including shipping undertakings) of the other country for the sale of tickets and other reservations (including sleeping-car reservations), and payment of the balances arising in connection with the direct clearing of such payments between the travel agencies in the two countries, where the competent authorities in the two countries agree to such direct clearing ;

(8) Payments for patent fees and — subject always to special consideration of individual cases — for licences and similar payments ;

(9) Payments for other customary and reasonable expenditure incurred in connection with trade (more particularly, intermediary trade) between Germany and the Netherlands, especially as regards salaries, wages and office expenses of agencies and branches, commissions, professional outlay, costs of legal proceedings and refunds of travelling expenses.

The applicability of the provisions of the present Treaty to liabilities of the kind specified in paragraph 1 (1) above shall extend to the case of liabilities in the same connection to persons in a third country. The competent authorities in the two countries may make other arrangements in particular cases.

The provisions of the present Treaty shall not apply to cash payments in connection with petty frontier transactions. The competent authorities in the two countries may issue executory regulations by common accord in interpretation of the term " petty frontier transactions " within the meaning of this provision, or other points arising in this connection.

" Inland shipping " within the meaning of paragraph 1 (2) and (4) above shall be deemed to include Rhine shipping. Transport by sea from Rhine ports to German maritime and inland ports and *vice versa*, and transport by German ships between Netherlands maritime ports and by Netherlands ships between German maritime ports, shall rank as inland shipping.

Article 3.

Au sens du N° 1 de l'article 2, seront considérées comme marchandises allemandes, à l'importation aux Pays-Bas, les marchandises qui ont été produites exclusivement en Allemagne ou y ont subi une transformation ou un travail important, et comme marchandises néerlandaises, à l'importation en Allemagne, les marchandises qui ont été produites exclusivement aux Pays-Bas ou qui d'après les règlements douaniers allemands sont considérées comme marchandises néerlandaises.

Article 4.

Les débiteurs allemands qui ont envers des créanciers néerlandais des engagements en reichsmarks de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, verser le montant en reichsmarks au compte de l'Institut néerlandais de clearing auprès de la Caisse allemande de compensation. Cette dernière avisera au fur et à mesure l'Institut néerlandais de clearing des montants en reichsmarks versés à ce compte ; l'Institut néerlandais de clearing créditera des montants avisés les bénéficiaires néerlandais en florins. Les débiteurs allemands qui ont envers des créanciers néerlandais des dettes en florins de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, demander le montant en florins à la Caisse allemande de compensation, en versant la contre-partie en reichsmarks, calculée au cours établi par la Caisse allemande de compensation. Cette dernière avisera au fur et à mesure l'Institut néerlandais de clearing des montants en florins dont la contre-partie aura été versée selon ces modalités.

Les débiteurs néerlandais qui ont envers des créanciers allemands des engagements en florins de la catégorie visée à l'article 2, devront, à l'échéance, verser le montant en florins au compte de la Caisse allemande de compensation auprès de l'Institut néerlandais de clearing. Ce dernier avisera au fur et à mesure la Caisse allemande de compensation des montants versés à ce compte. Les débiteurs néerlandais qui ont envers des créanciers allemands des engagements en reichsmarks de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, demander le montant dû en reichsmarks à l'Institut néerlandais de clearing, en versant la contre-valeur en florins, calculée au cours établi par l'Institut

Article 3.

" German goods " imported into the Netherlands within the meaning of Article 2, paragraph 1 (1), shall be deemed to mean such goods as have been produced exclusively in Germany, or have undergone considerable processing or transforming processes therein. " Netherlands goods " imported into Germany within the meaning of Article 2, paragraph 1 (1), shall be deemed to mean such goods as have been produced exclusively in the Netherlands or are treated as Netherlands goods under the German Customs regulations.

Article 4.

German debtors who have liabilities in reichsmarks to Netherlands creditors of the kind to which Article 2 relates must make payment on maturity of the amount in reichsmarks into the account of the Nederlandsch Clearinginstituut with the Deutsche Verrechnungskasse. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Nederlandsch Clearinginstituut of the payments in reichsmarks received for credit of this account, and the Nederlandsch Clearinginstituut shall credit the same to the Netherlands creditors in guilders. German debtors who have liabilities in guilders to Netherlands creditors of the kind to which Article 2 relates must apply on maturity to the Deutsche Verrechnungskasse for the amounts due in guilders, at the same time paying in the equivalent in reichsmarks converted at a rate to be determined by the Deutsche Verrechnungskasse. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Nederlandsch Clearinginstituut of the amounts in guilders, the reichsmark equivalent of which has been so paid in.

Netherlands debtors who have liabilities in guilders to German creditors of the kind to which Article 2 relates must make payment on maturity of the amount in guilders into the account of the Deutsche Verrechnungskasse with the Nederlandsch Clearinginstituut. The Nederlandsch Clearinginstituut shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the payments received for credit of this account. Netherlands debtors who have liabilities in reichsmarks to German creditors of the kind to which Article 2 relates must apply on maturity to the Nederlandsch Clearinginstituut for the amounts due in reichsmarks, at the same time paying in the equivalent in guilders con-

néerlandais de clearing. Ce dernier avisera au fur et à mesure la Caisse allemande de compensation des montants en reichsmarks dont la contre-partie aura été versée selon ces modalités.

Si l'obligation du débiteur allemand est libellée dans une monnaie autre que le reichsmark ou le florin, l'intéressé devra verser la contre-valeur en reichsmarks de la somme due ; la conversion se fera au cours moyen de la monnaie en question coté à la Bourse de Berlin le dernier jour d'ouverture ayant précédé le jour du paiement.

Si l'obligation du débiteur néerlandais est libellée dans une monnaie autre que le florin ou le reichsmark, l'intéressé devra verser la contre-valeur en florins de la somme due ; la conversion se fera aux cours néerlandais officiels des monnaies en question cotés le dernier jour d'ouverture de la Bourse ayant précédé le jour du paiement.

Article 5.

Les débiteurs allemands effectueront leurs paiements avec effet libératoire à la Caisse allemande de compensation. Les débiteurs néerlandais effectueront leurs paiements avec effet libératoire à l'Institut néerlandais de clearing.

Les paiements aux créanciers allemands seront effectués par la Caisse allemande de compensation et les paiements aux créanciers néerlandais par l'Institut néerlandais de clearing, dans la mesure où des fonds seront disponibles et dans l'ordre dans lequel les versements auront été effectués, à moins qu'en ce qui concerne l'ordre à suivre, les deux gouvernements, ou les organismes qu'ils désigneront, n'en décident autrement dans des cas d'exception.

Article 6.

Il appartient à la Caisse allemande de compensation et à l'Institut néerlandais de clearing de prendre, d'un commun accord, les mesures techniques qu'ils jugeront nécessaires en matière de paiements.

Les deux organismes de compensation sont autorisés à rembourser au débiteur, sans le consentement du bénéficiaire, les montants versés qu'ils considèrent comme ne tombant pas sous le coup des dispositions du traité relatif aux paiements.

verted at a rate to be determined by the Nederlandsch Clearinginstituut. The Nederlandsch Clearinginstituut shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the amounts in reichsmarks, the guilder equivalent of which has been so paid in.

Where the liability of the German debtor is expressed in a currency other than reichsmarks or guilders, the equivalent of the sum due must be paid in reichsmarks, converted at the middle rate of the currency in question quoted on the Berlin Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of payment.

Where the liability of the Netherlands debtor is in a currency other than guilders or reichsmarks, the equivalent of the sum due must be paid in guilders, converted at the official Netherlands quotations of the currencies in question on the last stock exchange day preceding the date of payment.

Article 5.

German debtors discharge their liabilities by the payments they make into the Deutsche Verrechnungskasse. Netherlands debtors discharge their liabilities by the payments they make into the Nederlandsch Clearinginstituut.

Payments to German creditors shall be made by the Deutsche Verrechnungskasse, and payments to Netherlands creditors by the Nederlandsch Clearinginstituut, as and when the necessary funds are available and in the chronological order in which the amounts have been paid in, save in so far as the two Governments or the authorities instructed by them for the purpose may otherwise provide in respect of the order of payment in exceptional cases.

Article 6.

The Deutsche Verrechnungskasse and the Nederlandsch Clearinginstituut reserve the right by common accord to take such technical measures in regard to payments as they may deem necessary.

Both institutions shall be entitled to refund to the debtors amounts paid in which they do not regard as coming under the provisions of the present Treaty without the consent of the party for whom such amounts were intended.

Article 7.

Afin de faciliter le fonctionnement du régime des paiements, la compensation directe de créances avec des dépenses économiquement justifiées et usuelles, effectuées dans le pays du débiteur au titre de frais de transport, droits de douane, frais de bureau, traitements et salaires d'agences et de succursales, commissions et frais de voyages d'affaires, sera admise. Les autorités compétentes des deux pays établiront, d'un commun accord, les règles de procédure applicables à cet effet.

Article 8.

Sont seuls autorisés à effectuer des versements à la Caisse allemande de compensation les débiteurs allemands qui ont obtenu à cet effet une autorisation (certificat de devises) (*Devisenbescheinigung*) du service allemand de contrôle ou de l'office allemand des devises compétent.

Le Gouvernement néerlandais se réserve le droit de subordonner de son côté le versement à l'Institut néerlandais de clearing à une autorisation correspondante.

Article 9.

Les opérations privées de compensation et de clearing ne peuvent être effectuées qu'avec l'assentiment des services compétents des deux pays.

De nouveaux comptes spéciaux d'étrangers pour paiements à effectuer à l'intérieur (*Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen*) ne pourront être ouverts auprès d'une « Devisenbank » allemande en faveur de maisons de commerce néerlandaises qu'avec l'assentiment des services compétents des deux pays.

Article 10.

Le paiement partiel d'exportations allemandes de marchandises à destination des Pays-Bas au moyen de « marks de crédit bloqués » (*Kreditspermark*) ou de « marks enregistrés » (*Registermark*) ne pourra avoir lieu qu'avec l'assentiment des autorités compétentes des deux pays. Toutefois, si les autorités allemandes compétentes ont déjà autorisé des paiements de ce genre avant le 24 septembre 1934, les opérations en question pourront encore être liquidées.

Article 7.

To facilitate clearing, the direct clearing of claims (including customary and reasonable expenditure incurred in the country of the debtor party in connection with transport, Customs, office expenses, salaries and wages of agencies or branches, commissions and travelling expenses incurred for business purposes) shall be allowed. The competent authorities in both countries shall draw up rules of guidance by common accord for dealing with such cases.

Article 8.

Payments into the Deutsche Verrechnungskasse may be made only by German debtors who have received permission to do so by means of a foreign exchange certificate (*Devisenbescheinigung*) issued by the competent German control authority or foreign exchange authority.

The Netherlands Government reserves the right to make payments into the Nederlandsch Clearinginstituut conditional on the issue of a similar permit.

Article 9.

Private clearing and compensation transactions shall be permissible only with the assent of the competent authorities in both countries.

The opening of new "Aski" accounts (*Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen*) in favour of Netherlands firms with a German Devisenbank (bank authorised to deal in foreign exchange) shall be permissible only with the assent of the competent authorities in both countries.

Article 10.

Part payment of German exports of goods to the Netherlands in blocked credit marks (*Kreditspermark*) or registered marks (*Registermark*) shall be permissible only with the assent of the competent authorities in both countries. Where permission for such payments was granted by the competent German authority before September 24th, 1934, the transactions in question may be completed.

Article II.

Sous réserve des dispositions du N° 5 du premier alinéa et du quatrième alinéa de l'article 2, les dépenses de navires allemands de haute mer dans des ports néerlandais et celles de navires néerlandais de haute mer dans des ports allemands, ainsi que les autres paiements afférents au trafic maritime entre les deux pays, ne sont pas soumis au présent régime des paiements.

Le Gouvernement allemand, dans toute la mesure du possible, fournira des devises pour permettre le paiement du fret afférent au transport de marchandises d'exportation allemandes à bord de navires néerlandais de haute mer. Dans l'octroi de devises pour des transports maritimes en général, le Gouvernement allemand accordera au fret des navires néerlandais un traitement aussi favorable que celui dont bénéficie le fret des navires de haute mer de tout autre pays.

En outre, le Gouvernement allemand veillera à ce que les compagnies de navigation néerlandaises soient autorisées à compenser par les recettes provenant de leurs affaires avec l'Allemagne les dépenses afférentes à leur exploitation commerciale en Allemagne. Seront notamment considérés comme dépenses afférentes à l'exploitation commerciale les frais de bureau, traitements et salaires, articles nécessaires aux navires, commissions, frais d'entretien et de réparation, frais de dock, frais de réclame, rabais sur les transports, frais de stationnement (droits de quai, taxes de chargement, de déchargement et de transbordement, etc.) et les dépenses afférentes à l'achat de charbon de soute allemand (même dans des ports étrangers).

Article 12.

Lors de l'attribution de devises pour l'achat de matières premières et de denrées alimentaires que l'Allemagne se procure habituellement par l'intermédiaire des Pays-Bas, le Gouvernement allemand ne prendra aucune mesure tendant à diminuer la proportion dans laquelle les Pays-Bas ont coutume de participer à l'approvisionnement de l'Allemagne en marchandises de cette nature.

Article II.

Subject always to the provisions in Article 2, paragraph 1 (5) and paragraph 4, expenditure incurred by German sea-going vessels in Netherlands harbours and Netherlands sea-going vessels in German harbours, and other payments in connection with the maritime carrying trade of both countries, shall not come under the clearing.

The German Government shall make foreign exchange available, as far as possible, for the payment of maritime freights of goods exported from Germany which are carried in Netherlands bottoms. In the allocation of foreign exchange for maritime freights in general, the German Government shall accord as favourable treatment to the freights of Netherlands vessels as to the freights of sea-going vessels of any other country.

The German Government shall further take steps to enable Netherlands shipping companies to obtain permission to set off expenditure incurred in connection with the conduct of their business in Germany against the receipts derived from such business. Expenditure incurred in connection with the conduct of business shall be deemed to include office expenses, wages and salaries, ship-chandlery, commissions, maintenance and installation charges, dock fees, professional outlay, freight rebates, local charges (berthing, loading and reloading dues and the like) and German bunker coal charges (even in foreign ports).

Article 12.

In the allocation of foreign exchange for the purchase of raw materials and foodstuffs, the German imports of which habitually pass through the Netherlands and form part of the Netherlands intermediary trade, the German Government shall not take any steps to reduce the traditional share of the Netherlands in the supply of such goods to Germany.

Article 13.

Sur les montants versés en vertu du présent traité au compte ouvert auprès de l'Institut néerlandais de clearing, il sera prélevé une fraction dont l'importance sera fixée par un accord spécial ; cette fraction sera virée à un compte libre de la Reichsbank auprès de la « Nederlandsche Bank N. V. ».

Article 14.

Les services compétents des deux pays pourront, d'un commun accord, admettre, dans des cas particulièrement rigoureux, que les débiteurs allemands versent à un compte spécial, avec effet libératoire, les sommes qu'ils doivent à des créanciers néerlandais. Les deux comités gouvernementaux décideront d'un commun accord à quelle époque et dans quelle mesure des prélèvements pourront être effectués, en vue du règlement de ces comptes spéciaux, sur les montants versés à l'Institut néerlandais de clearing sous le présent régime des paiements.

Article 15.

Chaque gouvernement instituera un comité gouvernemental composé de membres des ministères intéressés ; ces comités auront pour mission de maintenir un contact direct permanent en vue de traiter les questions que soulèvera l'exécution du présent traité. Les deux gouvernements se notifieront mutuellement la composition des comités.

Article 16.

Afin de faciliter dans toute la mesure du possible le bon fonctionnement du régime des paiements, les deux Parties contractantes régleront d'une manière appropriée le développement des échanges commerciaux.

A cet effet, les comités gouvernementaux mentionnés à l'article 15 sont particulièrement chargés de surveiller d'une façon permanente les échanges de marchandises et le trafic maritime et de prendre d'un commun accord les mesures nécessaires, en tenant compte de l'état des comptes de compensation.

Article 17.

Le présent traité sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des

Article 13.

A proportion, to be determined by a separate agreement, of all payments into the account at the Nederlandsch Clearinginstituut under the present Treaty shall be transferred to a free account of the Reichsbank at the Nederlandsche Bank Limited.

Article 14.

The competent authorities in both countries may arrange by common accord in hard cases for German debtors to discharge their liabilities to their Netherlands creditors by payments into a special account. The two Government Committees shall concert together as to when, and to what extent, portions of the clearing payments into the Nederlandsch Clearinginstituut may be used for the settlement of the said special account.

Article 15.

Each Government shall set up a Government Committee composed of officials of the Ministries concerned. It shall be the duty of these Committees to deal, in permanent direct consultation with one another, with all questions relating to the application of the present Treaty. The two Governments shall notify one another of the composition of the said Government Committees.

Article 16.

To ensure as far as possible the operation of the payments system on smooth lines, the two Contracting Parties shall regulate the movements of the exchange of goods as required.

With this object, the Government Committees to which Article 15 relates shall be instructed to keep a continuous check on the movements of goods and shipping, and to take the necessary steps, in agreement, with reference to the position of the clearing accounts.

Article 17.

The present Treaty shall be ratified. It shall come into force on the fifteenth day after the

instruments de ratification, qui aura lieu à La Haye, aussitôt que possible.

exchange of the instruments of ratification, which exchange shall take place at the earliest possible date at The Hague.

Article 18.

Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1938. Toutefois, il pourra être dénoncé antérieurement, pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de trois mois et, si les circonstances sur la base desquelles il a été conclu se modifient profondément, moyennant un préavis de quatorze jours.

Si le traité cesse d'être applicable par suite de sa dénonciation ou de son expiration, les engagements ayant pris naissance avant la dénonciation ou l'expiration et soumis au présent régime des paiements seront liquidés par des versements effectués selon les dispositions du traité, même après la date à laquelle celui-ci aura cessé d'être applicable.

Si, après que le traité a cessé d'être applicable, le compte des versements reçus par l'un des deux offices de compensation fait apparaître un solde, les engagements visés à l'article 2 du traité seront encore liquidés par voie de compensation, selon les dispositions du traité, jusqu'au moment où ce solde aura disparu.

Fait en double, en langue allemande et en langue néerlandaise, à Berlin, le 18 décembre 1937.

Felix BENZLER.
H. M. HIRSCHFELD.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

BERLIN, le 18 décembre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, ce jour, du Traité concernant

Article 18.

The present Treaty shall remain in force until December 31st, 1938, but may be denounced before that date at three months' notice or, in the event of substantial changes in the conditions on the basis of which it was concluded, at fourteen days' notice from the end of any calendar month.

Should the Treaty lapse as a result of denunciation or expiry of the period for which it is concluded, obligations which have arisen thereunder before such denunciation or expiry in connection with clearing transactions shall continue after the lapse of the Treaty to be met by payments into the clearing in accordance with the provisions of the Treaty.

Should a balance remain on the lapse of the Treaty on the payments into either of the two clearing institutions, the liquidation through the clearing, in the manner provided by the Treaty, of the liabilities to which Article 2 relates shall continue until the whole of the balance is cleared.

Done in duplicate, in German and Dutch, in Berlin, this 18th day of December, 1937.

Felix BENZLER.
H. M. HIRSCHFELD.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

THE PRESIDENT
OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

BERLIN, December 18th, 1937.

SIR,

I have the honour to confirm the conclusion of the following arrangement in connection with

le régime des paiements entre les Pays-Bas et l'Allemagne, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand sont convenus de ce qui suit :

Les gouvernements contractants appliqueront le Traité concernant le régime des paiements entre les Pays-Bas et l'Allemagne, à titre provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1938.

Je saisis cette occasion, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur Benzler,
Président de la Délégation allemande,
Berlin.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

BERLIN, le 18 décembre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, ce jour, du Traité concernant le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas, le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal néerlandais sont convenus de ce qui suit :

Les gouvernements contractants appliqueront le Traité concernant le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas, à titre provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1938.

Je saisis cette occasion, etc.

BENZLER.

Monsieur le D^r Hirschfeld,
Président de la Délégation néerlandaise,
Berlin.

to-day's signature of the Treaty concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany, that is to say :

The contracting Governments will provisionally apply the Treaty concerning Clearing Transactions between the Netherlands and Germany as from January 1st, 1938.

I have the honour to be, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur Felix Benzler,
President of the German Delegation,
Berlin.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

BERLIN, December 18th, 1937.

SIR,

I have the honour to confirm the conclusion of the following arrangement in connection with to-day's signature of the Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands, that is to say :

The contracting Governments will provisionally apply the Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands as from January 1st, 1938.

I have the honour to be, etc.

BENZLER.

Dr. Hirschfeld,
President of the Netherlands Delegation,
Berlin.

N° 4404.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 24 mars 1928 entre les deux pays. Signé à Berlin, le 24 septembre 1937.

GERMANY AND GREECE

Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of March 24th, 1928, between the Two Countries. Signed at Berlin, September 24th, 1937.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

N^o 4404. — ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ¹ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΤΗΣ ΑΠΟ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ 1928 ΕΛΛΗΝΟ-ΓΕΡΜΑΝΙΚΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ, ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΒΕΡΟΛΙΝΩ, ΤΗΝ 24^{ην} ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ, 1937.

Textes officiels allemand et grec communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 juillet 1938.

Μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Γερμανικοῦ Κράτους ἐπετεύχθησαν αἱ ἀκόλουθοι συμφωνίαι τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς ἀπο 24 Μαρτίου 1928² Ἑλληνογερμανικῆς Συνθήκης Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας.

Ἄρθρον 1.

Τὸ ἄρθρον 16 τῆς Συνθήκης Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς :

1) Ὡς παράγραφος 3 προστίθεται :

« Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ὑποχρεοῦνται νὰ μεριμνήσωσιν ὅπως τὸ ἐμπόριον μὴ παρακωλύηται διὰ περιπτώων διατυπώσεων ἐν τῇ ἐκδόσει πιστοποιητικῶν προελεύσεως ».

2) Ἡ μέχρι τοῦδε παράγραφος 3 διατυπῶνται ὡς παράγραφος 4 ὡς ἑξῆς :

« Τὰ πιστοποιητικὰ προελεύσεως δύνανται νὰ ἐκδίδωνται ἐν μὲν τῷ Γερμανικῷ Κράτει ὑπὸ τῆς τελωνειακῆς Ἀρχῆς τοῦ τόπου ἀποστολῆς ἐν τῷ ἐσωτερικῷ ἢ ἐν τοῖς συνόροις, τοῦ ἁρμοδίου Ἐμπορικοῦ καὶ Βιομηχανικοῦ Ἐπιμελητηρίου, τοῦ τμήματος II τῶν Γεωργικῶν Ἐπιμελητηρίων (Landesbauernschaften), τῶν ὑπηρεσιῶν Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου ἢ τῶν Βιοτεχνικῶν Ἐπιμελητηρίων, ἐν Ἑλλάδι δὲ ὑπὸ τῆς τελωνειακῆς Ἀρχῆς τοῦ τόπου ἀποστολῆς ἐν τῷ ἐσωτερικῷ ἢ τοῖς συνόροις ὡς ἐπίσης καὶ ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου Ἐμπορικοῦ καὶ Βιομηχανικοῦ Ἐπιμελητηρίου. Ἀμφότεραι αἱ Κυβερνήσεις δύνανται διὰ συμφωνίας νὰ χορηγῶσι καὶ εἰς ἄλλας ἐκτὸς τῶν ἀνωτέρω ὑπηρεσίας ἢ οἰκονομικοὺς ὁργανισμοὺς ἑκατέρας τῶν Χωρῶν τὸ δικαίωμα ἐκδόσεως πιστοποιητικῶν προελεύσεως. Ἐν ἡ περιπτώσει τὰ πιστοποιητικὰ προελεύσεως δὲν ἔχουσιν ἐκδοθῆ ὑπὸ τιος πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένης Κρατικῆς Ἀρχῆς, ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας προορισμοῦ δικαιούται νὰ ἀπαιτήσῃ, ὅπως ταῦτα θεωρηθῶσιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων διὰ τὸν τόπον ἀποστολῆς Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν. Ἡ θεώρησις ἐνεργεῖται ἀτελῶς ».

Ἄρθρον 2.

Ἐκάστη τῶν δύο Κυβερνήσεων θὰ συστήσῃ Κυβερνητικὴν Ἐπιτροπὴν. Σκοπὸς τῶν ἐπιτροπῶν τούτων εἶναι ἡ διὰ διαρκοὺς ἀμοιβαίας ἐπαφῆς διαχείρισις τῶν ζητημάτων ἐκείνων, ἅτινα σχετίζονται

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 15 juin 1938.

² Vol. XC, page 9, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4404. — ZUSATZVEREINBARUNG¹ ZU DEM HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND GRIECHENLAND VOM 24. MÄRZ 1928. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 24. SEPTEMBER 1937.

German and Greek official texts communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 22nd, 1938.

Zwischen DEM DEUTSCHEN REICH und DEM KÖNIGREICH GRIECHENLAND sind die nachstehenden Vereinbarungen über Änderung und Ergänzung des Handels- und Schiffahrtsvertrages² zwischen dem Deutschen Reich und Griechenland vom 24. März 1928 getroffen worden :

Artikel 1.

Artikel 16 des Handels- und Schiffahrtsvertrages wird wie folgt geändert :

1. Als Absatz 3 ist einzufügen :

Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass der Handel nicht durch überflüssige Förmlichkeiten bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen behindert wird.

2. Der bisherige Absatz 3 erhält als Absatz 4 folgende Fassung :

Die Ursprungszeugnisse können im Deutschen Reich von der Zollbehörde des Versandortes im Innern oder an der Grenze, der zuständigen Industrie- und Handelskammer, der Hauptabteilung II der Landesbauernschaften, den Aussenhandelsstellen oder den Handwerkskammern, in Griechenland von der Zollbehörde des Versandortes im Innern oder an der Grenze sowie der zuständigen Industrie- und Handelskammer ausgestellt werden. Die beiden Regierungen können Vereinbarungen treffen, um noch auf andere als die oben bezeichneten Stellen oder auf wirtschaftliche Vereinigungen eines der beiden Länder die Befugnis zur Ausstellung von Ursprungszeugnissen zu übertragen. Falls die Zeugnisse nicht von einer dazu ermächtigten Staatsbehörde ausgestellt sind, kann die Regierung des Bestimmungslandes verlangen, dass sie von ihrer für den Versandort der Waren zuständigen diplomatischen oder konsularischen Behörde beglaubigt werden. Die Beglaubigung erfolgt kostenlos.

Artikel 2.

Jede der beiden Regierungen wird einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger gegenseitiger Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die

¹ The exchange of ratifications took place at Athens, June 15th, 1938.

² Vol. XC, page 9, of this Series.

μὲς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Γερμανικοῦ Κράτους ὑφισταμένων οἰκονομικῶν συμφωνιῶν. Περὶ τῆς συνθέσεως τῶν Κυβερνητικῶν Ἐπιτροπῶν αἱ δύο Κυβερνήσεις προβαίνουν εἰς ἀμοιβαίας ἀνακοινώσεις.

Ἄρθρον 3.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ἀποτελεῖ οὐσιῶδες τμῆμα τῆς ἀπὸ 24 Μαρτίου 1928 Ἑλληνογερμανικῆς Συνθήκης Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας. Θὰ κυρωθῇ καὶ θέλει τεθῇ εἰς ἰσχὺν δεκαπέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως γενησομένης ἐν Ἀθήναις. Αἱ συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουσιν ἐν τούτοις ἐφαρμόξει προσωρινῶς τὴν συμφωνίαν ταύτην πρὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως καὶ δὴ ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1937.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν εἰς τὴν ἐλληνικὴν καὶ γερμανικὴν γλῶσσαν μὲς τὴν αὐτὴν νομικὴν ἰσχὺν ἀμφοτέρων τῶν κειμένων καὶ ὑπεγράφη ἐν Βερολίνῳ τῇ 24 Σεπτεμβρίου 1937.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος

Ἄλ. Ρίζος ΠΑΓΚΑΒΗΣ.

Διὰ τὸ Γερμανικὸν Πάριχ

V. MACKENSEN.

Dr. SPITTA.

Pour copie conforme :

Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
A. J. Argyropoulos.

mit der Durchführung der zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Griechenland bestehenden Wirtschaftsvereinbarungen zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die Regierungen gegenseitig Mitteilung machen.

Artikel 3.

Diese Vereinbarung bildet einen wesentlichen Bestandteil des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und Griechenland vom 24. März 1928. Sie soll ratifiziert werden und tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Athen erfolgen soll, in Kraft.

Die vertragschliessenden Regierungen werden die Vereinbarung jedoch schon vor dem Austausch der Ratifikationsurkunden vom 1. Oktober 1937 ab vorläufig anwenden.

Unterzeichnet in Berlin in deutscher und griechischer Sprache in je zwei Urschriften, am 24. September 1937.

Für das deutsche Reich :

V. MACKENSEN.

Dr. SPITTA.

Für das Königreich Griechenland :

A. Rizo RANGABÉ.

Pour copie conforme :

*Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,*

A. J. Argyropoulo.

¹ TRADUCTION.

N^o 4404. — ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 24 MARS 1928 ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA GRÈCE. SIGNÉ A BERLIN, LE 24 SEPTEMBRE 1937.

LE REICH ALLEMAND et LE ROYAUME DE GRÈCE sont convenus des dispositions ci-après qui modifient et complètent le Traité de commerce et de navigation conclu le 24 mars 1928 entre le Reich allemand et la Grèce.

Article premier.

L'article 16 du traité de commerce et de navigation est modifié comme suit :

1^o Le texte ci-après est inséré comme alinéa 3 :

Les Etats contractants s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités inutiles lors de la délivrance de certificats d'origine.

2^o L'ancien alinéa 3 deviendra l'alinéa 4 et sera libellé comme suit :

Les certificats d'origine pourront être délivrés dans le Reich allemand par l'Administration douanière du lieu d'expédition à l'intérieur ou à la frontière, par la Chambre d'industrie et de commerce compétente, par la Section principale II des Unions provinciales de paysans, par les Offices du commerce extérieur ou par les Chambres artisanales, et, en Grèce, par l'Administration douanière du lieu d'expédition à l'intérieur ou à la frontière, ainsi que par la Chambre d'industrie et de commerce compétente. Les deux gouvernements pourront conclure des arrangements en vue d'habiliter d'autres services que ceux qui sont mentionnés ci-dessus ou des groupements économiques de l'un des deux pays à délivrer des certificats d'origine. Si les certificats ne sont pas délivrés par une administration compétente de l'Etat, le gouvernement du pays de destination peut exiger qu'ils soient légalisés par sa représentation diplomatique ou consulaire compétente pour le lieu d'expédition des marchandises. La légalisation se fera sans frais.

Article 2.

Chacun des deux gouvernements instituera une commission gouvernementale. Ces commissions auront pour mandat d'étudier, en gardant constamment entre elles un contact étroit, les questions ayant trait à l'exécution des conventions économiques existant entre le Reich allemand et le Royaume de Grèce. Les deux gouvernements se notifieront mutuellement la composition des commissions gouvernementales.

Article 3.

Le présent accord constituera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation conclu le 24 mars 1928 entre le Reich allemand et la Grèce. Il sera ratifié et entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Athènes.

Toutefois, les gouvernements contractants appliqueront l'accord à titre provisoire dès avant l'échange des instruments de ratification, à dater du 1^{er} octobre 1937.

Fait à Berlin, en langue allemande et en langue grecque, en double original, le 24 septembre 1937.

Pour le Reich allemand :
V. MACKENSEN.
Dr SPITTA.

Pour le Royaume de Grèce :
A. RIZO RANGABÉ.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4404. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 24TH, 1928, BETWEEN THE GERMAN REICH AND GREECE. SIGNED AT BERLIN, SEPTEMBER 24TH, 1937.

THE GERMAN REICH and THE KINGDOM OF GREECE have agreed on the following provisions amending and amplifying the Treaty of Commerce and Navigation between the German Reich and Greece of March 24th, 1928.

Article 1.

Article 16 of the Treaty of Commerce and Navigation shall be amended to read as follows :

1. The following clause shall be inserted as paragraph 3 :

The contracting States undertake to ensure that trade will not be hampered by unnecessary formalities in connection with the issue of certificates of origin.

2. The former paragraph 3 shall become paragraph 4 and read as follows :

Certificates of origin may be issued in the German Reich by the Customs authorities of the place of despatch within the country or at the frontier, by the competent chambers of industry and commerce, by the Principal Department II of the Provincial Peasants' Unions, by foreign trade offices or by chambers of handicrafts, and in Greece by the Customs authorities of the place of despatch within the country or at the frontier or by the competent chambers of industry and commerce. The two Governments may agree to empower other authorities than those mentioned above or economic associations of either country to issue certificates of origin. If the certificates of origin are not issued by a Government department authorised for the purpose, the Government of the country of destination may require that they should be legalised by its competent diplomatic or consular authority for the district from which the goods were despatched. Legalisation shall be granted free of charge.

Article 2.

Each of the two Governments shall set up a Government Commission. These Commissions shall be required to maintain permanent contact with each other for the purpose of dealing with all questions connected with the execution of existing economic agreements between the German Reich and the Kingdom of Greece. The two Governments shall advise each other of the composition of the Government Commissions.

Article 3.

The present Agreement shall constitute an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation between the German Reich and Greece of March 24th, 1928. It shall be ratified and shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place in Athens.

The contracting Governments shall, however, give effect to the Agreement even before the exchange of instruments of ratification as from October 1st, 1937.

Done in duplicate in Berlin, in the German and Greek languages, this 24th day of September, 1937.

For the German Reich :
V. MACKENSEN.
Dr. SPITTA.

For the Kingdom of Greece :
A. RIZO RANGABÉ.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4405.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET HONGRIE**

Convention relative à la navigation
aérienne. Signée à Budapest, le
22 mars 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND HUNGARY**

Convention relating to Air Naviga-
tion. Signed at Budapest, March
22nd, 1937.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 4405. — EGYEZMÉNY¹ MAGYARORSZÁG ÉS NAGYBRITANNIA ÉS ÉSZAK-IRORSZÁG EGYESÜLT KIRÁLYSÁG KÖZÖTT A LÉGI-FORGALOM TÁRGYÁBAN. ALÁIRATOTT BUDAPESTEN 1937. ÉVI MÁRCIUS HÓ 22-ÉN.

Textes officiels anglais et hongrois communiqués par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 juillet 1938.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA
és

Ő FELSÉGE NAGY-BRITANNIA, IRORSZÁG ÉS A TENGERENTÚLI BRIT BIRTOKOK KIRÁLYA, INDIA CSÁSZÁRA,

attól az óhajtól vezérelve, hogy területeik között a légiforgalmat megkönnyítsék, elhatározták, hogy ebből a célból Egyezményt kötnek és meghatalmazottaikká kinevezték :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA :

Báró APOR Gábor rendkívüli követ és meghatalmazott miniszter urat, a m. kir. külügy-miniszter állandó helyettesét ;

Ő FELSÉGE NAGY-BRITANNIA, IRORSZÁG ÉS A TENGERENTÚLI BRIT BIRTOKOK KIRÁLYA, INDIA CSÁSZÁRA :

NAGY-BRITANNIA ÉS ÉSZAK-IRORSZÁG RÉSZÉRŐL :

Sir Geoffrey George KNOX K. C. M. G. Ő Nagyméltóságát, Ő Felsége rendkívüli követét és meghatalmazott miniszterét Budapesten,

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után, a következő rendelkezésekben állapodtak meg :

I. cikk.

Azok a területek, amelyekre a jelen Egyezmény vonatkozik : Ő Főméltósága a Magyar Királyság Kormányzójára nézve a Magyar Királyság, Ő Felsége Nagybritannia, Irország és a Tengerentúli Brit Birtokok Királyára, India Császárára (a továbbiakban Ő Felsége a Király) nézve pedig Nagybritannia és Észak-Irország Egyesült Királyság és mindaz a terület, amelyre az Egyezmény a 21. cikk rendelkezései értelmében vonatkozik, ideértve a fennhatósága alatt álló vizeket is ; « légijármű » kitétel alatt mindkét Magas Szerződő Félre vonatkozólag az egyik Magas Szerződő Fél területén szabályszerűen lajstromozott polgári légijárművet kell érteni, ideértve az oly állami légijárműveket is, melyek nem állanak katonai, rendőri vagy vámszolgálatban.

Megegyezés áll fenn, hogy a jelen Egyezményben használt « külföldi állam » kifejezés Ő Felsége a Király bármely területére vonatkoztatva oly országot jelent, amelynek területe nem áll Ő Felsége felségjoga, fennhatósága, védnöksége vagy megbízáson alapuló igazgatása alatt.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 19 mai 1938.
Entré en vigueur le 18 juin 1938.

No. 4405. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HUNGARY RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 22ND, 1937.

English and Hungarian official texts communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place July 26th, 1938.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY
and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

Desiring to facilitate air navigation between their respective territories, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Gabriel APOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Geoffrey George KNOX, K.C.M.G., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Budapest ;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The territories to which the present Convention applies shall, in relation to His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary, be the Kingdom of Hungary ; and, in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty the King), the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and any territories to which the Convention applies by virtue of the provisions of Article 21, including the territorial waters adjacent thereto ; and the term " aircraft " in relation to either High Contracting Party means civil aircraft (including State aircraft not employed in military, police or Customs services) duly registered in the territory of such High Contracting Party.

It is understood that for the purposes of the present Convention the expression " foreign country " means, in relation to any territory of His Majesty the King, a country not being a territory under His Majesty's sovereignty, or under his suzerainty, protection or mandate.

¹ The exchange of ratifications took place at London, May 19th, 1938.
Came into force June 18th, 1938.

A két Magas Szerződő Fél katonai, vám vagy rendőri légijárműveinek, ha a másik Magas Szerződő fél területére óhajtanak repülni, vagy területét (leszállással vagy anélkül) átrepülni óhajtják, minden egyes esetben külön engedéllyel kell rendelkezniök.

Katonai légijármű alatt mindazokat a légijárműveket kell érteni, amelyek a terület katonai felszereléséhez tartoznak, vagy amelyek külön jelzéssel mint katonai légijárművek vannak megjelölve, vagy amelyek e célra kijelölt katonai szolgálatban álló személy parancsnoksága alatt állanak.

2. cikk.

A Magas Szerződő Felek mindegyike a másik Magas Szerződő Fél légijárműveinek békeidőben saját területe felett a jelen Egyezményben foglalt feltételek mellett a légiközlekedés jogát biztosítja.

Megegyezés áll fenn azonban arra nézve, hogy rendszeres légiközlekedési vonalak létesítése és üzemeltetése a Magas Szerződő Felek bármelyikének területén vagy területe felett (leszállással vagy anélkül) az illető Magas Szerződő Fél illetékes légügyi hatóságának külön alakszerű engedélyéhez van kötve.

3. cikk.

Mindegyik Magas Szerződő Fél légijárművei, azoknak személyzete, utasai, valamint az azokon szállított áruk, mialatt a másik Magas Szerződő Fél területén tartózkodnak, alá vannak vetve az ezen területen hatályban levő rendelkezéseknek, beleértve azokat a légiforgalmi szabályokat, amelyek külföldi légijárművekre alkalmazhatók, valamint a személy- és áruszállításra, a közbiztonságra és közrendre vonatkozó szabályoknak.

Megállapodás áll fenn arra nézve, hogy mindazok a kiváltságok, amelyeket a Magas Szerződő Felek között 1926.¹ július 23-án kelt Kereskedelmi és Hajózási Szerződés személyek és áruk részére biztosít, továbbá minden egyéb rendelkezés, amely területeik között a kereskedelmi kapcsolatokat szabályozza, olyan személyekre és árukra is vonatkozik, amelyek a Magas Szerződő Felek területére légijárművön érkeznek, onnan indulnak vagy azon átrepülnek, mindaddig, amíg ezek a rendelkezések érvényben vannak.

A Magas Szerződő Felek mindegyike megengedi a másik Fél légijárművén minden oly árucikk be- és kivitelét, amely törvényesen behozható vagy kivihető, úgyszintén utasok szállítását területeire, illetőleg területeiről; ily légijármű személyzete, utasai és rakománya ugyanazokat a kiváltságokat élvezik s nincsenek alávetve más vagy magasabb adóknak vagy terheknek, mint a saját légijármű s ennek személyzete, utasai és rakománya, avagy bármely más külföldi állam légijárműve és annak személyzete, utasai és rakománya.

A Magas Szerződő Felek mindegyike fenntarthatja saját légijárművei részére utasok vagy áruk kereskedelmi fuvarozását oly két pont között, amelyek közül egyik sem fekszik külföldi államban. Az egyik Magas Szerződő Fél légijárműve azonban a másik Fél területén levő oly repülőtérről, amelyet jogában áll használni, más ily repülőtérre továbbrepülhet abból a célból, hogy külföldről hozott utasait és rakományát egészben vagy részben kirakja, vagy hogy külföldi rendeltetésű utasait és rakományát felvegye.

Megegyezés áll fenn arra nézve is, hogy bár utasok vagy áruk kereskedelmi fuvarozása két oly pont között, amelyek közül egyik sem fekszik külföldi államban, a hazai légijárművek részére marad fenntartva, az egyik Magas Szerződő Fél légijárművét sem lehet eltüntetni attól, hogy a másik Magas Szerződő Fél területén fekvő repülőterek között külföldről, vagy külföldre szóló átutazójeggyel ellátott utasokat, illetőleg átmenő fuvarlevéllel ellátott árukat fuvarozzanak, miközben ily fuvarozás alatt a légijármű személyzete, utasai és rakománya a jelen Egyezményben nyújtott összes kiváltságok élvezetében marad.

A Magas Szerződő Felek légijárművei egyikének a másik területére érkezésekor a légijármű szabványos tartályaiban levő tüzelő- és kenőanyagok vám- és egyéb illetékek alól mentesek, azzal a kivétellel, hogy ez a kedvezmény nem vonatkozik a kirakott tüzelő- és kenőanyagra.

¹ Vol. LXVII, page 183 ; vol. LXXXIII, page 456 ; vol. XCVI, page 201 ; et vol. CLXXXI, page 368, de ce recueil.

The military, police or Customs aircraft of either of the two High Contracting Parties, wishing to proceed to the territory of the other High Contracting Party or to fly over the said territory (with or without landing), must, on each occasion, be provided with a special permit.

By military aircraft are understood all aircraft forming part of the military equipment of the territory, or characterised by special marks as military aircraft, or placed under the command of a person in military services detailed for the purpose.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties undertakes, in time of peace, to grant liberty of passage above his territory to the aircraft of the other High Contracting Party, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

It is, however, agreed that the establishment and operation of regular air routes within or across the territory, of either High Contracting Party (with or without landing) shall be subject to the special formal permission of the competent aviation authorities of that High Contracting Party.

Article 3.

The aircraft of each of the High Contracting Parties, their crews and passengers and goods carried therein, whilst within the territory of the other High Contracting Party, shall be subject to the laws in force in that territory, including all regulations relating to air traffic applicable to foreign aircraft, and relating to the transport of passengers and goods and to public safety and order.

It is understood that the privileges accorded to persons and goods by the provisions of the Treaty¹ of Commerce and Navigation between the High Contracting Parties dated 23rd July, 1926, and of any other instruments governing the commercial relations between their territories shall apply to such persons or goods entering or leaving or passing in transit across the territories of the High Contracting Parties in aircraft so long as those provisions continue in force.

Each of the High Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories in the aircraft of the other; such aircraft and their crews and passengers and goods carried therein shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than national aircraft and their crews and passengers and goods or the aircraft of any other foreign country and their crews and passengers and goods.

Each of the High Contracting Parties may reserve to his own aircraft the commercial transport of persons or goods between any two points neither of which is in a foreign country. Nevertheless, the aircraft of either High Contracting Party may proceed from any aerodrome in the territory of the other which they are entitled to use to any other such aerodrome for the purpose of landing the whole or part of their passengers or goods brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their passengers or goods for a foreign destination.

It is also understood that in the event of the commercial transport of persons or goods between any two points neither of which is in a foreign country being reserved to national aircraft, the aircraft of one High Contracting Party shall not be prohibited from the carriage between aerodromes in the territory of the other High Contracting Party of passengers holding through tickets or goods consigned on through bills of lading to or from places in a foreign country, and that whilst engaged in such carriage the aircraft and their crews and passengers and goods shall enjoy the full privileges of this Convention.

On arrival of an aircraft of one of the High Contracting Parties in the territory of the other, the fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of the aircraft shall be admitted free of Customs and other duties, provided that this exemption will not apply to any fuel and lubricants unloaded.

¹ Vol. LXVII, page 183; Vol. LXXXIII, page 456; Vol. XCVI, page 201; and Vol. CLXXXI, page 368, of this Series.

A Magas Szerződő Felek egyikének légijárművébe a másik Magas Szerződő Fél területén külföldre szóló utazás céljára berakott tüzelő- és kenőanyagok mentesek a vám- és más illetékek alól.

4. cikk.

A Magas Szerződő Felek mindegyikének jogában áll a légiforgalmat saját területének egyes részein megtiltani, feltéve, hogy e tekintetben a saját és a másik Magas Szerződő Fél légijárművei között különbséget nem tesz. Ez a fenntartás nem vonatkozik oly állami légijárművekre, melyeket a Magas Szerződő Felek különleges célokra használnak. Azokat a területrészeket, amelyek felett a repülés eszerint tilos, a másik Magas Szerződő Féllel közölni kell.

A Magas Szerződő Felek mindegyike fenntartja azt a jogát, hogy béke idején kivételes körülmények között, azonnali hatállyal ideiglenesen korlátozza vagy megtiltsa területe felett a légiforgalmat az alatt a feltétel alatt, hogy e tekintetben nem tesz különbséget a másik Magas Szerződő Fél és más külföldi állam légijárműve között.

5. cikk.

Minden légijármű, mihelyt észreveszi, hogy tiltott terület fölé került, köteles az átrepült állam érvényben levő légiközlekedési rendelkezéseiben megállapított vészjelet megadni és ennek az államnak a tiltott területén kívül eső legközelebbi légi kikötőjében haladéktalanul leszállani.

Ugyanez a kötelezettség terheli a tiltott területrész felett repülő azokat a légijárműveket is, amelyeknek különleges figyelmeztető jelzést adtak.

6. cikk.

A légijárműveknek tisztán megkülönböztethető és jól látható ismertető jeleket kell viselniök, amelyek azonosságuk megállapítását repülés közben lehetővé teszik (nemzeti és lajstromozási jel).

A légijárműveknek el kell látva lenniök lajstromozási és alkalmassági bizonyítványokkal és minden egyéb oly okmánnyal, amely a légiközlekedésre meg van szabva, azon a területen, ahol lajstromozást nyertek.

A légijárművek személyzete ama tagjainak, akik a légijárművön annak lajstromozási területén külön engedélyhez kötött tevékenységet végeznek, el kell látva lenniök az ezen a területen érvényes jogszabályokban a légiközlekedésre nézve megszabott igazolványokkal, különösen a szabályszerű képesítési és engedélyezési okmányokkal.

A személyzet többi tagjainak oly igazolványokkal kell ellátva lenniök, melyek a légijárművön való tevékenységüket, hivatásukat, személyazonosságukat és állampolgárságukat feltüntetik.

A Magas Szerződő Felek egyike által a területén lajstromozott légijármű vagy személyzete részére kiállított vagy elismert alkalmassági bizonyítványok képesítési és engedélyezési okmányok a másik Magas Szerződő Fél területén ugyanolyan érvénnyel bírnak, mint az itt kiállított vagy elismert megfelelő okmányok, mégis azzal a fenntartással, hogy a képesítési és engedélyezési okmányok csak annak a Magas Szerződő Félnek a területén lajstromozott légijárműveken való szolgálatra jogosítanak, amely ezeket az okmányokat kiállította vagy elismerte. E fenntartás alóli kivételhez a másik Magas Szerződő fél illetékes hatóságainak előzetes hozzájárulása szükséges.

A Magas Szerződő Felek mindegyike fenntartja magának a jogot, hogy a saját területe feletti légiforgalomban megtagadja azoknak a képesítési és engedélyezési okmányoknak elismerését, amelyeket ennek a Magas Szerződő Félnek az állampolgárai részére a másik Magas Szerződő Fél adott ki.

A személyzetnek és utasoknak ellenkező megállapodás hiányában oly okmányokkal kell ellátva lenniök, amelyeket a nemzetközi forgalomra vonatkozó érvényes jogszabályok megkövetelnek.

7. cikk.

Az egyik Magas Szerződő Fél légijárműve csak abban az esetben vihet magával rádiókészüléket a másik Magas Szerződő Fél területén, ha annak a Magas Szerződő Félnek illetékes hatóságaitól,

The fuel and lubricants loaded on board an aircraft of one of the High Contracting Parties in the territory of the other for use on a voyage to a foreign destination shall be exempt from Customs and other duties.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to prohibit air traffic over particular areas in his territory provided that no distinction in this matter is made between his aircraft and the aircraft of the other High Contracting Party. This provision shall not apply to State aircraft used by the High Contracting Parties for special purposes. The areas above which air traffic is thus prohibited must be notified to the other High Contracting Party.

Each of the High Contracting Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above his territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other High Contracting Party and the aircraft of any other foreign country.

Article 5.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory flown over and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside but as near as possible to such prohibited area.

The same obligation to land applies to aircraft, flying over a prohibited area, to which the special signal for drawing their attention has been given.

Article 6.

All aircraft shall carry clear and visible marks whereby they may be recognised during flight (nationality and registration marks).

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all other documents prescribed for air navigation in the territory in which they are registered.

The members of the crew, who perform in an aircraft duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with the documents relating to air navigation and in particular with the certificates of competency and licences prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificate of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one of the High Contracting Parties in respect of an aircraft registered in his territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other High Contracting Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter, subject to the reservation, however, that the certificates and licences shall be valid only for the service of aircraft registered in the territory of the High Contracting Party which issued or rendered valid the said documents. Any exception to this reservation shall require the prior approval of the competent authorities of the other High Contracting Party.

Each of the High Contracting Parties reserves the right for the purpose of flight within his own territory to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to nationals of that High Contracting Party by the other High Contracting Party.

The crew and the passengers, unless otherwise agreed, shall be provided with the documents required by the regulations in force for international traffic.

Article 7.

Aircraft of one of the High Contracting Parties may only carry wireless apparatus in the territory of the other High Contracting Party if a licence to install and work such apparatus, which

amelynek területén a légijármű lajstromozva van, engedélyt kapott ily készülék beépítésére és üzemben tartására ; ezt az engedélyt a légijárműnek magával kell vinnie. Ily készülékek csak az azon a területen illetékes hatóságok által kiadott szabályoknak megfelelően használhatók, amely területen vagy amely terület felett a légijármű tartózkodik.

Ily készüléket a személyzetnek csupán azok a tagjai kezelhetnek, akik ama Magas Szerződő Fél illetékes hatóságainak erre vonatkozó engedélyével rendelkeznek, amelynek területén a légijármű lajstromozást nyert.

A Magas Szerződő Felek biztonsági okokból fenntartják azt a jogot, hogy a légijárműveknek rádió felszerelésére való kötelezése tekintetében rendelkezéseket bocsáthassanak ki.

8. cikk.

Fegyvert, lőszert, hadianyagot, vegyi hadviselésre használható anyagokat, lövésre vagy robbantásra szolgáló robbanóanyagokat, postagalambokat és fényképezőkészülékeket mindkét Magas Szerződő Fél területén vagy területe felett csak e területek illetékes hatóságainak engedélyével szabad szállítani.

Fényképező és mozgófényképfelvető készülék szállítása külön engedély nélkül is szabad, ha ezek repülés közben való használatukat kizáró módon vannak elhelyezve.

Oly készülékek és anyagok, amelyek a légijármű jelző és üzemi felszereléséhez tartoznak, nem tekinthetők a fenti értelemben fegyvernek, lőszernek vagy robbanóanyagnak.

A közrend és a közbiztonság szempontjából a Magas Szerződő Felek mindegyikének jogában áll saját területén az ennek a cikknek az első bekezdésében nem említett tárgyak szállítását is korlátozni, feltéve, hogy e tekintetben nem tesz különbséget a saját és a másik Magas Szerződő Fél légijárműve között.

9. cikk.

Az utast, vagy árut szállító légijárműveknek az utasok névjegyzékével, az áruk minőségének és mennyiségének leírását feltüntető kimutatással, valamint a szükséges vámbevallási nyilatkozatokkal kell ellátva lenniök.

Ha a légijármű érkezésekor a szállított áruk és az okmányok között eltérés mutatkozik, úgy az érkezési repülőtér vámhatóságainak azonnal érintkezésbe kell lépniök a másik Magas Szerződő Fél illetékes vámhatóságaival.

10. cikk.

Mindegyik Magas Szerződő Fél saját területén a fel- és leszállás alkalmával illetékes hatóságai útján átvizsgálathatja a másik Magas Szerződő Fél légijárműveit és ellenőriztetheti a megkívánt igazolványokat és az egyéb okmányokat.

11. cikk.

Az egyik Magas Szerződő Fél bármely légijárműve azonos mértékben és azonos feltételek alatt veheti igénybe a másik Magas Szerződő Fél területén a közforgalom részére nyitva álló égisikötőket, ugyancsak jogosult igénybevenni a meteorológiai és a rádiószolgálatot, valamint a légi közlekedés biztonságát célzó egyéb szolgálatokat. Az esetleges illetékek (leszállási, tárolási, stb.) mindkét Magas Szerződő Fél légijárművei részére azonosak.

12. cikk.

A Magas Szerződő Felek bármelyikének területére érkező, vagy onnan távozó légijárművek csak vámrepülőtérre szállhatnak le vagy vámrepülőtérrel indulhatnak, vagy pedig az illetékes hatóságok által külön kijelölt oly repülőtérrel, ahol vám- és útlevélvizsgálatot eszközölnek. Különleges esetekben az illetékes hatóságok a fel- és leszállást más oly repülőtérrel

must be carried in the aircraft, shall have been issued by the competent authorities of the High Contracting Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory in or over which the aircraft is navigating.

Such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose issued by the competent authorities of the High Contracting Party in whose territory the aircraft is registered.

The High Contracting Parties reserve the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 8.

No arms, ammunition, war materials, products which may be used for chemical warfare, explosives for shooting or blasting, or carrier pigeons, or photographic apparatus may be carried in or over the territory of either High Contracting Party except with the permission of the competent authorities of that territory.

No special permission shall be required for the carriage of photographic or cinematographic apparatus, provided that the said apparatus is so placed as to render its use impossible during the flight.

Apparatus and materials which are carried as part of the signalling or manoeuvring equipment of the aircraft are not included under the heading of arms, ammunition and explosives.

Each of the High Contracting Parties shall have the right, for reasons of public order and safety, to restrict or prohibit within his territory the carriage of articles, other than those specified in the first paragraph of this Article, provided that no distinction in this respect is made between his aircraft and those of the other High Contracting Party.

Article 9.

All aircraft carrying passengers or goods shall be provided with a list of the passengers' names, a manifest of the goods showing the nature and quantity of the goods, together with the necessary Customs declaration.

If, on the arrival of any aircraft, any discrepancy is noted between the goods carried and the manifest, the Customs officials at the arrival aerodrome shall at once communicate with the competent Customs officials of the other High Contracting Party.

Article 10.

Upon the departure or landing of any aircraft, each High Contracting Party within his own territory and through his competent authorities may search the aircraft of the other High Contracting Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 11.

Every aerodrome open to public air traffic in the territory of one of the High Contracting Parties shall to the same extent and upon the same conditions be open to all aircraft of the other High Contracting Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services and other services intended to ensure the safety of air traffic. Any scale of charges made (landing charge, accommodation, etc.) shall be the same for the aircraft of both High Contracting Parties.

Article 12.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the High Contracting Parties may only land at or depart from a Customs aerodrome or an aerodrome specially appointed by the competent authorities where the Customs and passport formalities are carried out. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes at

is engedélyezhetik, ahol vám- és útlelvizsgálatról gondoskodás történt, azzal a kötelezettséggel, hogy a szobanforgó hatóságok ezzel kapcsolatos költségeit és kiadásait méltányos összegben megtérítik.

A fentemlített repülőtereken kívül történt kényszerleszállás vagy az 5. cikkben megjelölt esetben történt leszállás alkalmával a légijármű vezetője, személyzete és utasai kötelesek annak az államnak érvényben levő vám- és útlevél szabályaihoz alkalmazkodni, ahol a leszállás történt.

A Magas Szerződő Felek kölcsönösen közölni fogják egymással a közforgalom részére nyitva álló légikikötők jegyzékét. Ez a jegyzék különösen fel fogja tüntetni a vámrepülőtéren nyilvánított repülőtereket. Az e jegyzékben eszközölt minden módosításról és e légi kikötők valamelyike használati jogának még átmeneti jellegű korlátozásairól is a másik Magas Szerződő Felet haladéktalanul értesíteni kell.

13. cikk.

A Magas Szerződő Felek mindegyike kijelölheti azokat a pontokat, melyek között területének határait át lehet repülni, azzal a feltétellel, hogy e tekintetben nem tesz különbséget a másik Magas Szerződő Fél és saját vagy valamely más külföldi állam légijárművei között.

A Magas Szerződő Felek légijárműveinek a másik Magas Szerződő Fél területe felett szigorúan be kell tartaniuk az erre illetékes hatóságok által megszabott útvonalakat, kivéve, ha a légköri viszonyok kényszerítenék azokat az útvonalak elhagyására. Ha útvonal megszabva nincs, a leghasználatosabb útvonalat kell követni.

14. cikk.

A légijárműről holtteherként csupán finom homokot szabad ledobni vagy vizet kiönteni.

15. cikk.

Más tárgyat vagy anyagot, mint holtterhet repülés közben ledobni vagy másként eltávolítani csak ama terület illetékes hatóságai részéről adott külön engedéllyel lehet, ahol az ily ledobás vagy eltávolítás történik.

16. cikk.

A jelen Egyezmény alkalmazásánál felmerülő nemzetiségi kérdések tekintetében egyetértés áll fenn arra nézve, hogy a légijárművek annak a Magas Szerződő Félnak nemzetiségéhez tartoznak, melynek területén szabályszerűen lajstromozva vannak.

17. cikk.

Az egyik Magas Szerződő Fél légijárművei a másik területén történt leszállás, különösképpen kényszerleszállás esetében ugyanazt a segélynyújtást igényelhetik, mint ez utóbbi Magas Szerződő Fél légijárművei.

A tengeren balesetet szenvedett légijárművek mentése, amennyiben a Magas Szerződő Felek között más megállapodás nem jön létre, a nemzetközi egyezményeken alapuló vagy egyébként érvényes tengeri jog elvei szerint történik.

18. cikk.

A Magas Szerződő Felek közölni fogják egymással a légiközlekedésre nézve területeiken érvényben levő összes szabályokat.

which Customs and passport facilities have been arranged, subject to payment of reasonable charges to cover any costs and expenses necessarily incurred by these authorities in that connection.

In the event of a forced landing outside the aerodrome referred to above, or in the event of a landing as provided in Article 5, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs and passport regulations in force in the territory in which the landing has been made.

The High Contracting Parties shall exchange lists of the aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly state the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any modification of this list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be notified to the other High Contracting Party without delay.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties may specify the points between which the frontiers of his territories may be passed in flight, provided that no distinction in this respect shall be made between aircraft of the other High Contracting Party and national aircraft or the aircraft of any other foreign country.

The aircraft of each of the High Contracting Parties, when over the territory of the other High Contracting Party, shall strictly follow the routes prescribed by the competent authorities concerned, except when forced by atmospheric conditions to deviate from such routes. In the absence of directions with regard to the route, the most practicable routes should be followed.

Article 14.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 15.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 16.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Convention, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the High Contracting Party in whose territory it is duly registered.

Article 17.

The aircraft of one of the High Contracting Parties shall be entitled, when landing in the territory of the other, and especially in the case of a forced landing, to the same assistance as the aircraft of the latter High Contracting Party.

With regard to the salvage of aircraft wrecked at sea, save in so far as the High Contracting Parties by agreement shall otherwise provide, the principles of maritime law resulting from the international agreements in force or otherwise shall apply.

Article 18.

The High Contracting Parties shall communicate to each other all the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

19. cikk.

A jelen Egyezmény alkalmazására vonatkozó részleteket (különösen a vámkezelésre vonatkozókat) a két Magas Szerződő Fél különböző illetékes igazgatásai a lehetőséghez képest közvetlen megegyezéssel szabályozzák.

20. cikk.

A Két Magas Szerződő Fél megállapodik abban, hogy a jelen Egyezmény bármely rendelkezésének helyes értelmezése és alkalmazása körül közöttük felmerülhető vitás kérdéseket bármelyik fél kérésére a Hágai Állandó Nemzetközi Bíróság elé kell terjeszteni, kivéve, ha egyes esetekben a Magas Szerződő Felek megegyeznek abban, hogy azokat más bíróság elé terjesztik.

21. cikk.

Ő Felsége a Király budapesti diplomáciai képviselte útján bármely időben közölheti ama kívánságát, hogy a jelen Egyezmény Gyarmataira, Tengerentúli Területeire vagy védnöksége alatt álló Területeire, avagy megbízás alapján igazgatott Területekre, amelyek igazgatását megbízásból az Egyesült Királyság Kormánya gyakorolja, ugyancsak kiterjedjen; az ily közlésben megjelölt területekre vonatkozólag az Egyezmény a közlés időpontjától lép érvénybe.

Ő Felsége a Király bármikor jogosult 12 hónapi előzetes közlés mellett — arra a területre, melyre az előző bekezdés rendelkezései értelmében az kiterjesztést nyert — a jelen Egyezmény érvényességét megszüntetni.

22. cikk.

A jelen Egyezményt a Magas Szerződő Felek mindegyike tizenkét havi határidőre bármikor felmondhatja.

23. cikk.

A jelen Egyezmény megerősítésre szorul; a megerősítő okiratok kicserélése Londonban mielőbb meg fog történni. Az Egyezmény a megerősítő okiratok kicserélését követő harmincadik nap lép életbe.

Ennek hitelül a meghatalmazottak a jelen Egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt Budapesten, magyar és angol nyelvű két eredeti példányban, amelyeknek szövege egyaránt hiteles, 1937. március hó 22-én.

(P. H.) APOR s. k.

(P. H.) G. G. KNOX s. k.

Article 19.

The details of the application of the present Convention (especially the question of Customs formalities) shall, so far as possible, be settled by direct arrangement between the various competent departments of the two High Contracting Parties.

Article 20.

The High Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Convention shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice at The Hague unless in any particular case the two High Contracting Parties agree to refer it to some other tribunal.

Article 21.

His Majesty the King may at any time, through his diplomatic representative at Budapest, give notice of his desire that the present Convention shall extend to any of his Colonies, Overseas Territories or Protectorates, or to any Mandated Territory in respect of which the Mandate is exercised by his Government in the United Kingdom, and the Convention shall apply to any territory specified in such notice as from the date thereof.

His Majesty the King shall have the right at any time, on giving twelve months' notice to that effect, to terminate the application of the present Convention to any territory to which it has been extended under the provisions of the preceding paragraph.

Article 22.

The present Convention may be terminated by either of the High Contracting Parties at any time by giving twelve months' notice to that effect.

Article 23.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force on the 30th day after the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Budapest, in duplicate in the Hungarian and English languages, both texts having equal force, the 22nd day of March, 1937.

(L. S.) G. G. KNOX.

(L. S.) APOR.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4405. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LA HONGRIE RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 22 MARS 1937.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE
et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Animés du désir de faciliter la navigation aérienne entre leurs territoires respectifs, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le baron Gabriel APOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Geoffrey George KNOX, K.C.M.G., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Budapest ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les territoires auxquels s'applique la présente convention sont : pour Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie, le Royaume de Hongrie et, pour Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes (désigné ci-après sous le nom de Sa Majesté le Roi), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que les territoires auxquels la convention est applicable en vertu des dispositions de l'article 21, y compris leurs eaux territoriales. Le terme « aéronef » s'entend, pour chacune des Hautes Parties contractantes, comme signifiant les aéronefs civils (y compris les aéronefs de l'Etat qui ne sont pas employés comme aéronefs militaires ou comme aéronefs de police ou de douane) régulièrement immatriculés sur le territoire de la Haute Partie contractante dont il s'agit.

Il est entendu qu'au sens de la présente convention, l'expression « pays étranger » signifie, par rapport à tout territoire de Sa Majesté le Roi, un territoire qui n'est pas sous la souveraineté, la suzeraineté ou la protection de Sa Majesté et sur lequel elle n'exerce pas de mandat.

Les aéronefs militaires et les aéronefs de police ou de douane de chacune des deux Hautes Parties contractantes, s'ils veulent pénétrer sur le territoire de l'autre Partie ou survoler ce dernier (avec ou sans escale), devront, chaque fois, être munis d'une autorisation spéciale.

Sont considérés comme aéronefs militaires, tous les aéronefs faisant partie de l'équipement militaire du territoire ou dont le caractère militaire est attesté par des signes distinctifs ou qui

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sont placés sous le commandement d'une personne appartenant aux cadres de l'armée, qui a été détachée à cet effet.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie le libre passage au-dessus de son territoire, sous réserve de l'observation des prescriptions établies par la présente convention.

Il est convenu toutefois que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières entre deux points du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou traversant ce dernier (avec ou sans escale) devront faire l'objet d'une autorisation officielle spéciale des autorités aéronautiques compétentes de cette Haute Partie contractante.

Article 3.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Partie, sont soumis aux lois en vigueur sur ce territoire, notamment à toutes les prescriptions relatives à la navigation aérienne s'appliquant aux aéronefs étrangers et concernant le transport des voyageurs et des marchandises ainsi que la sécurité et l'ordre publics.

Il est entendu que les privilèges accordés aux personnes et aux marchandises par les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre les Hautes Parties contractantes, en date du 23 juillet 1926, et par les dispositions de tous autres instruments régissant les relations commerciales entre les territoires des Parties sont applicables aux personnes et aux marchandises pénétrant sur les territoires des Hautes Parties contractantes, les quittant ou les traversant en transit, par la voie aérienne, tant que ces dispositions demeurent en vigueur.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation de toutes marchandises pouvant être licitement importées ou exportées, ainsi que le transport des passagers en provenance et à destination de son territoire, par des aéronefs de l'autre Partie; ces aéronefs, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ou plus élevés que les aéronefs nationaux, leurs équipages, leurs passagers ou leurs cargaisons ou que les aéronefs d'un autre pays étranger, leurs équipages, leurs passagers ou leurs cargaisons.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra réserver aux aéronefs nationaux le transport commercial des passagers ou des marchandises entre deux points ne se trouvant ni l'un ni l'autre en territoire étranger. Néanmoins, les aéronefs d'une Haute Partie contractante pourront se rendre de tout aéroport situé sur le territoire de l'autre Partie, qu'il aura le droit d'utiliser, à un autre aéroport remplissant les mêmes conditions, en vue de débarquer la totalité ou une partie de ses passagers ou de sa cargaison en provenance de l'étranger ou de prendre à son bord la totalité ou une partie de ses passagers ou de sa cargaison à destination de l'étranger.

Il est également entendu que, dans le cas où le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points dont aucun ne se trouve en pays étranger serait réservé aux aéronefs nationaux, il ne sera pas interdit aux aéronefs d'une Haute Partie contractante de transporter, entre des aéroports situés sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, des passagers porteurs de billets directs ou des marchandises faisant l'objet de lettres de voiture directes, à destination ou en provenance de l'étranger. Il est entendu en outre que pendant ce transport, les aéronefs, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons jouiront de tous les privilèges conférés par la présente convention.

A l'arrivée d'un aéronef d'une des Hautes Parties contractantes atterrissant sur le territoire de l'autre Partie, le combustible et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de l'aéronef seront admis en franchise; toutefois, la franchise ne sera pas accordée pour le combustible ou les lubrifiants qui seront déchargés.

Le combustible et les lubrifiants chargés à bord d'un aéronef d'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, en vue d'être utilisés pour un voyage à destination de l'étranger, seront exonérés de tous droits de douane ou autres.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'interdire le survol de certaines zones déterminées de son territoire à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie. Cette restriction ne s'applique pas aux aéronefs de l'Etat qui sont utilisés pour des fins spéciales par les Hautes Parties contractantes. Chacune des Hautes Parties contractantes devra notifier à l'autre les zones de son territoire qu'il est interdit de survoler.

En outre, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de limiter ou d'interdire temporairement, en temps de paix, et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs appartenant à l'autre Partie et les aéronefs appartenant à d'autres pays étrangers.

Article 5.

L'aéronef qui s'engage au-dessus d'une zone interdite est tenu de donner, dès qu'il s'en aperçoit, le signal de détresse prévu par le règlement de navigation aérienne du territoire survolé et d'atterrir dans ce territoire sans retard, sur l'aéroport le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

La même obligation d'atterrir s'applique à l'aéronef survolant une zone interdite et à qui est fait le signal spécial destiné à l'avertir.

Article 6.

Tous les aéronefs doivent être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de les identifier en vol (marques de nationalité et d'immatriculation).

Tous les aéronefs doivent être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de toutes les autres pièces exigées pour la navigation aérienne dans le pays où ils sont immatriculés.

Les membres de l'équipage qui exercent, à bord de l'aéronef, des fonctions pour lesquelles une autorisation spéciale est prévue dans le pays où l'aéronef est immatriculé, doivent être munis des pièces exigées dans ce pays pour la navigation aérienne, et, notamment, des brevets d'aptitude et des licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage doivent être munis de pièces indiquant leurs fonctions à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences, délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour un aéronef immatriculé dans son territoire ou pour l'équipage de cet aéronef, seront valables dans le territoire de l'autre Partie au même titre que les pièces correspondantes qui sont délivrées ou rendues exécutoires par cette Partie. Toutefois, les brevets d'aptitude et les licences de l'équipage ne seront valables que pour le service à bord des aéronefs immatriculés dans le territoire de la Haute Partie contractante qui a délivré ces pièces, ou qui les a rendues exécutoires. Il ne pourra être dérogé à cette règle qu'avec l'assentiment préalable des autorités compétentes de l'autre Partie.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître comme valables, pour la navigation intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie.

Sauf convention contraire entre les Hautes Parties contractantes, l'équipage et les passagers devront être munis des pièces exigées par les règlements en vigueur pour la navigation aérienne internationale.

Article 7.

Les aéronefs d'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être porteurs d'appareils de radiocommunication, sur le territoire de l'autre Partie, que s'ils ont reçu des autorités compétentes de la Haute Partie contractante dans le territoire de laquelle ils ont été immatriculés, une autorisation d'installer et d'utiliser ces appareils, autorisation qui devra se trouver à bord des aéronefs. Ces

appareils ne pourront être utilisés que conformément aux règlements édictés en la matière par les autorités compétentes du territoire dans lequel ou au-dessus duquel circule l'aéronef.

En outre, ces appareils ne pourront être manipulés que par les membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale des autorités compétentes de la Haute Partie contractante dans le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règles relatives à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication à bord des aéronefs.

Article 8.

Les aéronefs ne pourront transporter, sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, des armes, des munitions, du matériel de guerre, des produits susceptibles d'être utilisés pour la guerre chimique, des explosifs d'arme à feu ou des explosifs de mine, des pigeons voyageurs ou des appareils photographiques qu'avec la permission des autorités compétentes du territoire sur lequel ou au-dessus duquel l'aéronef se trouve.

Le transport d'appareils photographiques ou cinématographiques n'est pas subordonné à une autorisation spéciale si ces appareils sont fixés de telle manière qu'ils ne puissent pas être utilisés en vol.

Les appareils et les substances faisant partie du matériel de signalisation ou de manœuvre de l'aéronef ne sont pas considérés comme des armes, munitions et explosifs.

Pour des raisons d'ordre et de sûreté publics, chacune des Hautes Parties contractantes pourra également limiter ou interdire sur son territoire le transport d'objets autres que ceux qui sont énumérés au premier alinéa du présent article, à condition qu'à cet égard il ne soit établi aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie.

Article 9.

Tous les aéronefs transportant des passagers ou des marchandises devront être munis d'une liste des passagers et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et en quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et la description qui en est faite dans le manifeste, les autorités douanières de l'aéroport d'arrivée se mettront directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Haute Partie contractante.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire procéder, dans son territoire, par les autorités compétentes, à la visite des aéronefs de l'autre Partie, au départ et à l'atterrissage, ainsi qu'à la vérification des certificats et autres documents prescrits.

Article 11.

Les aéroports ouverts à la navigation aérienne publique et situés dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes seront accessibles, dans la même mesure et aux mêmes conditions, à tous les aéronefs de l'autre Partie. Ceux-ci pourront également utiliser les services de renseignements météorologiques, les services de radiocommunication et les services assurant la sécurité de la navigation aérienne. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs des deux Parties.

Article 12.

Les aéronefs des deux Hautes Parties contractantes en provenance ou à destination de l'étranger ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur des aéroports classés comme aéroports douaniers, ou sur des aéroports spécialement désignés par les autorités compétentes, où il est procédé aux formalités de douane et de passeports. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront

autoriser les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aéroports où seront effectués la visite douanière et le contrôle des passeports, moyennant paiement d'une somme raisonnable destinée à couvrir les frais qui en résulteront forcément pour ces autorités.

En cas d'atterrissage forcé hors de l'aéroport visé ci-dessus ou dans le cas de l'atterrissage visé à l'article 5, le pilote de l'aéronef, les membres de l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions en matière de douane et de passeport en vigueur dans le territoire où s'effectue l'atterrissage.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement la liste des aéroports ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste indiquera expressément les aéroports classés comme aéroports douaniers. Toute modification apportée à cette liste ainsi que toute limitation, même temporaire, de la possibilité d'utiliser l'un de ces aéroports devront immédiatement être portées à la connaissance de l'autre Haute Partie contractante.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra fixer les points entre lesquels les frontières de son territoire pourront être franchies en vol, à condition de ne faire, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Partie et les aéronefs nationaux ou ceux d'un autre pays étranger.

Les aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes devront suivre strictement, sur le territoire de l'autre Partie, les itinéraires prescrits par les autorités compétentes, à moins que les conditions météorologiques ne les obligent à s'en écarter. Si aucun itinéraire n'est prescrit, on utilisera l'itinéraire le plus commode.

Article 14.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 15.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets pour lesquels les autorités du territoire sur lequel il sera procédé à cette opération, auront accordé une autorisation spéciale.

Article 16.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ils sont régulièrement immatriculés.

Article 17.

Les aéronefs d'une Haute Partie contractante auront droit, lors de l'atterrissage sur le territoire de l'autre Partie, et notamment en cas d'atterrissage forcé, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Sauf convention contraire entre les Parties, les principes du droit maritime découlant des accords internationaux en vigueur ou de toute autre source, seront applicables en ce qui concerne le sauvetage des aéronefs tombés en mer.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions relatives à la navigation aérienne en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Article 19.

Les détails d'application de la présente convention (notamment la question des formalités douanières) seront réglés, toutes les fois que cela sera possible, par entente directe entre les différentes administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions de la présente convention sera, à la requête de l'une d'elles, soumise à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas déterminé, elles ne conviennent toutes deux de la soumettre à un autre tribunal.

Article 21.

Sa Majesté le Roi pourra, à tout moment, notifier, par l'intermédiaire de son représentant diplomatique à Budapest, qu'il désire étendre l'application de la présente convention à l'une de ses colonies, ou à l'un de ses territoires d'outre-mer, ou de ses protectorats, ou des territoires sur lesquels le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni exerce un mandat, et la convention s'appliquera au territoire désigné dans ladite notification à dater de celle-ci.

Sa Majesté le Roi pourra à tout moment, moyennant un préavis de douze mois, mettre fin à l'application de la présente convention à un territoire auquel elle a été étendue en vertu des dispositions du précédent alinéa.

Article 22.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra mettre fin à la présente convention à tout moment, moyennant préavis de douze mois donné à cet effet.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest en double expédition, en langue hongroise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, le 22 mars 1937.

(L. S.) G. G. KNOX, *m. p.*

(L. S.) APOR, *m. p.*

N° 4406.

**UNION SUD-AFRICAINE, ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, etc.**

Accord international pour la réglementation de la chasse à la baleine, signé à Londres, le 8 juin 1937, et déclaration du principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, relative à la prorogation dudit accord, signée à Londres, le 29 juin 1938.

**UNION OF SOUTH AFRICA, GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, etc.**

International Agreement for the Regulation of Whaling, signed at London, June 8th, 1937, and Declaration by the Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, relating to the Prolongation of the said Agreement, signed at London, June 29th, 1938.

No. 4406. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ FOR THE REGULATION OF WHALING. SIGNED AT LONDON, JUNE 8TH, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 27th, 1938.

THE GOVERNMENTS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE UNITED STATES OF AMERICA, THE ARGENTINE REPUBLIC, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, GERMANY, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE IRISH FREE STATE, NEW ZEALAND AND NORWAY, desiring to secure the prosperity of the whaling industry and, for that purpose, to maintain the stock of whales, have agreed as follows :

Article 1.

The contracting Governments will take appropriate measures to ensure the application of the provisions of the present Agreement and the punishment of infractions against the said provisions, and, in particular, will maintain at least one inspector of whaling on each factory ship under their jurisdiction. The inspectors shall be appointed and paid by Governments.

Article 2.

The present Agreement applies to factory ships and whale catchers and to land stations as defined in Article 18 under the jurisdiction of the contracting Governments, and to all waters in which whaling is prosecuted by such factory ships and/or whale catchers.

¹ *Ratifications deposited in London :*

UNITED STATES OF AMERICA	September 3rd, 1937.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	October 25th, 1937.
NORWAY	October 29th, 1937.
GERMANY	November 5th, 1937.
IRELAND	May 7th, 1938.
NEW ZEALAND:	June 24th, 1938.

Accessions :

MEXICO	May 7th, 1938.
CANADA	June 14th, 1938.

Came into force May 7th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4406. — ACCORD ² INTERNATIONAL POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE A LA BALEINE. SIGNÉ A LONDRES, LE 8 JUIN 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 juillet 1938.

LES GOUVERNEMENTS DE L'UNION SUD-AFRICAINE, DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DE L'ALLEMAGNE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE et DE LA NORVÈGE, désireux d'assurer la prospérité de l'industrie baleinière et, à cette fin, de protéger l'espèce baleinière, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les gouvernements contractants prendront toutes mesures utiles en vue d'assurer l'application des dispositions du présent accord et de punir les infractions auxdites dispositions ; ils maintiendront, notamment, au moins un inspecteur de la chasse à la baleine à bord de chaque usine flottante soumise à leur juridiction. Les inspecteurs seront nommés et rétribués par les gouvernements.

Article 2.

Le présent accord s'applique aux usines flottantes et aux navires baleiniers, ainsi qu'aux stations terrestres, tels qu'ils sont définis à l'article 18 et pour autant qu'ils sont soumis à la juridiction des gouvernements contractants, de même qu'à toutes les eaux dans lesquelles la chasse à la baleine est pratiquée par lesdites usines flottantes et/ou par lesdits navires baleiniers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratifications déposées à Londres :

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	3 septembre 1937.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	25 octobre 1937.
NORVÈGE	29 octobre 1937.
ALLEMAGNE	5 novembre 1937.
IRLANDE	7 mai 1938.
NOUVELLE-ZÉLANDE	24 juin 1938.

Adhésions :

MEXIQUE	7 mai 1938.
CANADA	14 juin 1938.

Entré en vigueur le 7 mai 1938.

Article 3.

Prosecutions for infractions against or contraventions of the present Agreement and the regulations made thereunder shall be instituted by the Government or a Department of the Government.

Article 4.

It is forbidden to take or kill Grey Whales and/or Right Whales.

Article 5.

It is forbidden to take or kill any Blue, Fin, Humpback or Sperm whales below the following lengths, viz. :

(a) Blue whales	70 feet,
(b) Fin whales	55 feet,
(c) Humpback whales	35 feet,
(d) Sperm whales	35 feet.

Article 6.

It is forbidden to take or kill calves, or suckling whales or female whales which are accompanied by calves or suckling whales.

Article 7.

It is forbidden to use a factory ship or a whale catcher attached thereto for the purpose of taking or treating baleen whales in any waters south of 40° South Latitude, except during the period from the 8th day of December to the 7th day of March following, both days inclusive, provided that in the whaling season 1937-38 the period shall extend to the 15th day of March, 1938, inclusive.

Article 8.

It is forbidden to use a land station or a whale catcher attached thereto for the purpose of taking or treating whales in any area or in any waters for more than six months in any period of twelve months, such period of six months to be continuous.

Article 9.

It is forbidden to use a factory ship or a whale catcher attached thereto for the purpose of taking or treating baleen whales in any of the following areas, viz. :

- (a) In the Atlantic Ocean north of 40° South Latitude and in the Davis Strait, Baffin Bay and Greenland Sea ;
- (b) In the Pacific Ocean east of 150° West Longitude between 40° South Latitude and 35° North Latitude ;
- (c) In the Pacific Ocean west of 150° West Longitude between 40° South Latitude and 20° North Latitude ;
- (d) In the Indian Ocean north of 40° South Latitude.

Article 10.

Notwithstanding anything contained in this Agreement, any contracting Government may grant to any of its nationals a special permit authorising that national to kill, take and treat whales

Article 3.

En cas d'infraction ou de contravention aux dispositions du présent accord et des règlements édictés en vertu de ce dernier, les poursuites seront intentées par le gouvernement ou par un service gouvernemental.

Article 4.

Il est interdit de capturer ou de tuer les baleines grises (*grey whales*) et/ou les « right whales ».

Article 5.

Il est interdit de capturer ou de tuer les baleines bleues (*blue whales*), les baleines à nageoires (*fin whales*), les baleines à bosse (*humpback whales*) ou les cachalots (*sperm whales*) qui n'atteignent pas les longueurs suivantes :

a) Baleines bleues	70 pieds,
b) Baleines à nageoires	55 pieds,
c) Baleines à bosse	35 pieds,
d) Cachalots	35 pieds.

Article 6.

Il est interdit de capturer ou de tuer les baleineaux, ou les jeunes baleines non sevrées, ou les baleines femelles accompagnées de baleineaux ou de jeunes baleines non sevrées.

Article 7.

Il est interdit de faire usage d'une usine flottante ou d'un navire baleinier rattaché à celle-ci en vue de capturer ou de traiter des baleines à fanons dans toutes les eaux au sud du 40° de latitude sud, sauf pendant la période comprise entre le 8 décembre et le 7 mars suivant, l'une et l'autre date incluse ; toutefois, il est entendu que pour la campagne 1937/38, la période en question s'étendra jusqu'au 15 mars 1938 inclusivement.

Article 8.

Il est interdit de faire usage d'une station terrestre ou d'un navire baleinier rattaché à celle-ci en vue de capturer ou de traiter des baleines dans des zones ou des eaux quelconques pendant plus de six mois par période de douze mois, étant entendu que ladite période de six mois devra être continue.

Article 9.

Il est interdit de faire usage d'une usine flottante ou d'un navire baleinier rattaché à celle-ci en vue de capturer ou de traiter des baleines à fanons dans les zones ci-après :

- a) Dans l'océan Atlantique, au nord du 40° de latitude sud et dans le détroit de Davis, la baie de Baffin et la mer du Groenland ;
- b) Dans l'océan Pacifique, à l'est du 150° de longitude ouest, entre le 40° de latitude sud et le 35° de latitude nord ;
- c) Dans l'océan Pacifique, à l'ouest du 150° de longitude ouest, entre le 40° de latitude sud et le 20° de latitude nord ;
- d) Dans l'océan Indien, au nord du 40° de latitude sud.

Article 10.

Nonobstant toute disposition contraire du présent accord, chaque gouvernement contractant pourra accorder à ses ressortissants un permis spécial autorisant l'intéressé à tuer, capturer et

for purposes of scientific research subject to such restrictions as to number and subject to such other conditions as the contracting Government thinks fit, and the killing, taking and treating of whales in accordance with the terms in force under this Article shall be exempt from the operation of this Agreement.

Any contracting Government may at any time revoke a permit granted by it under this Article.

Article 11.

The fullest possible use shall be made of all whales taken. Except in the case of whales or parts of whales intended for human food or for feeding animals, the oil shall be extracted by boiling or otherwise from all blubber, meat (except the meat of sperm whales) and bones other than the internal organs, whale bone and flippers, of all whales delivered to the factory ship or land station.

Article 12.

There shall not at any time be taken for delivery to any factory ship or land station a greater number of whales than can be treated efficiently and in accordance with Article 11 of the present Agreement by the plant and personnel therein within a period of thirty-six hours from the time of the killing of each whale.

Article 13.

Gunners and crews of factory ships, land stations and whale catchers shall be engaged on terms such that their remuneration shall depend to a considerable extent upon such factors as the species, size and yield of whales taken, and not merely upon the number of the whales taken, and no bonus or other remuneration, calculated by reference to the results of their work, shall be paid to the gunners and crews of whale catchers in respect of any whales the taking of which is forbidden by this Agreement.

Article 14.

With a view to the enforcement of the preceding Article, each contracting Government shall obtain, in respect of every whale catcher under its jurisdiction, an account showing the total emolument of each gunner and member of the crew and the manner in which the emolument of each of them is calculated.

Article 15.

Articles 5, 9, 13 and 14 of the present Agreement, in so far as they impose obligations not already in force, shall not until the 1st day of December, 1937, apply to factory ships, land stations or catchers attached thereto which are at present operating or which have already taken practical measures with a view to whaling operations during the period before the said date. In respect of such factory ships, land stations and whale catchers, the Agreement shall in any event come into force on the said date.

Article 16.

The contracting Governments shall obtain with regard to all factory ships and land stations under their jurisdiction records of the number of whales of each species treated at each factory

traiter des baleines en vue de recherches scientifiques, ladite autorisation pouvant être subordonnée à telles restrictions, en ce qui concerne le nombre, et à telles autres conditions que le gouvernement contractant jugera opportun de prescrire ; dans ce cas, les baleines pourront être tuées, capturées ou traitées sans qu'il y ait lieu de se conformer aux dispositions du présent accord.

Tout gouvernement contractant pourra, à n'importe quel moment, annuler un permis qu'il aura accordé en vertu du présent article.

Article 11.

Toutes les baleines capturées devront être utilisées aussi complètement que possible. Sauf s'il s'agit de baleines ou de parties de baleines destinées à la consommation humaine ou à la nourriture du bétail, l'huile sera extraite par ébullition ou par tout autre procédé de tout le blanc, de toute la chair (à l'exception de la chair des cachalots) et de tous les os, autres que les organes internes, fanons et nageoires, de toutes les baleines livrées à l'usine flottante ou à la station terrestre.

Article 12.

A aucun moment il ne devra être livré à une usine flottante ou une station terrestre plus de baleines que leur outillage et leur personnel n'en permettent de traiter efficacement et conformément à l'article 11 du présent accord dans un délai de trente-six heures à compter de l'heure à laquelle chaque baleine aura été tuée.

Article 13.

Les canonniers et les équipages des usines flottantes, des stations terrestres et des navires baleiniers devront être engagés à des conditions qui feront, dans une large mesure, dépendre leur rémunération de facteurs tels que l'espèce, la taille et le rendement des baleines capturées, et non pas seulement de leur nombre ; aucune prime ni autre rémunération calculée sur la base des résultats de leur travail ne sera versée aux canonniers et aux équipages des navires baleiniers pour toute baleine dont la capture est interdite par le présent accord.

Article 14.

En vue d'assurer l'application de l'article précédent, chaque gouvernement contractant exigera, pour tout navire baleinier soumis à sa juridiction, la production d'un compte indiquant le total des émoluments de chaque canonnier et membre de l'équipage, ainsi que les modalités selon lesquelles les émoluments de chacun des intéressés sont calculés.

Article 15.

Les articles 5, 9, 13 et 14 du présent accord, pour autant qu'ils établissent des obligations non encore existantes, ne s'appliqueront pas avant le 1^{er} décembre 1937 aux usines flottantes, aux stations terrestres ou aux navires baleiniers rattachés à celles-ci qui sont actuellement en exploitation ou qui ont déjà pris des mesures effectives en vue de se livrer à leurs opérations pendant la période antérieure à la date susindiquée. En ce qui concerne ces usines flottantes, stations terrestres et navires baleiniers, l'accord entrera, en tout cas, en vigueur à la date en question.

Article 16.

Les gouvernements contractants exigeront de toutes les usines flottantes et stations terrestres soumises à leur juridiction des relevés indiquant le nombre de baleines de chaque espèce traitées

ship or land station and as to the aggregate amounts of oil of each grade and quantities of meal, guano and other products derived from them, together with particulars with respect to each whale treated in the factory ship or land station as to the date and place of taking, the species and sex of the whale, its length and, if it contains a foetus, the length and sex, if ascertainable, of the foetus.

Article 17.

The contracting Governments shall, with regard to all whaling operations under their jurisdiction, communicate to the International Bureau for Whaling Statistics at Sandefjord in Norway the statistical information specified in Article 16 of the present Agreement together with any information which may be collected or obtained by them in regard to the calving grounds and migration routes of whales.

In communicating this information the Governments shall specify :

- (a) The name and tonnage of each factory ship ;
- (b) The number and aggregate tonnage of the whale catchers ;
- (c) A list of the land stations which were in operation during the period concerned.

Article 18.

In the present Agreement the following expressions have the meanings respectively assigned to them, that is to say :

“ Factory ship ” means a ship in which or on which whales are treated whether wholly or in part ;

“ Whale catcher ” means a ship used for the purpose of hunting, taking, towing, holding on to, or scouting for whales ;

“ Land station ” means a factory on the land, or in the territorial waters adjacent thereto, in which or at which whales are treated whether wholly or in part ;

“ Baleen whale ” means any whale other than a toothed whale ;

“ Blue whale ” means any whale known by the name of blue whale, Sibbald's rorqual or sulphur bottom ;

“ Fin whale ” means any whale known by the name of common finback, common finner, common rorqual, finback, fin whale, herring whale, razorback, or true fin whale ;

“ Grey whale ” means any whale known by the name of grey whale, California grey, devil fish, hard head, mussel digger, grey back, rip sack ;

“ Humpback whale ” means any whale known by the name of bunch, humpback, humpback whale, humpbacked whale, hump whale or hunchbacked whale ;

“ Right whale ” means any whale known by the name of Atlantic right whale, Arctic right whale, Biscayan right whale, bowhead, great polar whale, Greenland right whale, Greenland whale, Nordkaper, North Atlantic right whale, North Cape whale, Pacific right whale, pigmy right whale, Southern pigmy right whale or Southern right whale ;

“ Sperm whale ” means any whale known by the name of sperm whale, spermacet whale, cachalot or pot whale ;

par chaque usine flottante ou station terrestre, ainsi que les quantités totales d'huile de chaque qualité et les quantités de poudre, de guano et autres sous-produits tirés des baleines, de même que, pour chaque baleine traitée dans l'usine flottante ou la station terrestre, des renseignements sur la date et le lieu de la capture, l'espèce et le sexe de la baleine, sa longueur et, s'il y a un fœtus, la longueur de ce dernier et son sexe, s'il peut être déterminé.

Article 17.

Pour toutes les opérations concernant les baleines et relevant de leur juridiction, les gouvernements contractants communiqueront au Bureau international des Statistiques baleinières, à Sandefjord, en Norvège, les renseignements statistiques prévus à l'article 16 du présent accord, ainsi que tous renseignements qu'ils pourront recueillir ou obtenir sur les lieux de reproduction et les voies de migration des baleines.

En transmettant ces renseignements, les gouvernements spécifieront :

- a) Le nom et le tonnage de chaque usine flottante ;
- b) Le nombre et le tonnage global des navires baleiniers ;
- c) Une liste des stations terrestres ayant fonctionné au cours de la période envisagée.

Article 18.

Dans le présent accord, les expressions ci-après ont respectivement le sens énoncé :

Par « usine flottante », on entend un navire à bord duquel des baleines sont traitées en tout ou en partie.

Par « navire baleinier », on entend un navire utilisé pour chasser, capturer, tuer, poursuivre ou repérer des baleines.

Par « station terrestre », on entend une usine sur la terre ferme ou dans les eaux territoriales limitrophes, dans ou par laquelle des baleines sont traitées en tout ou en partie.

Par « baleine à fanons » (*baleen whale*), on entend toute baleine autre que la baleine denticète.

Par « baleine bleue » (*blue whale*), on entend toute baleine connue sous le nom de baleine bleue, de rorqual de Sibbald ou de « sulphur bottom ».

Par « baleine à nageoires » (*fin whale*), on entend toute baleine connue sous le nom de baleine à nageoires commune, de physale commun, de rorqual commun, de baleine à nageoires (*finback, fin whale*), de « herring whale », de gibbar ou de baleine à nageoires véritable.

Par « baleine grise », on entend toute baleine connue sous le nom de baleine grise, de grise de Californie, de « devil fish », de « hard head », de « mussel digger », de « grey back », de « rip sack ».

Par « baleine à bosse », on entend toute baleine connue sous le nom de jubarte, de « humpback », de « humpback whale », de « humpbacked whale », de « hump whale » ou de « hunchbacked whale ».

Par « right whale », on entend toute baleine connue sous le nom de « right whale » de l'Atlantique, de « right whale » arctique, de « right whale » de Biscaye, de « bowhead », de grande baleine polaire, de « right whale » du Groenland, de baleine du Groenland, de « Nordkaper », de « right whale » de l'Atlantique nord, de baleine du cap Nord, de « right whale » du Pacifique, de « right whale » pygmée, de « right whale pygmée » australe ou de « right whale » australe.

Par « cachalot » (*sperm whale*), on entend toute baleine connue sous le nom de baleine à spermaceti, de « cachalot » ou de « pot whale ».

"Length" in relation to any whale means the distance measured on the level in a straight line between the tip of the upper jaw and the notch between the flukes of the tail.

Article 19.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as soon as possible. It shall come into force upon the deposit of instruments of ratification by a majority of the signatory Governments, which shall include the Governments of the United Kingdom, Germany and Norway ; and for any other Government not included in such majority on the date of the deposit of its instrument of ratification.

The Government of the United Kingdom will inform the other Governments of the date on which the Agreement thus comes into force and the date of any ratification received subsequently.

Article 20.

The present Agreement shall come into force provisionally on the 1st day of July, 1937, to the extent to which the signatory Governments are respectively able to enforce it ; provided that if any Government within two months of the signature of the Agreement informs the Government of the United Kingdom that it is unwilling to ratify it the provisional application of the Agreement in respect of that Government shall thereupon cease.

The Government of the United Kingdom will communicate the name of any Government which has signified that it is unwilling to ratify the Agreement to the other Governments, any of whom may within one month of such communication withdraw its ratification or accession or signify its unwillingness to ratify as the case may be, and the provisional application of the Agreement in respect of that Government shall thereupon cease. Any such withdrawal or communication shall be notified to the Government of the United Kingdom, by whom it will be transmitted to the other Governments.

Article 21.

The present Agreement shall, subject to the preceding Article, remain in force until the 30th day of June, 1938, and thereafter if, before that date, a majority of the contracting Governments, which shall include the Governments of the United Kingdom, Germany and Norway, shall have agreed to extend its duration. In the event of such extension it shall remain in force until the contracting Governments agree to modify it, provided that any contracting Government may, at any time after the 30th day of June, 1938, by giving notice on or before the 1st day of January in any year to the Government of the United Kingdom (who on receipt of such notice shall at once communicate it to the other contracting Governments) withdraw from the Agreement, so that it shall cease to be in force in respect of that Government after the 30th day of June following, and that any other contracting Government may, by giving notice in the like manner within one month of the receipt of such communication, withdraw also from the Agreement, so that it shall cease to be in force respecting it after the same date.

Article 22.

Any Government which has not signed the present Agreement may accede thereto at any time after it has come into force. Accession shall be effected by means of a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom and shall take effect immediately after the date of its receipt.

The Government of the United Kingdom will inform all the Governments which have signed or acceded to the present Agreement of all accessions received and the date of their receipt.

Par « longueur », en ce qui concerne la baleine, on entend la distance mesurée, sur le même plan, par une ligne droite entre l'extrémité de la mâchoire supérieure et l'intersection des nageoires caudales.

Article 19.

Le présent accord sera ratifié, et les instruments de ratification seront déposés, aussitôt que possible, auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il entrera en vigueur lorsque les instruments de ratification auront été déposés par une majorité des gouvernements signataires, comprenant les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Norvège, et, en ce qui concerne tout autre gouvernement non compris dans cette majorité, à la date du dépôt de son instrument de ratification.

Le Gouvernement du Royaume-Uni fera connaître aux autres gouvernements la date à laquelle l'accord entrera ainsi en vigueur et la date de toute ratification reçue ultérieurement.

Article 20.

Le présent accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1^{er} juillet 1937, dans la mesure où les gouvernements signataires pourront respectivement l'appliquer, étant entendu, toutefois, que, si un gouvernement quelconque fait savoir au Gouvernement du Royaume-Uni, dans les deux mois qui suivront la signature de l'accord, qu'il n'est pas disposé à ratifier ce dernier, l'application provisoire de l'accord cessera pour ce qui concerne ce gouvernement.

Le nom de tout gouvernement qui a fait savoir qu'il n'était pas disposé à ratifier l'accord sera notifié par le Gouvernement du Royaume-Uni aux autres gouvernements. Chacun de ces derniers pourra, dans le délai d'un mois à dater de cette communication, retirer sa ratification ou adhésion ou faire savoir qu'il n'est pas disposé à ratifier l'accord ; de ce fait, l'application provisoire de l'accord cessera à l'égard de ce gouvernement. Tout retrait ou toute communication de ce genre seront notifiés au Gouvernement du Royaume-Uni, qui les transmettra aux autres gouvernements.

Article 21.

Sous réserve des dispositions de l'article précédent, le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1938, et ultérieurement si, avant la date indiquée, la majorité des gouvernements contractants, comprenant les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Norvège, conviennent de le proroger. En cas de prorogation, l'accord demeurera en vigueur jusqu'à ce que les gouvernements contractants conviennent de le modifier, étant entendu, toutefois, que tout gouvernement contractant pourra, à n'importe quel moment après le 30 juin 1938, par un avis donné le 1^{er} janvier de n'importe quelle année, ou auparavant, au Gouvernement du Royaume-Uni (qui, dès réception de cet avis, le communiquera aux autres gouvernements contractants), se retirer de l'accord, de telle sorte que celui-ci cessera d'être applicable à l'égard de ce gouvernement après le 30 juin suivant. Il est également entendu que tout autre gouvernement contractant pourra, par un avis analogue, donné dans le mois qui suivra la réception de cette communication, se retirer également de l'accord, de sorte que celui-ci cessera, à la même date, d'être applicable à son égard.

Article 22.

Tout gouvernement non signataire du présent accord pourra adhérer à celui-ci à n'importe quel moment après son entrée en vigueur. L'adhésion s'effectuera au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, et prendra effet immédiatement après la date de sa réception.

Le Gouvernement du Royaume-Uni portera à la connaissance de tous les gouvernements qui auront signé le présent accord ou y auront adhéré, toute adhésion reçue ainsi que la date de sa réception.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised, have signed the present Agreement.

Done in London the 8th day of June, 1937, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, by whom certified copies will be transmitted to all the other contracting Governments.

For the Government of the Union of South Africa :

F. J. DU TOIT.

For the Government of the United States of America :

Herschel V. JOHNSON.

Remington KELLOGG.

For the Government of the Argentine Republic :

Manuel E. MALBRÁN.

M. FINCATI.

T. L. MARINI.

For the Government of the Commonwealth of Australia :

S. M. BRUCE.

For the Government of Germany :

WOHLTHAT.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

Henry G. MAURICE.

Geo. HOGARTH.

For the Government of the Irish Free State :

Sean O'Faolain O'DULCHAONTIGH.

For the Government of New Zealand :

G. MCNAMARA.

For the Government of Norway :

Birger BERGERSEN.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent accord.

Fait à Londres, le 8 juin 1937, en un exemplaire unique ; celui-ci restera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les autres gouvernements contractants.

Pour le Gouvernement de l'Union Sud-africaine :

F. J. DU TOIT.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

Herschel V. JOHNSON.

Remington KELLOGG.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

Manuel E. MALBRÁN.

M. FINCATI.

T. L. MARINI.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie :

S. M. BRUCE.

Pour le Gouvernement de l'Allemagne :

WOHLTHAT.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

Henry G. MAURICE.

Geo. HOGARTH.

Pour le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande :

Sean O'Faolain O'DULCHAONTIGH.

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande :

G. McNAMARA.

Pour le Gouvernement de la Norvège :

Birger BERGERSEN.

DECLARATION

BY THE PRINCIPAL SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS OF HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, REGARDING THE PROLONGATION OF THE INTERNATIONAL AGREEMENT OF JUNE 8TH, 1937, FOR THE REGULATION OF WHALING. SIGNED AT LONDON, JUNE 29TH, 1938.

Registered on November 2nd, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Whereas the International Agreement for the Regulation of Whaling, signed in London on the 8th June, 1937, has been ratified by the Governments of the United States of America, Germany, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Eire, New Zealand and Norway, and came into force in accordance with the provisions of Article 19 on the 7th day of May, 1938 ; and

Whereas the Governments of the United States of Mexico and Canada have acceded, with effect from the 7th May, 1938, and the 14th June, 1938, respectively, to the said Agreement in accordance with Article 22 thereof ; and

Whereas in consequence the Governments of the United States of America, Germany, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Eire, New Zealand, Norway, the United States of Mexico and Canada are contracting Governments ; and

Whereas, according to the provisions of Article 21, the said Agreement remains in force until the 30th June, 1938, and thereafter if, before that date, a majority of the contracting Governments, which shall include the Governments of the United Kingdom, Germany and Norway, shall have agreed to extend its duration ;

The undersigned, Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, hereby certifies that the Governments of the United States of America, Canada, Germany, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Eire, the United States of Mexico, New Zealand and Norway have agreed to extend the duration of the said Agreement, and that the Agreement will accordingly, under the provisions of Article 21, continue in force after the 30th June, 1938.

Witness my hand this 29th day of June, 1938.

Given at the Foreign Office, London.

HALIFAX.

Certified a true copy :

Stephen Gaselee,
*Librarian and Keeper
of the Papers at the Foreign Office.*

London, 11th Oct., 1938.

DÉCLARATION

DU PRINCIPAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, RELATIVE A LA PROROGATION DE L'ACCORD INTERNATIONAL DU 8 JUIN 1937 POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE A LA BALEINE. SIGNÉE A LONDRES, LE 29 JUIN 1938.

Enregistrée le 2 novembre 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Attendu que l'Accord international concernant la réglementation de la chasse à la baleine, signé à Londres, le 8 juin 1937, a été ratifié par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Eire, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège, et est entré en vigueur, conformément aux dispositions de l'article 19, le 7 mai 1938 ; et

Attendu que les Gouvernements des Etats-Unis du Mexique et du Canada ont adhéré, avec effet à partir du 7 mai 1938 et du 14 juin 1938, respectivement, audit accord, conformément à l'article 22 de ce dernier ; et

Attendu qu'en conséquence les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Eire, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des Etats-Unis du Mexique et du Canada, sont des gouvernements contractants ; et

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 21, ledit accord reste en vigueur jusqu'au 30 juin 1938, et ultérieurement si, avant la date indiquée, la majorité des gouvernements contractants, comprenant les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Norvège, conviennent de le proroger ;

Le soussigné, principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, certifie par la présente que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Eire, des Etats-Unis du Mexique, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège ont convenu de proroger ledit accord et que, par conséquent, celui-ci, conformément aux dispositions de l'article 21, demeurera en vigueur après le 30 juin 1938.

En foi de quoi j'ai signé les présentes, ce vingt-neuvième jour du mois de juin 1938.

Fait au Foreign Office, Londres.

HALIFAX.

N° 4407.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Traité relatif à la frontière entre le
Tanganyika et le Ruanda-Urundi.
Signé à Londres, le 22 novembre
1934.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Treaty regarding the Boundary be-
tween Tanganyika and Ruanda-
Urundi. Signed at London,
November 22nd, 1934.

No. 4407. — TREATY¹ BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN TANGANYIKA AND RUANDA-URUNDI. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 22ND, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place July 27th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Desiring to delimit that portion of the boundary between the Tanganyika Territory and Ruanda-Urundi which is situated along the Kagera River, as defined by the Council of the League of Nations in its decision of the 31st August, 1923, and in Article 50 of the Protocol concluded at Kigoma, on the 5th August, 1924, and confirmed by the exchange of notes² signed at Brussels on the 17th May, 1926; and to introduce with the consent of the Council of the League of Nations under Article 12 of the Mandate for East Africa and under Article 12 of the Mandate for Ruanda-Urundi such minor modifications in the boundary as so defined as might seem desirable in view of the local geographical conditions,

Have decided to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Rt. Hon. Sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

The Baron DE CARTIER DE MARCHIENNE, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in London ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

From the confluence of the Mwibu River with the Kagera River to the inter-section of the straight line joining boundary beacon 59A to boundary beacon 59B with the thalweg of the Kagera River, the boundary follows the thalweg of the Kagera River. (The thalweg shall be understood to be the line of minimum level along the river bed. Where owing to rapids or any other cause it is not possible to determine the position of the thalweg, the median line of the widest channel shall be the boundary.)

¹ The exchange of ratifications took place at London, May 19th, 1938.
Came into force May 19th, 1938.

² Vol. LIV, page 239, of this Series.

N^o 4407. — TRAITÉ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE
ET L'IRLANDE DU NORD RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE
LE TANGANYIKA ET LE RUANDA-URUNDI. SIGNÉ A LONDRES,
LE 22 NOVEMBRE 1934.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de
Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement
de ce traité a eu lieu le 27 juillet 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES
AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Désireux de délimiter la section de frontière entre le Territoire du Tanganyika et le Ruanda-Urundi, située le long de la rivière Kagera, telle qu'elle a été déterminée par le Conseil de la Société des Nations dans sa décision du 31 août 1923 et à l'article 50 du Protocole conclu à Kigoma le 5 août 1924, et confirmée par l'Echange de notes² signées à Bruxelles le 17 mai 1926; désireux, d'autre part, d'apporter à cette frontière, avec le consentement du Conseil de la Société des Nations, ainsi qu'il est prévu à l'article 12 du mandat sur l'Afrique-Orientale et à l'article 12 du mandat sur le Ruanda-Urundi, quelques modifications de détail jugées désirables, eu égard aux conditions géographiques locales,

Ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU
DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

The Rt. Hon. Sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., M.P., son principal
secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le baron DE CARTIER DE MARCHIENNE, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
à Londres ;

Lesquels, s'étant communiqué leur pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus
des dispositions suivantes :

Article premier.

Du confluent de la rivière Mwibu avec la rivière Kagera jusqu'à l'intersection de la ligne droite joignant la borne frontière 59A à la borne frontière 59B avec le thalweg de la rivière Kagera, la frontière est constituée par le thalweg de la Kagera. (Le thalweg sera compris comme étant la ligne du niveau le plus bas du lit de la rivière. Aux endroits où, par suite de l'existence de rapides ou pour toute autre cause, il n'est pas possible de déterminer la position du thalweg la ligne médiane du chenal le plus large constituera la frontière.)

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 19 mai 1938.
Entré en vigueur le 19 mai 1938.

² Vol. LIV, page 239, de ce recueil.

Article 2.

From the point where the thalweg of the Kagera River is intersected by the straight line joining boundary pillars 59A and 59B, to the point where the straight line joining boundary pillars 72A and 72B intersects the said thalweg, the boundary is determined by the series of straight lines joining adjacent intervisible stone pillars erected either on prominent headlands on the mainland or on islands in the Kagera Valley, wherever such straight lines traverse the river channel or the marsh ; but along the stretches other than on islands where these straight lines traverse terra firma, the boundary is determined by the shore of the headlands from the point where the straight line between pillars crosses the shore on departure from the marsh to the point where the same or another straight line next crosses the shore again on re-entering the marsh.

In cases where boundary pillars are sited upon islands, the boundary runs by the shortest possible route along the shore of the islands, from the point where a straight line between pillars first cuts the shore on leaving the marsh to the point where the next straight line between pillars last cuts the shore on entering the marsh again. The shore is understood to mean the limit of dry land at extreme low water.

Article 3.

The straight lines referred to in the preceding Article are, starting from the point indicated in Article 1 :

- (a) A straight line towards boundary pillar No. 60 situated on the south-west end of the Island of Zinga ;
- (b) Thence a straight line towards boundary pillar No. 61 situated on Nyakagasha at the north end of Kagoma ;
- (c) A straight line towards boundary pillar No. 62 situated on Kalibe at the north-east end of Kanyinya (Kagnigna) ;
- (d) A straight line towards boundary pillar No. 63 situated on the south-west end of the Island of Kyabalelwa (Tschabalelwa) ;
- (e) A straight line towards boundary pillar No. 64 situated on Luterana on the east side of Kageyo (Kageo) ;
- (f) A straight line towards boundary pillar No. 65 situated on the west end of Mwoga ;
- (g) A straight line towards boundary pillar No. 66 situated on the west end of Gitega ;
- (h) A straight line towards boundary pillar No. 67 situated on the north-east end of Ndalama (Rurama) ;
- (i) A straight line towards boundary pillar No. 68 situated on Magashi at the north-east of Mubari ;
- (j) A straight line towards boundary pillar No. 69 situated on the south point of Gabiro ;
- (k) A straight line towards boundary pillar No. 70 situated on Kitobelaho at the north-east end of Nyakishoz ;
- (l) A straight line to boundary pillar No. 71 situated on Gashoza at the north-east end of Kamakaba ;
- (m) A straight line to the point mentioned in Article 2 where the line joining boundary pillars 72A and 72B, situated respectively on Ryanyawanga and Akanyo at the north end of Kamakaba, intersects the thalweg of the Kagera River.

The boundary line defined above is shown on the map¹ attached to the present Treaty.

Article 4.

From the point referred to in paragraph (m) of the preceding Article the boundary line follows the thalweg of the Kagera River to the Uganda frontier.

¹ Not reproduced.

Article 2.

A partir du point où le thalweg de la Kagera est coupé par la droite qui joint les bornes 59A et 59B jusqu'au point où ce thalweg coupe la droite qui joint les bornes 72A et 72B, la frontière est déterminée par la série d'alignements droits qui joignent entre elles les bornes en pierre, visibles l'une de l'autre, érigées sur des pointes de terre proéminentes, sur les rives ou sur les îles de la Kagera, dans les parties de ces alignements où ils coupent le chenal de la rivière ou le marais qui le borde. Aux endroits autres que les îles où ces alignements traversent la terre ferme, la ligne frontière est constituée par la rive du point où l'alignement droit en amont coupe cette rive jusqu'au point où l'alignement droit d'aval rejoint la rivière ou le marais. Quand la borne frontière se trouve sur une île, la frontière suit le chemin le plus court le long de la rive, du point où l'alignement droit d'amont coupe la rive jusqu'au point où l'alignement droit d'aval rejoint la rivière ou le marais.

La rive est supposée suivre la limite des eaux les plus basses.

Article 3.

Partant du point défini à l'article premier, entre les bornes 59A et 59B, les alignements droits auxquels il est fait allusion dans l'article précédent sont définis comme suit :

- a) Une droite joignant le point défini à l'article premier, à la borne N° 60, située à l'extrémité sud-ouest de l'île Zinga ;
- b) De là, une droite vers la borne N° 61, située à Nyakagasha, à l'extrémité nord de Kagea ;
- c) De là, une droite vers la borne N° 62, au lieu dit Kaliba, à l'extrémité nord-est de Kanyinya ;
- d) De là, une droite vers la borne N° 63, à l'extrémité sud-ouest de l'île Tchabalelwa (Kyabalelwa) ;
- e) De là, une droite vers la borne N° 64, située à Luterana sur le versant oriental de Kageo (Kageyo) ;
- f) De là, une droite vers la borne N° 65, située à l'extrémité ouest de Mwoga ;
- g) De là, une droite vers la borne N° 66, sur la pointe ouest de Gitega ;
- h) De là, une droite vers la borne N° 67, sur la pointe nord-est de Ndalama (Rurama) ;
- i) De là, une droite vers la borne N° 68, au lieu dit Magashi, à la pointe nord-est de Mubari (Ruanda) ;
- j) De là, une droite vers la borne N° 69, sur la pointe sud de Gabiro ;
- k) De là, une droite vers la borne N° 70, au lieu dit Kitobelaho sur la pointe nord-est de Nyakishozi ;
- l) De là, une droite vers la borne N° 71, au lieu dit Gashoza à la pointe nord-est de Kamakaba ;
- m) De là, une droite jusqu'au point mentionné à l'article 2 et où la droite joignant les bornes 72A et 72B, situées respectivement à Ryanyawanga (Tanganyika) et à Akanyo, à l'extrémité nord de Kamakaba, coupe le thalweg de la Kagera.

La ligne définie ci-dessus est reportée sur la carte¹ jointe au présent traité.

Article 4.

A partir du point défini au paragraphe m) de l'article qui précède, la frontière suit le thalweg de la Kagera jusqu'à la frontière de l'Uganda.

¹ Non reproduite.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified by each of the High Contracting Parties as soon as possible after the consent of the Council of the League of Nations shall have been obtained. The instruments of ratification shall be exchanged at London.

It shall come into force on the date of exchange of ratifications.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in triplicate in the English and French languages, both of which are of equal validity, at London, the 22nd day of November, 1934.

(*L. S.*) John SIMON.

(*L. S.*) B^{re} DE CARTIER DE MARCHIENNE.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes aussitôt que possible après que le Conseil de la Société des Nations aura donné son consentement. Les instruments de ratification seront échangés à Londres.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés ci-dessus ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 22 novembre 1934, en triple exemplaire, en langues anglaise et française, ces deux langues ayant la même valeur.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) B^{re} DE CARTIER DE MARCHIENNE.

N° 4408.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Arrangement concernant les droits
relatifs à l'usage des eaux à la fron-
tière entre le Tanganyika et le
Ruanda-Urundi. Signé à Londres,
le 22 novembre 1934.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement regarding Water Rights
on the Boundary between Tanga-
nyika and Ruanda-Urundi. Signed
at London, November 22nd, 1934.

No. 4408. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING WATER RIGHTS ON THE BOUNDARY BETWEEN TANGANYIKA AND RUANDA-URUNDI. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 22ND, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 27th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF BELGIUM, desiring to define the water rights in respect of the use of the water of those rivers and streams which form a portion of that part of the boundary between the Tanganyika Territory and Ruanda-Urundi as defined in the Protocol concluded at Kigoma on the 5th August, 1924, and in the Treaty² modifying the boundary between the Tanganyika Territory and Ruanda-Urundi signed at London on the 22nd November, 1934, or of any river or stream which flows from the Tanganyika Territory into Ruanda-Urundi and *vice versa* ;

Have agreed as follows :

Article 1.

Water diverted from a part of a river or stream wholly within the Tanganyika Territory or Ruanda-Urundi shall be returned without substantial reduction to its natural bed at some point before such river or stream flows into the other territory, or at some point before such river or stream forms the common boundary between the two territories.

Article 2.

No operations of a mining or industrial nature shall be permitted by either of the Contracting Governments in Tanganyika or Ruanda-Urundi respectively which may in any way lessen or otherwise interfere with existing navigable waters in any other river or stream, part of which forms the common boundary, or with waters in any such river or stream which may become navigable after the completion of this Agreement.

Article 3.

No operations of a mining or industrial nature shall be permitted by either of the Contracting Governments in Tanganyika or Ruanda-Urundi respectively which may pollute or cause the deposit of any poisonous, noxious or polluting substance in the waters of any river or stream forming part of the boundary between the Tanganyika Territory and Ruanda-Urundi or any tributary river or stream thereof, or in any river or stream flowing from one territory into the other.

¹ The exchange of ratifications took place at London, May 19th, 1938.
Came into force May 19th, 1938.

² See page 95 of this Volume.

N^o 4408. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES DROITS RELATIFS A L'USAGE DES EAUX A LA FRONTIÈRE ENTRE LE TANGANYIKA ET LE RUANDA-URUNDI. SIGNÉ A LONDRES, LE 22 NOVEMBRE 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 27 juillet 1938.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT BELGE, désirant définir les droits relatifs à l'usage des eaux des rivières et cours d'eau qui font partie de la section de la frontière entre le Ruanda-Urundi et le Territoire du Tanganyika qui est définie dans le Protocole conclu à Kigoma le 5 août 1924 et dans le Traité² modifiant la frontière entre le Territoire du Tanganyika et le Ruanda-Urundi signé à Londres le 22 novembre 1934 ou des rivières ou cours d'eau qui coulent du territoire Ruanda-Urundi dans le Territoire du Tanganyika et *vice versa* ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les eaux prélevées dans une partie d'une rivière ou d'un cours d'eau, entièrement comprise dans le Ruanda-Urundi ou dans le Territoire du Tanganyika, seront restituées sans réduction substantielle à leur lit naturel en un point situé en deçà de l'endroit où la rivière ou le cours d'eau coule dans l'autre territoire, ou en deçà de l'endroit où la rivière ou le cours d'eau forme la frontière entre les deux territoires.

Article 2.

Les gouvernements contractants n'autoriseront respectivement dans le Ruanda-Urundi ou dans le Territoire du Tanganyika aucuns travaux de nature minière ou industrielle qui pourraient porter atteinte d'une manière quelconque aux eaux navigables existantes de tout autre cours d'eau ou rivière dont une partie forme la frontière commune ou aux eaux de tout cours d'eau ou rivière dont une partie forme la frontière commune et qui pourrait devenir navigable après la mise en vigueur du présent arrangement.

Article 3.

Les gouvernements contractants n'autoriseront respectivement dans le Ruanda-Urundi et dans le Territoire du Tanganyika aucuns travaux de nature minière ou industrielle qui pourraient polluer les eaux d'une rivière ou d'un cours d'eau faisant partie de la frontière entre le Territoire du Tanganyika et le Ruanda-Urundi, ou d'une rivière ou d'un cours d'eau tributaire de ces cours d'eau, ou d'une rivière ou d'un cours d'eau coulant de l'un de ces territoires dans l'autre ; amener dans ces eaux des substances vénéneuses, nocives ou polluantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 19 mai 1938.

Entré en vigueur le 19 mai 1938.

² Voir page 95 de ce volume.

Article 4.

Each Contracting Government shall have the right to divert, for operations of a mining or industrial nature, at any point along any river or stream where such river or stream forms a common boundary between the two territories, up to a maximum of half the volume of water flowing at such point measured during the season of low water, provided that such water after use shall without substantial reduction be returned to its natural bed.

Article 5.

In the event of the exercise of the right of diversion under Article 4, the method for the determination of the flow of water in any river or stream on the aforesaid boundary shall be by sounding and by the use of the current meter, and the point of determination in the said waters shall be the nearest point upstream to the proposed intake where conditions permit of determination by the aforesaid method.

Article 6.

In the event of either Contracting Government desiring to utilise the waters of any river or stream on the aforesaid boundary or to permit any person to utilise such water for irrigation purposes, such Contracting Government shall give to the other Contracting Government notice of such desire six months before commencing operations for the utilisation of such waters, in order to permit of the consideration of any objections which the other Contracting Government may wish to raise.

Article 7.

All grants of water rights on the aforesaid boundary by either Contracting Government shall be conditional on the grantees installing at or near the point of intake a standard measurement weir or gauge which shall be open to inspection by officials of both Contracting Governments appointed for the purpose of inspecting such weirs and gauges.

Article 8.

The officials of either Contracting Government and any of the inhabitants of Tanganyika or Ruanda-Urundi shall be permitted to have access to any point on any river or stream forming the common boundary for any domestic or industrial purpose.

Article 9.

Any of the inhabitants of the Tanganyika Territory or of Ruanda-Urundi shall be permitted to navigate any river or stream forming the common boundary and take therefrom fish and aquatic plants and water for domestic purposes and for any purposes conforming with their customary rights.

Article 10.

In the event of any dispute arising between the Contracting Governments in respect of any matter covered by this Agreement, the Contracting Governments shall refer such matter to such arbitrator or court of arbitration as may be mutually agreed upon.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate, the 22nd day of November, 1934.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) B^{re} DE CARTIER DE MARCHIENNE.

Article 4.

Chacun des gouvernements contractants aura le droit de prélever, pour des travaux de nature minière ou industrielle, en un point quelconque d'une rivière ou d'un cours d'eau où ce cours d'eau forme la frontière entre les deux territoires, une quantité d'eau égale à la moitié au maximum du volume d'eau coulant en ce point, mesuré à la saison des basses eaux, à condition qu'après usage cette eau soit restituée sans réduction substantielle à son lit naturel.

Article 5.

En cas d'exercice du droit de prélèvement prévu par l'article 4, le débit d'une rivière ou d'un cours d'eau de ladite frontière sera déterminé par des sondages et en utilisant un appareil à mesurer la rapidité du courant. Le point où le débit devra être mesuré sera l'endroit le plus rapproché en amont de la dérivation projetée où les conditions permettront d'appliquer cette méthode de détermination.

Article 6.

Si l'un des gouvernements contractants désire utiliser les eaux d'une rivière ou d'un cours d'eau de ladite frontière ou autoriser une personne à utiliser ces eaux à des irrigations, ce gouvernement contractant devra informer l'autre de ce désir six mois avant de commencer les travaux en vue de l'utilisation de ces eaux et ce, afin de permettre l'examen des objections que l'autre gouvernement contractant pourrait soulever.

Article 7.

Toutes les concessions de droits d'eau à ladite frontière accordées par l'un ou l'autre des deux gouvernements contractants, seront subordonnées à la condition que les bénéficiaires de ces concessions installent à l'endroit ou près de l'endroit de la prise d'eau un déversoir ou une jauge étalonné qui seront accessibles à l'inspection des fonctionnaires des deux gouvernements désignés pour contrôler ces déversoirs ou ces jauges.

Article 8.

Les services publics des deux gouvernements contractants et les habitants du Tanganyika et du Ruanda-Urundi seront autorisés à accéder, pour des raisons domestiques ou industrielles, à n'importe quel point des rivières ou cours d'eau formant la frontière commune.

Article 9.

Tous les habitants du Ruanda-Urundi ou du Territoire du Tanganyika pourront naviguer sur les rivières ou fleuves formant frontière entre les deux territoires, s'y livrer à la pêche, y cueillir des plantes aquatiques et y puiser de l'eau pour les besoins domestiques et pour d'autres besoins conformément à leurs droits fondés sur la coutume.

Article 10.

En cas de contestations surgissant entre les gouvernements contractants au sujet d'une matière prévue par le présent arrangement, les gouvernements contractants soumettront la question à l'arbitre ou au tribunal arbitral désigné de commun accord.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres le plus tôt possible. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 22 novembre 1934.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) B^m DE CARTIER DE MARCHIENNE.

N° 4409.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE**

Echange de notes comportant un
accord relatif aux services aériens
passant au-dessus de la Chine.
Hankéou, le 18 décembre 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA**

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding Air Services
over China. Hankow, December
18th, 1937.

No. 4409. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING AIR SERVICES OVER CHINA. HANKOW, DECEMBER 18TH, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 27th, 1938.

I.

MR. GAGE TO DR. WANG CHUNG-HUI.

HANKOW, *December 18th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, upon instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to your Excellency that an Agreement shall be concluded between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the National Government of the Republic of China as follows :

1. Imperial Airways Limited shall have the right to operate regular air services in either direction over those portions of Chinese territory which are traversed by the following direct routes :

- (1) Vinh-Fort Bayard.
- (2) Hanoi-Fort Bayard.
- (3) Fort Bayard-Hong Kong.

2. Imperial Airways Limited shall not, however, have the right to make landings in Chinese territory as aforesaid, except in cases of emergency.

If this proposal is acceptable to the Chinese Government, I have the honour to propose that the present Note and your Excellency's reply to that effect shall be regarded as constituting and placing on record the Agreement arrived at in regard to this matter, which shall take effect immediately and continue in force for a period of five years from to-day's date.

I avail, etc.

For the Chargé d'Affaires :
Berkeley GAGE.

¹ Came into force December 18th, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4409. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS PASSANT AU-DESSUS DE LA CHINE. HANKÉOU, LE 18 DÉCEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 juillet 1938.

I.

M. GAGE AU D^r WANG CHUNG-HUI.

HANKÉOU, le 18 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de proposer à Votre Excellence la conclusion d'un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement national de la République chinoise, aux conditions ci-après :

1. Les « Imperial Airways Limited » auront le droit d'assurer un service aérien régulier dans les deux sens et de survoler les parties du territoire chinois par lesquelles passent les lignes directes suivantes :

- 1^o Vinh-Fort-Bayard ;
- 2^o Hanoi-Fort-Bayard ;
- 3^o Fort-Bayard-Hong-Kong.

2. Toutefois, les « Imperial Airways Limited » n'auront pas le droit d'atterrir en territoire chinois ainsi qu'il a été spécifié auparavant, sauf en cas de nécessité urgente.

Au cas où cette proposition agréerait au Gouvernement chinois, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse par laquelle Votre Excellence me fera connaître son agrément soient considérées comme l'expression officielle de l'accord conclu en la matière, qui entrera en vigueur immédiatement et demeurera valable pendant cinq ans à dater de ce jour.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Chargé d'Affaires :
Berkeley GAGE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 18 décembre 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DR. WANG CHUNG-HUI TO MR. HOWE.

HANKOW, *December 18th, 1937.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of to-day's date, which reads as follows :

(As in No. I.)

In reply I have the honour to state that the proposed Agreement is acceptable to the Chinese Government and that they agree that the present Note and Note under reply shall be regarded as constituting and placing on record the Agreement which should take effect immediately and continue in force for a period of five years from to-day's date.

I avail, etc.

Wang CHUNG-HUI.

II.

LE Dr WANG CHUNG-HUI A M. HOWE.

HANKÉOU, le 18 décembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour, dont la teneur est la suivante :

(Texte du N° I.)

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement chinois donne son agrément à l'accord proposé et convient que la présente note et celle à laquelle elle fait réponse seront considérées comme l'expression officielle de l'accord conclu en la matière, qui prendra effet immédiatement et demeurera en vigueur pendant cinq ans à dater de ce jour.

Veuillez agréer, etc.

Wang CHUNG-HUI.

N° 4410.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE
ET INDE, ET BELGIQUE**

Echange de notes comportant un
accord relatif aux documents
d'identité du personnel des aéro-
nefs. Bruxelles, le 29 avril 1938.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA,
NEW ZEALAND AND INDIA
AND BELGIUM**

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding Documents
of Identity for Aircraft Personnel.
Brussels, April 29th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4410. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND NEW ZEALAND AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF BELGIUM CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING DOCUMENTS OF IDENTITY FOR AIRCRAFT PERSONNEL. BRUSSELS, APRIL 29TH, 1938.

N^o 4410. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, ET LE GOUVERNEMENT BELGE, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX DOCUMENTS D'IDENTITÉ DU PERSONNEL DES AÉRONEFS. BRUXELLES, LE 29 AVRIL 1938.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 27th, 1938.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 juillet 1938.

I.

SIR R. H. CLIVE TO M. SPAAK.

BRUSSELS, April 29th, 1938.

M. LE MINISTRE,

I have the honour to state, on behalf of His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand, and of the Government of India, that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and the Government of His Majesty the King of the Belgians :

(1) As from the date of this note, all Belgian nationals arriving by air as

I.

SIR R. H. CLIVE A M. SPAAK.

BRUXELLES, le 29 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, au nom des Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et du Gouvernement de l'Inde, qu'ils acceptent les dispositions ci-après constituant un accord sur la base de réciprocité entre eux et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges :

1^o A partir de la date de la présente note tous les ressortissants belges arrivant

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force April 29th, 1938.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 29 avril 1938.

members of the operating personnel of aircraft employed on regular Belgian air lines and registered in Belgium, the Belgian Congo or Ruanda-Urundi, may enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand and India, upon the production, in lieu of national passports, of a licence in the form of which a specimen¹ is hereto attached.

(2) The above provision is regarded as also applying to Newfoundland, to all British colonies and to all territories under the protection of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and to the following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by him, namely, Palestine (including Transjordan), Tanganyika, the Cameroons under British mandate, and Togoland under British mandate (administered by His Majesty's Government in the United Kingdom), New Guinea (administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (administered by His Majesty's Government in New Zealand), and Nauru (at present administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia).

(3) As from the date of this note, all British subjects or British-protected persons arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines, and registered in any of the territories under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty the King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, referred to in paragraphs (1) and (2) above, may enter Belgium, the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, upon the production, in lieu of national passports, of certificates of competency and licences in the form of which specimens are hereto attached. (The specimens attached are of certificates issued in the United Kingdom. The certificates

par la voie des airs en qualité de membres du personnel de service d'un aéronef employé sur des lignes régulières belges de navigation aérienne et immatriculé en Belgique, au Congo belge ou dans le Ruanda-Urundi, peuvent, à titre de réciprocité, entrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde, sur production, en lieu et place du passeport national, d'une licence du modèle¹ ci-joint.

2^o Cette disposition s'applique également à Terre-Neuve, à toutes les colonies britanniques et à tous les territoires placés sous la protection de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ainsi qu'aux territoires ci-après sur lesquels des mandats au nom de la Société des Nations ont été acceptés par lui, à savoir, la Palestine (y compris la Transjordanie), le Tanganyika, le Cameroun sous mandat britannique et le Togo sous mandat britannique (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), le Samoa occidental (administré par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande) et Nauru (administré actuellement par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie).

3^o A partir de la date de la présente note, tous les sujets britanniques ou personnes jouissant de la protection britannique arrivant par la voie des airs en qualité de membres du personnel de service d'un aéronef employé sur des lignes régulières britanniques de navigation aérienne et immatriculé dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, visés aux paragraphes 1^o et 2^o ci-dessus, peuvent entrer en Belgique, au Congo belge et dans le Ruanda-Urundi, sur production, en lieu et place du passeport national, de brevets d'aptitude ou de licences du modèle ci-joint.

¹ Not reproduced.

¹ Non reproduit.

and licences issued in the Commonwealth of Australia, New Zealand, India, Newfoundland and in the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories concerned are in the standard form prescribed in Annex E to the International Air Navigation Convention¹, and are thus similar in form to those issued in the United Kingdom. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(4) The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

(5) The provisions of the Agreement do not absolve holders of certificates in either of the forms hereto annexed from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

(6) The licences referred to in provision (1) and the certificates of competency and licences referred to in provision (3) shall be exempt from stamping on entry and departure.

2. The operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the Immigration Regulations in force at the place of arrival.

3. This Agreement shall remain in force until six months after notice of termination has been given. Such notification shall specify the Government or Governments in respect of which termination is desired.

4. The present note and your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter.

I avail, etc.

R. H. CLIVE.

(Les spécimens joints sont des modèles de brevets délivrés dans le Royaume-Uni. Les brevets et licences délivrés dans le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, Terre-Neuve et dans les colonies britanniques, les protectorats britanniques et territoires sous mandat britannique intéressés, sont conformes au modèle-type figurant à l'Annexe E de la Convention¹ internationale pour la navigation aérienne, et analogues par conséquent à ceux délivrés dans le Royaume-Uni. Ils contiennent cependant des différences de détail répondant aux conditions particulières.)

4^o Le présent accord n'affectera pas les prescriptions en vigueur en matière de visas pour l'entrée dans les territoires en cause.

5^o Les dispositions de cet accord ne dispenseront pas les titulaires de brevets conformes aux modèles annexés de se soumettre aux règlements sur l'immigration en vigueur au lieu de leur arrivée.

6^o Les licences dont il est question au point 1^o et les brevets d'aptitude et licences dont il est question au point 3^o seront dispensés de l'estampillage tant à l'entrée qu'à la sortie.

2. Le bénéfice de l'accord est limité dans tous les cas aux personnes qui ne sont pas des immigrants interdits aux termes des règlements sur l'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

3. Cet accord restera en vigueur six mois après que notification de la dénonciation aura été donnée. Cette dénonciation indiquera expressément le gouvernement ou les gouvernements au nom desquels l'accord est dénoncé.

4. La présente note et celle de Votre Excellence de la même date et d'une teneur similaire seront considérées comme constituant l'accord conclu en cette matière.

Je saisis, etc.

R. H. CLIVE.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355 ; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

II.

M. SPAAK A SIR R. H. CLIVE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.BRUXELLES, *le 29 avril 1938.*

M. L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qu'il accepte les dispositions ci-après constituant un accord sur une base de réciprocité entre lui et les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Inde. A partir de la date de la présente note, tous les sujets britanniques ou personnes jouissant de la protection britannique arrivant par la voie des airs en qualité de membres du personnel de service d'un aéronef employé sur des lignes régulières britanniques de navigation aérienne et immatriculé dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté, suzeraineté, protection ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, peuvent entrer en Belgique, au Congo belge et dans le Ruanda-Urundi, sur production, en lieu et place du passeport national, du brevet d'aptitude ou d'une licence.

A partir de la date de la présente note tous les ressortissants belges arrivant par la voie des airs en qualité de membres du personnel de service d'un aéronef employé sur des lignes régulières belges de navigation aérienne et immatriculé en Belgique, au Congo belge ou dans le Ruanda-Urundi, peuvent, à titre de réciprocité, entrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde, sur production, en lieu et place du passeport national, d'un brevet d'aptitude ou d'une licence.

Cette disposition s'applique également à Terre-Neuve, à toutes les colonies britanniques et à tous les territoires placés sous la protection

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. SPAAK TO SIR R. H. CLIVE.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.BRUSSELS, *April 29th, 1938.*

M. L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform your Excellency, on behalf of the Government of His Majesty the King of the Belgians that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and His Majesty's Governments in the United Kingdom and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand, and the Government of India :

As from the date of this note, all British subjects or British-protected persons arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines, and registered in any of the territories under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of His Majesty the King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may enter Belgium, the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, upon the production, in lieu of a national passport, of a certificate of competency or of a licence.

As from the date of this note, all Belgian nationals arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular Belgian air lines and registered in Belgium, the Belgian Congo or Ruanda-Urundi, may, on a reciprocal basis, enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand and India, upon the production, in lieu of a national passport, of a certificate of competency or of a licence.

The above provision is regarded as also applying to Newfoundland, to all British colonies and to all territories under the protec-

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ainsi qu'aux territoires ci-après sur lesquels des mandats au nom de la Société des Nations ont été acceptés par lui, à savoir, la Palestine (y compris la Transjordanie), le Tanganyika, le Cameroun sous mandat britannique et le Togo sous mandat britannique (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), Samoa occidentale (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande) et Nauru (administré actuellement par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie).

Le présent accord n'affectera pas toutes prescriptions qui seraient éventuellement en vigueur en matière de visas pour l'entrée dans les territoires en cause.

Les dispositions de cet accord n'exempteront pas les titulaires de brevets d'aptitude ou de licences de se conformer aux règlements sur l'immigration en vigueur au lieu de leur arrivée.

Les brevets et licences dont il est question ci-dessus seront dispensés de l'estampillage tant à l'entrée qu'à la sortie.

Le bénéfice de l'accord est limité dans tous les cas aux personnes qui ne sont pas des immigrants interdits aux termes des règlements sur l'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

Cet accord, qui pourra être dénoncé à toute époque, restera encore en vigueur six mois après que notification de la dénonciation aura été donnée par l'une des Parties contractantes.

Cette dénonciation pourra n'affecter qu'un ou plusieurs des territoires visés, l'accord restant en vigueur pour les autres territoires.

La présente note et celle de Votre Excellence de la même date et d'une teneur similaire seront considérées comme constituant l'accord conclu en cette matière.

Je saisis, etc.

P. H. SPAAK.

tion of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and to the following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by him, namely, Palestine (including Transjordan), Tanganyika, the Cameroons under British mandate, and Togoland under British mandate (administered by His Majesty's Government in the United Kingdom), New Guinea (administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (administered by His Majesty's Government in New Zealand), and Nauru (at present administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia).

The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

The provisions of the Agreement do not absolve holders of certificates of competency or licences from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

The certificates of competency and licences referred to above shall be exempt from stamping on entry and departure.

The operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the immigration regulations in force at the place of arrival.

This Agreement, which may be denounced at any time, shall remain in force for six months after notice of denunciation by one of the Contracting Parties.

Such denunciation shall affect only those territories specified, the Agreement remaining in force for the other territories.

The present note and your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter.

I avail, etc.

P. H. SPAAK.

N° 4411.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET TURQUIE**

Accord complétant l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936, avec liste annexée et procès-verbal. Signés à Londres, le 27 mai 1938.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND TURKEY**

Agreement supplementary to the Agreement of September 2nd, 1936, respecting Trade and Clearing, with Schedule and Agreed Minute. Signed at London, May 27th, 1938.

No. 4411. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 2ND, 1936, RESPECTING TRADE AND CLEARING. SIGNED AT LONDON, MAY 27TH, 1938.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 27th, 1938.

Whereas the Agreement² respecting Trade and Clearing signed on the second day of September, nineteen hundred and thirty-six, between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Turkish Republic (hereinafter called the "Principal Agreement"), makes provision to facilitate commercial relations between the United Kingdom and Turkey ;

And whereas the Contracting Governments desire to supplement the provisions of the Principal Agreement in order to facilitate payments between the United Kingdom and Turkey ;

Now, therefore, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Article 1.

United Kingdom goods to be paid for by deposit in the Special Account and by transfer through Sub-Account A of the Clearing Account in accordance with Articles 7 and 9 (1) (iv) of the Principal Agreement (as amended by Article 5 of this Supplementary Agreement) will be permitted to be imported into Turkey in each period of three months from the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight, onwards, for different classes of goods, up to, but not exceeding, the c.i.f. values specified in the Schedule to this Agreement for each class of goods : provided that, if in any such period beginning the first day of July, the first day of October or the first day of January the value of the goods of any class imported into Turkey is less than that specified in the Schedule for goods of that class, the value of the goods of that class which shall be permitted to be imported in the next period of three months shall be increased above the Schedule figure by the amount of this deficiency. In estimating the deficiencies for any period beginning the first day of October or the first day of January, the increases in the values for that period due to a deficiency in the preceding period shall be taken into account.

Article 2.

(1) Any contracts for the export to Turkey of United Kingdom goods, in respect of which a guarantee shall hereafter be given by the Board of Trade acting through the Export Credits Guarantee Department in the United Kingdom (hereinafter called the "Department") in accordance with the provisions of the Agreement signed on the twenty-seventh day of May, nineteen

¹ Came into force July 1st, 1938.

² Vol. CLXXII, page 289, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 44II. — ACCORD² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE COMPLÉTANT L'ACCORD DE COMMERCE ET DE CLEARING DU 2 SEPTEMBRE 1936. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 MAI 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 juillet 1938.

Attendu que l'Accord³ de commerce et de clearing du 2 septembre 1936, entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République turque (désigné ci-après sous le nom d'« Accord principal »), tend à faciliter les relations commerciales entre le Royaume-Uni et la Turquie,

Et que les gouvernements contractants sont animés du désir de compléter les dispositions de l'Accord principal en vue de faciliter les paiements entre le Royaume-Uni et la Turquie,

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

A partir du 1^{er} juillet 1938, certaines catégories de marchandises du Royaume-Uni comprises parmi celles dont le paiement doit s'effectuer par le dépôt d'une somme au Compte spécial et un transfert opéré par l'intermédiaire du Compte auxiliaire A du Compte de clearing, conformément à l'article 7 et au point (iv) du premier paragraphe de l'article 9 de l'Accord principal (tel qu'il est modifié par l'article 5 du présent Accord complémentaire), ne pourront être importées en Turquie au cours de chaque période de trois mois à partir du 1^{er} juillet que jusqu'à concurrence de la valeur c.i.f. spécifiée pour chacune de ces catégories de marchandises dans la liste jointe au présent accord. Il est entendu que si, au cours d'une de ces périodes trimestrielles commençant le 1^{er} juillet, le 1^{er} octobre ou le 1^{er} janvier, la valeur des marchandises d'une catégorie importées en Turquie est inférieure au montant spécifié dans la liste pour les marchandises de cette catégorie, la valeur des marchandises de ladite catégorie qui pourront être importées pendant la période suivante de trois mois, sera accrue d'un montant égal à la fraction inutilisée de la période précédente. Dans le calcul du déficit des importations de toute période commençant le 1^{er} octobre ou le 1^{er} janvier, on tiendra compte de l'accroissement de la valeur des importations autorisées pour cette période qui provient de l'inutilisation d'une fraction du montant affecté à la période précédente.

Article 2.

(1) Tous les contrats d'exportation en Turquie de marchandises du Royaume-Uni pour lesquels le « Board of Trade » donnera, dorénavant, sa garantie par l'intermédiaire de l'« Export Credits Guarantee Department in the United Kingdom » (désigné ci-après sous le nom de « Département ») conformément aux dispositions de l'Accord du 27 mai 1938 entre le Département et le Gouvernement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1938.

³ Vol. CLXXII, page 289, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

hundred and thirty-eight, between the said Department and the Government of the Turkish Republic (hereinafter called the "Guarantee Agreement"), shall contain a condition (the performance of which the Central Bank and the Clearing Office will facilitate) that, unless the arrangements set out in this paragraph for the purchase of Turkish currency are suspended as provided in paragraph (2) of this Article, all Turkish currency required to be purchased in connexion with such contracts by the persons in the United Kingdom, parties thereto, shall be obtained by the payment to the Clearing Office of the sterling equivalent of the amount of Turkish currency required, at the rate communicated, in accordance with the provisions of Article 8 (2) of the Principal Agreement, by the Central Bank to the Clearing Office and published in the United Kingdom on the day on which payment is made. The Clearing Office will immediately notify the Central Bank of such payments and allocate them to Sub-Account A of the Clearing Account referred to in Article 9 (1) (ii) of the Principal Agreement (as amended by Article 5 of this Supplementary Agreement). On receipt of notification of such payments the Central Bank will pay to the representatives in Turkey of the contractor in the United Kingdom the amount in Turkish currency.

(2) If at any time it is agreed between the two Contracting Governments that there is no abnormal delay in effecting transfer to persons in the United Kingdom of amounts deposited in the Special Account referred to in Article 7 of the Principal Agreement, the arrangements set out in paragraph (1) for the purchase of Turkish currency shall be suspended until either Contracting Government requests that they should be resumed on the ground of the recurrence of abnormal delay.

Article 3.

In the Fourth Schedule to the Principal Agreement Item No. 9, "Fresh fruits and vegetables", and part of Item No. 13, "Canned fruits and vegetables", shall be deleted, and in Item No. 30 the words "other than wheat" shall be added after the word "Grains".

Article 4.

(1) The whole of Article 4 of the Protocol to the Principal Agreement and Article 5 of that Protocol, except the words "This Protocol forms an integral part of the Agreement of this day's date," are deleted.

(2) (i) Articles 6 and 7 and Articles 9 to 14 of the Principal Agreement (as amended by Articles 5 to 7 of this Supplementary Agreement) shall not apply to debt due in respect of the price of United Kingdom goods exported to Turkey, nor to any negotiable instruments given in respect thereof, in fulfilment of :

(a) The contract signed on the first day of December, nineteen hundred and thirty-six, between Messrs. H. A. Brassert and Company Limited and the Sümer Bank for the erection of an Iron and Steel Plant in Turkey ; or

(b) Any contracts in respect of which a guarantee shall hereafter be given by the Department in accordance with the provisions of the Guarantee Agreement ; or

(c) Any of the contracts referred to in Article 1 of the Agreement signed on the twenty-seventh day of May, nineteen hundred and thirty-eight, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic to facilitate the purchase in the United Kingdom of material necessary for the defence of Turkey (hereinafter called the "Armaments Credit Agreement"), if that Agreement is ratified.

(ii) When Turkish goods of the following classes, namely, metals, mineral ores and concentrates, coal, wheat, timber, fresh fruit and vegetables (other than nuts used as fruit) and canned foods and of such other classes as may be added subsequently by agreement between the two Contracting Governments in accordance with Article 1 of Part II of the Guarantee Agreement, being classes of goods which have not hitherto been imported from Turkey, are imported into the United Kingdom, Article 6 and Articles 8 to 14 of the Principal Agreement (as amended by Articles 5 to 7 of this Supplementary Agreement) shall not apply to debts due in respect of such goods. The proceeds of their sale shall be paid to the company incorporated in the United Kingdom under the title "Anglo-Turkish Comptoir Limited", so long as it is carrying on business, and thereafter to the company which is to be incorporated in the United Kingdom under the title "Anglo-Turkish

de la République turque (désigné ci-après sous le nom d'« Accord de garantie ») comporteront cette condition (dont la Banque centrale et l'Office de clearing faciliteront l'exécution), qu'à moins que l'application des dispositions relatives à l'achat des devises turques stipulées dans le présent paragraphe ne soit suspendue, comme le prévoit le paragraphe 2 du présent article, les personnes parties à ces contrats qui résident dans le Royaume-Uni devront se procurer toutes les devises turques dont elles auront besoin pour l'exécution desdits contrats, en versant à l'Office de clearing l'équivalent en livres sterling du montant nécessaire en devises turques au cours du change communiqué par la Banque centrale à l'Office de clearing, conformément aux dispositions de l'article 8 (2) de l'Accord principal, et publié dans le Royaume-Uni le jour où le paiement est effectué. L'Office de clearing avisera immédiatement la Banque centrale de ces paiements et les portera au Compte auxiliaire A du Compte de clearing visé au point (ii) du premier paragraphe de l'article 9 de l'Accord principal (tel qu'il est modifié par l'article 5 du présent Accord complémentaire). Au reçu de l'avis de paiement, la Banque centrale versera aux représentants en Turquie du contractant résidant au Royaume-Uni le montant en devises turques.

(2) Si à un moment quelconque les deux gouvernements contractants reconnaissent, d'un commun accord, qu'il ne se produit pas de retard anormal dans le transfert aux personnes résidant au Royaume-Uni des sommes déposées au Compte spécial visé à l'article 7 de l'Accord principal, l'application des dispositions énoncées au premier paragraphe du présent article concernant l'achat de devises turques sera suspendue jusqu'à ce qu'un des gouvernements contractants demande qu'elle soit rétablie parce que des retards anormaux se sont produits.

Article 3.

Dans la quatrième liste jointe à l'Accord principal, la position 9 « Fruits et légumes frais » et une partie de la position 13 « Fruits et légumes en conserve » sont supprimées. A la position 30, les mots « autres que le froment » sont ajoutés après le mot « Céréales ».

Article 4.

(1) Tout l'article 4 du protocole joint à l'Accord principal et l'article 5 de ce protocole, à l'exception des mots « Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord de ce jour », sont supprimés.

(2) (i) Les articles 6 et 7 et les articles 9 à 14 de l'Accord principal (tels qu'ils sont modifiés par les articles 5 à 7 du présent Accord complémentaire) ne s'appliqueront ni aux sommes dues au titre des marchandises du Royaume-Uni exportées en Turquie ni à aucun instrument négociable remis au titre de ces dettes, en exécution :

a) Du contrat signé le 1^{er} décembre 1936 par « Messrs. H. A. Brassert and Company Limited » et la Banque Sümer, pour l'établissement d'une fonderie de fer et d'acier en Turquie ; ou

b) De tous contrats pour lesquels le Département donnera dorénavant une garantie conformément aux dispositions de l'Accord de garantie ; ou

c) De tous contrats visés à l'article premier de l'Accord du 27 mai 1938 conclu par le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République turque en vue de faciliter l'achat dans le Royaume-Uni de matériel nécessaire pour la défense de la Turquie (ci-après désigné sous le nom d'« Accord relatif aux crédits d'armements »), si cet accord est ratifié.

(ii) Lorsqu'on importera dans le Royaume-Uni des marchandises turques des catégories ci-après : métaux, minerais et concentrés minéraux, charbon, froment, bois, fruits et légumes frais (autres que les noix utilisées comme fruits) et conserves alimentaires, ainsi que des marchandises de toutes autres catégories qui pourront être ajoutées ultérieurement par entente entre les deux gouvernements contractants, conformément à l'article premier de la deuxième partie de l'Accord de garantie — étant entendu, qu'il s'agira de catégories de marchandises qui n'ont pas jusqu'à présent été importées de Turquie —, l'article 6 et les articles 8 à 14 de l'Accord principal (tels qu'ils sont modifiés par les articles 5 à 7 du présent Accord complémentaire) ne seront pas applicables aux sommes dues au titre de ces marchandises. Le produit de la vente desdites marchandises sera versé à la société constituée dans le Royaume-Uni sous le nom de « Anglo-Turkish

Commodities Limited " to act as the successor to the Anglo-Turkish Comptoir Limited. The provisions of this sub-paragraph also apply to raw cotton when consigned direct to the Anglo-Turkish Comptoir Limited or to Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be.

(iii) There shall also be transferred by the Clearing Office to the Anglo-Turkish Comptoir Limited, so long as it is carrying on business, and thereafter to Anglo-Turkish Commodities Limited the amounts credited to the Clearing Account in respect of Turkish figs and raisins, in excess of £322,000 in any year ending on the thirty-first day of December after nineteen hundred and thirty-eight.

(iv) Subject to the provisions of sub-paragraph (v) below, the receipts of the Anglo-Turkish Comptoir Limited and of Anglo-Turkish Commodities Limited under sub-paragraphs (ii) and (iii) above and any other receipts of these companies under the Guarantee Agreement or any Agreement amending or substituted for the Guarantee Agreement shall be employed exclusively for the following purposes :

(A) For the expenses of the Anglo-Turkish Comptoir Limited, in so far as these have not been defrayed at the date when its assets are transferred to Anglo-Turkish Commodities Limited, and the expenses of the latter company.

(B) For the amounts due in respect of bills issued to Messrs. H. A. Brassert and Company Limited in pursuance of the contract signed between them and the Sümer Bank on the first day of December, nineteen hundred and thirty-six.

(C) For the amounts due in respect of the bills referred to in Part III of the Guarantee Agreement which are endorsed by the Department as therein provided.

(D) For the annuities provided for in the Agreement of the first day of May, nineteen hundred and thirty-five, between the Government of the Turkish Republic and the Aidin Railway Company Limited and those provided for in the Agreement of the ninth day of April, nineteen hundred and thirty-six, between the Government of the Turkish Republic and the Istanbul Telephone Company.

(E) For payments due under the Armaments Credit Agreement, if that Agreement is ratified.

(F) The balance remaining at the end of each period of twelve months (starting with the twelve months beginning on the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight), after deduction has been made of the amounts required for the purposes referred to in the preceding sub-paragraphs (A), (B), (C), (D) and (E), as certified by the auditors of the Anglo-Turkish Comptoir Limited or of Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, shall within one month after the end of such period be paid to the Clearing Account and shall be allocated as follows :

(a) 60 per cent. shall be paid to Sub-Account A.

(b) 30 per cent. shall be paid to Sub-Account B.

(c) 10 per cent. will be at the free disposal of the Central Bank, it being understood that it will be used, so far as required, for the purchase of United Kingdom newspapers, periodicals and books, which are not suitable for purchase through the Clearing or by private compensation.

(v) The proceeds of the sale in the United Kingdom of Turkish wheat, imported into the United Kingdom before the first day of January, nineteen hundred and thirty-nine, up to a maximum of £250,000 may be devoted by the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, to financing the purchase of ships in the United Kingdom by Turkish buyers.

(vi) The Government of the Turkish Republic undertake to ensure that the receipts of the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, shall be at all times sufficient to meet the payments referred to in (A), (B), (C), (D) and (E) of sub-paragraph (iv) above, and that Anglo-Turkish Commodities Limited shall not be dissolved, or its statutes altered, save with the consent of the Government of the United Kingdom, until all these payments have been discharged.

Comptoir Limited », aussi longtemps qu'elle exercera son activité, et, ensuite, à la société qui sera constituée dans le Royaume-Uni pour lui succéder sous le nom de « Anglo-Turkish Commodities Limited ». Les dispositions du présent alinéa s'appliquent également au coton brut, lorsque celui-ci est adressé directement à l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » ou à l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », selon le cas.

(iii) L'Office de clearing transférera également à l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited », tant qu'il exercera son activité, et ensuite à l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », le montant dont les sommes inscrites au crédit du Compte de clearing au titre des livraisons de figues et de raisins secs turcs dépasseront 322.000 livres sterling, au cours d'une année quelconque se terminant le 31 décembre, postérieurement à 1938.

(iv) Sous réserve des dispositions du point (v) ci-après, les sommes reçues par l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » et par l'« Anglo-Turkish Commodities Limited » en vertu des points (ii) et (iii) ci-dessus et toutes autres sommes que ces sociétés recevront en vertu de l'Accord de garantie ou de tout accord modifiant ou remplaçant ce dernier, seront exclusivement utilisées pour les fins suivantes :

(A) Pour payer les dépenses de l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited », pour autant qu'elles ne seront pas couvertes lors du transfert des avoirs de cette société à l'« Anglo-Turkish Commodities Limited » et pour payer les dépenses de cette dernière.

(B) Pour acquitter les montants dus au titre des traites remises à « Messrs. H. A. Brassert and Company Limited » en exécution du contrat que cette société a conclu avec la Banque Sümer le 1^{er} décembre 1936.

(C) Pour le paiement des montants dus au titre des traites visées dans la partie III de l'Accord de garantie qui sont endossées par le Département comme le prévoit cet accord.

(D) Pour le versement des annuités prévues par l'Accord du 1^{er} mai 1935 intervenu entre le Gouvernement de la République turque et la société « Aidin Railway Company Limited » ainsi que pour le paiement des annuités prévues par l'Accord du 9 avril 1936 conclu entre le Gouvernement de la République turque et la Société des Téléphones d'Istamboul.

(E) Pour les paiements dus en vertu de l'Accord relatif aux crédits d'armements, si cet accord est ratifié.

(F) Le solde subsistant à la fin de chaque période de douze mois (à partir de celle qui commence le 1^{er} juillet 1938), déduction faite des sommes nécessaires pour les fins visées aux lettres (A), (B), (C), (D) et (E) ci-dessus, certifiées exactes par les vérificateurs des comptes de l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » ou de l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », selon le cas, sera versé au Compte de clearing dans le délai d'un mois à partir de la fin de la période en question et sera réparti comme suit :

a) 60% seront versés au Compte auxiliaire A.

b) 30% seront versés au Compte auxiliaire B.

c) 10% seront laissés à la libre disposition de la Banque centrale, mais il est entendu qu'ils seront affectés, dans la mesure nécessaire, à l'achat de journaux, de périodiques et de livres du Royaume-Uni qui ne se prêtent pas à des achats par l'intermédiaire de l'Office de clearing ou par compensations privées.

(v) Les sommes provenant de la vente dans le Royaume-Uni de froment turc importé dans ce pays avant le 1^{er} janvier 1939 pourront, jusqu'à concurrence d'un maximum de 250.000 livres sterling, être consacrées par l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » ou par l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », selon le cas, au financement de l'achat de navires dans le Royaume-Uni par des ressortissants turcs.

(vi) Le Gouvernement de la République turque s'engage à faire le nécessaire pour que les sommes reçues, selon le cas, par l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » ou par l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », soient à tout moment suffisantes pour couvrir les paiements visés par les lettres (A), (B), (C), (D) et (E) du point (iv) ci-dessus. En outre, il prend l'engagement que l'« Anglo-Turkish Commodities Limited » ne sera pas dissoute et que les statuts de cette société ne seront pas modifiés, à moins que le Gouvernement du Royaume-Uni n'y consente, tant que tous ces paiements n'auront pas été effectués.

Article 5.

As from the first day of October, nineteen hundred and thirty-eight, the following shall be substituted for Article 9 (1) of the Principal Agreement :

" All sums credited to the Clearing Account (other than (a) the sums paid by the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, under Article 4 (2) (iv) (F) of this Supplementary Agreement, (b) after the first day of January, nineteen hundred and thirty-nine, the sums which are to be transferred to the Anglo-Turkish Comptoir Limited or Anglo-Turkish Commodities Limited, as the case may be, under Article 4 (2) (iii) of the Supplementary Agreement, and (c) the payments to be allocated to Sub-Account A under Article 2 (i) of the Supplementary Agreement) shall be allocated as follows :

(i) 30 per cent. of all sums shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account B. Amounts standing to the credit of Sub-Account B shall be at the free disposal of the Central Bank.

(ii) 70 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii), (v), (vi) and (vii) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account A.

(iii) Of the sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 12, Article 13 or Article 14 of the Principal Agreement, as amended by the Supplementary Agreement, 10 per cent. shall be allocated to the said Sub-Account A.

(iv) Amounts standing to the credit of Sub-Account A shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account. Such payment shall be made in chronological order of deposit.

(v) 60 per cent. of all sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 12 or Article 13 shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account C. Amounts standing to the credit of Sub-Account C shall be utilised as follows :

(a) 60 per cent. of the f.o.b. value as shown on the certificate of origin of the Turkish goods exported shall be utilised for payment in respect of goods imported into Turkey from the United Kingdom in execution of the same compensation transaction.

(b) So much of the balance as represents the difference between the c.i.f. and f.o.b. values shall be transferred to Sub-Account B and any unutilised balance shall be transferred to Sub-Account A.

(vi) 60 per cent. of all sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in accordance with the provisions of Article 14 of the Principal Agreement, as amended by Article 7 of the Supplementary Agreement, shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account D. Amounts standing to the credit of Sub-Account D shall be utilised for making payments to the creditor or creditors in the United Kingdom in respect of deposits and sums eligible for transfer under the said Article 14 as amended. Any balances not required for that purpose shall be transferred to Sub-Account A.

(vii) 70 per cent. of sums credited in respect of Turkish figs and raisins shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account E and shall be transferred from day to day to Sub-Account A. "

Article 6.

As from the first day of October, nineteen hundred and thirty-eight, the following shall be substituted for Article 12 (2) of the Principal Agreement :

" In respect of each transaction under paragraph (1) of this Article, the f.o.b. value of the United Kingdom goods imported into Turkey shall not exceed 60 per cent. of the f.o.b. value, as shown on the certificate of origin, of the Turkish goods imported into

Article 5.

A dater du 1^{er} octobre 1938, le paragraphe premier de l'article 9 de l'Accord principal sera remplacé par le texte suivant :

« Toutes les sommes inscrites au crédit du Compte de clearing (autres que *a*) les sommes versées, selon le cas, par l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » ou par l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », conformément à la lettre F du point (iv) du paragraphe 2 de l'article 4 du présent Accord complémentaire; *b*) à partir du 1^{er} janvier 1939, les sommes qui doivent être transférées, selon le cas, à l'« Anglo-Turkish Comptoir Limited » ou à l'« Anglo-Turkish Commodities Limited », en vertu du point (iii) du paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord complémentaire; et *c*) les paiements à porter au Compte auxiliaire A, en vertu du point (i) de l'article 2 de l'Accord complémentaire) seront réparties comme suit :

(i) 30% de toutes les sommes seront portés à un Compte auxiliaire B non productif d'intérêt. La Banque centrale disposera librement des montants inscrits au crédit de ce compte.

(ii) 70% de toutes les sommes autres que celles mentionnées aux points (iii), (v), (vi) et (vii) ci-après seront portés à un Compte auxiliaire A non productif d'intérêt.

(iii) 10% des sommes créditées au titre des marchandises turques exportées au Royaume-Uni, conformément aux dispositions des articles 12, 13 ou 14 de l'Accord principal, modifiés par l'Accord complémentaire, seront portés au Compte auxiliaire A.

(iv) Les montants inscrits au crédit du Compte auxiliaire A seront affectés au paiement des dettes pour lesquelles des sommes auront été déposées au Compte spécial. Le paiement de ces dettes sera effectué dans l'ordre chronologique des dépôts.

(v) 60% de toutes les sommes créditées au titre des marchandises turques exportées au Royaume-Uni, conformément aux dispositions des articles 12 ou 13, seront portés à un Compte auxiliaire C non productif d'intérêt. Les sommes inscrites au crédit de ce compte seront affectées comme suit :

a) 60% de la valeur f.o.b. indiquée dans les certificats d'origine pour les marchandises turques exportées seront affectés au paiement des marchandises importées du Royaume-Uni en Turquie en exécution de la même opération de compensation.

b) La fraction du solde qui représente la différence entre la valeur c.i.f. et la valeur f.o.b. sera transférée au Compte auxiliaire B et la fraction inutilisée au Compte auxiliaire A.

(vi) 60% de toutes les sommes créditées au titre des marchandises turques exportées au Royaume-Uni, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'Accord principal, modifié par l'article 7 de l'Accord complémentaire, seront portés à un Compte auxiliaire D non productif d'intérêt. Les montants inscrits au crédit de ce compte seront affectés aux paiements à effectuer au créancier ou aux créanciers résidant au Royaume-Uni au titre des sommes déposées et transférables aux termes dudit article 14 modifié. Tout solde non requis à cette fin sera viré au Compte auxiliaire A.

(vii) 70% des sommes créditées au titre des figues et des raisins secs turcs seront portés à un Compte auxiliaire E non productif d'intérêt et seront virés au jour le jour au Compte auxiliaire A.»

Article 6.

A dater du 1^{er} octobre 1938, le paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord principal sera remplacé par le texte suivant :

« Pour chacune des opérations de compensation visées au paragraphe premier du présent article, la valeur f.o.b. des marchandises du Royaume-Uni importées en Turquie ne devra pas dépasser 60% de la valeur f.o.b., telle qu'elle ressort des certificats d'origine,

the United Kingdom, the balance being transferable, as to 30 per cent. of that value to the Sub-Account B referred to in Article 9 (1) (i) of this Agreement (as amended by Article 5 of the Supplementary Agreement), and as to 10 per cent. of that value to Sub-Account A. ”

Article 7.

As from the first day of October, nineteen hundred and thirty-eight, the following shall be substituted for Article 14 of the Principal Agreement :

“ (1) Any person in the United Kingdom in whose favour a deposit in Turkish pounds has been or may hereafter be deposited in the Special Account referred to in Article 7 (1) of this Agreement or (with the approval of the Contracting Governments in each case) any other person in the United Kingdom who is unable to obtain transfer into sterling of sums standing to his credit in Turkey or owed to him by persons in Turkey shall be permitted to utilise the whole or part of such deposit or sums for the purchase of the Turkish goods included in the Fourth Schedule to this Agreement, as amended by Article 3 of the Supplementary Agreement, and to export such goods to the United Kingdom.

“ (2) The sterling proceeds of such goods shall be allocated as follows :

- (i) 60 per cent. shall be dealt with in accordance with the provisions of Article 9 (1) (vi) of this Agreement, as amended by the Supplementary Agreement ;
- (ii) 30 per cent. shall be transferred to Sub-Account B ; and
- (iii) The balance of 10 per cent. shall be transferred to Sub-Account A. ”

Article 8.

(1) The Government of the United Kingdom shall continue to permit the free transfer of sterling into any other currency for the settlement outside the clearing of debts due from persons in the United Kingdom to persons in Turkey in respect of freight and insurance charges arising from the sale on f.o.b. terms of Turkish goods to the United Kingdom.

(2) The Government of the Turkish Republic shall continue to provide sterling for the settlement outside the clearing of debts due from persons in Turkey to persons in the United Kingdom in respect of freight and insurance charges arising from the sale on f.o.b. terms of United Kingdom goods to Turkey.

Article 9.

(1) The present Agreement shall come into force on the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight, and except where otherwise specified all its provisions come into operation on that date.

(2) After the first day of July, nineteen hundred and thirty-eight, the Principal Agreement shall operate in accordance with its own provisions, subject to the additions and modifications made by this Supplementary Agreement.

(3) If the Principal Agreement (with the additions and modifications made by this Supplementary Agreement) is terminated under Article 18 (2) thereof, this termination shall not affect the provisions of sub-paragraphs (ii) or (vi) of Article 4 (2) of this Supplementary Agreement or of sub-paragraph (iii) thereof, except that the Central Bank shall be substituted for the Clearing Office, or any of the provisions, except (F), of sub-paragraph (iv) of the said Article 4 (2). These provisions shall remain in force until all the payments due under the Agreements referred to in (C) and (E) of the said sub-paragraph (iv) have been discharged and the two Contracting Governments will decide by common agreement in what manner the balance referred to in (F) of the said sub-paragraph (iv) shall be allocated.

des marchandises turques importées au Royaume-Uni'; le solde devra être porté, à concurrence de 30% de cette valeur, au Compte auxiliaire B visé au point (i) du premier paragraphe de l'article 9 du présent Accord (modifié par l'article 5 de l'Accord complémentaire), et les 10% restants devront être portés au Compte auxiliaire A. »

Article 7.

A dater du 1^{er} octobre 1938, l'article 14 de l'Accord principal sera remplacé par le texte suivant :

« (1) Toute personne résidant au Royaume-Uni en faveur de laquelle un dépôt en livres turques a été ou pourra être fait à l'avenir au Compte spécial visé au premier paragraphe de l'article 7 du présent accord, ou (avec le consentement des gouvernements contractants dans chaque cas) toute autre personne résidant au Royaume-Uni qui ne peut pas obtenir la conversion en livres sterling de sommes inscrites à son crédit en Turquie ou que lui doivent des personnes résidant en Turquie, pourra utiliser ce dépôt ou ces sommes, en totalité ou en partie, pour l'achat de marchandises turques comprises parmi celles qui sont énumérées dans la quatrième liste jointe au présent accord, modifiée par l'article 3 de l'Accord complémentaire, et pourra exporter ces marchandises au Royaume-Uni.

» (2) Le montant en livres sterling représentant le produit de la vente de ces marchandises sera réparti comme suit :

(i) 60% seront affectés conformément aux dispositions du point (vi) du premier paragraphe de l'article 9 du présent accord, modifié par l'Accord complémentaire ;

(ii) 30% seront transférés au Compte auxiliaire B ; et

(iii) Le solde de 10% sera transféré au Compte auxiliaire A. »

Article 8.

(1) Le Gouvernement du Royaume-Uni continuera de permettre de convertir librement des livres sterling en toute autre devise pour liquider, en dehors des opérations de compensation, les dettes échues des personnes résidant dans le Royaume-Uni vis-à-vis de personnes résidant en Turquie, au titre des frais de transport et d'assurance résultant de la vente, au prix f.o.b., de marchandises turques au Royaume-Uni.

(2) Le Gouvernement de la République turque continuera de fournir des livres sterling pour liquider, en dehors des opérations de compensation, les dettes échues des personnes résidant en Turquie vis-à-vis de personnes résidant au Royaume-Uni, au titre des frais de transport et d'assurance résultant de la vente, au prix f.o.b., de marchandises du Royaume-Uni à la Turquie.

Article 9.

(1) Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938, et, sauf disposition contraire, toutes ses clauses entreront en vigueur à cette date.

(2) Après le 1^{er} juillet 1938, l'Accord principal portera effet, compte tenu des adjonctions et modifications qui y sont apportées par le présent Accord complémentaire.

(3) Si l'Accord principal (avec les adjonctions et les modifications introduites par le présent Accord complémentaire) est dénoncé conformément au paragraphe 2 de son article 18, cette dénonciation n'affectera ni les dispositions des points (ii) ou (vi) du paragraphe 2 de l'article 4 du présent Accord complémentaire, ni celles du point (iii) du paragraphe 2 dudit article, si ce n'est que l'Office de compensation sera remplacé dans ces dispositions par la Banque centrale ; la dénonciation de l'Accord principal n'affectera pas non plus les dispositions du point (iv) du paragraphe 2 dudit article 4, exception faite de celles de la lettre (F). Ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à ce que tous les paiements dus en vertu des accords visés en (C) et (E) dudit point (iv) aient été effectués et que les deux gouvernements contractants aient fixé d'un commun accord l'affectation du solde visé à la lettre (F) dudit point (iv).

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London, in the English language, this twenty-seventh day of May, nineteen hundred and thirty-eight.

A translation shall be made into the Turkish language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Governments.

Both texts shall then be considered equally authentic for all purposes.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Fethi OKYAR.

(L. S.) M. ERIŞ.

SCHEDULE.

(See Article 1.)

Number in Turkish Tariff	Classification in Turkish Tariff	Turkish Pounds
98	Merino, mohair, wools of alpaca, llama, vicuna, cashmere, camel or cheviot	19,600
102	Yarn of wool and hair of all kinds (including knitting or weaving yarn on reels)	98,300
106	Tissues of pure wool, not elsewhere specified in the tariff, combined or not with other materials	25,600
366	Cotton yarns, unbleached, single.	31,100
370	Cotton yarns, glazed or mercerised, twisted (two or more strands), unbleached, bleached or dyed	34,500
371	Cotton yarns made up for retail sale, on wooden reels, in small skeins, on tubes, in balls and other forms (bleached or not, dyed or twisted or not)	5,700
372	Cotton yarn for nets, string	4,400
377	Cotton tissues, unbleached	9,300
378	Cotton tissues, bleached	64,500
379	Cotton tissues, piece-dyed, colour woven or printed	126,500
417	Tissues, burlap, sacks and manufactures of jute, ramie or other vegetable materials not mentioned in the tariff (natural colour or dyed)	15,100
445	Outer covers, inner tubes and tyres of rubber for bicycles, automobiles, carriages and other conveyances (combined or not with other materials)	7,100
452	Linoleum and camptulicon for covering floors (in pieces or in the piece)	4,700
523	Plates of sheet iron or steel (plain or corrugated) and bands for making hoops or strips	33,200
555	Copper <i>lames</i> , blades, rods (all sections), plates and sheets	6,500
577	Tin and tin alloys	43,500
618	Wire telegraph and telephone apparatus and parts, excepting wire, batteries and automatic telephone switchboard frames	4,900
651	Motors driven by petroleum, benzine, petroleum derivatives, or by other fuel (except electric motors), portable engines (mounted or not)	5,100

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 27 mai 1938, en deux exemplaires, en anglais.

La traduction en langue turque sera faite dans le plus bref délai possible et approuvée par les deux gouvernements contractants.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant également foi à toutes fins utiles.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) Fethi OKYAR.

(L. S.) M. ERIŞ.

LISTE

(Voir l'article premier.)

Numéro du tarif turc	Désignation des positions dans le tarif turc	Livres turques
98	Mérinos, mohair, alpaca, lama, vigogne, cachemire, tissus en poils de chameaux ou cheviote	19.600
102	Fils de laine et de poils de toute sorte (y compris ceux bobinés pour le tricotage ou le tissage)	98.300
106	Tissus de laine pure non spécifiés ailleurs dans le tarif, combinés ou non avec d'autres matières	25.600
366	Fils de coton, non blanchis, à un bout	31.100
370	Fils de coton, glacés ou mercerisés, tordus (à deux ou à un plus grand nombre de bouts), blanchis ou non, ou teints	34.500
371	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail, en bobines de bois, petits écheveaux, tubes, pelotes et autres formes (blanchis ou non, teints, tordus ou non)	5.700
372	Fils de coton pour filets, ficelle de coton	4.400
377	Tissus de coton, non blanchis	9.300
378	Tissus de coton, blanchis	64.500
379	Tissus de coton teints en pièce, tissus de coton dont les fils sont teints, ou tissus de coton imprimés	126.500
417	Tissus, toile d'emballage, sacs et ouvrages en jute, ramie ou autres matières végétales, non dénommés dans le tarif (couleur naturelle ou teints)	15.100
445	Enveloppes, chambres à air et bandages en caoutchouc pour bicyclettes, automobiles, voitures et autres moyens de transport (combinés ou non avec d'autres matières)	7.100
452	Linoléum et camptulicon pour couvrir les planchers (en morceaux ou en pièces)	4.700
523	Plaques de tôle de fer ou d'acier (unies ou ondulées) et bandes pour cercles	33.200
555	Lames, tiges (de toutes sections), plaques et feuilles de cuivre	6.500
577	Etain et ses alliages	43.500
618	Appareils télégraphiques et téléphoniques et leurs parties, à l'exclusion des fils, des piles et des cadres d'appui de centrales téléphoniques automatiques	4.900
651	Moteurs à pétrole, benzine, dérivés du pétrole ou à autres combustibles (moteurs électriques exclus), moteurs mobiles (montés ou non montés)	5.100

Number in Turkish Tariff	Classification in Turkish Tariff	Turkish Pounds
666	Machines for millers, kneading machines, machines for making and preparing pastes, confectionery, sausages and other comestibles, ice-making machines, sterilisers, pasteurisers, refrigerators, machines for washing and filling bottles, cranes, machines for roasting and milling, clothes washing and ironing machines, and other machines not elsewhere mentioned in the tariff (mounted or not)	7,600
666/2	Mechanical parts for machines and apparatus, of iron, steel and other base metals (combined or not with other materials) not elsewhere mentioned in the tariff	9,000
682	Steam vessels	18,700
694	Mineral fuel	6,800
695	Liquid mineral fuel and mineral oils (petroleum, schist oil, lignite oil and other mineral oils)	4,400
706 and 711	Artificial organic colours (obtained with coal tar oil), anilines, alizarines, artificial indigos and natural indigos refined (in any form), and others not specially mentioned in the tariff, and sodium and its salts	32,800
725	Copper salts	5,400
749	Creosote and its salts	29,100
853	Serums, vaccines, chemical and medicinal products, chemico-industrial products and specialities not mentioned in the tariff	6,700
	All other tariff items	114,900
	Total	775,000

AGREED MINUTE.

At the time of signing the Agreement of this day's date, supplementary to the Agreement respecting Trade and Clearing signed on the second day of September, nineteen hundred and thirty-six, the United Kingdom and Turkish Delegations desire to place on record the following :

(1) With reference to Article 1 of the Supplementary Agreement, it is understood that the provisions of Articles 1 and 4 and of the First and Second Schedules of the Principal Agreement continue to apply as regards the total quantity of the different classes of United Kingdom goods permitted to be imported into Turkey, including (i) those for which payment is to be made by deposit in the Special Account and transfer through Sub-Account A, and (ii) those in respect of which payment is made by means of private compensation transactions under the provisions of Article 12 of the Principal Agreement, as amended by the Supplementary Agreement. Goods imported into Turkey under the contracts referred to in Article 4 (2) (i) of the Supplementary Agreement shall not be counted for the purposes of ascertaining this total quantity.

(2) With reference to Article 4 (2) (iii) and Article 5 (vii) of the Supplementary Agreement, the amount of £225,000 (viz., 70 per cent. of £322,000), which is the maximum to be transferred to Sub-Account A in respect of imports into the United Kingdom of Turkish raisins and figs, represents the amount which would have been payable to that Sub-Account on the basis of the average total imports into the United Kingdom of these Turkish products during the three years nineteen hundred and thirty-five, nineteen hundred and thirty-six, and nineteen hundred and thirty-seven.

HALIFAX.
Fethi OKYAR.
M. ERIŞ.

Numéro du tarif turc	Désignation des positions dans le tarif turc	Livres turques
666	Machines de meunerie, machines à pétrir, à fabriquer et à préparer des pâtes, bonbons, saucisses et autres comestibles, machines à glace, à stériliser, à pasteuriser, réfrigérateurs, machines à laver et à remplir les bouteilles, grues, machines à torréfier, à moudre, machines à lessiver, à repasser et autres machines non mentionnées ailleurs dans le tarif (montées ou non montées)	7.600
666/2	Parties mécaniques de machines et d'appareils, en fer, en acier et en autres métaux communs (combinés ou non avec d'autres matières) non mentionnées ailleurs dans le tarif	9.000
682	Bateaux à vapeur	18.700
694	Combustibles minéraux	6.800
695	Combustibles minéraux liquides et huiles minérales (pétrole, huile de schiste, de lignite et autres huiles minérales)	4.400
706 et 711	Couleurs organiques artificielles (obtenues de l'huile de goudron de houille), anilines, alizarines, indigos artificiels et indigos naturels raffinés (toutes formes) et autres colorants non spécifiés dans le tarif, sodium et ses sels	32.800
725	Sels de cuivre	5.400
749	Créosote et ses sels	29.100
853	Sérums, vaccins, produits chimiques et produits médicaux, produits chimico-industriels et spécialités non mentionnés dans le tarif	6.700
	Toutes autres positions du tarif	114.900
	Total	775.000

PROCÈS-VERBAL

Au moment de procéder à la signature de l'accord en date de ce jour complétant l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936, la Délégation du Royaume-Uni et la Délégation turque déclarent officiellement ce qui suit :

(1) Il est entendu, au sujet de l'article premier de l'Accord complémentaire, que les dispositions des articles premier et 4, ainsi que celles de la première et de la seconde des listes jointes à l'Accord principal continueront d'être applicables en ce qui concerne la quantité totale des différentes catégories de marchandises du Royaume-Uni pouvant être importées en Turquie, lesquelles comprennent (i) les marchandises dont le paiement doit s'effectuer par le dépôt d'une somme au Compte spécial et un transfert opéré par l'intermédiaire du Compte auxiliaire A, et (ii) les marchandises dont le paiement s'effectue par compensations privées conformément aux dispositions de l'article 12 de l'Accord principal, modifié par l'Accord complémentaire. Les marchandises importées en Turquie en exécution des contrats visés au point (i) du paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord complémentaire n'entreront pas dans le calcul de cette quantité totale.

(2) En ce qui concerne le point (iii) du paragraphe 2 de l'article 4 et le point (vii) de l'article 5 de l'Accord complémentaire, la somme de 225.000 livres sterling (c'est-à-dire 70% de 322.000 livres sterling), qui est le maximum qui puisse être transféré au Compte auxiliaire A au titre des importations de raisins secs et de figues turcs au Royaume-Uni, représente le montant qui aurait été versé à ce Compte auxiliaire sur la base de la moyenne des importations globales de ces produits turcs au Royaume-Uni au cours des trois années 1935, 1936 et 1937.

HALIFAX.
Fethi OKYAR.
M. ERIŞ.

N° 4412.

SIAM ET SUISSE

Traité d'amitié et de commerce, et
protocole final. Signés à Berne, le
4 novembre 1937.

SIAM AND SWITZERLAND

Treaty of Friendship and Commerce,
and Final Protocol. Signed at
Berne, November 4th, 1937.

N^o 4412. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LE SIAM
ET LA SUISSE. SIGNÉ A BERNE, LE 4 NOVEMBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le représentant permanent du Siam près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 5 août 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM

et

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

Animés d'un égal désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui unissent si heureusement les deux Etats, et convaincus que la revision des traités précédemment conclus entre les deux pays est de nature à contribuer à la réalisation de cette fin,

Ont résolu de procéder à cette revision, en s'inspirant des principes de la réciprocité et de l'équité,

Et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Phra Bahiddha NUKARA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Siam en Suisse ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, président de la Confédération, chef du Département politique fédéral ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Siam et la Confédération suisse. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront entrer, voyager et résider dans le territoire de l'autre Partie, s'y livrer au commerce et à l'industrie, poursuivre toute étude ou recherche scientifiques, y faire le trafic de tous produits et articles du commerce licite, s'y adonner à des œuvres religieuses, d'éducation et de bienfaisance, y posséder à titre de propriétaire ou prendre en location et occuper des maisons, des manufactures, des entrepôts et des magasins, y employer tous agents de leur choix, y louer des terrains aux fins de résidence, commerce, industrie, religion, bienfaisance et autres objets licites, ainsi que pour l'établissement de cimetières, et, d'une façon générale, y accomplir tous actes relatifs ou nécessaires au commerce dans les mêmes conditions que les nationaux de l'Etat de résidence, pour autant que la loi locale l'autorise et dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 24 juin 1938.
Entré en vigueur le 24 juin 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4412. — TREATY ² OF FRIENDSHIP AND COMMERCE BETWEEN
SIAM AND SWITZERLAND. SIGNED AT BERNE, NOVEMBER
4TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Representative of Siam to the League of Nations.
The registration of this Treaty took place August 5th, 1938.*

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM
and

THE SWISS FEDERAL COUNCIL,

Being both desirous of strengthening the bonds of friendship and good understanding which happily prevail between the two States, and being convinced that the revision of the Treaties previously concluded between the two countries is likely to contribute to the achievement of that end,

Have resolved to carry out such a revision, inspired by principles of reciprocity and equity,

And have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Phra Bahiddha NUKARA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Siam to Switzerland ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Giuseppe MOTTA, President of the Confederation, Chief of the Federal Political Department ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

There shall be lasting peace and perpetual friendship between the Kingdom of Siam and the Swiss Confederation. The nationals of each of the High Contracting Parties may enter, travel or reside in the territory of the other Party ; they shall be entitled there to carry on commerce and industry or any kind of scientific study or research, deal in all products and articles of lawful commerce, engage in religious, educational and charitable work, own, lease or occupy houses, factories, warehouses and shops, employ any agents of their choice, lease ground for the purposes of residence, commerce, industry, religion, charity, or for other lawful objects, including the establishment of cemeteries, and generally to do anything incidental to or necessary for trade under the same conditions as the nationals of the State of residence, subject to the local laws and under the same conditions as nationals of the most-favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, June 24th, 1938.
Came into force June 24th, 1938.

Ils ne seront pas astreints, sur le territoire de l'autre Partie, à des contributions, impôts ou charges autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux de l'Etat de résidence.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, de la protection et de la sécurité les plus constantes pour leurs personnes et leurs biens, et bénéficieront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux de l'Etat de résidence, à condition de se conformer aux prescriptions auxquelles sont soumis ces derniers.

Ils seront, cependant, exempts, sur le territoire de l'autre Partie, du service militaire obligatoire sur terre, sur mer ou dans les airs, dans les armées régulières, la garde nationale ou la milice, et de toute contribution en argent ou en nature imposée en lieu et place du service militaire personnel, ainsi que de tout emprunt forcé et de toute contribution militaire. Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et ils auront réciproquement droit aux indemnités accordées aux nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs. Pour ce qui précède, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront, par ailleurs, pas traités, sur le territoire de l'autre, moins bien que ne le sont ou ne le seront les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, d'une entière liberté de conscience et, à condition de se conformer aux lois, ordonnances et règlements du pays, du droit de se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte.

En tout ce qui concerne les activités industrielles, les métiers et professions, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront placés, sur toute l'étendue du territoire de l'autre Partie et à titre de réciprocité, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront, en outre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière et d'en disposer conformément aux dispositions légales en vigueur dans le pays de leur résidence. En ce qui concerne l'acquisition, la possession et la disposition des biens immobiliers, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, sous condition de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée.

Ils ont, enfin, toute liberté d'exporter le prix de la vente de leurs biens ou, d'une façon générale, ce qui leur appartient, sans être soumis à des conditions autres ou à des charges plus onéreuses que celles imposées, dans les mêmes circonstances, aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les habitations, entrepôts, manufactures et magasins et tous autres locaux appartenant aux ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie et tous les biens dépendant de leur domicile ou du commerce seront respectés. Il ne sera pas permis de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans lesdits locaux, ni d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux de l'Etat de résidence.

Article III.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne décrètera ni ne maintiendra des prohibitions ou restrictions sur les importations originaires du territoire de l'autre Partie ou sur les exportations à destination de ce territoire, qui ne soient pas appliquées, dans des circonstances similaires, à l'importation ou à l'exportation de tous articles similaires originaires d'un pays tiers ou destinés à celui-ci. Lorsqu'une prohibition ou restriction concernant l'importation ou l'exportation est rapportée, ne fût-ce que temporairement, par l'une des Hautes Parties contractantes au profit des articles d'un pays tiers, les articles similaires originaires de l'autre Partie ou qui lui sont destinés en bénéficieront, dans des circonstances similaires, immédiatement et sans condition. En cas de contingentement ou de quotas ou de toute forme de limitation quantitative de l'importation ou de l'exportation d'articles soumis à restrictions, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder, pour les importations originaires du territoire de l'autre Partie ou pour les exportations à destination de celui-ci, une part équitable dans l'allocation de la quantité des marchandises soumises à restrictions qui est admise à l'importation ou l'exportation.

They shall not be compelled, in the territory of the other Party, to pay any charges or taxes other or higher than those paid by the nationals of the State of residence.

The ressortissants of either High Contracting Party shall receive, in the territory of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to nationals of the State of residence, on condition that they comply with the provisions imposed on nationals.

They shall, however, be exempt in the territory of the other Party from compulsory military service, either on land or sea or in the air, in the regular forces, the national guard or the militia, from all contributions in money or in kind imposed in lieu of personal military service and from all forced loans or military contributions. In time of peace as in time of war, they shall be called upon only for those military requisitions which are imposed upon nationals, and they shall be entitled in return to the indemnities granted to nationals by the laws in force in the respective countries. For the above purposes, nationals of one of the High Contracting Parties in the territory of the other Party shall not be accorded treatment in any other respect less favourable than the treatment that is or may be accorded to nationals of the most-favoured nation.

Nationals of either one of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other entire freedom of conscience, and, subject to compliance with the laws, orders and regulations of the country, shall be entitled to practise their religion in public or in private.

In everything concerning industrial activities, trades and professions, nationals of either one of the High Contracting Parties shall, throughout the territory of the other Party, and on a basis of reciprocity, be placed on the same footing as nationals of the most-favoured nation. They shall also be entitled to acquire and own all kinds of movable property and to dispose of it in conformity with the legal provisions in force in the country where they reside. As regards the acquisition, possession and disposal of immovable property, nationals of either of the High Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other, on a basis of reciprocity.

Lastly, they shall be at liberty to remove from the country the proceeds of the sale of their property or generally whatever belongs to them, without being subject to conditions other or to charges higher than those imposed, in like circumstances, upon nationals of the most-favoured nation.

Article II.

The dwellings, warehouses, manufactories, and shops and all other property of the ressortissants of each of the Contracting Parties in the territory of the other, and all premises appertaining thereto used for the purpose of residence or commerce shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to or a search of such buildings and premises or to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and within the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals of the country of residence.

Article III.

Neither of the High Contracting Parties shall decree or maintain prohibitions or restrictions on imports originating in the territory of the other Party, or on exports intended for that territory, which are not applicable, in similar circumstances, to the import or export of all similar articles from or to a third country. Should a prohibition or restriction concerning importation or exportation be cancelled, even temporarily, by one of the High Contracting Parties in favour of articles from a third country, similar articles originating in or intended for the other Party shall, in similar circumstances, benefit by the measure immediately and unconditionally. In the case of quotas or any quantitative limitation of the import or export of articles subject to restrictions, each of the High Contracting Parties undertakes to grant, for imports from the territory of the other Party or exports to that territory, a fair share in the allocation of the quantity of goods under restriction admitted for import or export.

Aucune stipulation de ce traité ne sera interprétée de façon à restreindre le droit de chacune des Hautes Parties contractantes de décréter, dans les conditions qu'elle jugera convenables et sous réserve du principe du traitement non discriminatoire :

1^o Des prohibitions, des restrictions ou des règlements pour la mise en vigueur des lois de police ou fiscales, y compris les lois prohibant ou restreignant l'importation, l'exportation ou la vente de l'alcool ou des boissons alcooliques, ou de l'opium, de la feuille de coca, de leurs dérivés et de toutes autres substances narcotiques, ainsi que toutes autres lois visant des articles dont la production, la consommation, la vente ou le transport intérieurs sont ou seront défendus ou restreints par la loi nationale ;

2^o Des prohibitions ou restrictions concernant le commerce ou le trafic des armes et munitions de guerre, et, dans des circonstances exceptionnelles, de tout autre matériel exigé par la guerre, étant bien entendu à cet égard que chacune des Hautes Parties contractantes peut, dans le cas où elle est engagée dans une guerre, mettre en vigueur toute restriction à l'importation ou à l'exportation qui peut être exigée par l'intérêt national ;

3^o Les prohibitions ou restrictions nécessaires à la sécurité ou la santé nationales ou publiques, ou pour protéger la vie animale ou végétale contre les maladies et les fléaux ou pour prévenir sa disparition ;

4^o Des prohibitions ou restrictions concernant les articles qui, en ce qui concerne la production ou le commerce, sont ou pourront être, par la suite, l'objet d'un monopole exercé par l'Etat ou sous son contrôle.

En ce qui concerne le transit de marchandises, provenant du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ou destinées à celui-ci, à travers le territoire de l'autre Partie, les Parties contractantes appliqueront les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur la liberté des communications, signés à Barcelone, le 20 avril 1921.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux cours de justice de l'autre Partie pour la poursuite et la défense de leurs droits ; ils seront libres, au même titre que les nationaux de l'Etat de résidence et les ressortissants de la nation la plus favorisée, dans le choix et l'emploi d'hommes de loi, avocats et mandataires chargés de poursuivre et défendre leurs droits devant ces cours.

Aucune condition ni obligation ne seront imposées aux ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne cet accès aux cours de justice de l'autre, qui ne s'appliqueraient pas aux nationaux de l'Etat de résidence ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les sociétés par actions ou autres, ainsi que les associations déjà organisées ou qui seraient organisées ultérieurement en conformité des lois de chacune des Hautes Parties contractantes sont autorisées, dans le territoire de l'autre Partie, à exercer leurs droits et à ester en justice soit en qualité de demandeur ou défendeur, sous la condition de se conformer aux lois de cette autre Partie.

Sous réserve de réciprocité, ni condition ni obligation ne seront imposées aux sociétés par actions ou autres ainsi qu'aux associations organisées conformément aux lois de chaque Haute Partie contractante en ce qui concerne l'accès aux cours de justice de l'autre, qui ne s'appliqueraient pas aux sociétés par actions ou autres ainsi qu'aux associations nationales ou à celles de la nation la plus favorisée.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

No stipulation in this Treaty shall be interpreted in such a way as to restrict the right of either of the High Contracting Parties to decree, under such conditions as it may deem suitable, and subject to the principle of non-discriminating treatment :

(1) Prohibitions, restrictions or regulations for the putting into force of police or fiscal laws, including laws prohibiting or restricting the import, export or sale of alcohol or alcoholic beverages, of opium, coca leaf and their derivatives and other narcotic substances, or any other laws concerning articles the internal production, consumption, sale or transport of which is or may be prohibited or restricted by the national law ;

(2) Prohibitions or restrictions concerning trade or traffic in arms and munitions of war and, in exceptional circumstances, in other war material, on the definite understanding that either of the High Contracting Parties may, if engaged in a war, put into force any import or export restriction that may be necessary in the nation's interests ;

(3) Prohibitions or restrictions necessary for the national or public safety or health or to protect animal or plant life against diseases or pests or to prevent their extinction ;

(4) Prohibitions or restrictions concerning articles which, in respect of production or commerce, are or subsequently may be the subject of a monopoly exercised by the State or under its control.

As regards the transit of goods from or to the territory of one of the High Contracting Parties through the territory of the other Party, the Contracting Parties will apply the provisions of the Convention¹ and Statute on Freedom of Transit signed at Barcelona on April 20th, 1921.

Article IV.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the courts of justice of the other Party in pursuit and defence of their rights. They shall be free, equally with the nationals of the State of residence and ressortissants of the most-favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue or defend their rights before such courts.

No condition or obligation shall be imposed upon nationals of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the courts of justice of the other which does not apply to nationals of the State of residence or ressortissants of the most-favoured nation.

Article V.

Limited liability and other companies and associations which have been or may hereafter be organised in accordance with the laws of either of the High Contracting Parties shall be authorised, in the territory of the other Party, to exercise their rights and to appear before the courts either as plaintiff or defendant, provided that they comply with the laws of such other Party.

Subject to reciprocity, no condition or obligation shall be imposed on the limited liability or other companies and associations organised in conformity with the laws of each High Contracting Party in connection with access to the courts of justice of the other which do not apply to national limited liability or other companies and associations or to those of the most-favoured nation.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340 of this Series.

Lesdites sociétés et associations jouiront en ce qui concerne leur activité, le droit d'établir des succursales, de même qu'en matière fiscale d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui octroyé aux sociétés et associations de la nation la plus favorisée.

En outre, les sociétés et associations ci-dessus mentionnées auront, conformément aux dispositions et lois en vigueur dans le pays, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière et d'en disposer. En ce qui concerne l'acquisition, la possession et la disposition des biens immobiliers, ainsi que le droit de se livrer aux différents genres de commerce et d'industrie, les sociétés et associations ci-dessus mentionnées ayant la nationalité d'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre, sous condition de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, d'une parfaite égalité de traitement avec les ressortissants de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne les taxes de transit, le magasinage, les facilités, l'examen et l'évaluation des marchandises et les drawbacks.

Article VII.

Il est convenu que les tarifs douaniers applicables aux produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes importés sur le territoire de l'autre seront réglementés par les lois intérieures du pays d'importation.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'oblige, en tout ce qui concerne le montant et la perception des tarifs douaniers et des taxes sur les importations et les exportations de tout genre, à accorder aux ressortissants ou marchandises de l'autre, le bénéfice de toute faveur, privilège ou immunité qu'elle accorde ou pourra accorder par la suite aux ressortissants ou marchandises de tout autre Etat, sans considérer si cet autre Etat aura bénéficié de ce traitement à titre gratuit ou en retour de compensations réciproques.

Article VIII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre Partie, les mêmes droits que les nationaux en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, les noms commerciaux, les dessins et modèles et les droits d'auteur pour les œuvres littéraires et artistiques, sous réserve d'accomplir les formalités prescrites par la loi, de même en tout ce qui a trait à l'interdiction des actes de concurrence déloyale.

Article IX.

Les charges grevant, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, la production, la fabrication ou l'usage de certains produits, au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou des organisations corporatives, ne seront pas plus élevées ou plus onéreuses pour les produits de l'autre Partie que pour les produits de la nation la plus favorisée.

Article X.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres officiers ou agents consulaires qui résideront dans les villes et ports du territoire de l'autre, là où des officiers similaires d'autres Puissances seront autorisés à résider.

Ces officiers et agents consulaires, cependant, n'entreront en fonctions qu'avec l'approbation et le consentement du gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Ils seront autorisés, sous condition de réciprocité, à exercer tous les pouvoirs et à jouir de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toutes sortes qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Such companies and associations shall enjoy, in connection with their activities, the right to establish branch offices and in fiscal matters shall be accorded treatment no less favourable than that granted to companies and associations of the most-favoured nation.

Furthermore, the above-mentioned companies and associations shall, in conformity with the provisions and laws in force in the country, be entitled to acquire and own any kind of movable property and to dispose thereof. With regard to the acquisition, possession and disposal of immovable property and the right to carry on the various kinds of trade and industry, any of the above-mentioned companies and associations having the nationality of one of the High Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other, subject to reciprocity.

Article VI.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy perfect equality of treatment with nationals of the most-favoured nation in all matters relating to transit charges, warehousing, facilities, the inspection and valuation of goods and drawbacks.

Article VII.

It is understood that the Customs tariffs applicable to the natural or manufactured products of either of the High Contracting Parties imported into the territory of the other shall be governed by the internal laws of the country of import.

Each High Contracting Party undertakes, in all matters connected with the levying and collection of Customs duties and charges relating to imports and exports of all kinds, to grant the nationals or goods of the other Party the benefit of all favours, privileges or immunities which it grants or may subsequently grant to the nationals or goods of any other State, irrespective of whether the latter shall have been accorded such treatment gratuitously or on terms of reciprocal compensation.

Article VIII.

Ressortissants of either of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, have the same rights as the nationals in regard to patents, trade-marks, trade names, designs, models and copyright for literary and artistic works upon fulfilment of the formalities prescribed by law, and also in regard to all matters connected with the suppression of unfair competition.

Article IX.

Whether for account of the State or of provinces, communes or bodies corporate, the charges imposed upon the production, manufacture or consumption of any article in the territory of either Contracting Party shall not be higher or more burdensome for the products of the other Party than for the similar commodities of the most-favoured nation.

Article X.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular Officers or Agents to reside in the towns and ports of the territory of the other Party where similar officers of other Powers may be permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall enter upon their functions only with the approval and consent of the Government to which they are accredited.

Subject to reciprocity, they shall be authorised to exercise all the powers and to enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of any kind which are or may hereafter be accorded to the Consular Officers of the most-favoured nation.

Article XI.

Lorsqu'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes est décédé sur le territoire de l'autre, sans y avoir laissé un héritier connu ou un exécuteur testamentaire désigné par lui, l'autorité locale compétente devra aussitôt en faire part au plus proche officier consulaire de la nation à laquelle appartenait le défunt, afin que les Parties intéressées puissent immédiatement en être informées.

Lorsqu'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes est décédé sur le territoire de l'autre sans avoir laissé au lieu de son décès une personne autorisée par les lois de son pays à prendre charge de sa succession et à l'administrer, la garde et l'administration de celle-ci pourront être confiées à l'officier consulaire compétent de l'Etat auquel appartenait le défunt s'il remplit les formalités nécessaires et se conforme à la procédure et aux limites prescrites par les lois du pays où les biens du défunt sont situés.

La disposition précédente s'appliquera également dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes meurt en dehors du territoire de l'autre mais y possède des biens sans y laisser une personne autorisée à prendre charge de la succession et à l'administrer.

Article XII.

Les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

1^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;

2^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat tiers, en vertu d'une union douanière ;

3^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés en raison d'accords particuliers, à un Etat tiers en vue d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une protection réciproque en matière fiscale ;

4^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur des voies d'eau frontières sans communication avec la mer, ou leur utilisation.

Article XIII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous différends qui pourraient s'élever entre elles en ce qui concerne l'interprétation ou l'application d'une des dispositions quelconques du présent traité seront, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, soumis à l'arbitrage, et elles s'engagent à reconnaître comme obligatoire la sentence arbitrale.

Le tribunal arbitral, auquel les différends seront soumis, sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas particulier, les Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

Article XIV.

Le présent traité restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de la date à laquelle il entrera en vigueur.

Pour le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration desdites cinq années son intention d'y mettre fin, le présent traité continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

Article XV.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berne, le plus tôt possible. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

Article XI.

If a national of either of the High Contracting Parties dies in the territory of the other without leaving there any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authority shall at once inform the nearest Consular Officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death in order that the parties interested may be immediately informed.

If a national of either of the High Contracting Parties dies in the territory of the other without leaving in the place of his death a person authorised by the laws of his country to take charge of his estate and to administer it, the protection and administration of the said estate may be entrusted to the competent Consular Officer of the State of which the deceased was a national, if he complies with the necessary formalities and adheres to the procedure and time-limits prescribed by the laws of the country where the property of the deceased is situated.

The foregoing provision shall also apply if a national of one of the High Contracting Parties dies outside the territory of the other, possessing property therein but without leaving anyone authorised there to take charge of the estate and administer it.

Article XII.

The provisions of the present Treaty as regards the most-favoured-nation treatment do not apply to :

- (1) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State to facilitate frontier traffic ;
- (2) Favours granted or to be granted hereafter to a third State in virtue of a Customs union ;
- (3) Favours contractually granted or to be granted to a third State for the avoidance of double taxation or the mutual protection of revenue ;
- (4) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State with regard to the navigation on or use of boundary waterways not navigable from the sea.

Article XIII.

The High Contracting Parties are agreed that all disputes that might arise between them in connection with the interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall, at the request of either of the Parties, be submitted to arbitration, and they undertake to recognize the arbitral award as binding.

The arbitral tribunal to which disputes are to be submitted shall be the Permanent Court of International Justice at The Hague, unless in any particular case the High Contracting Parties decide otherwise.

Article XIV.

The present Treaty shall remain in force for five years from the date on which it enters into force.

If neither of the High Contracting Parties has notified, twelve months before the expiry of the said five years, the intention of terminating it, the present Treaty shall continue to be binding until the expiry of one year from the date on which one of the Parties shall have denounced it.

Article XV.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Berne as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires désignés à cet effet ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Berne, le quatrième jour du huitième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingt de l'Ere bouddhique, correspondant au quatrième jour du mois de novembre de l'année mil neuf cent trente-sept de l'Ere chrétienne.

(Sceau) (Signé) Phra Bahiddha NUKARA.

(Sceau) (Signé) MOTTA.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,

*Siamese Permanent Representative
accredited to the League of Nations.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer le traité d'amitié et de commerce à la date de ce jour entre le Royaume de Siam et la Confédération suisse, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des stipulations suivantes :

1^o Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas aux professions ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes exerçant ni industrie, ni commerce, au droit de pêche et au droit reconnu à chacune des Hautes Parties contractantes d'édicter les lois sur la naturalisation, l'immigration et l'ordre public sur son territoire. En ce qui concerne les taxes ou charges à supporter du chef de l'immigration ou du séjour, les ressortissants des Hautes Parties contractantes bénéficieront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est ou pourra être octroyé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

2^o En raison de l'article 8 du Traité¹ d'union douanière, conclu le 29 mars 1923 entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein, les stipulations du traité susmentionné, de même que la stipulation précédente de ce protocole final seront, à partir de leur entrée en vigueur, appliquées à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que cette dernière sera liée à la Confédération par un traité d'union douanière.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le quatrième jour du huitième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingt de l'Ere bouddhique, correspondant au quatrième jour du mois de novembre de l'année mil neuf cent trente-sept de l'Ere chrétienne.

(Sceau) (Signé) Phra Bahiddha NUKARA.

(Sceau) (Signé) MOTTA.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,

*Siamese Permanent Representative
accredited to the League of Nations.*

¹ Vol. XXI, page 231, de ce recueil.

In witness whereof the Plenipotentiaries appointed for this purpose have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, the fourth day of the eighth month in the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist Era, corresponding to the fourth day of November in the one thousand nine hundred and thirty-seventh year of the Christian Era.

(L. S.) (*Signed*) Phra Bahiddha NUKARA.

(L. S.) (*Signed*) MOTTA.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Friendship and Commerce concluded on this day between the Kingdom of Siam and the Swiss Confederation, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to this effect, have agreed on the following stipulations :

(1) The provisions of this Treaty do not apply to ambulatory professions, hawking and to the canvassing of orders from persons engaged in any industrial or commercial activity, nor to any fishery rights, nor to the right of either of the High Contracting Parties to enact laws on naturalisation, immigration and public order in its territory. With regard to any immigration or temporary residence taxes or charges, the ressortissants of the High Contracting Parties shall enjoy no less favourable treatment than that which is or may be accorded to the ressortissants of the most-favoured nation.

(2) By virtue of Article 8 of the Treaty¹ of Customs Union, concluded on March 29th, 1923, between the Swiss Confederation and the Principality of Liechtenstein, the stipulations of the above-mentioned Treaty, together with the foregoing stipulation in this Protocol, shall be, from the moment of their entry into force, applicable to the Principality of Liechtenstein, as long as the latter shall be united to the Swiss Confederation by the Treaty of Customs Union.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, the fourth day of the eighth month of the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist Era, corresponding to the fourth day of November in the one thousand nine hundred and thirty-seventh year of the Christian Era.

(L. S.) (*Signed*) Phra Bahiddha NUKARA.

(L. S.) (*Signed*) MOTTA.

¹ Vol. XXI, page 231, of this Series.

N° 4413.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET SIAM**

Traité d'amitié, de commerce et de
navigation. Signé à Bangkok, le
5 novembre 1937.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND SIAM**

Treaty of Friendship, Commerce and
Navigation. Signed at Bangkok,
November 5th, 1937.

N^o 4413. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET
LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 5 NOVEMBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le représentant permanent du Siam près la Société des Nations
et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le
5 août 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, d'une part,
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE
LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG en vertu d'accords existants, d'autre part,

Animés d'un égal désir de resserrer les relations de commerce et d'amitié qui unissent si
heureusement le Siam et l'Union économique belgo-luxembourgeoise et convaincus que ce but ne
saurait être mieux atteint que par la révision des traités actuellement en vigueur, ont résolu de
procéder à cette révision basée sur les principes de réciprocité, d'équité et de bénéfice mutuel et
ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Henri SEGART, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi
des Belges, à Bangkok ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme,
sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre les Hautes Parties contractantes.

Article II.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes
Parties contractantes ; les ressortissants de chacune d'elles auront, de la même façon que les
ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires, leurs
cargaisons et leurs passagers dans les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont
ou pourront être ouverts au commerce extérieur, en se conformant toujours aux lois du pays où
ils arrivent.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 17 juin 1938.
Entré en vigueur le 17 juin 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4413. — TREATY ² OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG
AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 5TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Representative of Siam to the League of Nations
and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place
August 5th, 1938.*

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, of the one part,
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting both in his own name and, by virtue of
existing agreements, in that of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,
of the other,

Being equally desirous of strengthening the ties of commerce and friendship which so happily
unite Siam and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, and being convinced that this
object cannot be better accomplished than by revising the treaties at present in force, have resolved
to make such a revision based on the principles of reciprocity, equity and mutual advantage, and
have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Henri SEGART, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty
the King of the Belgians at Bangkok ;

Who, having communicated to one another their full powers, found in good and due form,
have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be perpetual peace and constant friendship between the High Contracting Parties.

Article II.

There shall be full and entire freedom of commerce and navigation between the territories
of the High Contracting Parties ; nationals of either Party shall, in the same manner as those
of the most-favoured nation, be fully entitled to proceed with their vessels, cargoes and passengers
to the places, ports and rivers in the territories of the other which are, or may hereafter be, opened
to foreign trade, subject always to observance of the laws of the country which they are visiting.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, June 17th, 1938.
Came into force June 17th, 1938.

Les navires navigant sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à n'appliquer à l'autre Partie aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation qui ne serait pas applicable à tous les autres pays qui se trouvent dans les mêmes conditions. Tout retrait de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation accordé même temporairement par l'une des Hautes Parties contractantes en faveur des produits d'un pays tiers s'appliquera immédiatement et sans condition aux produits similaires du territoire de l'autre Partie ou destinés au territoire de cette Partie.

En cas d'établissement par l'une des Parties d'une limitation quantitative de l'importation ou de l'exportation d'un produit déterminé, l'autre Partie se verra accorder une part équitable dans le chiffre global autorisé à l'importation ou à l'exportation de ce produit.

Rien dans le présent traité ne peut être interprété comme restreignant le droit de chacune des Hautes Parties contractantes d'établir, à l'importation ou à l'exportation, les catégories de prohibitions ou de restrictions énumérées ci-après et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps appliquées à tous les autres pays se trouvant dans les mêmes conditions :

- (1) Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- (2) Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;
- (3) Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et du matériel de guerre, ou, dans les circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- (4) Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer l'alimentation populaire, ainsi que la protection des animaux ou des plantes contre le danger d'une destruction complète, les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- (5) Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi pour les produits nationaux similaires, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation ;
- (6) Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, les conditions de paiement des droits et taxes, tant à l'importation qu'à l'exportation, la mise des marchandises dans les entrepôts, les modes de vérification et d'analyse et le classement douanier des marchandises, l'interprétation des tarifs, ainsi que pour les règles, formalités et charges ou redevances auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

De même les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou

Vessels flying the flag of one of the High Contracting Parties and carrying the ship's papers and documents required by the laws of the country whose flag they are flying shall be considered to have as of right the nationality of the said country in the territorial waters, inland waterways and ports of the other Contracting Party, without being required to furnish other proof of identity.

Article III.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to apply to the other Party any import or export prohibition or restriction which is not applicable to all other countries to which the same conditions apply. Any removal of an import or export prohibition or restriction, which is granted even temporarily by one of the High Contracting Parties in favour of the products of a third country, shall be applied immediately and unconditionally to like products from the territory of the other Party or consigned to the territory of that Party.

Should either Party impose a quantitative limitation on the imports or exports of a specific product, the other Party shall be granted an equitable share in the total authorised imports or exports of such product.

Nothing in the present Treaty shall be construed as restricting the right of each of the High Contracting Parties to establish the following kinds of import or export prohibitions or restrictions, provided that such prohibitions or restrictions are simultaneously enforced in the case of all other countries in a like situation :

- (1) Prohibitions or restrictions regarding public safety ;
- (2) Prohibitions or restrictions imposed for moral or humanitarian reasons ;
- (3) Prohibitions or restrictions on the traffic in arms, ammunition and war material or, in exceptional circumstances, in all other war supplies ;
- (4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or to safeguard the national food supply, or for the protection of animals or plants against the danger of complete extermination, disease or noxious insects and parasites ;
- (5) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the system established for similar national products as regards production, commerce, transport and consumption ;
- (6) Prohibitions or restrictions on products the production of or trade in which is or may hereafter be made subject to a State monopoly or a monopoly exercised under the control of the State.

Article IV.

The High Contracting Parties agree to grant one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters relating to Customs duties and any accessory duties, the conditions governing the payment of duties and charges, whether on imports or exports, the warehousing of goods, the methods of verifying and analysing and the Customs classification of goods, the interpretation of tariffs and as regards the rules, formalities and dues or charges to which Customs clearance operations may be made subject.

Consequently, natural or manufactured products, originating in or coming from the territory of either of the High Contracting Parties shall in no case be liable in the above respects to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which products of the same kind originating in or coming from any third country whatsoever are or may hereafter be liable

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties and consigned to the territory of the other Party shall in no case be liable in the same respects to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities

formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un pays tiers quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque ou destinés au territoire d'un pays tiers quelconque, seront immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires et en provenance du territoire de l'autre Partie ou destinés au territoire de cette Partie.

Il est convenu que les tarifs douaniers applicables aux produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes importés sur le territoire de l'autre seront appliqués selon les lois intérieures du pays d'importation.

Article V.

En matière de transit, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

Article VI.

Aucune taxe de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou taxe similaire ou correspondante de quelque nature que ce soit ou sous quelque dénomination que ce soit prélevée au nom du gouvernement, de fonctionnaires publics ou de concessionnaires quelconques ou pour leur compte, ne sera imposée dans les ports des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes aux navires de l'autre Partie, qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposée dans des cas similaires aux navires d'une tierce Puissance. Cette égalité de traitement s'appliquera aux navires respectifs quel que soit le port ou le lieu d'où ils arrivent et quel que soit le lieu de leur destination.

Article VII.

Pour tout ce qui concerne l'entrée, la sortie, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux Hautes Parties contractantes, aucun privilège ne sera accordé aux navires d'une tierce Puissance qui ne sera pas également accordé aux navires de l'autre Partie contractante, l'intention des Hautes Parties contractantes étant que, à ces divers égards, les navires de chacune d'elles reçoivent le traitement accordé aux navires de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Tout navire de guerre ou de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes, qui sera contraint par le mauvais temps ou par tout autre danger à chercher refuge dans un port de l'autre Partie, sera libre de s'y faire réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans payer d'autres taxes que celles dont devraient s'acquitter les navires nationaux. Toutefois, dans le cas où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité de disposer d'une partie de sa cargaison pour faire face aux dépenses, il sera tenu de se conformer aux règlements et aux tarifs du lieu où il sera arrivé.

Au cas où un navire de guerre ou de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à s'échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre, les autorités locales devront aviser rapidement de cet événement l'officier consulaire de l'autre Partie résidant dans la circonscription ou l'officier consulaire le plus proche.

Ce navire échoué ou naufragé, toutes ses parties et toutes fournitures et accessoires lui appartenant et tous les effets et marchandises qui en seront sauvés, y compris ceux qui auront été jetés à la mer, ou le produit desdits objets en cas de vente, ainsi que tous les papiers trouvés

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

other or more burdensome, than those to which products of the same kind, consigned to the territory of any other country whatsoever, are or may hereafter be liable.

All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be granted by either of the High Contracting Parties in the above connection to natural or manufactured products originating in and coming from any third country whatsoever, or consigned to the territory of any third country whatsoever, shall be applied, immediately and without compensation, to products of the same nature originating in and coming from the territory of the other Party, or consigned to the territory of that Party.

It is understood that the Customs tariffs applicable to natural or manufactured products of either of the High Contracting Parties, imported into the territory of the other, shall be applied in accordance with the internal laws of the importing country.

Article V.

In regard to transit, the High Contracting Parties shall, in their relations, apply the provisions of the Convention¹ and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20th, 1921.

Article VI.

No tonnage or harbour dues, pilotage, lighthouse or quarantine dues or similar or corresponding duties of whatever nature or description levied in the name or for the benefit of the Government, public officials or concession holders of any kind, shall be imposed in ports situated in the territories of one of the High Contracting Parties on vessels of the other Party, which are not imposed in similar cases, to a like degree and on like conditions upon vessels of a third Power. This equality of treatment shall apply to the respective vessels whatever the port or place from which they come and whatever their destination.

Article VII.

In all that concerns entering, clearing, stationing, loading and unloading vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours or rivers of the two High Contracting Parties, no privilege shall be granted to the vessels of a third Power which shall not equally be granted to the vessels of the other Contracting Party, the intention of the High Contracting Parties being that, in all these respects, the vessels of each Party shall receive the treatment granted to vessels of the most-favoured nation.

Article VIII.

Any warship or merchant vessel of either of the High Contracting Parties which is forced by bad weather or by any other danger to seek refuge in a port of the other Party shall be free there to undergo repairs, to procure all necessary supplies and to put to sea again, without paying other dues than those for which national vessels would be liable. Nevertheless, should the captain of the merchant vessel be obliged to dispose of part of her cargo to meet the expenses incurred, he shall comply with the regulations and tariffs of the place at which he has put in.

If a warship or merchant vessel of either of the High Contracting Parties has stranded or been wrecked on the coasts of the other, the local authorities shall promptly report this fact to the consular officer of the other Party residing in the district, or to the nearest consular officer.

The stranded or wrecked vessel, together with all the parts and all supplies and accessories belonging thereto, and all the effects and merchandise salvaged therefrom, including any which have been jettisoned, or the proceeds realised by such articles in the event of sale, and all papers

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340 of this Series.

à bord du navire échoué ou naufragé, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants sur la demande qu'ils en feront.

Si ces propriétaires ou leurs représentants ne se trouvent pas sur les lieux, les biens ci-dessus indiqués ou le produit de leur vente et les papiers trouvés à bord seront remis à l'officier consulaire compétent de la Haute Partie contractante dont le navire est échoué ou naufragé, à condition que cet officier consulaire en fasse la demande dans le délai fixé par les lois, ordonnances et règlements du pays où a eu lieu le naufrage ou l'échouement. Ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants acquitteront seulement les dépenses engagées pour la conservation de la propriété, ainsi que les frais occasionnés par le sauvetage ou les autres dépenses qui auraient été payables dans le cas du naufrage ou de l'échouement d'un navire national.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage ou de l'échouement seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation, auquel cas ils acquitteront les droits ordinaires.

Dans le cas de refuge, d'échouement ou de naufrage d'un navire appartenant aux ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, l'officier consulaire compétent de la Haute Partie contractante, à laquelle le navire appartient, sera, en l'absence des propriétaires ou de leurs représentants, ou si ceux-ci sont présents, sur leur requête, autorisé à intervenir en vue d'assurer les secours nécessaires aux ressortissants de son Etat.

Article IX.

Les bâtiments de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes pourront entrer, séjourner et procéder à des réparations dans les ports et autres lieux dépendant de l'autre Partie, où il est donné accès aux bâtiments de guerre de toute autre nation. Ils y seront soumis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et immunités que ceux qui sont actuellement ou qui pourront ultérieurement être accordés aux bâtiments de guerre de toute autre nation.

Article X.

Le cabotage et les pêcheries nationales de chacune des Hautes Parties contractantes sont exceptés des dispositions du présent traité et seront régis conformément aux lois, ordonnances et règlements du pays.

Article XI.

Les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

- (1) Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;
- (2) Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat tiers, en vertu d'une union douanière ;
- (3) Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur des voies d'eau frontières sans communication avec la mer, ou leur utilisation ;
- (4) Aux subsides que pourrait accorder chacun des gouvernements contractants dans le but de favoriser le développement de sa marine marchande.

Article XII.

Si l'une des Hautes Parties contractantes établissait des restrictions de change ou de paiement, elle appliquerait en ces matières à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

Il est entendu par les Hautes Parties contractantes que les stipulations du présent traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances et règlements

found on board the stranded or wrecked vessel, shall be handed over to the owners or to their representatives, should they so request.

If such owners or their representatives are not on the spot, the property referred to above or the proceeds of the sale thereof and the papers found on board shall be handed over to the competent consular officer of the High Contracting Party whose vessel has been stranded or wrecked, provided that the said consular officer lodges an application to that effect within the period fixed by the laws, statutes and regulations of the country where the shipwreck or stranding took place. The said consular officers, owners or representatives shall pay only such expenses as are incurred in preserving the property, and those occasioned by salvage or other expenses which would have been payable in the event of the shipwreck or stranding of a national vessel.

The effects and merchandise salvaged from the wrecked or stranded vessel shall be exempt from all Customs duties, provided they are not offered for consumption, in which case they shall pay the ordinary duties.

Should a vessel belonging to nationals of one of the High Contracting Parties seek refuge, be stranded or wrecked in the territories of the other, the competent consular officer of the High Contracting Party to whom the vessel belongs shall, in the absence of the owners or their representatives, or if these are present, at their request, be authorised to intervene with a view to providing the assistance required by the nationals of his State.

Article IX.

Warships of either of the High Contracting Parties may enter, remain and undergo repairs in the ports and other places of the other Party to which the warships of any other nation have access. They shall there be subject to the same regulations and shall enjoy the same honours, advantages, privileges and exemptions as are now or may hereafter be granted to the warships of any other nation.

Article X.

The coasting trade and national fisheries of each of the High Contracting Parties shall be exempted from the provisions of the present Treaty and shall be governed by the laws, statutes and regulations of the respective country.

Article XI.

The provisions of the present Treaty regarding most-favoured-nation treatment shall not apply to :

- (1) Favours granted or which may hereafter be granted to a neighbouring State in order to facilitate frontier traffic ;
- (2) Favours granted or which may hereafter be granted to a third State in virtue of a Customs union ;
- (3) Favours granted or which may hereafter be granted to a neighbouring State in regard to navigation or the use of frontier waterways having no communication with the sea ;
- (4) Subsidies which may hereafter be granted by either of the contracting Governments in order to promote the development of its merchant marine.

Article XII.

Should either of the High Contracting Parties introduce exchange or payment restrictions, it shall in such questions grant most-favoured-nation treatment to the other Party.

Article XIII.

It is understood by the High Contracting Parties that the stipulations of the present Treaty shall not affect, supersede or modify in any way the laws, statutes and regulations concerning

concernant la production, le commerce, la police et la sécurité publique qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictés dans chacun des deux pays pourvu qu'ils ne constituent pas une mesure de discrimination dirigée contre les ressortissants ou produits de l'autre Partie.

Article XIV.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous différends qui pourraient s'élever entre elles en ce qui concerne la bonne interprétation ou l'application de toute disposition du présent traité seront, à la requête de l'une ou de l'autre des Parties, soumis à l'arbitrage et les deux Parties s'engagent par le présent traité à accepter comme obligatoire la sentence arbitrale.

Le tribunal arbitral auquel les différends seront soumis sera la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, à moins que dans un cas particulier les Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

Article XV.

Le présent traité se substituera, à la date de sa mise en vigueur, au Traité¹ d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Bangkok, le 13 juillet 1926. A la date de sa mise en vigueur, ledit traité de 1926 et tous les arrangements ou accords subsidiaires conclus ou existants entre les Hautes Parties contractantes cesseront de les obliger.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront aux colonies et territoires d'outre-mer soumis à la souveraineté ou à l'autorité de la Belgique, qu'à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date d'une déclaration concertée des deux gouvernements à cet effet.

Article XVI.

Le présent traité restera en vigueur pour cinq ans à partir de la date à laquelle il entre en vigueur.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration desdites cinq années, son intention d'y mettre fin, le présent traité continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Il est clairement convenu cependant que cette dénonciation n'aura pour effet de faire revivre aucun des traités, conventions, arrangements ou accords abrogés par le présent traité.

Article XVII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans le plus bref délai possible. Ledit traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double, en langue française, à Bangkok, le 5^e jour du huitième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingtième année de l'Ere bouddhique, correspondant au 5^e jour du mois de novembre de la mil neuf cent trente-septième année de l'Ere chrétienne.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) Henri SEGART.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,

*Siamese Permanent Representative
accredited to the League of Nations.*

¹ Vol. LXII, page 287, de ce recueil.

production, commerce, police and public safety which are in force or which may hereafter be enacted in either of the two countries, provided that they do not constitute a measure of discrimination directed against the nationals or products of the other Party.

Article XIV.

The High Contracting Parties agree that any disputes which may arise between them regarding the true interpretation or application of any provision of the present Treaty shall, at the request of either of the Parties, be submitted to arbitration, and the two Parties undertake by the present Treaty to accept the arbitrators' decision as binding.

The court of arbitration to which disputes shall be submitted shall be the Permanent Court of International Justice at The Hague, provided that the High Contracting Parties do not decide otherwise in a particular case.

Article XV.

The present Treaty shall, on the date of its coming into force, replace the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation, between Siam and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, signed at Bangkok on July 13th, 1926. On its thus coming into force, the said Treaty of 1926 and all the subsidiary arrangements or agreements concluded or existing between the High Contracting Parties shall cease to be binding.

The provisions of the present Treaty shall not apply to the colonies and overseas territories subject to the sovereignty or authority of Belgium until after the expiration of a period of two months as from the date of a joint declaration by the two Governments to that effect.

Article XVI.

The present Treaty shall remain in force for five years as from the date on which it comes into force.

If neither of the High Contracting Parties has notified his intention to denounce it twelve months before the expiration of the said five years, the present Treaty shall continue to be binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties denounces it.

It is, however, clearly understood that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the treaties, conventions, arrangements or agreements abrogated by the present Treaty.

Article XVII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at Brussels as soon as possible. The said Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in French, at Bangkok, on the 5th day of the eighth month in the year two thousand four hundred and eighty of the Buddhist Era, corresponding to the 5th day of November in the year one thousand nine hundred and thirty-seven of the Christian Era.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) Henri SEGAERT.

¹ Vol. LXII, page 287, of this Series.

N° 4414.

BELGIQUE ET SIAM

Convention d'établissement, et protocole annexe. Signés à Bangkok, le 5 novembre 1937.

BELGIUM AND SIAM

Convention of Establishment, and Protocol-Annex. Signed at Bangkok, November 5th, 1937.

N° 4414. — CONVENTION ¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA BELGIQUE
ET LE SIAM. SIGNÉE A BANGKOK, LE 5 NOVEMBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le représentant permanent du Siam près la Société des Nations
et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu
le 5 août 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Animés du désir de régler les conditions d'établissement des ressortissants siamois en Belgique
et des ressortissants belges au Siam, ont résolu de conclure, à cette fin, une convention et ont désigné
pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Henri SEGAERT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi
des Belges, à Bangkok ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des articles suivants :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront la faculté de pénétrer
sur le territoire de l'autre Partie, de s'y établir, d'y circuler, d'y choisir une résidence et d'en sortir,
à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, notamment en ce
qui concerne l'immigration et la police des étrangers.

Il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas
admettre l'entrée et le séjour sur son territoire de tout ressortissant de l'autre Partie qui devrait
être considéré comme indésirable, soit au point de vue du maintien de l'ordre, de la moralité, de la
santé ou de la sécurité publics, soit parce qu'il ne possède pas de moyen d'existence.

2. Pour l'application des lois et règlements concernant la police des étrangers, l'entrée, le
séjour, l'activité ou l'établissement de ceux-ci, les ressortissants de chacune des Hautes Parties
contractantes bénéficieront du traitement réservé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront placés, sur le territoire
de l'autre Partie, sur un pied d'égalité complète de droit et de fait avec les nationaux en ce qui

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 17 juin 1938.
Entrée en vigueur le 17 juin 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4414. — CONVENTION ² OF ESTABLISHMENT BETWEEN BELGIUM AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 5TH, 1937.

French official text communicated by the Permanent Representative of Siam to the League of Nations and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 5th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and
HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Being desirous of regulating the conditions of establishment for Siamese nationals in Belgium and Belgian nationals in Siam, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Henri SEGAERT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians at Bangkok ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

1. Nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right to enter the territory of the other Party, to establish themselves, move about and select a place of residence therein, and to leave the territory, provided they observe the laws and regulations in force in the country, particularly as regards immigration and the police supervision of foreigners.

It is agreed that each of the High Contracting Parties reserves the right to withhold permission to enter or reside in its territory from any national of the other Party who may be deemed to be undesirable, either as regards the maintenance of order, public morals, public health or public security, or because he is without means of subsistence.

2. As regards the application of the laws and regulations regarding the police supervision of foreigners and their entry, residence, activity or establishment, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy the treatment reserved for nationals of the most-favoured nation.

Article II.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be placed, in the territory of the other Party, on the same footing in every respect, both in law and in fact, as the nationals

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, June 17th, 1938.
Came into force June 17th, 1938.

concerne l'exercice de toute activité commerciale, industrielle, financière et, en général, de toute activité de caractère économique, sans qu'il soit fait de distinction en ces matières entre les entreprises qui ont une activité autonome et celles qui agissent en tant que succursales ou agences.

2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront exercer tous métiers et professions licites, non spécialement prévus au paragraphe 3 du présent article, sur le territoire de l'autre Partie, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays, y compris ceux qui concernent la protection du marché national du travail.

Il est entendu que l'application des lois et règlements concernant la protection du marché national du travail, n'empêchera pas les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie, d'engager des personnes de leur choix pour des postes de direction.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne visent pas l'exercice, sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, des professions, métiers, industries et commerces ci-après énumérés :

- a) Les fonctions, charges ou emplois publics, y compris les charges de notaire, d'avoué et d'huissier ;
- b) Les fonctions d'avocat et la profession d'agent de change ;
- c) Le colportage et les métiers ambulants ;
- d) La pêche dans les eaux nationales, le cabotage maritime et fluvial, le pilotage en général et le service intérieur des ports.

4. Les stipulations du présent article n'affectent en rien les dispositions légales en vigueur dans chaque pays et relatives au personnel à bord des navires ou bateaux battant pavillon national et des aéronefs immatriculés dans le pays.

5. Pour tout ce qui concerne les activités industrielles, les métiers et professions, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur toute l'étendue des territoires de l'autre Partie seront, sous condition de réciprocité, placés à tous égards sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie jouiront du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits patrimoniaux, le droit d'acquérir, de posséder ou d'affirmer des biens meubles ou immeubles, ainsi que d'en disposer soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

Article IV.

1. Pour la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs droits et de leurs intérêts, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités, dans le territoire de l'autre Partie, à l'égal des nationaux.

2. En conséquence, ils auront libre et facile accès aux tribunaux comme demandeurs ou défendeurs, et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Ils auront également le droit de comparaître devant les autorités administratives compétentes et de recourir à leur intervention pour la sauvegarde de leurs droits et de leurs intérêts, dans tous les cas où les nationaux en ont la faculté. Ils pourront choisir, pour la défense de leurs intérêts, devant tous les tribunaux et toutes les juridictions ou autorités administratives, les avocats, avoués, notaires et autres personnes autorisées par les lois nationales du pays.

3. Toutefois la question de la caution *judicatum solvi* et celle de l'assistance judiciaire gratuite seront régies par la législation locale jusqu'au moment du règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure éventuellement entre les Hautes Parties contractantes.

of that Party as regards the exercise of all commercial, industrial and financial activities and, in general, all activities of an economic nature, without any distinction in this respect between undertakings which are independent and undertakings which operate as branches or agencies.

2. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be entitled to engage in every legal trade and occupation not especially mentioned in paragraph 3 of this Article, in the territory of the other Party, provided that they comply with the laws and regulations in force in that country, including those relating to the protection of the national labour market.

It is agreed that the application of the laws and regulations relating to the protection of the national labour market shall not prevent nationals of either of the High Contracting Parties established in the territory of the other Party from engaging such persons as they may choose for posts of management.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall not apply to the pursuit in the territory of either High Contracting Party of the following occupations, trades, industries and branches of commerce :

- (a) Public functions, offices or employments, including the offices of notary, solicitor and bailiff ;
- (b) The functions of an advocate and the business of a stockbroker ;
- (c) Hawking and itinerant trades ;
- (d) Fishing in national waters, the maritime and river coasting trade, pilotage in general and interior service in ports.

4. The provisions of this Article shall not affect the legislative provisions in force in either country respecting the crews of vessels or boats flying the flag of that country and of aircraft registered in that country.

5. In everything pertaining to industrial activities, trades and occupations, the nationals of each of the High Contracting Parties shall, subject to reciprocity, be placed, throughout the territories of the other Party, on the same footing in every respect as the nationals of the most-favoured nation.

Article III.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, the same treatment as nationals of the most-favoured nation in so far as concerns the right of succession, the right to acquire, possess or rent movable and immovable property and the right to dispose thereof, either by gift or for payment.

Article IV.

5

1. The nationals of each High Contracting Party shall be treated in the territory of the other Party on the same footing as nationals of the country in respect of the legal and judicial protection of their persons, property, rights and interests.

2. Accordingly, they shall have free and unhindered access to the courts, both as plaintiffs and defendants, and shall have the right to sue and be sued in the same conditions as nationals of the country. They shall also have the right to appear before the competent administrative authorities and to have recourse to the said authorities for the safeguarding of their rights and interests in all cases in which nationals of the country enjoy such a right. They may choose, for the defence of their interests, before the courts and before all judicial and administrative authorities, counsel, attorneys, notaries and other persons authorised by the national laws of the country.

3. The question of *cautio judicatum solvi* and the question of free legal assistance shall be governed by the legislation of the country concerned until such time as the said questions have been settled by a special convention to be concluded between the High Contracting Parties.

Article V.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de toute fonction judiciaire ou administrative quelconque.

2. Ils seront de même exempts, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, aussi bien dans l'armée de terre, la marine ou les forces aériennes, que dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes prestations de service obligatoire se rapportant, soit directement, soit indirectement, à la défense nationale et exigées à titre personnel. Il en sera de même pour les prestations en argent ou en nature qui seront imposées en remplacement de ces prestations.

3. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, toutefois, soumis aux charges afférentes à la propriété de biens fonciers et de biens mobiliers, ainsi qu'au cantonnement forcé et autres prestations ou réquisitions militaires, auxquelles peuvent être soumis, en vertu de dispositions légales, les ressortissants du pays, en qualité de possesseurs ou propriétaires de biens fonciers ou de biens mobiliers. En aucun cas, l'une des charges ci-dessus visées ne pourra être exigée par l'une des Hautes Parties contractantes qui ne l'exigerait pas également de ses nationaux.

4. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens que pour cause d'utilité publique, et suivant la procédure prévue par la législation locale en vigueur en ce qui concerne les nationaux.

5. Chacune des Hautes Parties contractantes devra accorder aux ressortissants de l'autre Partie, en ce qui concerne le dédommagement pour les prestations, réquisitions, expropriations ou privations temporaires, visées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accordera à ses propres nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

6. Les habitations, entrepôts, manufactures, magasins et toute autre propriété des ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les locaux en dépendant et utilisés soit comme résidence, soit pour le commerce, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter livres, papiers ou comptes, sauf sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux de l'Etat de résidence.

Article VI.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre d'une parfaite et entière liberté de conscience et, à charge de se conformer aux lois, ordonnances et règlements du pays, ils auront le droit de se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte.

2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, dans le territoire de l'autre, s'adonner à des œuvres religieuses, d'éducation et de bienfaisance, y posséder à titre de propriétaire ou prendre en location et occuper des maisons, y louer des terrains aux fins de religion, bienfaisance et autres objets licites, ainsi que pour l'établissement de cimetières, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays.

Article VII.

En matière d'impôts et de taxes de toute sorte, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux se trouvant dans des situations identiques.

Article V.

1. The nationals of each High Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from all judicial or administrative functions of any kind.

2. In the same way they shall be exempt, both in time of peace and in time of war, in the territory of the other Party from compulsory military service, whether in the land army, navy, air force, national guard or militia, as well as from compulsory personal services connected either directly or indirectly with national defence. The same shall apply to such contributions in money or in kind as may be substituted for such personal services.

3. The nationals of each High Contracting Party shall, nevertheless, be liable to charges in respect of the ownership of landed and movable property, compulsory billeting and other special military contributions or requisitions to which nationals of the country may be liable, in virtue of legal provisions, as possessors or owners of landed or movable property. In no case shall any such charges be imposed by either High Contracting Party as would not equally be imposed on its nationals.

4. The property of nationals of either High Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party, nor may they be deprived, even temporarily, of the use of their property except in the public interest and in accordance with the procedure laid down in the law of the country concerned in respect of its own nationals.

5. The treatment accorded by either High Contracting Party to nationals of the other Party in the matter of compensation for such contributions, requisitions, expropriations or temporary deprivations as are referred to in paragraphs 3 and 4 above shall be not less favourable than that accorded to its own nationals or to nationals of the most-favoured nation.

6. Residences, warehouses, factories, shops and all other property belonging to nationals of either High Contracting Party in the territory of the other, together with the premises pertaining thereto, whether used for residential or commercial purposes, shall be respected. Domiciliary searches or perquisitions shall not be permitted therein, nor the examination or inspection of books, papers or accounts, save under the conditions and in the manner prescribed by the laws, statutes and regulations applicable to nationals of the State of residence.

Article VI.

1. The nationals of each High Contracting Party shall enjoy complete and absolute freedom of conscience in the territory of the other and, provided they comply with the laws, ordinances and regulations of the country, shall have the right to hold private or public services in accordance with their religion.

2. The nationals of each High Contracting Party may engage in religious, educational and charitable work in the territory of the other, and may own, lease or occupy houses, or lease lands for religious, charitable or other legal purposes or for the establishment of cemeteries therein, provided that they comply with the laws, ordinances and regulations of the country.

Article VII.

In the matter of taxes and charges of all kinds, as well as of any other fiscal charges, regardless of the purpose for which they are levied, the nationals of each High Contracting Party shall in all respects enjoy the same treatment and protection at the hands of the revenue authorities or courts, in the territory of the other Party, as is enjoyed by nationals of the country who are in an identical situation.

Article VIII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre, les mêmes droits que les nationaux de cette Haute Partie contractante en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, les noms commerciaux, les dessins et les droits d'auteur pour les œuvres littéraires et artistiques, sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Article IX.

1. Les sociétés par actions ainsi que les autres sociétés civiles, commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies d'assurances, les compagnies de navigation et les autres compagnies de transport, ainsi que les compagnies assurant les communications, régulièrement constituées conformément à la législation d'une des Hautes Parties contractantes et ayant leur siège social sur le territoire de celle-ci, seront légalement reconnues comme telles sur le territoire de l'autre Partie et y auront la capacité d'ester en justice, sous réserve que rien, dans leur constitution ou dans leur objet, ne soit contraire à l'ordre public dans ce dernier pays.

2. La légalité de la constitution des sociétés visées au paragraphe premier du présent article, ainsi que de leurs succursales et agences, et leur capacité d'ester en justice, seront déterminées d'après la loi du pays où ces sociétés ont été constituées.

3. L'activité des sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire de succursales ou agences, sera soumise aux lois et règlements de cette dernière.

4. Si l'une des Hautes Parties contractantes soumettait à une autorisation préalable l'activité des sociétés étrangères sur son territoire, l'octroi de cette autorisation ne pourrait, en ce qui concerne les sociétés de l'autre Partie, être subordonnée à des modalités autres que celles imposées, dans des conditions analogues, aux sociétés de la nation étrangère la plus favorisée.

5. Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en matière judiciaire de même qu'en ce qui concerne la possession, l'acquisition, l'occupation, la location et l'aliénation des biens meubles ou immeubles, du traitement prévu, pour les personnes physiques, aux articles III, IV et V de la présente convention.

6. Les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes qui ont, sur le territoire de celle-ci, leur domicile fiscal, ainsi que leurs succursales et agences, ne seront pas soumises, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les impôts directs, à une charge fiscale plus élevée que celle qui est supportée, suivant le cas, par les sociétés nationales dans des situations identiques.

7. Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, en toutes matières non visées dans le présent article, du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article X.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres officiers ou agents consulaires qui résideront dans les villes et ports des territoires de l'autre, là où des officiers similaires d'autres Puissances seront autorisés à résider.

Ces officiers et agents consulaires, cependant, n'entreront en fonctions qu'avec l'approbation et l'agrément du gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Ils seront autorisés, sous condition de réciprocité, à exercer tous les pouvoirs et à jouir de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toutes sortes qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XI.

1. En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, sans qu'il ait, dans le pays où il décède, aucun héritier connu ou aucun

Article VIII.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy the same rights in the territory of the other Party as the nationals of the latter in regard to inventors' patents, factory and trade marks, trade names, patterns and authors' rights in respect of literary and artistic works, provided that they comply with the formalities by law prescribed.

Article IX.

1. Joint stock companies and other non-trading, commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, shipping and other transport companies and companies responsible for communications, which are regularly constituted in conformity with the legislation of either High Contracting Party and have their headquarters in the territory of that Party, shall be legally recognised as such in the territory of the other Party, and shall be entitled to appear before the courts of that country, provided that nothing in their constitution or aims is contrary to public order in the latter country.

2. The question whether the companies referred to in paragraph 1 of the present Article, together with their branches and agencies, are legally constituted and are entitled to sue and be sued shall be decided in accordance with the law of the country in which such companies were formed.

3. The activities engaged in by the companies of either High Contracting Party in the territory of the other Party, either directly or through branches or agencies, shall be subject to the laws and regulations in force in the latter country.

4. Should either High Contracting Party require foreign companies to obtain an authorisation in advance to operate in its territory, the grant of such authorisation to the companies of the other Party may not be subject to rules other than those imposed in similar circumstances on the companies of the most-favoured nation.

5. The companies of either High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party, in respect of judicial matters and the possession, acquisition, occupation, renting and alienation of movable or immovable property, the treatment laid down for individuals in Articles III, IV and V of the present Convention.

6. The companies of either High Contracting Party, domiciled for fiscal purposes in the territory of that Party, together with their branches and agencies, shall not be liable, in the territory of the other Party, to higher charges as regards direct taxation than the charges payable by national companies in a like situation.

7. The companies of each High Contracting Party shall enjoy the same treatment as companies of the most-favoured nation in the territory of the other Party in all matters not covered by the present Article.

Article X.

Each High Contracting Party may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and other consular officers or agents to reside in towns and ports in the territories of the other Party where similar officers of other Powers are authorised to reside.

The said consular officers and agents shall not take up their duties unless and until the Government of the country to which they are appointed signifies its approval and agreement.

Subject to reciprocity, they shall be authorised to exercise all the powers, and to enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of any kind, which are or may hereafter be accorded to the consular officers of the most-favoured nation.

Article XI.

1. Should a national of one of the High Contracting Parties die in the territories of the other, leaving in the country of his decease no known heir or testamentary executor appointed by him,

exécuteur testamentaire nommé par lui, l'autorité locale compétente devra informer aussitôt le plus proche agent consulaire de la nation à laquelle appartenait le défunt, de façon à ce que toute information nécessaire puisse être immédiatement renvoyée aux parties intéressées.

2. En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, sans qu'il laisse au lieu de son décès une personne autorisée par les lois du pays du défunt à prendre charge de la succession et à l'administrer, l'agent consulaire compétent de la nation à laquelle ce défunt appartenait pourra, en remplissant les formalités nécessaires, avoir la garde et l'administration de la succession de la façon et dans les limites prescrites par les lois du pays dans lequel les biens du défunt sont situés.

3. La disposition précédente s'appliquera aussi dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes meurt en dehors des territoires de l'autre mais y possède des biens sans y laisser une personne autorisée à prendre charge de la succession et à l'administrer.

Article XII.

Les dispositions de la présente convention relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

1^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;

2^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat tiers, en vertu d'une union douanière ;

3^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés, en raison d'accords particuliers, à un Etat tiers, en vue d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une protection réciproque en matière fiscale ;

4^o Aux dispositions de conventions que l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclues ou conclurait avec des Etats tiers en matière d'exercice du commerce ambulante ou en matière de travail.

Article XIII.

La présente convention ne s'appliquera qu'aux territoires métropolitains des Hautes Parties contractantes.

Article XIV.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, pourra être soumis par chacune d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article XV.

Il est entendu par les Hautes Parties contractantes que les stipulations de la présente convention n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances et règlements concernant la naturalisation, l'immigration, la police et la sécurité publique qui sont en vigueur ou qui pourront être édictés dans chacun des deux pays, pourvu qu'ils ne constituent pas une mesure de discrimination dirigée contre les ressortissants de l'autre Partie.

Article XVI.

La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de la date à laquelle elle entre en vigueur.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration desdites cinq années, son intention d'y mettre fin, la présente convention continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Il est expressément convenu cependant que cette dénonciation n'aura pas pour effet de faire revivre aucune des dispositions conventionnelles abrogées par la présente convention.

the competent local authority shall at once inform the nearest consular agent of the country to which the deceased belonged, so that all the necessary information may immediately be conveyed to the parties concerned.

2. Should a national of one of the High Contracting Parties die in the territories of the other, leaving in the place of his decease no person authorised by the laws of his (the deceased's) country to take charge of and administer his estate, the competent consular agent of the country to which the deceased belonged may on compliance with the necessary formalities take charge of and administer the estate in the manner and within the limits prescribed by the laws of the country in which the deceased's property is situate.

3. The above provision shall also apply in cases where a national of one of the High Contracting Parties, dying outside the territories of the other and possessing property therein, leaves no person authorised to take charge of and administer the estate.

Article XII.

The provisions of the present Convention regarding most-favoured-nation treatment shall not apply:

(1) To advantages accorded or which may hereafter be accorded to an adjacent State with a view to facilitating frontier traffic ;

(2) To advantages accorded or which may hereafter be accorded to a third State in virtue of a Customs union ;

(3) To advantages accorded or which may hereafter be accorded in virtue of particular agreements to a third State, with a view to the avoidance of double taxation or the establishment of reciprocal protection in fiscal matters ;

(4) To provisions of any Convention concluded or which may hereafter be concluded by either of the High Contracting Parties with other States in the matter of itinerant trade or labour.

Article XIII.

The present Convention shall apply only to the home territories of the High Contracting Parties.

Article XIV.

All disputes regarding the interpretation, application or execution of the present Convention, which it is not found possible to settle between the High Contracting Parties through the diplomatic channel, may be submitted by either of them to the Permanent Court of International Justice.

Article XV.

It is agreed by the High Contracting Parties that the stipulations of the present Convention shall not affect, replace or modify in any manner the laws, ordinances and regulations concerning naturalisation, immigration, police and public safety now in force or hereafter to be enacted in either of the two countries, provided they do not constitute a measure of discrimination directed against the nationals of the other Party.

Article XVI.

The present Convention shall remain in force for five years as from the date on which it comes into force.

Should neither of the Contracting Parties have notified his intention to denounce it twelve months before the expiration of the said five years, the present Convention shall continue to be binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties denounces it.

It is expressly agreed that such denunciation shall not have the affect of reviving any of the conventional provisions abrogated by the present Convention.

Article XVII.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans le plus bref délai possible, et ladite convention entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait, en double, en langue française, à Bangkok, le 5^e jour du huitième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingtième année de l'Ere bouddhique, correspondant au 5^e jour du mois de novembre de la mil neuf cent trente-septième année de l'Ere chrétienne.

(S.) (L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

Certified true copy :

(S.) (L. S.) Henri SEGAERT.

Phya Rajawangsan,

*Siamese Permanent Representative
accredited to the League of Nations.*

PROTOCOLE ANNEXE

Au moment de procéder à la signature de la convention d'établissement entre le Siam et la Belgique, les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

1^o En stipulant à l'article III le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'acquisition, de possession et de disposition de biens meubles et immeubles, il est bien entendu entre les Hautes Parties contractantes que cette clause s'appliquera à charge de réciprocité, dans un sens inconditionnel et non discriminatoire.

2^o Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en ce qui concerne les matières prévues par la présente convention, celle-ci se substituera, à la date de sa mise en vigueur, au Traité¹ d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Bangkok, le 13 juillet 1926, lequel cessera de les obliger à la date de la mise en vigueur de la présente convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, en langue française, à Bangkok le 5^e jour du huitième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingtième année de l'Ere bouddhique, correspondant au 5^e jour du mois de novembre de la mil neuf cent trente-septième année de l'Ere chrétienne.

(S.) (L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

Certified true copy :

(S.) (L. S.) Henri SEGAERT.

Phya Rajawangsan,

*Siamese Permanent Representative
accredited to the League of Nations.*

¹ Vol. LXII, page 287, de ce recueil.

Article XVII.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Brussels as rapidly as possible ; and the said Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the French language, at Bangkok, on the 5th day of the eighth month of the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist era, corresponding to the 5th day of the month of November of the one thousand nine hundred and thirty-seventh year of the Christian era.

(Signed) (L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(Signed) (L. S.) Henri SEGAERT.

PROTOCOL-ANNEX.

At the time of signing the Convention regarding Establishment between Siam and Belgium, the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have agreed upon the following :

(1) The provision in Article III concerning most-favoured-nation treatment in regard to the acquisition, possession and disposition of movable and immovable property is clearly understood by the High Contracting Parties to be subject in application to reciprocity in an unconditional and non-discriminatory sense.

(2) The High Contracting Parties agree that, in regard to the questions covered by the present Convention, the latter shall, on the date of its coming into force, replace the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and the Economic Union of Belgium and Luxemburg signed at Bangkok on July 13th, 1926, which shall cease to be binding as from the date on which the present Convention comes into force.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the French language, at Bangkok, on the 5th day of the eighth month of the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist era, corresponding to the 5th day of the month of November of the one thousand nine hundred and thirty-seventh year of the Christian era.

(Signed) (L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(Signed) (L. S.) Henri SEGAERT.

¹ Vol. LXII, page 287, of this Series.

N° 4415.

ÉGYPTE ET IRAK

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. Bag-
dad, le 16 mai 1938.

EGYPT AND IRAQ

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Baghdad, May 16th, 1938.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

اتفاق تجارى لهوقت
N° 4415.

بين

المصر والعراق

(١٦ مايو سنة ١٩٣٨)

Texte officiel arabe communiqué par le ministre
des Affaires étrangères d'Egypte. L'enregistre-
ment de cet échange de notes a eu lieu le 6 août
1938.

Arabic official text communicated by the Egyptian
Minister for Foreign Affairs. The registration
of this Exchange of Notes took place August 6th,
1938.

I.

وزارة الخارجية

المفوضية الملكية المصرية بمدينة بغداد

تحريرا في ١٦ مايو سنة ١٩٣٨ (١٦ ربيع أول سنة ١٣٥٧)

¹ Entré en vigueur le 16 mai 1938.¹ Came into force May 16th, 1938.

لحضرة صاحب الفخامة السيد شفيق السويدي

لوزير الخارجية

بالإشارة الى المكالمات في شأن عقد اتفاق تجارى مؤقت بين المملكة المصرية والمملكة العراقية .

أتشرف بأبلاغ فخامتكم أن الحكومة المصرية تقبل تطبيق معاملة الدولة الأكثر حظوة (الأكثر امتيازاً) على جميع الحاصلات والمصنوعات المنتجة أصلاً في المملكة العراقية والتي تستورد الى مصر لتستهلك فيها أو تصدر منها أو تعبرها الى بلاد أخرى . وتطبق هذه المعاملة بصفة مؤقتة على الوارد من هذه المنتجات الى مصر عن طريق بلاد لم تعقد مع مصر اتفاقات تجارية .

لهذه المعاملة تقوم على شرط المعاملة التامة بالمثل مع استثناء :

(١) الفوائد التي منحها أو قد يمنحها العراق لتجارة الحدود مع البلاد المتاخمة والفوائد الناجمة من أى اتحاد جمركى قديم عقده العراق وكذلك الفوائد الخاصة الجمركية التي قد يمنحها العراق للنتوجات الطبيعية أو المصنوعة التي منشؤها تركيا أو أى بلد آخر كانت أراضيها سنة ١٩١٤ تؤلف كلها قسماً من الامبراطورية العثمانية في آسيا .

(ب) المعاملة الخاصة بالحاصلات السودانية والتي قد تطبق على حاصلات بعض البلاد المتاخمة بمقتضى اتفاقات محلية خاصة بها .

لُيعمل بهذا الاتفاق بمجرد ابلاغى موافقة حكومتكم عليه ويجوز لكل من الطرفين ابطال العمل به على أن يخطر الطرف الآخر قبل ذلك بثلاثة شهور .

لوانى أتهز هذه الفرصة لأجدد لفخامتكم الإعراب عن عظيم احترامى ما

لوزير المفوض

(امضاء) لعبد الرحمن لهازم

II.

الرقم ق ٢٣٦٠ / ٢١١٥ / ١٠١
بغداد فى ١٦ أيار ٩٣٨

لحكومة العراقية

لوزارة الخارجية

لهديرية الامور القنصلية

لهيدى الوزير

لأشرف بابلاغكم أننى تلقيت كتابكم رقم ٤٨٢ تاريخ ١٦ أيار ١٩٣٨
الآتى نصه :

لِلإشارة إلى المكالمات في شأن عقد اتفاق تجارى مؤقت بين المملكة المصرية والمملكة العراقية .

أُتسرف بأبلاغ فخامتكم أن الحكومة المصرية تقبل تطبيق معاملة الدولة الأكثر حظوة (الأكثر امتيازاً) على جميع الحاصلات والمصنوعات المنتجة أصلاً في المملكة العراقية والتي تستورد إلى مصر لتستهلك فيها أو تصدر منها أو تعبرها إلى بلاد أخرى وتطبق هذه المعاملة بصفة مؤقتة على الوارد من هذه المنتجات إلى مصر عن طريق بلاد لم تعقد مع مصر اتفاقات تجارية .

للهذه المعاملة تقوم على شرط المعاملة التامة بالمثل مع استثناء :

(أ) الفوائد التي منحها أو قد يمنحها العراق لتجارة الحدود مع البلاد المتاخمة والفوائد الناجمة من أى اتحاد كبرى قد يعقده العراق وكذلك الفوائد الخاصة الكمركية التي قد يمنحها العراق للتوجات الطبيعية أو المصنوعة التي منشؤها تركيا أو أى بلد آخر كانت أراضيها في سنة ١٩١٤ تؤلف كلها فسيما من الامبراطورية العثمانية في آسيا .

(ب) المعاملة الخاصة بالحاصلات السودانية والتي قد تطبق على حاصلات بعض البلاد المتاخمة بمقتضى اتفاقات محلية خاصة بها .

لنعمل بهذا الاتفاق بمجرد إبلاغى موافقة حكومتكم عليه ويمحوز لكل من الطرفين إبطال العمل به على أن يخطر الطرف الآخر قبل ذلك بثلاثة شهور .

لجوابا على ذلك أبادر بأن أؤيد .وافقة حكومة المملكة العراقية على
الأسس المتقدمة الذكر وإني أتهنئ هذه الفرصة لأجدد لكم الإعراب عن
عظيم احترامي ما

امضاء

لوزير الخارجية

لشوقي السويدي

لحضرة صاحب العزة عبدالرحمن بك عزام

للمندوب فوق العادة والوزير المفوض للمملكة المصرية

في بغداد

صورة رسمية ضمه الاصل

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4415. — ÉCHANGE DE NOTES
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
DE L'ÉGYPTÉ ET DE L'IRAK
COMPORTANT UN ACCORD
COMMERCIAL PROVISOIRE.
BAGDAD, LE 16 MAI 1938.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
LÉGATION ROYALE D'ÉGYPTÉ.

BAGDAD, le 16 mai 1938.
(16 Rabi-el-Awal 1357.)

EXCELLENCE,

Me référant aux pourparlers au sujet de la conclusion d'un accord commercial provisoire entre le Royaume d'Égypte et le Royaume de l'Irak, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de l'Irak importés en Égypte et destinés à la consommation, à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué à ces mêmes produits qui sont importés en Égypte par la voie des pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité.

Les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas :

a) Aux avantages qui sont actuellement accordés ou qui pourront être accordés par l'Irak à un État limitrophe en vue de faciliter le trafic ; à ceux dérivant d'une union douanière que conclurait l'Irak, aux avantages spéciaux en matière de douane que l'Irak pourrait accorder aux produits naturels ou manufacturés de la Turquie ou d'un

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4415. — EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE GOVERNMENTS OF EGYPT AND IRAQ
CONSTITUTING A PROVISIONAL
COMMERCIAL AGREEMENT.
BAGHDAD, MAY 16TH, 1938.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
ROYAL EGYPTIAN LEGATION.

BAGHDAD, May 16th, 1938.
(16 Rabi-el-Awal 1357.)

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations concerning the conclusion of a Provisional Commercial Agreement between the Kingdom of Egypt and the Kingdom of Iraq, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry of Iraq imported into Egypt for consumption or re-export or in transit. The said treatment will be applied provisionally to those same products imported into Egypt through countries which have not concluded commercial agreements with Egypt.

This regime will be granted subject to complete reciprocity.

The provisions of the present Agreement will not apply :

(a) To advantages which are at present or may in future be granted by Iraq to a border State to facilitate traffic ; to those resulting from any Customs union that Iraq may conclude ; to any special Customs advantages that Iraq may grant to the natural or manufactured products of Turkey or of a country whose territory, in

¹ Traduction du Gouvernement égyptien.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Egyptian Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pays dont le territoire, en 1914, était compris en totalité dans l'Empire ottoman en Asie ;

b) Au régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement à son sujet ; il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre plénipotentiaire,
(Signé) Abdel RAHMAN AZZAM.

Son Excellence
El Sayed Tewfik El Seweidi,
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
p. le Directeur
des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

GOUVERNEMENT IRAKIEN.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES CONSULAIRES.
N° 2360/2115/101.

BAGDAD, le 16 *ayar* 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 482 du 16 *ayar* 1938, ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers au sujet de la conclusion d'un accord commercial provisoire entre le Royaume d'Égypte et le Royaume de l'Irak, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous

1914, was wholly comprised within the Ottoman Empire in Asia ;

(b) To the regime granted to Sudanese products or which may be granted to the products of certain border countries under regional agreements.

The present Agreement will come into force as soon as you have signified your Government's assent ; it may be denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice.

I avail myself of the opportunity, etc.

(Signed) Abdel RAHMAN AZZAM,
Minister Plenipotentiary.

His Excellency
El Sayed Tewfik El Seweidi,
Minister for Foreign Affairs,
Baghdad.

II.

GOVERNMENT OF IRAQ.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF CONSULAR AFFAIRS.
No. 2360/2115/101.

BAGHDAD, *May 16th*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 482 of May 16th, 1938, as follows :

“ With reference to the negotiations concerning the conclusion of a Provisional Commercial Agreement between the Kingdom of Egypt and the Kingdom of Iraq, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to

les produits du sol et de l'industrie originaires de l'Irak importés en Egypte et destinés à la consommation, à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué à ces mêmes produits qui sont importés en Egypte par la voie des pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité.

» Les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas :

» a) Aux avantages qui sont actuellement accordés ou qui pourront être accordés par l'Irak à un Etat limitrophe en vue de faciliter le trafic, à ceux dérivant d'une union douanière que conclurait l'Irak, aux avantages spéciaux en matière de douane que l'Irak pourrait accorder aux produits naturels ou manufacturés de la Turquie ou d'un pays dont le territoire, en 1914, était compris en totalité dans l'Empire ottoman en Asie ;

» b) Au régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre Gouvernement à son sujet ; il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.»

En réponse, je m'empresse de vous confirmer l'accord du Gouvernement du Royaume de l'Irak sur les bases ci-dessus et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,

(Signé) Tewfik El SEWEIDI.

Son Excellence

Abdel Rahman Bey Azzam,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire du Royaume d'Egypte
à Bagdad.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,

p. le Directeur

*des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

all products of the soil and industry of Iraq imported into Egypt for consumption or re-export or in transit. The said treatment will be applied provisionally to those same products imported into Egypt through countries which have not concluded commercial agreements with Egypt.

" This regime will be granted subject to complete reciprocity.

" The provisions of the present Agreement will not apply :

" (a) To advantages which are at present or may in future be granted by Iraq to a border State to facilitate traffic ; to those resulting from any Customs union that Iraq may conclude ; to any special Customs advantages that Iraq may grant to the natural or manufactured products of Turkey or of a country whose territory, in 1914, was wholly comprised within the Ottoman Empire in Asia ;

" (b) To the regime granted to Sudanese products or which may be granted to the products of certain border countries under regional agreements.

" The present Agreement will come into force as soon as you have signified your Government's assent ; it may be denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice. "

In reply, I have the honour to inform you that the Government of the Kingdom of Iraq desires to signify its assent on the terms set forth above, and I avail myself of the opportunity, etc.

(Signed) Tewfik El SEWEIDI,

Minister for Foreign Affairs.

His Excellency

Abdel Rahman Bey Azzam,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Kingdom of Egypt,
Baghdad.

N° 4416.

NORVÈGE ET POLOGNE

Echange de notes comportant un arrangement relatif au dédouanement des fromages d'origine et de provenance norvégiennes. Varsovie, le 18 juin 1937.

NORWAY AND POLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Customs Duties on Cheeses originating in and coming from Norway. Warsaw, June 18th, 1937.

N^o 4416. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET POLONAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF AU DÉDOUANEMENT DES FROMAGES D'ORIGINE ET DE PROVENANCE NORVÉGIENNES. VARSOVIE, LE 18 JUIN 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 août 1938.*

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

VARSOVIE, le 18 juin 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu récemment entre nos gouvernements respectifs au sujet du dédouanement des fromages d'origine et de provenance norvégiennes, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de proposer à Votre Excellence l'arrangement suivant :

1. Le Gouvernement de la République de Pologne déclare; que les fromages à pâte molle sans croûte dure en emballage original nommés « Epoka », « Primula », « Karvi », de provenance et d'origine norvégiennes, bénéficieront du droit de douane établi par le Protocole² tarifaire polono-finlandais en date du 16 juillet 1936 pour les fromages à pâte molle sans croûte dure nommés « L'Avenir », « Valio », « Windjammer », « Merkur », « La Fayette » et « Koskenlaskija » (position 128 ex p. 4 du tarif douanier polonais).

2. Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Oslo aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le 15^e jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification et restera valable aussi longtemps que ledit protocole tarifaire polono-finlandais.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, si le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

Son Excellence

Monsieur Jean Szembek,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères
à Varsovie.

(Signé) N. Chr. DITLEFF.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 27 juillet 1938.

² Vol. CLXXII, page 143, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4416. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE NORWEGIAN AND POLISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING CUSTOMS DUTIES ON CHEESES ORIGINATING IN AND COMING FROM NORWAY. WARSAW, JUNE 18TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place August 10th, 1938.*

I.

NORWEGIAN LEGATION.

WARSAW, June 18th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations which have recently taken place between our respective Governments regarding the duty to be levied on cheeses originating in and coming from Norway, I am directed by my Government to suggest to Your Excellency the following Agreement :

1. The Government of the Republic of Poland hereby declares that soft cheeses without hard rind, in the original packing, styled "Epoka", "Primula", "Karvi", originating in and coming from Norway, will be subject to the Customs duties mentioned in the Tariff Protocol³ of July 16th, 1936, between Poland and Finland, for soft cheeses without hard rind, styled "L'Avenir", "Valio", "Windjammer", "Merkur", "La Fayette" and "Koskenlaskija" (Item 128 ex page 4 of the Polish Customs Tariff).

2. The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

It will come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification and will be valid for the currency of the said Tariff Protocol between Poland and Finland.

I should be grateful if Your Excellency would inform me whether the Polish Government accepts the suggested Agreement.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Monsieur Jean Szembek,
Under-Secretary of State,
Ministry of Foreign Affairs,
Warsaw.

(Signed) N. Chr. DITLEFF.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, July 27th, 1938.

³ Vol. CLXXII, page 143, of this Series.

II.

MINISTERSTWO

SPRAW ZAGRANICZNYCH.

Ministère des Affaires étrangères.

No. P.V. 82/ Nr. 1/3/37.

VARSOVIE, le 18 juin 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la note en date du 18 juin 1937 vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu récemment entre nos gouvernements respectifs au sujet du dédouanement des fromages d'origine et de provenance norvégiennes, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de proposer à Votre Excellence l'arrangement suivant :

1. Le Gouvernement de la République de Pologne déclare, que les fromages à pâte molle sans croûte dure en emballage original nommés « Epoka », « Primula », « Karvi » de provenance et d'origine norvégiennes bénéficieront du droit de douane établi par le Protocole tarifaire polono-finlandais en date du 16 juillet 1936 pour les fromages à pâte molle sans croûte dure nommés « l'Avenir », « Valio », « Windjammer », « Merkur », « La Fayette » et « Koskenlaskija » (position 128 ex p. 4 du tarif douanier polonais).

2. Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Oslo aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le 15^e jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification et restera valable aussi longtemps que ledit protocole tarifaire polono-finlandais.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître, si le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé. »

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé dans cette note.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s) SZEMBEK.

S. E. Monsieur Niels Christian Ditleff

Envoyé extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire de Norvège
à Varsovie.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 8 août 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

Rolf Andersen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P.V. 82/No. 1/3/37.

WARSAW, *June 18th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

In your note dated June 18th, 1937, you were good enough to inform me as follows :

" With reference to the negotiations which have recently taken place between our respective Governments regarding the duty to be levied on cheeses originating in and coming from Norway, I am directed by my Government to suggest to Your Excellency the following Agreement :

1. The Government of the Republic of Poland hereby declares that soft cheeses without hard rind, in the original packing, styled " Epoka ", " Primula ", " Karvi ", originating in and coming from Norway, will be subject to the Customs duties mentioned in the Tariff Protocol of July 16th, 1936, between Poland and Finland, for soft cheeses without hard rind, styled " L'Avenir ", " Valio ", " Windjammer ", " Merkur ", " La Fayette " and " Koskenlaskija " (Item 128 ex page 4 of the Polish Customs Tariff).

2. The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

It will come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification and will be valid for the currency of the said Tariff Protocol between Poland and Finland.

I should be grateful if Your Excellency would inform me whether the Polish Government accepts the suggested Agreement. "

In acknowledging receipt of the above note, I have the honour to inform you that the Polish Government accepts the Agreement proposed in that note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SZEMBEK.

H. E. Monsieur Niels Christian Ditleff,
Norwegian Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
at Warsaw.

N° 4417.

ITALIE ET NORVÈGE

Accord pour régler les échanges
commerciaux entre les deux pays.
Signé à Rome, le 21 juin 1938.

ITALY AND NORWAY

Agreement for the Regulation of
Goods Transactions between the
Two Countries. Signed at Rome,
June 21st, 1938.

N° 4417. — ACCORD POUR RÉGLER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX
ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE.
SIGNÉ A ROME, LE 21 JUIN 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 août 1938.*

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus de remplacer les dispositions de l'Accord¹ pour régler les échanges commerciaux, signé le 31 mars 1937, par les dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation en Italie des marchandises originaires de Norvège, dont le paiement est admis par voie de clearing conformément à l'Accord² de paiement signé en date du 31 mars 1937, s'effectuera dans la limite maximum des contingents annuels indiqués dans la liste suivante :

Numéro du tarif italien	Marchandises	Contingents en lires italiennes
34 a) 2	Baccalà (y compris la morue verte)	3.000.000
34 a) 3	Stoccofisso	24.500.000
ex 124 a) 2	Huiles de poisson	4.300.000 *
846 b)	Cellulose pour rayon.	17.500.000
	Autres marchandises	2.700.000
	Total.	52.000.000

Les contingents ci-dessus seront octroyés pour chaque semestre en raison de la moitié des montants indiqués.

Il est entendu, toutefois, que les contingents annuels respectifs pourront, d'un commun accord, être octroyés avec une répartition sur les différentes périodes de licences, autre que celle prévue à l'alinéa précédent.

Dans le cas où les contingents fixés pour le 1^{er} semestre d'une année ne seraient pas épuisés, la part non utilisée sera automatiquement reportée au deuxième semestre de la même année. La

¹ Vol. CLXXVII, page 349, de ce recueil.

² Vol. CLXXVII, page 355 ; et vol. CLXXXIX, page 496, de ce recueil.

* Ce contingent sera réparti en raison de 60 % pour les huiles de foie de morue médicinales, de 20 % pour les autres huiles de poisson et de 20 % pour l'huile de baleine produite en Norvège.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4417. — AGREEMENT FOR THE REGULATION OF GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF NORWAY. SIGNED AT ROME, JUNE 21ST, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 10th, 1938.

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of fostering trade between the two countries, have agreed to replace the provisions of the Agreement² for the Regulation of Goods Transactions, signed March 31st, 1937, by the following provisions :

Article I.

The import into Italy of goods of Norwegian origin, payment for which is to be made through the clearing in accordance with the Payments Agreement³ signed March 31st, 1937, shall not exceed the annual quotas fixed in the following list :

Item of Italian Customs Tariff	Goods	Quotas in Italian Lire
34 (a) 2	Baccalà (including salt cod)	3,000,000
34 (a) 3	Stockfish (<i>Stoccafisso</i>)	24,500,000
ex 124 (a) 2	Fish oils	4,300,000 *
846 (b)	Cellulose for artificial silk	17,500,000
	Other goods.	2,700,000
	Total.	52,000,000

The above quotas shall be accorded for each half-year to the amount of half the totals above indicated.

Provided always that the respective totals for the whole year may by common accord be spread over periods other than those for which the preceding paragraph provides.

In the event of the quotas fixed for the first half of any year not being fully utilised, the unused portion shall automatically be carried forward to the second half of the same year. The unused

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CLXXVII, page 349, of this Series.

³ Vol. CLXXVII, page 355 ; and Vol. CLXXXIX, page 496, of this Series.

* This amount will be apportioned as to 60 % to medicinal cod liver oil, 20 % to other fish oils and 20 % to whale oil produced in Norway.

part non utilisée des contingents établis pour le premier semestre de 1938 par l'Accord pour régler les échanges commerciaux signé le 31 mars 1937, sera de même reportée au deuxième semestre de 1938.

La répartition des licences sera effectuée dans le plus bref délai possible au commencement de chaque période de répartition.

Article 2.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes prendrait des mesures susceptibles de réduire d'une manière considérable, soit les importations dans son territoire de produits originaires de l'autre Partie, soit les exportations de son territoire à destination du territoire de l'autre Partie, ou si, pour une autre raison quelconque, la balance des comptes prévue par l'article premier de l'Accord de paiement signé le 31 mars 1937, subirait un changement considérable par rapport à ce qui était prévu lors de la conclusion du présent accord, chacune des Parties contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociations en vue d'apporter aux contingents prévus dans cet accord les modifications qui pourront s'imposer.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat satisfaisant dans un délai d'un mois, chacune des Parties contractantes pourra dénoncer cet accord avec un préavis d'un mois, toujours pour une échéance de fin de semestre.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1939.

S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite reconduction de douze mois en douze mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque année.

Le présent accord suivra en tout cas le sort de l'Accord pour régler les paiements, signé le 31 mars 1937.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 21 juin 1938.

Pour la Norvège :

(s) Ove C. L. VANGENSTEN.

(s) P. PREBENSEN.

Pour l'Italie :

(s) CIANO.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, août 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

Rolf Andersen.

portion of the quotas fixed for the first half of 1938 by the Payments Agreement signed March 31st, 1937, shall likewise be carried forward to the second half of 1938.

The distribution of licences shall be made as soon as possible at the commencement of each period.

Article 2.

In the event of one of the Contracting Parties taking steps liable substantially to reduce either the import into its own territory of goods having their origin in the territory of the other Party or the export from its own territory of goods to the territory of the other Party, or in the event of any material change for whatsoever reason in the balance of payments for which provision was made in Article 1 of the Payments Agreement signed March 31st, 1937, as compared with the balance of payments for which provision is made in connection with the present Agreement, it shall be open to either of the Contracting Parties to ask for the immediate opening of negotiations with a view to the necessary modifications in the quotas fixed by this Agreement.

In the event of the said negotiations not leading to a satisfactory conclusion within a period of one month, it shall be open to either of the Contracting Parties to denounce the present Agreement at one month's notice, to take effect as from the end of the current half-year.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on July 1st, 1938, and shall remain in force until December 31st, 1939.

If not denounced three months before the latter date, it shall be extended by tacit agreement from year to year, subject always to notice of three months given before the end of each year.

The present Agreement shall in any case be subject to the same conditions as the Payments Agreement signed March 31st, 1937.

Done at Rome, in duplicate, this 21st day of June, 1938.

On behalf of Norway :

(Signed) Ove C. L. VANGENSTEN.

(Signed) P. PREBENSEN.

On behalf of Italy :

(Signed) CIANO.

N° 4418.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention concernant le régime
fiscal des véhicules à moteur, avec
annexe. Signée à Bruxelles, le
30 avril 1938.

**BELGIUM
AND THE NETHERLANDS**

Convention regarding the Taxation
of Motor Vehicles, with Annex.
Signed at Brussels, April 30th,
1938.

N^o 4418. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS
CONCERNANT LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES A MOTEUR.
SIGNÉE A BRUXELLES, LE 30 AVRIL 1938.

*Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 août 1938.*

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Animés du désir de régler l'imposition des véhicules à moteur, ont décidé de conclure à cette fin une convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le baron VAN HARINXMA THOE SLOOTEN, ministre des Pays-Bas à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul Henri SPAAK, son ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I.^r RÉGIME GÉNÉRAL.

Article premier.

(1) Les véhicules automobiles régulièrement immatriculés aux Pays-Bas, qui circulent temporairement sur le territoire belge et, réciproquement, les véhicules automobiles, régulièrement immatriculés en Belgique qui circulent temporairement sur le territoire néerlandais sont exemptés, dans tout le territoire du pays visité, des impôts ou taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles, pour autant que lesdits véhicules ne servent, dans l'un et l'autre pays, qu'au transport non rémunéré des personnes.

(2) Sauf les exceptions prévues ci-après, sont donc exclus de la présente convention des véhicules servant, moyennant rémunération, au transport des personnes, ainsi que les véhicules affectés au transport des marchandises.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 2 juillet 1938.
Entrée en vigueur le 2 juillet 1938.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4418. — VERDRAG¹ TUSSCHEN BELGIË EN NEDERLAND BETREFFENDE DE FISCALE BEHANDELING VAN MOTORRIJTUIGEN. GETEEKEND TE BRUSSEL DEN 30 APRIL 1938.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 12th, 1938.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,

Beziel met den wensch om de belastingheffing op motorrijtuigen te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben daartoe als Hun gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den Heer Baron VAN HARINXMA THOE SLOOTEN, Minister der Nederlanden te Brussel ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Paul Henri SPAAK, Hoogstdezelfs Minister van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel ;

Die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hun volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de navolgende bepalingen tot overeenstemming zijn gekomen :

I. ALGEMEENE REGELING.

Artikel 1.

(1) Motorrijtuigen, regelmatig ingeschreven in Nederland, waarmede tijdelijk op Belgisch grondgebied wordt gereden, en wederkeerig, motorrijtuigen, regelmatig ingeschreven in België, waarmede tijdelijk op Nederlandsch grondgebied wordt gereden, zijn op het geheele grondgebied van het bezochte land vrijgesteld van de belastingen of rechten die geheven worden wegens het rijden met of het houden van motorrijtuigen, voor zoover deze motorrijtuigen zoowel in het eene als in het andere land slechts dienen tot het kosteloos vervoer van personen.

(2) Behoudens de hierna voorziene uitzonderingen, is dit verdrag derhalve niet van toepassing op de motorrijtuigen, dienende tot het vervoer van personen tegen betaling, alsmede op de motorrijtuigen gebruikt voor goederenvervoer.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, July 2nd, 1938.
Came into force July 2nd, 1938.

Article 2.

Les autobus immatriculés aux Pays-Bas ou en Belgique et affectés à un service public faisant l'objet d'une concession ou d'une autorisation régulière, de part et d'autre de la frontière, bénéficieront également de l'exemption prévue à l'article premier de la présente convention.

Article 3.

Les autocars immatriculés dans l'un des deux pays et transportant, moyennant rémunération, des personnes qui effectuent un voyage dans l'autre pays, y sont exemptés des impôts ou taxes visés à l'article premier, pour autant qu'il s'agisse exclusivement de personnes prises en charge dans le pays d'immatriculation.

II. TRANSPORT EN TRAFIC FRONTALIER.

Article 4.

(1) Les véhicules automobiles, dûment immatriculés dans l'un des deux pays et affectés par leur détenteur au transport de ses propres produits ou à des transports pour ses propres besoins, à l'exclusion de tout transport de marchandises pour des tiers, sont admis à circuler dans la zone frontalière de l'autre pays, en franchise des impôts ou taxes frappant la circulation ou la détention des véhicules automobiles, pourvu que le détenteur réside dans la zone frontalière (art. 6) du pays d'immatriculation ou y possède un établissement fixe auquel les véhicules sont attachés.

(2) Pour pouvoir bénéficier de l'exemption visée à l'alinéa (1) du présent article le conducteur du véhicule doit être en possession d'un permis du modèle annexé à la présente convention. Ce permis sera délivré par l'autorité compétente du pays où le véhicule est immatriculé.

(3) Les Ministres des Finances des Hautes Parties contractantes se feront connaître réciproquement les autorités chargées de la délivrance des permis désignés à l'alinéa (2) du présent article.

Article 5.

(1) Les véhicules immatriculés dans l'un des deux pays et affectés exclusivement au transport d'ouvriers frontaliers néerlandais ou belges se rendant à leur travail ou rentrant au lieu de leur habitation, seront exemptés dans le pays où ils ne sont pas immatriculés, des impôts et taxes visés à l'article premier de la présente convention.

(2) La même exonération sera accordée aux ambulances, voitures de Croix-Rouge et corbillards automobiles immatriculés dans l'un des deux pays et circulant temporairement dans l'autre.

Article 6.

(1) Pour l'objet de la présente convention, les territoires compris entre la frontière néerlandobelge et une ligne idéale située de part et d'autre, à environ dix kilomètres à vol d'oiseau de cette frontière, sont respectivement dénommés « Zone frontalière néerlandaise », « Zone frontalière belge ».

(2) Dans le cas où cette ligne idéale traverserait une agglomération, l'agglomération entière fera partie de la zone.

(3) Les administrations compétentes des Hautes Parties contractantes établiront et se communiqueront la liste des communes situées dans les zones frontalières.

Artikel 2.

Autobussen, ingeschreven in Nederland of in België en gebruikt voor een openbaren dienst waarvoor aan weerszijden van de grens een vergunning of regelmatige toestemming is verleend, zullen eveneens de voordeelen genieten van de vrijstelling bedoeld in artikel 1 van dit verdrag.

Artikel 3.

Autocars, ingeschreven in een van de beide landen, die tegen vergoeding personen vervoeren die in het andere land een reis ondernemen, zijn in laatsbedoeld land vrijgesteld van de belastingen en rechten bedoeld in artikel 1, voor zoover het vervoer uitsluitend personen betreft, die in het land van inschrijving ten vervoere zijn opgenomen.

II. VERVOER VAN GOEDEREN IN HET GRENsverkeer.

Artikel 4.

(1) Motorrijtuigen, behoorlijk ingeschreven in een van de beide landen, die door den houder gebruikt worden voor het vervoer van eigen producten of voor het vervoer ten eigen behoeve, met uitsluiting van elk vervoer van goederen voor derden, mogen in de grenszone van het andere land rijden onder het genot van vrijdom van belastingen en rechten, die geheven worden wegens het rijden met of het houden van motorrijtuigen, mits de houder woont in de grenszone (artikel 6) van het land van inschrijving of er een vaste inrichting bezit waarbij de motorrijtuigen behooren.

(2) Ten einde te kunnen genieten van de vrijstelling bedoeld in het eerste lid an dit artikel, moet de bestuurder van het motorrijtuig in het bezit zijn van een grenskaart volgens het bij dit verdrag gevoegde model. Deze kaart zal worden afgegeven door het bevoegd gezag van het land waar het motorrijtuig is ingeschreven.

(3) De Ministers van Financiën van de Hooge Verdragsluitende Partijen zullen elkander mededeeling doen van het gezag belast met de uitgifte van de kaarten, bedoeld in het 2e lid van dit artikel.

Artikel 5.

(1) Motorrijtuigen, ingeschreven in een van de beide landen en gebruikt voor het vervoer van Nederlandsche of Belgische grensarbeiders, die zich naar hun werk begeven of naar hun woonplaats terugkeeren zullen in het land waar zij niet zijn ingeschreven, zijn vrijgesteld van de belastingen en rechten bedoeld bij artikel 1 van dit verdrag.

(2) Dezelfde vrijstelling zal worden toegekend voor motorrijtuigen uitsluitend dienende tot ziekenvervoer; voor motorrijtuigen van het Roode Kruis en voor lijkwagens, ingeschreven in het eene land en waarmede tijdelijk in het andere land wordt gereden.

Artikel 6.

(1) Voor de toepassing van dit verdrag wordt het grondgebied, gelegen tusschen de Nederlandsch-Belgische grens en een denkbeeldige lijn gelegen aan weerszijden op ongeveer tien kilometers in rechte lijn van deze grens, respectievelijk genoemd: Nederlandsche grenszone, en Belgische grenszone.

(2) Ingeval deze denkbeeldige lijn eene aaneensluitende bebouwing doorsnijdt, maakt de geheele aaneensluitende bebouwing deel van de zone uit.

(3) De bevoegde administraties van de Hooge Verdragsluitende Partijen, zullen eene lijst opstellen van de gemeenten die in de grenszones zijn gelegen en daarvan aan elkander mededeeling doen.

III. DISPOSITIONS FINALES.

Article 7.

(1) Pour bénéficier des exonérations prévues par la présente convention, les véhicules automobiles, quels qu'ils soient, devront être munis de la plaque d'immatriculation de leur pays respectif et porter les lettres N. L. ou la lettre B. indiquant leur nationalité.

(2) Il est bien entendu que, sous réserves de la disposition du § 2 de l'article 4, le conducteur du véhicule ne doit pas être en possession d'un document quelconque pour bénéficier des exonérations mentionnées.

Article 8.

(1) Il est bien entendu que les exemptions stipulées dans la présente convention ne s'étendent ni aux droits de douane, ni aux taxes de consommation, ni aux taxes de péage ou autres rétributions analogues, ni aux taxes afférentes à l'exécution de contrats de transports.

(2) Il est entendu, en outre, que la présente convention ne dispense pas les bénéficiaires de satisfaire aux prescriptions de la réglementation douanière et notamment d'emprunter les routes légales et de se présenter, tant à l'entrée qu'à la sortie, au bureau de douane le plus proche de la frontière.

Article 9.

Les administrations compétentes des Hautes Parties contractantes ordonneront toutes mesures nécessaires pour réprimer les abus et pour assurer l'exacte application de la présente convention.

Article 10.

La présente convention ne s'applique qu'aux territoires européens des Hautes Parties contractantes.

Article 11.

(1) La présente convention est rédigée en langues néerlandaise et française, les deux textes faisant également foi.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai.

(2) La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

(3) Elle pourra être dénoncée par chacune des Hautes Parties contractantes pour la fin d'un trimestre civil, moyennant un préavis donné avant le commencement de ce trimestre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le 30 avril 1938.

(L. S.) P. H. SPAAK.

III. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 7.

(1) Ten einde te kunnen genieten van de vrijstellingen bedoeld bij dit verdrag, moet elk motorrijtuig zijn voorzien van de nummerplaat van zijn land, en de letters N. L. of de letter B. dragen, aanwijzende zijn nationaliteit.

(2) Het is wel te verstaan dat, behoudens de bepaling van § 2 van artikel 4, de bestuurder van het motorrijtuig niet in het bezit behoeft te zijn van eenig document ten einde van de bedoelde vrijstellingen te kunnen genieten.

Artikel 8.

(1) Het is wel te verstaan, dat de vrijstellingen bedoeld bij dit verdrag zich niet uitstrekken tot de douanerechten noch tot de verbruiksbelastingen, noch tot de tollën of andere soortgelijke retributies, noch tot de rechten betrekking hebbende op de uitvoering van vervoercontracten.

(2) Het is verder wel te verstaan, dat dit verdrag de begunstigten niet ontheft van de verplichtingen om te voldoen aan de douanevoorschriften, en in het bijzonder om de bij de wet voorgeschreven wegen te volgen en zich zoowel bij het binnenkomen als bij het verlaten van het land aan het dichtst bij de grens gelegen douanekantoor aan te melden.

Artikel 9.

De bevoegde administraties der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de noodige maatregelen uitvaardigen om misbruiken tegen te gaan en om een richtige toepassing van dit verdrag te verzekeren.

Artikel 10.

Dit verdrag is slechts van toepassing op de in Europa gelegen gebiedsdeelen van de Hooge Verdragsluitende Partijen.

Artikel 11.

(1) Dit verdrag is opgesteld in de Nederlandsche en in de Fransche taal ; beide teksten zijn authentiek. Het zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te Brussel worden uitgewisseld.

(2) Het verdrag zal in werking treden op den dag der uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden.

(3) Het verdrag kan door ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen worden opgezegd met het eind van elk kalenderkwartaal, mits voor het begin van dat kalenderkwartaal hiervan is kennis gegeven.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegels voorzien.

Gedaan te Brussel, in tweevoud, den 30sten April 1938.

(L. S.) VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

ANNEXE A L'ARTICLE 4.

PERMIS FRONTALIER POUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CAMION

(article 4 de la Convention néerlando-belge relative au régime fiscal des véhicules à moteur du 30 avril 1938).

Le camion décrit ci-après est attaché à un établissement situé dans la zone frontalière (article 6 de la convention susvisée).

Marque de fabrique du véhicule
 Numéro du moteur
 Numéro du châssis
 Plaque distinctive nationale
 Nom, firme, domicile (rue et N°) du détenteur du véhicule ou de l'établissement fixe auquel celui-ci est attaché.....

Ce véhicule n'est exempté du paiement des impôts et taxes afférentes à la circulation ou à la détention des véhicules à moteur dans la zone frontalière de l'autre pays, que lorsqu'il est affecté à des transports de marchandises qui font l'objet de l'activité du détenteur ou à des transports pour les propres besoins de celui-ci, à l'exclusion formelle de tout transport pour des tiers.

Le conducteur du véhicule est tenu d'être en possession du présent permis pour circuler dans la zone frontalière de l'autre Etat. Il est obligé de présenter ce permis à toute réquisition des agents de la douane ou du contrôle fiscal revêtus de leur uniforme ou établissant leur qualité de toute autre manière, ainsi que des agents de surveillance policière et de fournir à ces agents tous renseignements que ceux-ci lui réclameraient.

Le présent permis est valable pendant une année à moins que le véhicule ne cesse d'être attaché à l'établissement prémentionné.

A le

Cachet officiel.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

BIJLAGE TOT ARTIKEL 4.

GRENSKAART VOOR HET VERVOER VAN GOEDEREN PER VRACHTWAGEN.

(Art. 4 van het Nederlandsch-Belgisch verdrag van 30 April 1938 betreffende de fiscale behandeling van motorrijtuigen.)

De hieronder omschreven vrachtwagen behoort bij een in de grenszone (art. 6 van bovenbedoeld verdrag) gelegen vaste inrichting.

Fabrieksmerk van het motorrijtuig
 Nummer van den motor
 Nummer van het chassis
 Nationale nummerplaat
 Naam, firma (straat en huisnummer) van den houder van het motorrijtuig of van de vaste inrichting waarbij het motorrijtuig behoort

Dit motorrijtuig is slechts vrijgesteld van de belastingen wegens het rijden met of het houden van motorrijtuigen in de grenszone van het andere land, indien het wordt gebruikt voor het vervoer van eigen producten of voor het vervoer ten eigen behoeve van den houder, met uitdrukkelijke uitsluiting van elk vervoer voor derden.

De bestuurder van het motorrijtuig moet in het bezit zijn van de onderwerpelijke kaart om onder het genot van vrijdom van belasting in de grenszone van het andere land te kunnen rijden. Hij is verplicht de kaart te vertoonen op elke vordering van de douane- of andere met het toezicht op de naleving der belastingwetten belaste ambtenaren, die hun dienstkleding dragen of hun kwaliteit op eenige andere wijze aantoonen, alsmede van de ambtenaren der politie, en om aan deze ambtenaren alle inlichtingen te verstrekken, die zij van hem zouden kunnen vragen.

Deze grenskaart is geldig gedurende één jaar, tenzij het motorrijtuig ophoudt te behooren bij de bovenbedoelde inrichting.

Te, den

Officieel stempel.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
 du Ministère des Affaires étrangères
 des Pays-Bas,*

A. M. Snouk Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4418. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS REGARDING THE TAXATION OF MOTOR VEHICLES.
SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 30TH, 1938.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Being desirous of regulating the taxation of motor vehicles, have decided to conclude a Convention for that purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Baron VAN HARINXMA THOE SLOOTEN, Netherlands Minister in Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Paul Henri SPAAK, His Minister for Foreign Affairs and External Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. GENERAL REGIME.

Article 1.

(1) Motor vehicles duly registered in the Netherlands which circulate temporarily in Belgian territory, and reciprocally motor vehicles duly registered in Belgium which circulate temporarily in Netherlands territory, shall be exempted, throughout the territory of the country visited, from all taxes or charges on the circulation or possession of motor vehicles, provided the said vehicles are used in the country concerned solely for the conveyance of passengers without hire or reward.

(2) Apart from the exceptions hereinafter stated, the present Convention therefore does not apply to vehicles used for the public transport of passengers for hire or reward or for the conveyance of goods.

Article 2.

Motor buses registered in the Netherlands or Belgium and employed on a public service in respect of which a regular concession or authorisation has been granted on either side of the frontier shall also be entitled to the exemption provided for in Article 1 of the present Convention.

Article 3.

Motor coaches registered in one of the two countries and conveying passengers for hire or reward in the other country shall there be exempted from the taxes or charges referred to in Article 1 in so far as the passengers in question were exclusively taken on board in the country of registration.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. TRANSPORT IN FRONTIER TRAFFIC.

Article 4.

(1) Motor vehicles duly registered in one of the two countries and employed by their owner for the conveyance of his own products or for transport for his own needs, to the exclusion of all transport of goods for third persons, shall be allowed to circulate in the frontier zone of the other country free of the taxes or charges levied on the circulation or possession of motor vehicles, provided that the owner resides in the frontier zone (Article 6) of the country where the vehicles are registered or possesses therein a fixed establishment to which the vehicles are attached.

(2) In order to benefit by the exemption referred to in paragraph (1) of the present Article, the driver of the vehicle must be furnished with a permit of the type annexed to the present Convention. This permit shall be issued by the competent authority of the country in which the vehicle is registered.

(3) The Finance Ministers of the High Contracting Parties shall inform each other of the authorities responsible for issuing the permits mentioned in paragraph (2) of the present Article.

Article 5.

(1) Vehicles registered in one of the two countries and used exclusively for the transport of Dutch or Belgian frontier workers going to their work or returning to their place of residence shall be exempted in the country where they are not registered from the taxes and charges mentioned in Article 1 of the present Convention.

(2) The same exemption shall be granted to motor ambulances, Red Cross vehicles or hearses registered in one of the two countries and temporarily circulating in the other.

Article 6.

(1) For the purpose of the present Convention, the territories included between the Netherlands-Belgian frontier and a theoretical line on either side at about ten kilometres in a straight line from that frontier shall be known as the "Netherlands frontier zone" and the "Belgian frontier zone" respectively.

(2) In cases where this theoretical line crosses a town or village, the whole town or village in question shall form part of the zone.

(3) The competent administrations of the High Contracting Parties shall draw up and communicate to each other a list of the communes situated in the frontier zones.

III. FINAL PROVISIONS.

Article 7.

(1) In order to claim the benefit of the exemptions provided for in the present Convention, motor vehicles of whatever kind must be furnished with the registration plate of their respective countries and carry the letters NL or the letter B indicating their nationality.

(2) It is understood that, subject to § 2 of Article 4, the driver of the vehicle is not obliged to possess any document in order to claim the benefit of the above-mentioned exemptions.

Article 8.

(1) It is understood that the exemptions stipulated in the present Convention do not apply to Customs duties, consumption taxes, tolls or other similar payments, or to taxes in respect of the execution of transport contracts.

(2) It is also understood that the present Convention does not exempt the beneficiaries from complying with the Customs regulations, and particularly from using the stipulated roads and presenting themselves at the Customs office nearest the frontier both on entering and leaving.

Article 9.

The competent Administrations of the High Contracting Parties shall enact all necessary measures to prevent abuses and ensure the strict application of the present Convention.

Article 10.

The present Convention only applies to the European territories of the High Contracting Parties.

Article 11.

(1) The present Convention is drafted in the Dutch and French languages, both texts being equally authentic.

It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

(2) The present Convention shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

(3) It may be denounced by either High Contracting Party for the end of any calendar quarter by notice given before the beginning of the said quarter.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Brussels, in duplicate, this 30th day of April, 1938.

(L. S.) VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

(L. S.) P. H. SPAAK.

ANNEX TO ARTICLE 4.

FRONTIER PERMIT FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY LORRY.

(Article 4 of the Netherlands-Belgian Convention concerning the Taxation of Motor Vehicles of April 30th, 1938.)

The lorry described below is attached to an establishment situated in the frontier zone (Article 6 of the above-mentioned Convention).

Make of vehicle
 Number of engine
 Number of chassis
 Distinctive national plate
 Name, firm, domicile (street and number) of the owner of the vehicle or of the permanent establishment to which it is attached

This vehicle is only exempted from the payment of the taxes and charges in respect of the circulation or possession of motor vehicles in the frontier zone of the other country when it is used for the transport of goods in which the owner deals, or for transport for the latter's personal needs, to the absolute exclusion of transport for third parties.

The driver of the vehicle must be furnished with the present permit in order to circulate in the frontier zone of the other State. He is obliged to produce this permit when called upon to do so by Customs or revenue officers wearing uniform or proving their capacity in any other way, and by police officers, and to supply the said officers with any information which the latter may request.

The present permit is valid for one year, unless the vehicle ceases to be attached to the above-mentioned establishment.

Place Date

Official stamp.

N° 4419.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET FINLANDE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la réduction réciproque de la taxe de visa des passeports. Londres, les 30 décembre 1937 et 14 février 1938.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND FINLAND**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Reduction of Visa Fees on Passports. London, December 30th, 1937, and February 14th, 1938.

No. 4419. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE FINNISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL REDUCTION OF VISA FEES ON PASSPORTS. LONDON, DECEMBER 30TH, 1937, AND FEBRUARY 14TH, 1938.

English official text communicated by the Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 18th, 1938.

I.

SOUTH AFRICA HOUSE.

Trafalgar Square,
LONDON, W.C.2, December 30th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the Union of South Africa desire to enter into an arrangement with the Finnish Government for the reciprocal reduction of Visa Fees in the following terms :

1. The fee for an ordinary visa, valid for one year within the validity of the travel document and for any number of journeys within that period, shall be 8s. South African currency or the approximate equivalent in Finnish currency ;

2. The fee for a transit visa, valid for one year within the validity of the travel document and for any number of journeys in transit within that period, shall be 10d. South African currency or the approximate equivalent in Finnish currency ;

3. The arrangement set out in the preceding paragraphs shall apply (a) to all visas granted on Finnish passports under the authority of His Majesty's Government in the Union of South Africa, (b) to all visas granted under the authority of the Finnish Government on passports of the Union of South Africa.

If the Finnish Government agree to the foregoing provisions, I have the honour to propose that the present Note and Your Excellency's reply in similar terms be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter, with effect from the date of your reply.

Accept, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

His Excellency
Mr. Georg Achates Gripenberg,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
for Finland.

(Signed) E. K. SCALLAN,
Political Secretary.

¹ Came into force February 14th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4419. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RÉDUCTION RÉCIPROQUE DE LA TAXE DE VISA DES PASSEPORTS. LONDRES, LES 30 DÉCEMBRE 1937 ET 14 FÉVRIER 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 août 1938.

I.

SOUTH AFRICA HOUSE.

Trafalgar Square,
LONDRES, W.C. 2, le 30 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-africaine désire conclure avec le Gouvernement finlandais un accord en vue de la réduction réciproque des droits de visa, aux conditions ci-après :

1. Le droit afférent à un visa ordinaire, valable pour un an dans les limites de la validité du titre de circulation et pour un nombre illimité de voyages au cours de la même période, sera de 8 shillings sud-africains ou leur équivalent approximatif en monnaie finlandaise ;

2. Le droit afférent à un visa de transit, valable pour une année dans les limites de la validité du titre de circulation et pour un nombre illimité de voyages en transit au cours de cette même période, sera de 10 pence en monnaie sud-africaine ou de l'équivalent approximatif en monnaie finlandaise.

3. Les dispositions énoncées aux paragraphes précédents s'appliqueront : a) à tout visa de passeports finlandais accordé au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-africaine, b) à tout visa de passeports de l'Union Sud-africaine accordé au nom du Gouvernement finlandais.

Au cas où le Gouvernement finlandais accepterait les conditions ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence dans les mêmes termes soient considérées comme l'expression officielle de l'accord conclu en la matière, la date de son entrée en vigueur étant celle de votre réponse.

Veuillez agréer, etc.

Son Excellence
Monsieur Georg Achates Gripenberg,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Finlande.

(Signé) E. K. SCALLAN,
Secrétaire politique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 14 février 1938.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

FINNISH LEGATION.

No. 512.

37, Smith Square, Westminster,

LONDON, S.W.1, *February 14th, 1938.*

SIR,

I have the honour to refer to your note of the 30th December, 1937, in which you were good enough to inform me that His Majesty's Government in the Union of South Africa desire to enter into an arrangement with the Finnish Government for the reciprocal reduction of Visa Fees in the following terms :

1. The fee for an ordinary visa, valid for one year within the validity of the travel document and for any number of journeys within that period, shall be 8s. South African currency or the approximate equivalent in Finnish currency ;

2. The fee for a transit visa, valid for one year within the validity of the travel document and for any number of journeys in transit within that period, shall be 10d. South African currency or the approximate equivalent in Finnish currency ;

3. The arrangement set out in the preceding paragraphs shall apply (*a*) to all visas granted on Finnish passports under the authority of His Majesty's Government in the Union of South Africa, (*b*) to all visas granted under the authority of the Finnish Government on passports of the Union of South Africa.

In reply I have the honour to inform you that the Finnish Government agree to the forgoing provisions and will regard the present note and your note under reply as placing on record the understanding arrived at in this matter, with effect from to-day.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

(Signed) G. A. GRIPENBERG,
Minister for Finland.

The Political Secretary
to His Excellency the High Commissioner
for the Union of South Africa.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

II.

LÉGATION FINLANDAISE.

N° 512.

37, Smith Square, Westminster,

LONDRES, S.W. 1, le 14 février 1938.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 30 décembre 1937 par laquelle vous avez bien voulu m'informer du désir du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-africaine de conclure avec le Gouvernement finlandais un accord en vue de la réduction réciproque des droits de visa aux conditions ci-après :

1. Le droit afférent à un visa ordinaire, valable pour un an dans les limites de la validité du titre de circulation et pour un nombre illimité de voyages au cours de la même période, sera de 8 shillings sud-africains ou leur équivalent approximatif en monnaie finlandaise ;

2. Le droit afférent à un visa de transit, valable pour une année dans les limites de la validité du titre de circulation et pour un nombre illimité de voyages en transit au cours de cette même période, sera de 10 pence en monnaie sud-africaine ou de l'équivalent approximatif en monnaie finlandaise.

3. Les dispositions énoncées aux paragraphes précédents s'appliqueront : *a)* à tout visa de passeports finlandais accordé au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-africaine, *b)* à tout visa de passeports de l'Union Sud-africaine accordé au nom du Gouvernement finlandais.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, en réponse, que le Gouvernement finlandais accepte les dispositions ci-dessus et considérera la présente note et votre propre note, à laquelle elle fait réponse, comme l'expression officielle de l'accord conclu en la matière, avec effet à dater de ce jour.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) G. A. GRIPENBERG,
Ministre de Finlande.

Monsieur le Secrétaire politique
de Son Excellence le Haut Commissaire
pour l'Union Sud-africaine.

BELGIQUE ET SUISSE

Echange de notes comportant un accord en vue de l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 13 mai 1874 entre les deux pays et de la Convention additionnelle à ce traité, du 11 septembre 1882. Bruxelles, les 13 et 14 mai 1938.

BELGIUM AND SWITZERLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of May 13th, 1874, between the Two Countries and of the Additional Convention to that Treaty of September 11th, 1882. Brussels, May 13th and 14th, 1938.

N° 4420. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET SUISSE COMPORTANT UN ACCORD EN VUE DE L'APPLICATION AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 13 MAI 1874 ENTRE LES DEUX PAYS ET DE LA CONVENTION ADDITIONNELLE A CE TRAITÉ, DU 11 SEPTEMBRE 1882. BRUXELLES, LES 13 ET 14 MAI 1938.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 août 1938.*

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^e Bureau.
N° 1578/IV/II.

BRUXELLES, le 13 mai 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges croit qu'il serait utile d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité² d'extradition entre la Belgique et la Suisse du 13 mai 1874 et la Convention³ additionnelle à ce traité du 11 septembre 1882.

Le Conseil fédéral estimant également que cette extension est désirable, la présente lettre et celle par laquelle la Légation de Suisse à Bruxelles voudra bien y répondre, constitueront la consécration officielle de l'accord intervenu entre les deux gouvernements sur les points suivants :

1° Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la Suisse du 13 mai 1874 et de la Convention additionnelle à ce traité du 11 septembre 1882 s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

¹ Entré en vigueur le 25 juillet 1938.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, volume I, page 197.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, volume IX, page 609.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4420. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF MAY 13TH, 1874, BETWEEN THE TWO COUNTRIES AND OF THE ADDITIONAL CONVENTION TO THAT TREATY OF SEPTEMBER 11TH, 1882. BRUSSELS, MAY 13TH AND 14TH, 1938.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 20th, 1938.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
GENERAL DIRECTORATE C.
3rd Bureau.
No. 1578/IV/II.

BRUSSELS, May 13th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of His Majesty the King of the Belgians is of opinion that it would be desirable to extend the application of the Extradition Treaty ³ between Belgium and Switzerland of May 13th, 1874, and the Additional Convention ⁴ relating thereto of September 11th, 1882, to the Belgian Congo and to the Ruanda-Urundi territories, in respect of which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations.

The Federal Council being of the same opinion in regard to the desirability of the extension of the said Treaty and Convention, the present letter and the prospective reply of the Swiss Legation in Brussels shall constitute the official embodiment of the Agreement reached between the two Governments on the following points :

(1) The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and Switzerland of May 13th, 1874, and of the Additional Convention relating thereto of September 11th, 1882, shall apply to the Belgian Congo and to the Ruanda-Urundi territories.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 25th, 1938.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 65, page 280.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 73, page 728.

2° La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique. Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 13 mai 1874 et la convention additionnelle à ce traité, à l'exception toutefois des cas urgents prévus à l'article 6 du traité ; dans ces derniers cas, l'arrestation du fugitif pourra être réclamée directement par le gouverneur général du Congo belge à Léopoldville au Département fédéral de Justice et Police à Berne et *vice versa*.

3° Pour l'application du Traité du 13 mai 1874 et de la Convention additionnelle à ce traité du 11 septembre 1882 ainsi que du présent accord, *a)* il faut entendre par nationaux belges les citoyens belges, et les sujets du Congo belge : sont assimilés aux nationaux belges, les sujets du Ruanda-Urundi ; *b)* seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de 5 ans de servitude pénale et comme délits, celles punissables de plus de 2 mois de servitude pénale.

4° Le délai de 3 semaines prévu à l'article 6 du Traité d'extradition belgo-suisse est porté à 3 mois.

5° Le présent accord entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 13 mai 1874 entre la Belgique et la Confédération suisse.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(s) P. H. SPAAK.

Son Excellence
Monsieur Maxime de Stoutz,
Ministre de Suisse,
à Bruxelles.

Pour copie conforme :

Le Directeur,
V. Godart.

II.

LÉGATION DE SUISSE
EN BELGIQUE.

N° XIV div. 2. 38-B/K.
ad N° 1578/ IV/ II.

BRUXELLES, le 14 mai 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Excellence, me faisant savoir que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges croit qu'il serait utile d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité d'extradition entre la Suisse et la Belgique du 13 mai 1874 et la Convention additionnelle à ce traité du 11 septembre 1882.

(2) Application for extradition of persons who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic channel in all cases in which provision is made for application in this form in the Extradition Treaty of May 13th, 1874, and the Additional Convention relating thereto, with the exception of the urgent cases for which Article 6 of the said Treaty provides, where direct application for the arrest of fugitives may be made by the Governor-General of the Belgian Congo at Leopoldville to the Federal Department of Justice and Police at Berne, and *vice versa*.

(3) For the purposes of the application of the Treaty of May 13th, 1874, and of the Additional Convention relating thereto of September 11th, 1882, and of the present Agreement, (a) the term "Belgian nationals" shall be deemed to mean Belgian citizens and subjects of the Belgian Congo, subjects of Ruanda-Urundi ranking as Belgian nationals, and (b) the term "crimes" shall be deemed to mean offences against the penal law of the Belgian Congo or of Ruanda-Urundi punishable by more than five years' hard labour (*servitude pénale*), and the term "misdemeanours" shall be deemed to mean offences punishable by more than two months' hard labour (*servitude pénale*).

(4) The time-limit of three weeks for which Article 6 of the Extradition Treaty between Belgium and Switzerland provides shall be extended to three months.

(5) The present Agreement shall come into force ten days after publication, in the manner by law provided in the countries of the two High Contracting Parties, and shall remain in force for the same period as the Extradition Treaty between Belgium and the Swiss Confederation of May 13th, 1874.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) P. H. SPAAK.

His Excellency
Monsieur Maxime de Stoutz,
Swiss Minister,
Brussels.

II.

SWISS LEGATION
IN BELGIUM.

No. XIV.div.2.38-B/K.
ad.No.1578/IV/II.

BRUSSELS, May 14th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have had the honour to receive Your Excellency's letter informing me that the Government of His Majesty the King of the Belgians is of opinion that it would be desirable to extend the application of the Extradition Treaty between Switzerland and Belgium of May 13th, 1874, and the Additional Convention relating thereto of September 11th, 1882, to the Belgian Congo and to the Ruanda-Urundi territories, in respect of which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations.

Le Conseil fédéral estimant également que cette extension est désirable, la lettre de Votre Excellence du 13 mai 1938 et ma réponse de ce jour constitueront la consécration officielle de l'accord intervenu entre les deux gouvernements sur les points suivants :

1^o Les dispositions du Traité d'extradition entre la Suisse et la Belgique du 13 mai 1874 et de la Convention additionnelle à ce traité du 11 septembre 1882 s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

2^o La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique. Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 13 mai 1874 et la convention additionnelle à ce traité à l'exception toutefois des cas urgents prévus à l'article 6 du traité ; dans ces derniers cas, l'arrestation du fugitif pourra être réclamée directement par le Département fédéral de Justice et Police à Berne au gouverneur général du Congo belge à Léopoldville et *vice versa*.

3^o Pour l'application du Traité du 13 mai 1874 et de la Convention additionnelle à ce traité du 11 septembre 1882, ainsi que du présent accord, *a*) il faut entendre par nationaux belges les citoyens belges et les sujets du Congo belge ; sont assimilés aux nationaux belges les sujets du Ruanda-Urundi ; *b*) seront considérées comme crimes les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de 5 ans de servitude pénale et comme délits celles punissables de plus de 2 mois de servitude pénale.

4^o Le délai de 3 semaines prévu à l'article 6 du Traité d'extradition belgo-suisse est porté à 3 mois.

5^o Le présent accord entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 13 mai 1874 entre la Confédération suisse et la Belgique.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse,

(s) M. DE STOUTZ.

Son Excellence

Monsieur Paul H. Spaak,

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

Pour copie conforme.

Le Directeur,

V. Godart.

The Federal Council being of the same opinion in regard to the desirability of the extension of the said Treaty and Convention, Your Excellency's letter of May 13th, 1938, and my reply of to-day's date shall constitute the official embodiment of the Agreement reached between the two Governments on the following points :

(1) The provisions of the Extradition Treaty between Switzerland and Belgium of May 13th, 1874, and of the Additional Convention relating thereto of September 11th, 1882, shall apply to the Belgian Congo and to the Ruanda-Urundi territories.

(2) Application for extradition of persons who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic channel in all cases in which provision is made for application in this form in the Extradition Treaty of May 13th, 1874, and the Additional Convention relating thereto, with the exception of the urgent cases for which Article 6 of the said Treaty provides, where direct application for the arrest of fugitives may be made by the Federal Department of Justice and Police at Berne to the Governor-General of the Belgian Congo at Leopoldville, and *vice versa*.

(3) For the purposes of the application of the Treaty of May 13th, 1874, and of the Additional Convention relating thereto of September 11th, 1882, and of the present Agreement, (a) the term "Belgian nationals" shall be deemed to mean Belgian citizens and subjects of the Belgian Congo, subjects of Ruanda-Urundi ranking as Belgian nationals, and (b) the term "crimes" shall be deemed to mean offences against the penal law of the Belgian Congo or of Ruanda-Urundi punishable by more than five years' hard labour (*servitude pénale*), and the term "misdemeanours" shall be deemed to mean offences punishable by more than two months' hard labour (*servitude pénale*).

(4) The time-limit of three weeks for which Article 6 of the Extradition Treaty between Belgium and Switzerland provides shall be extended to three months.

(5) The present Agreement shall come into force ten days after publication, in the manner by law provided in the countries of the two High Contracting Parties, and shall remain in force for the same period as the Extradition Treaty between the Swiss Confederation and Belgium of May 13th, 1874.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) M. DE STOUTZ,
Swiss Minister.

His Excellency
Monsieur Paul H. Spaak,
Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade,
Brussels.

N° 4421.

DANEMARK ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord en vue de l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu de certains bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne. Copenhague, les 15 décembre 1937 et 24 mars 1938.

DENMARK AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Exemption from Income Tax of Certain Profits arising from the Operation of Aerial Navigation. Copenhagen, December 15th, 1937, and March 24th, 1938.

N° 4421. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD EN VUE DE L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DE CERTAINS BÉNÉFICES PROVENANT DE L'EXPLOITATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE. COPENHAGUE, LES 15 DÉCEMBRE 1937 ET 24 MARS 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 août 1938.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
1515 B.

COPENHAGUE, le 15 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais, désirant conclure avec le Gouvernement danois un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne, propose que cet accord consiste en les dispositions suivantes :

I. Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'en vertu des lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu (loi du 19 décembre 1914, Bulletin des lois N° 563, les articles 12 littéra a, 16, 17 et 18 de la loi du 15 juillet 1929, Bulletin des lois N° 388), ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne exercée par des entreprises dont le siège de direction effective se trouve sur le territoire danois.

II. Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'en vertu de la loi néerlandaise concernant l'impôt sur les dividendes et sur les tantièmes (loi du 11 janvier 1918, Bulletin des lois N° 4) ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne exercée par des entreprises dont le siège de direction effective se trouve sur le territoire danois.

III. En vue des dispositions des paragraphes I et II, le Gouvernement danois déclare qu'en vertu de l'article 50 de la loi N° 149 du 10 avril 1922 et de l'article 47 de la loi N° 28

¹ Entré en vigueur le 24 mars 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4421. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE DANISH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX OF CERTAIN PROFITS ARISING FROM THE OPERATION OF AERIAL NAVIGATION. COPENHAGEN, DECEMBER 15TH, 1937, AND MARCH 24TH, 1938.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 24th, 1938.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

1515 B.

COPENHAGEN, *December 15th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Netherlands Government, desiring to conclude an Agreement with the Danish Government with a view to the reciprocal exemption from income tax of certain profits arising from the operation of aerial navigation, proposes that the said Agreement should consist of the following provisions :

I. The Netherlands Government hereby declares that, in virtue of the Netherlands Laws concerning income tax (Law of December 19th, 1914, Legislative Gazette No. 563, Articles 12, letter *a*, 16, 17 and 18 of the Law of July 15th, 1929, Legislative Gazette No. 388), the profits arising from air navigation operated by undertakings whose actual head office is situated on Danish territory are not taxable.

II. The Government of the Netherlands hereby declares that, in virtue of the Netherlands Law concerning the tax on dividends and directors' percentage of profit (Law of January 11th, 1918, Legislative Gazette No. 4), the profits arising from air navigation operated by undertakings whose actual head office is situated on Danish territory are not taxable.

III. In view of the provisions of paragraphs I and II, the Danish Government hereby declares that, in virtue of Article 50 of Law No. 149 of April 10th, 1922, and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 24th, 1938.

du 16 février 1937, les entreprises dont le siège de direction effective se trouve sur le territoire néerlandais seront exemptées de l'obligation d'acquitter l'impôt d'Etat et l'impôt communal sur les bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne.

IV. L'expression « exploitation de la navigation aérienne » signifie exploitation du transport par la voie des airs de personnes ou de marchandises.

V. Le présent accord entrera en vigueur immédiatement et peut être dénoncé par chacun des gouvernements contractants à n'importe quel moment avec un préavis de six mois.

J'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence conçue dans des termes similaires seront considérées comme constituant un accord formel à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

E. STAR BUSMANN.

Son Excellence
Monsieur le Dr P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères
à Copenhague.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ministère des Affaires étrangères.

Ø P I Journal N° 30.D.109.

COPENHAGUE, le 24 mars 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note N° 1515 B, en date du 15 décembre 1937, Monsieur Star Busmann a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement néerlandais désirant conclure avec le Gouvernement danois un accord en vue de l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu de certains bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne, propose que cet accord consiste en les dispositions suivantes :

I. Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'en vertu des lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu (loi du 19 décembre 1914, Bulletin des lois N° 563, les articles 12 littéra a, 16, 17 et 18 de la loi du 15 juillet 1929, Bulletin des lois N° 388), ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne exercée par des entreprises dont le siège de direction effective se trouve sur le territoire danois.

II. Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'en vertu de la loi néerlandaise concernant l'impôt sur les dividendes et sur les tantièmes (loi du 11 janvier 1918, Bulletin des lois N° 4), ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne exercée par des entreprises dont le siège de direction effective se trouve sur le territoire danois.

III. En vue des dispositions des paragraphes I et II, le Gouvernement danois déclare qu'en vertu de l'article 50 de la loi N° 149 du 10 avril 1922 et de l'article 47 de la loi N° 28 du 16 février 1937, les entreprises dont le siège de direction effective se trouve sur le territoire néerlandais seront exemptées de l'obligation d'acquitter l'impôt d'Etat et l'impôt communal sur les bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation aérienne.

Article 47 of Law No. 28 of February 16th, 1937, undertakings whose actual headquarters are situated on Netherlands territory shall be exempted from the obligation to pay the State tax and the communal tax on profits arising out of the operation of air navigation.

IV. The expression "operation of air navigation" shall be read to mean the carriage by air of persons or goods.

V. The present Agreement shall come into force immediately and may be denounced by either of the contracting Governments at any time, provided that six months' notice is given.

I have the honour to propose that the present note and Your Excellency's reply, framed in similar terms, should be regarded as constituting a formal Agreement in this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

E. STAR BUSMANN.

His Excellency Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Ø P I Journal No. 30.D.109.

COPENHAGEN, *March 24th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

By a note No. 1515 B, dated December 15th, 1937, Monsieur Star Busmann was good enough to inform me that the Netherlands Government, desiring to conclude an Agreement with the Danish Government with a view to the reciprocal exemption from income tax of certain profits arising from the operation of aerial navigation, proposes that the said Agreement should consist of the following provisions :

I. The Netherlands Government hereby declares that, in virtue of the Netherlands Laws concerning income tax (Law of December 19th, 1914, Legislative Gazette No. 563, Articles 12, letter *a*, 16, 17 and 18 of the Law of July 15th, 1929, Legislative Gazette No. 388), the profits arising from air navigation operated by undertakings whose actual head office is situated on Danish territory are not taxable.

II. The Government of the Netherlands hereby declares that, in virtue of the Netherlands Law concerning the tax on dividends and directors' percentage of profit (Law of January 11th, 1918, Legislative Gazette No. 4), the profits arising from air navigation operated by undertakings whose actual head office is situated on Danish territory are not taxable.

III. In view of the provisions of paragraphs I and II, the Danish Government hereby declares that, in virtue of Article 50 of Law No. 149 of April 10th, 1922, and Article 47 of Law No. 28 of February 16th, 1937, undertakings whose actual headquarters are situated on Netherlands territory shall be exempted from the obligation to pay the State tax and the communal tax on profits arising out of the operation of air navigation.

IV. L'expression « exploitation de la navigation aérienne » signifie exploitation du transport par la voie des airs de personnes ou de marchandises.

V. Le présent accord entrera en vigueur immédiatement et peut être dénoncé par chacun des gouvernements contractants à n'importe quel moment avec un préavis de six mois.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement danois accepte la proposition d'un accord dans les termes indiqués sous I—V, et considère la note de Monsieur Star Busmann et la présente note comme constituant, d'une manière formelle, l'accord conclu sur ce point entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre,
O. C. MOHR.

A Monsieur le Chevalier
H. W. G. M. Huyssen van Kattendyke,
Ministre des Pays-Bas.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

W. C. Beucker Andreae.

IV. The expression "operation of air navigation" shall be read to mean the carriage by air of persons or goods.

V. The present Agreement shall come into force immediately and may be denounced by either of the contracting Governments at any time, provided that six months' notice is given.

In reply, I have the honour to inform you that the Danish Government accepts the proposal for an Agreement in the terms indicated under I—V and regards the note of Monsieur Star Busmann and the present note as formally constituting an Agreement in this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

For the Minister:

O. C. MOHR.

Monsieur le Chevalier

H. W. G. M. Huyssen van Kattendyke,
Minister of the Netherlands.

N° 4422.

DANEMARK ET HAÏTI

Traité de commerce, et protocole final.
Signés à Paris, le 21 octobre 1937.

DENMARK AND HAITI

Treaty of Commerce, and Final Pro-
tocol. Signed at Paris, October
21st, 1937.

N° 4422. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ENTRE LE DANEMARK ET HAÏTI. SIGNÉ A PARIS, LE 21 OCTOBRE 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 août 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, également animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre le Danemark et Haïti, ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris, Monsieur Andreas OLDENBURG ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

Monsieur Yrech CHATELAIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Haïti à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, pour tous les droits, taxes ou impôts de quelque nature qu'ils soient, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir aux ressortissants, sociétés, marchandises ou navires de tout autre Etat, sera immédiatement et sans condition, étendu aux ressortissants, sociétés, marchandises ou navires de l'autre Partie.

Il est toutefois entendu que ledit traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas à la question de l'admission des sociétés sur le territoire de l'autre Partie, qui restera régie d'après les lois et prescriptions en vigueur dans ce pays.

Le droit de se livrer à la navigation au cabotage est également exclu des stipulations du présent article.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour la classification et l'interprétation des tarifs et pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 12 juillet 1938.
Entré en vigueur le 12 août 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4422. — TREATY ² OF COMMERCE BETWEEN DENMARK AND
HAITI. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 21ST, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations.
The registration of this Treaty took place August 25th, 1938.*

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, being equally desirous of promoting the development of commercial relations between Denmark and Haiti, have decided to conclude a Treaty of Commerce for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Monsieur Andreas OLDENBURG, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI :

Monsieur Yrech CHATELAIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Haiti in Paris ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The High Contracting Parties agree that in all matters concerning commerce, navigation and industry any privilege, favour or immunity whatsoever which one of them has already granted or may hereafter grant to the nationals, companies, goods or vessels of any other State in respect of all dues, charges or taxes whatsoever shall immediately and unconditionally be extended to the nationals, companies, goods or vessels of the other Party.

It is, however, understood that the said most-favoured-nation treatment shall not apply in the matter of the admission of companies to the territory of the other Party ; such question shall continue to be governed by the laws and regulations in force in that country.

The right to engage in the coasting trade is also excluded from the provisions of this Article.

Article II.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all accessory dues, the method of levying such duties and in respect of the classification and interpretation of tariffs and of any regulations, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subject.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, July 12th, 1938.
Came into force August 12th, 1938.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Parties contractantes, importés sur le territoire de l'autre, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article III.

En ce qui concerne l'importation de produits de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, il ne sera pas nécessaire en général de produire des certificats d'origine.

Si cependant l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de taxes plus élevées que les produits de l'autre Partie, ou si elle soumet les produits d'un tiers pays à des prohibitions d'importation ou à des restrictions auxquelles les produits de l'autre Partie ne sont pas soumis, elle peut, au besoin, faire dépendre de la production de certificats d'origine l'application des taxes réduites aux produits de l'autre Partie ou l'admission de ces produits à l'importation.

Les certificats d'origine seront délivrés au Danemark et en Haïti par les autorités et organisations compétentes. Le gouvernement du pays de destination pourra demander que les certificats soient légalisés par son représentant diplomatique ou consulaire. La légalisation aura lieu gratuitement.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement en tout ce qui concerne les certificats d'origine, les faveurs accordées à la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des consuls dans tous les ports et places de commerce de l'autre Partie dans lesquels sont ou seront admis des consuls d'un autre Etat quelconque.

Les consuls de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, exemptions et droits qui sont ou seront accordés aux consuls d'un autre Etat quelconque.

Article V.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas :

- a) Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontière avec les pays limitrophes ;
 - b) Aux engagements actuellement pris ou qui seraient pris à l'avenir par l'une des Parties contractantes, en vertu d'une union douanière ;
 - c) Aux avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés ;
 - d) Aux faveurs douanières ou autres que la République d'Haïti accorde ou accordera à la République Dominicaine, aussi longtemps que ces faveurs ne seront pas accordées à un autre pays ;
 - e) Au Groenland, où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois.
- Toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera aux produits originaires du Groenland à leur importation en Haïti, ainsi qu'aux produits originaires d'Haïti à leur importation au Groenland.

Accordingly, the natural or manufactured products of either of the Contracting Parties imported into the territory of the other Party shall in no case be liable in the above respects to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more burdensome, than those which are or may hereafter be imposed on products of the same character originating in any third country.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be liable in the same respects to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more burdensome, than those which are or may hereafter be imposed on products of the same character consigned to the territory of any other country.

All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be granted by one of the two Contracting Parties in respect of the matters aforesaid to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall immediately and without compensation be granted to products of the same character originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

Article III.

As a general rule, certificates of origin shall not be required in the case of imports of products of one of the Contracting Parties into the territory of the other.

Should, however, one of the Contracting Parties levy higher duties on the products of a third country than on the products of the other Party, or should it subject the products of another country to import prohibitions or restrictions to which the products of the other Party are not liable, it may, if necessary, make the application of the lower duties on the products of the other Party or the importation of such products dependent on the production of certificates of origin.

Certificates of origin shall be issued in Denmark and Haiti by the competent authorities and organisations. The Government of the country of destination may require the certificates to be legalised by its diplomatic or consular representative. No fee shall be charged for such legalisation.

The Contracting Parties shall accord each other the favours granted to the most-favoured nation in all matters concerning certificates of origin.

Article IV.

The Contracting Parties grant each other the right to appoint consuls in all ports and trading centres of the other Party in which consuls of any other State are or may hereafter be allowed to reside.

The consuls of each Contracting Party shall be entitled on the territory of the other Party to the same privileges, exemptions and rights which are or may hereafter be granted to the consuls of any other State.

Article V.

The provisions of the present Treaty shall not apply :

(a) To privileges which have been or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in respect of frontier traffic with adjoining countries ;

(b) To undertakings which have already been or may hereafter be contracted by one of the Contracting Parties in virtue of a Customs union ;

(c) To advantages which Denmark has granted or may hereafter grant to Norway or Sweden or to both these countries, so long as the said advantages are not granted to States other than those named above ;

(d) To Customs or other facilities which the Republic of Haiti has granted or may hereafter grant to the Dominican Republic, so long as such facilities are not granted to any other country ;

(e) To Greenland, in which country trade and navigation are reserved to the Danish State. Nevertheless, most-favoured-nation treatment shall be extended to products originating in Greenland imported into Haiti, and to products originating in Haiti imported into Greenland.

Article VI.

Tout différend entre les Parties contractantes sur le contenu, l'interprétation ou l'application du présent traité, qui n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique, sera porté, sur la demande de l'une des Parties, devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, qui en décidera suivant la procédure sommaire mentionnée à l'article 29 du Statut¹ de la Cour, à moins que les Parties contractantes ne soient d'accord pour appliquer la procédure ordinaire prévue au chapitre III du Statut de ladite Cour permanente.

Article VII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et ne pourra être dénoncé qu'après un avis préalable de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 21 octobre 1937.

(Sceau) (Signé) A. OLDENBURG.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 13 août 1938.

(Sceau) (Signé) Yrech CHATELAIN.

Axel Heils,

Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

PROTOCOLE FINAL

Les soussignés réunis en date d'aujourd'hui afin de signer le traité de commerce ci-contre, sont convenus de ce qui suit :

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit traité ne pourront pas, de la part d'Haïti, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole final et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 21 octobre 1937.

(Sceau) (Signé) A. OLDENBURG.

(Sceau) (Signé) Yrech CHATELAIN.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; et vol. CLXXXIX, page 452, de ce recueil.

Article VI.

Disputes between the Contracting Parties with regard to the text, interpretation or application of the present Treaty, which cannot be settled through the diplomatic channel, shall, at the request of either of the Parties, be brought before the Permanent Court of International Justice at The Hague, which shall decide the matter in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute¹ of the Court, unless the Contracting Parties agree to apply the ordinary procedure provided for in Chapter III of the Statute of the Permanent Court.

Article VII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Paris at the earliest possible date.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and may only be denounced subject to six months' notice being given.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate, this 21st day of October, 1937.

(Seal) (Signed) A. OLDENBURG.

(Seal) (Signed) Yrech CHATELAIN.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned, this day assembled for the purpose of signing the attached Commercial Treaty, have agreed as follows :

In view of the relations between Denmark and Iceland, established under the Act of Union of November 30th, 1918, it is understood that the provisions of the said Treaty may not be invoked by Haiti for the purpose of claiming any such special advantages as Denmark has granted or may in future grant to Iceland.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Final Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate, this 21st day of October, 1937.

(Seal) (Signed) A. OLDENBURG.

(Seal) (Signed) Yrech CHATELAIN.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXII, page 388 ; Vol. CLXXVII, page 382 ; Vol. CLXXXI, page 346 ; Vol. CLXXXV, page 370 ; and Vol. CLXXXIX, page 452, of this Series.

N° 4423.

IRAK ET IRAN

Traité de frontière, et protocole.
Signés à Téhéran, le 4 juillet 1937.

IRAQ AND IRAN

Boundary Treaty, and Protocol.
Signed at Teheran, July 4th, 1937.

N° 4423. — TRAITÉ¹ DE FRONTIÈRE ENTRE LE ROYAUME DE L'IRAK ET L'EMPIRE DE L'IRAN. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 4 JUILLET 1937.

Textes officiels arabe, persan et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de l'Irak. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 29 août 1938.

Arabic, Persian and French official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Iraq. The registration of this Treaty took place August 29th, 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK, d'une part,
et

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN, d'autre part,

Animés du désir sincère de consolider les liens d'amitié fraternelle et de bonne entente entre les deux Etats, et de mettre fin définitivement à la question de la frontière entre leurs deux Etats ont décidé de conclure le présent traité et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Son Excellence Monsieur le Docteur NADJI-AL-ASIL, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN :

Son Excellence Monsieur Enayatollah SAMIY, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les documents suivants à l'exception de la modification prévue à l'article 2 du présent traité sont considérés valables et qu'elles sont tenues de les observer :

a) Le Protocole relatif à la délimitation turco-persane signé à Constantinople le 4 novembre 1913.

b) Les procès-verbaux des séances de la Commission de délimitation de la frontière de 1914.

Vu les dispositions du présent article et sauf ce qui est prévu à l'article qui suit la ligne frontière entre les deux Etats est telle qu'elle est définie et tracée par la susdite commission.

Article 2.

La ligne frontière arrivée à la pointe la plus avancée de l'île de Choteit (approximativement latitude 30° 17' 25" nord, longitude 48° 19' 28" est) rejoint en ligne perpendiculaire de la limite des eaux basses le *thalweg* du Chatt-el-Arab qu'elle suit jusqu'à un point situé en face de la jetée actuelle N° 1 d'Abadan (approximativement latitude 30° 20' 8,4" nord, longitude 48° 16' 13" est). De ce point la ligne frontière reprend le niveau des eaux basses et suit le tracé de la frontière tel qu'il est décrit par les procès-verbaux de 1914.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 20 juin 1938.

¹ The exchange of ratifications took place at Baghdad, June 20th, 1938.

Article 3.

Aussitôt après la signature du présent traité les Hautes Parties contractantes désigneront une commission aux fins d'ériger les bornes frontières dont l'emplacement a été fixé par la commission mentionnée dans le paragraphe *b)* de l'article premier du présent traité et de fixer de nouvelles bornes qu'elle jugera utile d'ériger.

La composition de la commission et le programme de ses travaux seront fixés par arrangement spécial entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 4.

Les dispositions qui suivent seront applicables au Chatt-el-Arab à partir du point où la ligne frontière terrestre des deux Etats descend dans ledit fleuve jusqu'à la haute mer :

a) Le Chatt-el-Arab restera ouvert d'une façon égale aux navires de commerce de tous les pays. Toutes redevances perçues auront le caractère de rétributions et seront destinées exclusivement à couvrir d'une manière équitable les frais d'entretien, de la navigabilité ou d'amélioration de la voie navigable et de l'accès du Chatt-el-Arab du côté de la mer, ou à subvenir à des dépenses faites dans l'intérêt de la navigation. Lesdites redevances seront calculées sur la base du tonnage officiel des navires ou de leur flottaison ou des deux simultanément.

b) Le Chatt-el-Arab restera ouvert au passage des bâtiments de guerre et des autres navires des deux Hautes Parties contractantes non affectés au commerce.

c) Le fait que dans le Chatt-el-Arab la ligne frontière suit tantôt la limite des eaux basses et tantôt le *thalweg* ou le *medium filum aquæ*, ne préjudicie en rien au droit d'usage des deux Hautes Parties contractantes dans tout le cours du fleuve.

Article 5.

Les deux Hautes Parties contractantes ayant un intérêt commun dans la navigation du Chatt-el-Arab tel qu'il est défini à l'article 4 du présent traité, s'engagent à conclure une convention relative à l'entretien et à l'amélioration de la voie navigable, au dragage, au pilotage, aux redevances à percevoir, aux mesures sanitaires, aux mesures à prendre en vue de prévenir la contrebande, ainsi qu'à toutes autres questions concernant la navigation dans le Chatt-el-Arab tel qu'il est défini à l'article 4 du présent traité.

Article 6.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bagdad aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur à dater du jour où cet échange aura lieu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité.

Fait à Téhéran dans les langues arabe, persane et française ; le texte français faisant foi en cas de divergence.

Le quatre juillet mil neuf cent trente-sept.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature du Traité relatif à la délimitation des frontières entre l'Irak et l'Iran, les deux Hautes Parties contractantes ont convenu de ce qui suit :

I.

Les coordonnées géographiques désignées d'une manière approximative dans l'article 2 du traité susmentionné seront définitivement fixées par une commission d'experts composée d'un nombre égal de membres nommés par chacune des Hautes Parties contractantes.

Les coordonnées géographiques ainsi définitivement déterminées dans les limites fixées à l'article susmentionné seront consignées dans un procès-verbal qui, après avoir été signé par les membres de la susdite commission, fera partie intégrante du Traité des frontières.

II.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure la convention prévue à l'article 5 du traité dans le courant d'une année à partir de l'entrée en vigueur du traité.

Si, malgré la diligence prodiguée par elles, cette convention ne venait pas à être conclue dans le courant de l'année, ce délai pourra être prolongé par accord commun des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement impérial de l'Iran consent à ce que, pendant le délai d'un an mentionné au premier alinéa du présent article et pendant la prolongation de ce délai, si cette prolongation venait à avoir lieu, le Gouvernement royal de l'Irak se charge sur les bases actuellement en vigueur, de toutes les questions devant être réglées par cette convention. Le Gouvernement royal de l'Irak tiendra, par des communications semestrielles, le Gouvernement impérial de l'Iran au courant des travaux exécutés, des redevances perçues, des dépenses faites et de toutes autres mesures entreprises.

III.

L'autorisation accordée par l'une des Hautes Parties contractantes à un bâtiment de guerre ou autre bâtiment de service public non affecté au commerce appartenant à un Etat tiers, à entrer dans des ports appartenant à cette Haute Partie contractante et situés sur le Chatt-el-Arab sera considérée comme ayant été donnée par l'autre Haute Partie contractante pour que ce bâtiment puisse faire usage de ses eaux lors de la traversée du Chatt-el-Arab.

Toutefois, celle des deux Hautes Parties contractantes qui aura donné une telle autorisation devra, immédiatement, en informer l'autre.

IV.

Il est bien entendu que, sous réserve des droits de l'Iran dans le Chatt-el-Arab, rien dans ce traité ne préjudicie aux droits de l'Irak et à ses obligations contractées vis-à-vis du Gouvernement britannique concernant le Chatt-el-Arab conformément à l'article 4 du Traité¹ daté du 30 juin 1930, et au paragraphe 7 de son annexe, signée à la même date.

V.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que le traité relatif à la délimitation des frontières dont il fera, comme annexe, partie intégrante. Il entrera en vigueur en même temps que ce traité.

Le présent protocole est rédigé en arabe, en persan et en français. En cas de divergence le texte français fera foi.

Fait à Téhéran, en double exemplaire, le quatre juillet mil neuf cent trente-sept.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

Authenticated copy :
Baghdad, 15th August, 1938.
Sabih Nejib,
for Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CXXXII, page 363, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXII, page 363, of this Series.

N° 4423.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

عهد نامه سرحدی

بین

کشور بادشاهی عراق

و

کشور شاهنشاهی ایران

اعلیحضرت بادشاه عراق از یکطرف

و

اعلیحضرت همایون شاهنشاه ایران از طرف
دیگر

نظر بمبلی که که در تحکیم علائق مودت
برادرانه و حسن موافقت بین دو کشور دارند
و برای اینکه بطور قطع خاتمه بمسئله سرحدی
بین مملکتین بدهند تصمیم به انعقاد این
عهدنامه نموده و برای این منظور اختیار داران
خود را بقرار ذیل معین نمودند .

N° 4423.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

معاهدة الحدود

بین

مملکت العراق

و

امبراطورية ایران

صاحب الجلالة ملك العراق من جهة

و

صاحب الجلالة الامبراطورية شاهنشاه ایران
من جهة اخرى

بناءً على رغبتها في توثيق عرى الصداقة
الاخوية و حسن التفاهم بين الدولتين و بغية وضع
حد بصورة نهائية لقضية الحدود بين دولتيهما
قد قررا عقد هذه المعاهدة و عينا عنها مندوبين
مفوضين لهذا الغرض : -

صاحب الجلالة ملك العراق :
 صاحب المعالي الدكتور ناجي الاصيل وزير
 خارجية الدولة العراقية الملكية .

اعليحضرت بادشاه عراق
 جناب آقاي دكتور ناجي الاصيل وزير امور
 خارجه عراق .

وصاحب الجلالة الامبراطورية شاهنشاه ايران:
 صاحب المعالي عناية الله سميعي وزير خارجية
 الدولة الابراية الامبراطورية .

اعليحضرت همايون شاهنشاه ايران
 جناب آقاي عنايت الله سميعي وزير امور
 خارجه ايران .

اللذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهما
 فوجداها صحيحة اتفقا على ما يأتي : —

مشار اليهابس از مبادله اختيارنامه هاي خود كه
 در كمال صحت و اعتبار بود در مراتب ذيل موافقت
 نمودند .

(ماده ١)

المادة الاولى

طرفين معظمتين متعاهدين . وافقت دارند كه
 اسناد ذيل باستثناي اصلاحي كه در ماده (٢)
 اين عهدنامه بيني كرديده داراي اعتبار
 ميباشد و طرفين موظف به مراعات آنها ميباشند .

بوافق الفريقان الساميان المتعاهدان على اعتبار
 الوثائق التالية باستثناء التعديل الوارد في المادة
 الثانية من هذه للعاهدة و وثائق مشروعة وعلى
 انها ملزمان بمراعاتها :

(ا) « البروتوكول للتعلق بتحديد الحدود
 التركية الايرانية وللوقع عليه في الاسانة
 بتاريخ ٤ تشرين الثاني ١٩١٣ . »

الف — بروتكل راجع به تحديد حدود
 تركيه و ايران كه در ٤ نوامبر ١٩١٣ در
 اسلامبول بامضاء رسيده است .

(ب) « محاضر جلسات لجنة تحديد الحدود
لسنة ١٩١٤ . »
ب — صورت مجلس هاي جلسات كيسيون
تحديد حدود سرحدي ١٩١٤ .

ونظراً الى احكام هذه المادة وما عدا ما هو وارد
في المادة التالية يكون خط الحدود بين الدولتين
عين الخط الذي تم تعيينه وتخطيطه من قبل
اللجنة المذكورة اعلاه .
نظر به مقررات اين ماده وباستثنای آنچه كه
در ماده ذيل بيش بيني كرديده خط سرحدي
بين دو کشور بقراري است كه از طرف
كيسيون مزبور تعيين وترسيم شده است .

المادة الثانية

(ماده ٢)

ان خط الحدود عند ملتقاه بمنتهى النقطة
الكائنة في جزيرة شريط (في الدرجة ٣٠
والدقيقة ١٧ والذنية ٢٥ من العرض الشمالي
والدرجة ٤٨ والدقيقة ١٩ والثانية ٢٨ من الطول
الشرقي على وجه التقريب) يعود فيتصل على
خط ممتد عمودياً من خط انخفاض المياه بتالوك
شط العرب ويتبعه حتى نقطة كائنة امام الاسكلة
الحالية رقم ١ في عبادان (في الدرجة ٣٠
والدقيقة ٢٠ والثانية ٨ر٤ من العرض الشمالي
والدرجة ٤٨ والدقيقة ١٦ والذنية ١٣ من
خط سرحدي به جلوترين نقطه جزيره
شريط (تقريباً در ٣٠ جه و ١٧ قه و ٢٥ نيه
از عرض شمالي ودر ٤٨ جه و ١٩ قه و ٢٨ نيه
طول شرقي) رسيده بطور عمود از حد آبهاي
جزري بتالوك شط العرب ملحق ميشود و تا
نقطه واقعه در مقابل اسكله فعلي نمره (١)
آبادان (تقريباً در ٣٠ جه و ٢٠ قه و ٨ / ٤ نيه
عرض شمالي و ٤٨ جه و ١٦ قه و ١٣ نيه
طول شرقي) آرا تعقيب مينمايد . از اين نقطه
مجدداً خط سرحدي بسطح آبهاي جزري متصل

شده و خط سرحدی را بطوریکه در صورت
مجالس ۱۹۱۴ توصیف گردیده است یروی
میناید .

(ماده ۳)

بمحض امضاء این عهدنامه طرفین متعاهدین
معظمین کیسیون برای نصب علائم سرحدی که
محل آنها از طرف کیسیون مذکور در بند
(ب) ماده اول این عهدنامه تعیین گردیده
تشکیل میدهند و علائم جدیدی را که لازم
بدانند نصب خواهند کرد

ترکیب کیسیون و بروکرام کارهای آن
بوسیله موافقت مخصوصی بین طرفین متعاهدین
تعیین خواهد گردید .

(ماده ۴)

از نقطه که حدود ارضی دولتین به شط
العرب میرسد تادریا مقررات ذیل نسبت به
شط العرب اجرا خواهد گردید .

الطول الشرقي على وجه التقريب) . ومن هذه
النقطة يعود خط الحدود فيسير مع مستوى
المياه المنخفضة متبعاً تخطيط الحدود الموصوف
في محاضر جلسات السنة ۱۹۱۴ .

المادة الثالثة

يقوم الفريقان السامبال المتعاهدان توأ بعد
التوقيع على هذه المعاهدة بتأليف لجنة لاجل
نصب دعام الحدود التي كانت قد عينت اماكنها
اللجنة المذكورة في الفقرة (ب) من المادة
الاولى من هذه المعاهدة وتعين دعام جديدة بما
ترى فائدة في نصبه .

وتعين تشكيلات اللجنة ومنهاج اعمالها
بترتيب خاص يجري بين الفريقين السامبين
المعادين .

المادة الرابعة

تطبق الاحكام التالية على شط العرب ابتداءً
من النقطة التي تنزل فيها الحدود البرية بين
الدولتين الى النهر المذكور حتى عرض البحر :-

الف - شط العرب بطور متساوي براي كشتي هاي تجارتي كليه كشورها باز خواهد بود كليه عوارض مأخوذه جنبه حق الزحمه راداشته ومنحصراً بطور عادلانه بمصارف نگاهداري وقابل كشتي راني بودن يا بهودي راه كشتي راني ومدخل شط از طرف دريا تخصيص داده خواهد شد ويا بمصارفي كه مفيد براي كشتي راني است خواهد رسيد عوارض مذكوره بر اساس ظرفيت رسمي كشتي ها ويا آب خوري ويا تواما هر دو حساب خواهد شد .

ب - شط العرب براي عبور نا وهاي جنگي وكشتي هاي ديكر طرفين كه براي تجارت اختصاص ندارند باز خواهد بود .

ت - اين موضوع كه در شط العرب خط مرحدى كاهي حد آبهاي جزري وكاهي تالوك ويا وسط الميه را تعقيب مينمايد بهيجوجه بحق استفاده طرفين متعاهدين در تمام مجراى شط صدمه وارد نياورد .

(أ) يبق شط العرب مفتوحاً بالمساواة للسفن التجارية العائدة لجميع البلدان وتكون جميع الموانئ المجابة من قبيل اجور للخدمات المؤداة وتخصص فقط لتسييد - بصورة عادلة - كلفة صيانة او تحسين طريق الملاحة ومدخل شط العرب من جهة البحر ولتدارك النفقات المتكبدة لصالح الملاحة . وتقدر العوائد المذكورة على اساس الحمولة الرسمية للسفن او مقدار انقطاعها او على كليهما معاً .

(ب) يكون شط العرب مفتوحاً لمرور السفن الحربية والسفن الاخرى المستخدمة في مصالح حكومية غير تجارية والعائدة للفريقين السامين المتعاقدين .

(ج) ان هذه الحالة اي اتباع خط الحدود في شط العرب مرة الميه المنخفضة وتارة التالوك او وسط الميه مما لا يؤثر على حق استفادة الطرفين المتعاقدين بوجه ما في الشط كله .

المادة الخامسة

لما كان للفريقين الساميين المواقدين مصلحة مشتركة في الملاحة في شط العرب كما هو معرف في المادة الرابعة من هذه المعاهدة فانها يتعهدان بعقد اتفاقية بشأن صيانة وتحسين طريق الملاحة وبشأن اعمال الحفر ودلالة السفن واستيفاء الاجور والعوائد والتدابير الصحية والتدابير اللازمة الاخرى في سبيل منع التهريب وكذلك بشأن كافة الامور المتعلقة بالملاحة في شط العرب كما هو معرف في المادة الرابعة من هذه المعاهدة.

(ماده ٥)

نظر باينکه طرفين متعاهدين بطوریکه در ماده (٤) این عهدنامه تصریح گردیده منافع مشترکه در کشتی رانی شط العرب دارند متعهد میشوند قراردادى راجع به نگاهدارى و بهبودى راه کشتی رانی و حفارى و راهنایى و عوارضى که باید اخذ بشود و تدابير صحى و اقداماتی که باید برای جلوگیری از قاجاق بشود و همچنین کلیه مسائل راجعه به بحریائی در شط العرب منعقد سازند بطوریکه در ماده (٤) این عهدنامه تصریح گردیده است .

المادة السادسة

تبرم هذه المعاهدة ويتم تبادل وثائق الابرار في بغداد باسرع ما يمكن وتصبح نافذة من تاريخ تبادل الوثائق المذكورة .

(ماده ٦)

این عهدنامه بتصویب رسیده و اسناد تصویب در بغداد در اسرع اوقات ممکنه مبادله خواهد شد .

واقراراً بما تقدم فقد وقع المندوبان المفوضان
المذكوران اعلاه على هذه المعاهدة .
عهدنامه مزبور از روز مبادله اسناد تصویب
بموقع اجرا گذارده خواهد شد .

بناءً علیهذا نمایندگان طرفین متعاهدین این
عهدنامه را امضاء نمودند .

کتب فی طهران باللغات العربیة والفارسیة
والافرنسیة . وعند وجود اختلاف یکون
در طهران بزبان عربی فارسی و فرانسه
تحریر یافت و در صورت بروز اختلاف متن
النص الافرنسی هو النص المعول علیه .
فرانسه معتبر می باشد .

بتاریخ سیزدهم تیرماه ۱۳۱۶ .

فی ۴ تموز سنة ۱۹۲۷

نامبی الاصل

سمعی

نامبی الاصل

سمعی

برونوکول

ان الفريقين السامين المتعاقدين حين قيامها
بالتوقيع على معاهدة الحدود بين العراق وایران
متفقان على ما يلي : —

۱ - لاجل تثبيت المقاييس الجغرافية المذكورة
على وجه التقريب في المادة الثانية من المعاهدة
الآنفة الذكر بصورة نهائية تؤلف لجنة خاصة
من خبراء يعين كل من الفريقين السامين
المتعاقدين عدداً متساوياً منهم وتقوم اللجنة المشار
اليها بتثبيت المقاييس المذكورة ضمن الحدود
المعينة في تلك المادة وتدون نتائج التثبيت بمحضر
يكون بعد ان يوقع عليه اعضاء اللجنة المشار
اليها جزءاً لا يتجزأ من المعاهدة .

برونکل

در حين امضاء عهدنامه راجع به تحديد
حدود بين ايران وعراق طرفين متعاقدين
معظمين نسبت به مراتب ذیل توافق حاصل
نمودند :

۱ - خطوط طول وعرض جغرافياي که در
ماده دوم عهدنامه فوق الذکر تقريبي معين شده
است بوسیله کمیسیون فنی که مرکب از اعضاء
متساوی العده طرفين متعاقدين خواهد بود
بنحو قطعی معلوم میگردد .

خطوط طول وعرض جغرافياي که بدین
طریق و در حدود ماده مزبوره فوق بطور
قطعی معين گردیده در يك صورت جلسه
قيد و صورت جلسه مزبور پس از امضاء اعضاء
کمیسیون فوق الذکر جزء لا يتجزأ عهدنامه
تحدید حدود خواهد بود .

۲ - طرفین متعاهدین معظمین تعهد میکنند که در ظرف یکسال از تاریخ اجرای عهدنامه قرار دادی را که بموجب ماده (۵) آن پیش بینی شده است منعقد سازند .

هرگاه با وجود بذل مساعی طرفین قرارداد مذکور در ظرف مدت یکسال بامضاء نرسید طرفین میتوانند این مدت را با موافقت یکدیگر تمدید نمایند .

در ظرف مدت یکسال مذکور در قسمت اول این ماده و همچنین در ظرف مدتی که تمدید بعمل میآید (اگر تمدید بعمل بیآید) دولت پادشاهی عراق اجرای تمام مسائل مربوط به قرار داد مزبور را بر اساسیکه فعلاً معمول است بعهده خواهد گرفت و دولت شاهنشاهی ایران را هر ششماه یکمرتبه در جریان کارهاییکه انجام یافته و در جویهیکه گرفته شده و مخارجیکه بعمل آمده و هر نوع اقدام دیگریکه مجری شده باشد خواهد گذاشت .

۲ - يتعهد الفريقان الساميان المتعاقدان بعقد الاتفاقية المنصوص عليها في المادة الخامسة من المعاهدة في بحر سنة واحدة من تاريخ تنفيذ المعاهدة .

فإذا لم يكن في الامكان فقد هذه الاتفاقية في خلال السنة وذلك بالرغم عن الجهود المبذولة من قبلها يجوز عندئذ تمديد المدة المذكورة باتفاق مشترك بين الفريقين الساميين المتعاقدين .

توافق الحكومة الإيرانية الامبراطورية على انه في خلال مدة السنة المنصوص عليها في الفقرة الاولى من هذه المادة وفي خلال تمديد هذه المدة - في حالة ما اذا جرى التمديد المذكور - تأخذ حكومة العراق على عاتقها وفق الاسس الحالية المرعية امر القيام بكافة الامور التي ستعالجها الاتفاقية للذكورة . وتقوم الحكومة الملكية العراقية باطلاع الحكومة الإيرانية الامبراطورية مرة في كل ستة اشهر على الاعمال المنجزة والعوائد المحيطة والنفقات المتكبدة وعلى جميع التدابير الاخرى المتخذة .

۳ - هرگاه یکی از طرفین متعاهدین معظمین یک ناو جنگی یا ناوهای دیگر دولتی که اختصاص به تجارت نیافته و متعلق به دولت ثالثی باشد اجازه دهد تا به بنادر خود واقع در شط العرب وارد گردد اجازه مزبور بمنزله آن خواهد بود که از ناحیه طرف دیگر صادر شده باشد تا ناوهای مذکور بتوانند برای عبور از آبهای متعلق به طرف اخیر الذکر استفاده نمایند با این حال طرفیکه چنین اجازه صادر میکند باید فوراً طرف دیگر را مطلع سازد.

۴ - بدیهی است که بشرط رعایت حقوق ایران در شط العرب هیچیک از مقررات این عهدنامه بحقوق و وظائفیکه دولت عراق بموجب ماده (۴) عهدنامه ۳۰ ژوئن ۱۹۳۰ و فقره هفتم رد تکل منظمه آن مورخ بهمان تاریخ

۳ - ان الاجازة التي يمنحها احد الفريقين الساميين المتعاقدين لاحدى السفن الحربية او لاحدى السفن الاخرى الحكومية غير المستخدمة في مقاصد تجارية العائدة لدولة ثالثة لاجل الدخول في احدى اللوانى العائدة الى ذلك الفريق السامي المتعاقد والواقعة في شط العرب تعتبر اجازة منحت من قبل الفريق السامي المتعاقد الآخر وذلك لكي تتمكن السفينة المذكورة من استعمال المياه العائدة له في شط العرب عند مرورها منه .

منع ذلك عندما يمنح احد الفريقين الساميين المتعاقدين اجازة من هذا القبيل عليه ان يخبر بذلك الفريق السامي الآخر فوراً .

۴ - مع الاحتفاظ بما لايران من حقوق في شط العرب فمن المفهوم انه ليس في المعاهدة البحوث عنها ما يخل بحقوق العراق وواجباته وفق التعهدات التي قطعها للحكومة البريطانية فيما يخص شط العرب عملاً بالمادة الرابعة من

المعاهدة المؤرخة في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠
وبالفقرة السابعة من ملحقها الموقع عليه بنفس
التاريخ .

ست به شط العرب در . قابل دولت انگلیس
دارد خللی وارد نخواهد آورد .

٥ - یرم هذا البروتوكول في نفس الوقت
الذي تبرم فيه معاهدة الحدود ويكون ملحقاً
بها وجزءاً لا يتجزأ منها ويدخل في حيز التنفيذ
مع المعاهدة في وقت واحد .

٥ - بروتکل حاضر در همان موقعی که
عهدنامه راجع به تحدید حدود بتصویت میرسد
تصویت خواهد شد وماتند ضمیمه جزء لا
یتجزای عهدنامه مزبور خواهد بود وباخود
عهدنامه بموقع اجراء در خواهد آمد .

كتب هذا البروتوكول باللغات العربية
والفارسية والفرنسية وعند وجود اختلاف
يكون النص الفرنسي هو النص المعول عليه .

بروتکل حاضر بفارسی و عربی و فرانسه
تحریر یافته و در موقع بروز اختلاف متن
فرانسه معتبر خواهد بود .

كتب في طهران بنسختين في اليوم الرابع
من شهر تموز سنة الف وتسعمائة وسبع وثلاثين
ميلادية .

در طهران در دو نسخه بتاريخ سیزدهم
تیرماه ۱۳۱۶ تحریر یافت .

نامی الاصل

سبعی

نامی الاصل

سبعی

Authenticated copy :
Baghdad, 15th August, 1938.
Sabih Nejib,
for Minister for Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4423. — BOUNDARY TREATY BETWEEN THE KINGDOM OF IRAK AND THE EMPIRE OF IRAN. SIGNED AT TEHERAN, JULY 4TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ, of the one part,
and

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN, of the other part,

Sincerely desirous of strengthening the bonds of brotherly friendship and good understanding between the two States, and of settling definitively the question of the frontier between their two States, have decided to conclude the present Treaty and have to that end appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

His Excellency Dr. NADJI-AL-ASIL, Minister for Foreign Affairs ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN :

His Excellency Monsieur Enayatollah SAMIV, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties are agreed that, subject to the amendment for which Article 2 of the present Treaty provides, the following documents shall be deemed valid and binding, that is to say :

- (a) The Turco-Persian Delimitation Protocol signed at Constantinople, November 4th, 1913 ;
- (b) The Minutes of the meetings of the 1914 Frontier Delimitation Commission.

In virtue of the present Article, the frontier between the two States shall be as defined and traced by the Commission aforesaid, save in so far as otherwise provided in Article 2 hereinafter following.

Article 2.

At the extreme point of the island of Choteit (being approximately latitude 30°17'25" North, longitude 48°19'28" East), the frontier shall run perpendicularly from low water mark to the thalweg of the Shatt-el-Arab, and shall follow the same as far as a point opposite the present Jetty No. 1 at Abadan (being approximately latitude 30°20'8.4" North, longitude 48°16'13" East). From this point, it shall return to low water mark, and follow the frontier line indicated in the 1914 Minutes.

Article 3.

Upon the signature of the present Treaty, the High Contracting Parties shall appoint forthwith a commission to erect frontier marks at the points determined by the commission to which Article 1, paragraph (b), of the present Treaty relates, and to erect such further marks as it shall deem desirable.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The composition of the commission and its programme of work shall be determined by special arrangement between the two High Contracting Parties.

Article 4.

The provisions hereinafter following shall apply to the Shatt-el-Arab from the point at which the land frontier of the two States enters the said river to the high seas :

(a) The Shatt-el-Arab shall remain open on equal terms to the trading vessels of all countries. All dues levied shall be in the nature of payments for services rendered and shall be devoted exclusively to meeting in equitable manner the cost of upkeep, maintenance of navigability or improvement of the navigable channel and the approach to the Shatt-el-Arab from the sea, or to expenditure incurred in the interests of navigation. The said dues shall be calculated on the basis of the official tonnage of vessels or their displacement or both.

(b) The Shatt-el-Arab shall remain open for the passage of vessels of war and other vessels of the two High Contracting Parties not engaged in trade.

(c) The circumstance that the frontier in the Shatt-el-Arab sometimes follows the low water mark and sometimes the thalweg or *medium filum aquæ* shall not in any way affect the two High Contracting Parties' right of user along the whole length of the river.

Article 5.

The two High Contracting Parties, having a common interest in the navigation of the Shatt-el-Arab as defined in Article 4 of the present Treaty, undertake to conclude a Convention for the maintenance and improvement of the navigable channel, and for dredging, pilotage, collection of dues, health measures, measures for preventing smuggling, and all other questions concerning navigation in the Shatt-el-Arab as defined in Article 4 of the present Treaty.

Article 6.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Baghdad as soon as possible. It shall come into force as from the date of such exchange.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Treaty.

Done at Teheran, in the Arabic, Persian and French languages ; in case of disagreement, the French text shall prevail.

This fourth day of July, one thousand nine hundred and thirty-seven.

NAJI AL ASIL.

SAMIY.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Frontier Treaty between Iraq and Iran, the two High Contracting Parties are agreed as follows :

I.

The geographical co-ordinates designated approximately in Article 2 of the Treaty aforesaid shall be definitively determined by a commission of experts consisting of an equal number of members appointed by each of the High Contracting Parties.

The geographical co-ordinates thus definitively determined within the limits fixed in the Article aforesaid shall be recorded in Minutes, the which, after signature by the members of the said commission, shall form an integral part of the Frontier Treaty.

II.

The High Contracting Parties undertake to conclude the Convention to which Article 5 of the Treaty relates within one year from the entry into force of the Treaty.

In the event of the said Convention not being concluded within the year despite their utmost efforts, the said time-limit may be extended by the High Contracting Parties by common accord.

The Imperial Government of Iran agrees that, during the period of one year to which the first paragraph of the present Article relates or the extension (if any) of such period, the Royal Government of Iraq shall be responsible as at present for all questions to be settled under the said Convention. The Royal Government of Iraq shall notify the Imperial Government of Iran every six months as to the works executed, dues collected, expenditure incurred or any other measures undertaken.

III.

Permission granted by either of the High Contracting Parties to a vessel of war or other public service vessel not engaged in trade, belonging to a third State, to enter its own harbours on the Shatt-el-Arab shall be deemed to have been granted by the other High Contracting Party in such sort that the vessels in question shall be entitled to use the waters of the latter for the purpose of navigating the Shatt-el-Arab.

The High Contracting Party granting such permission shall immediately notify the other High Contracting Party accordingly.

IV.

It is clearly understood, without prejudice to the rights of Iran in respect of the Shatt-el-Arab, that nothing in this Treaty shall affect the rights of Iraq and the contractual obligations of the same *vis-à-vis* the British Government in respect of the Shatt-el-Arab under Article 4 of the Treaty of June 30th, 1930, and paragraph 7 of the Annex thereto signed on the same date.

V.

The present Protocol shall be ratified at the same time as the Frontier Treaty, of which it shall form an Annex and integral part. It shall come into force at the same time as the Treaty.

The present Protocol is drawn up in Arabic, Persian and French ; in case of difference, the French text shall prevail.

Done at Teheran, in duplicate, the fourth day of July, one thousand nine hundred and thirty-seven.

NAJI AL ASIL.

SAMIY.

N° 4424.

IRAK ET IRAN

Traité d'amitié. Signé à Téhéran, le
18 juillet 1937.

IRAQ AND IRAN

Treaty of Friendship. Signed at
Teheran, July 18th, 1937.

N^o 4424. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE LE ROYAUME DE L'IRAK ET L'EMPIRE DE L'IRAN. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 18 JUILLET 1937.

Textes officiels arabe, persan et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de l'Irak. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 29 août 1938.

Arabic, Persian and French official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Iraq. The registration of this Treaty took place August 29th, 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK, d'une part,
et

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN, d'autre part,

Inspirés du désir sincère de resserrer les liens de cordiale amitié qui ont toujours existé entre le Royaume de l'Irak et l'Empire de l'Iran, et convaincus que la consolidation de ces relations fraternelles, fondées sur le principe de réciprocité et d'égalité parfaite, contribuera à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives, sont tombés d'accord pour conclure un traité d'amitié et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Son Excellence Monsieur le Docteur NADJI-AL-ASIL, Ministre des Affaires étrangères de l'Irak ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN :

Son Excellence Monsieur Enayatollah SAMIV, ministre des Affaires étrangères de l'Iran ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Une paix perpétuelle et une amitié indissoluble régnera entre le Royaume de l'Irak et l'Empire de l'Iran, ainsi qu'entre les ressortissants des deux États.

Article 2.

Les représentants diplomatiques et consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, sous condition d'une parfaite réciprocité, des droits, privilèges, immunités et exemptions accordés aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée et consacrés par les principes et la pratique du droit commun international.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 20 juin 1938.

¹ The exchange of ratifications took place at Bagdad, June 20th, 1938.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de conclure dès la ratification du présent traité, et dans le plus bref délai, les traités et conventions suivants :

1. Convention de bon voisinage et relative à la sécurité de la zone frontalière et au règlement des conflits surgissant dans ladite zone.
2. Traité d'extradition.
3. Traité d'établissement et de nationalité.
4. Traité commercial.
5. Convention de l'assistance judiciaire.
6. Convention consulaire.
7. Convention relative aux postes et télégraphes.

Article 4.

Ce traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bagdad. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité.

Fait à Téhéran, en deux exemplaires en langues arabe, persane et française ; en cas de divergence le texte français fera foi.

Le 18 juillet 1937.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

Authenticated copy :

Baghdad, 15th August, 1938.

Sabih Nejjib,
for Minister for Foreign Affairs.

N° 4424.

N° 4424.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

عهد نامه مودت

بین

دولت پادشاهی عراق

و

دولت شاهنشاهی ایران

معاهدة صداقة

بین

مملكة العراق

و

امبراطورية ایران

اعلیحضرت پادشاه عراق از یکطرف

و

اعلیحضرت همايون شاهنشاه ایران از طرف
دیگر

صاحب الجلالة ملك العراق من جهة

و

صاحب الجلالة الامبراطورية شاهنشاه ایران
من الجهة الاخری

که هر دو بانهایت صداقت مایلند مناسبات
دوستی صمیمانه که همواره بین کشور پادشاهی
عراق و کشور شاهنشاهی ایران موجود بوده
محکم تر گردد و یقین کامل دارند که تشدید

بناء على رغبتهما الشديدة في توثيق روابط
الصداقة الصمیمية التي تسود فيما بين مملكة
العراق و امبراطورية ایران بصورة دائمة ونظراً
لفناعهما بما يؤدي اليه توطيد هذه الروابط

الاخوية وبنائها على اسس المقابلة والمساواة التامة
 من رفاه وخير شعبيهما فقد اتفقا على عقد
 معاهدة صداقة وعينا لهذا الغرض مندوبين
 مفوضين عنهما وهما :
 روابط برادرانه بر اساس معاملته متقابله
 ومساوات كامل موجب سعادته ورفاه دولته
 عراق وايران خواهد شد موافقت در انعقاد
 عهدنامه مودت نموده وبراى اين مقصود
 نمايندگان مختار خود را بقرار ذيل معين كردند :

صاحب الجلالة ملك العراق

اعليحضرت بادشاه عراق

صاحب المعالي الدكتور ناجي الاصيل

جناب آقاي دكتور ناجي الاصيل وزير امور

وزير الخارجية

خارجة عراق .

صاحب الجلالة الامبراطورية شاهنشاه ايران

اعليحضرت همايون شاهنشاه ايران

صاحب المعالي عناية الله سميعي وزير

جناب آقاي عناية الله سميعي وزير امور

الخارجية

خارجة ايران

اللدان بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهما

نمايندگان مختار مذکور بس از مبادله

فوجداهما موافقة للاصول اتفقا على مايلي :

اختيارنامه هاى خود كه واجد شرايط صحت

واعتباربود در مواد ذيل موافقت كردند :

المادة الاولى

(ماده اول)

يـود فيما بين مملكة العراق وامبراطورية
 ايران وكذلك فيما بين رعايا الدولتين سلم دائم
 وصداقة لا تتغير .

بين دولت بادشاهي عراق ودولت شاهنشاهي
 ايران وهمجنين بين اتباع دوکشور صلح دائمی
 ودوستي خلل نا پذیر بر قرار خواهد بود .

المادة الثانية

(ماده دوم)

يتمتع المثلون الدبلوماسيون والقنصليون
 لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين في بلاد
 الفريق المتعاقد السامي الآخر بشرط المقابلة التامة
 بالمثل بما يتمتع به المثلون السياسيون والقنصليون
 لاكثر الامم حظوة من الحقوق والامتيازات
 والصيانات والاعفاءات الممنوحة وفق مباديء
 وتعامل الحقوق الدولية العامة .

نمایندهکان سیاسی وقونسولي هریک از دو
 دولت معظم متعاهد در خاک طرف دیگر
 بشرط رعایت کامل معامله متقابله از حقوق
 و مزایا و مصونیتها و معافیت هائی که به
 نمایندگان سیاسی وقونسولي دولت کاملته
 الوداد داده شده و بموجب اصول ومعمول
 حقوق عمومی بین الملل مقرر گردیده است
 بهره مند خواهند شد

المادة الثالثة

(ماده سوم)

يتعهد الفريقان الساميان المتعاقدان بان يعقدا
 باسرع وقت من تاريخ تبادل وثائق ابرام هذه
 المعاهدة المعاهدات والاتفاقيات الآتية :

دوکشور معظم متعاهد موافقت دارند که
 بس از تصویب عهدنامه حاضر ودر اسرع
 اوقات عهدنامهها وقرار دادهای ذیل را
 منعقد سازند :

- ۱ - اتفاقية حسن جوار وذات علاقة بأمن منطقة الحدود وتسوية المنازعات التي تحدث في المنطقة المذكورة .
- ۱ - قرارداد حسن همجواری وراجع به امنیت منطقه سرحدی و تسویه اختلافاتی که در منطقه مذکور اتفاق میافتد .
- ۲ - معاهدة استرداد مجرمين .
- ۲ - عهدنامه استرداد مجرمين .
- ۳ - معاهدة اقامة وجنسية .
- ۳ - عهدنامه اقامت و تابعیت .
- ۴ - معاهدة تجارة .
- ۴ - عهدنامه تجارتی .
- ۵ - اتفاقية تعاون قضائي .
- ۵ - قرارداد تعاون قضائي .
- ۶ - اتفاقية فصلية .
- ۶ - قرارداد قونسولي .
- ۷ - اتفاقية برق وبريد .
- ۷ - قرارداد راجع به بست و تلگراف .

المادة الرابعة

(ماده چهارم)

تبرم هذه المعاهدة ويجري تبادل وثائق الابرار في بغداد وتصبح نافذة من تاريخ تبادل وثائق الابرار .

این عهدنامه بتصویب خواهد رسید و اسناد تصویب در بغداد مبادله خواهد شد. عهدنامه از تاریخ مبادله اسناد تصویب بموقع اجرا در خواهد آمد .

واستناداً على ما ذكر فقد وقع للدوبان
المفوضان على هذه المعاهدة .
كتبت في طهران في اليوم الثامن عشر من
شهر تموز سنة الف وتسعمائة وسبع وثلاثين
بنسختين باللغات العربية والفارسية والفرنسية
وعند وجود الاختلاف يكون النص الافرنسي
هو النص المعول عليه .
نظر به مراتب فوق نمايندگان مختار طرفين
تهدنامه حاضر را امضاء نمودند در طهران در
دو نسخه بزبانهای عربي وفارمي وفرانسه
نوشته شده ودر صورت بروز اختلاف متن
فرانسه معتبر خواهد بود . بتاريخ ۲۷ تيرماه
۱۳۱۶ .

نامبی الاصل

عنایت الله سمعی

نامبی الاصل

سمعی

Authenticated copy :
Baghdad, 15th August, 1938.

Sabih Nejjib,
for Minister for Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4424. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE KINGDOM OF IRAQ AND THE EMPIRE OF IRAN. SIGNED AT TEHERAN, JULY 18TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ, of the one part,
and

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN, of the other part,

Actuated by a sincere desire to strengthen the bonds of cordial friendship which have always existed between the Kingdom of Iraq and the Empire of Iran, and convinced that the consolidation of these fraternal relations, based on the principle of reciprocity and complete equality, will contribute to the prosperity and welfare of their respective nations, have agreed to conclude a Treaty of Friendship and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

His Excellency Dr. NADJI-AL-ASIL, Minister for Foreign Affairs of Iraq ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN :

His Excellency Monsieur Enayatollah SAMIY, Minister for Foreign Affairs of Iran ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

There shall be perpetual peace and indissoluble friendship between the Kingdom of Iraq and the Empire of Iran and between the nationals of the two States.

Article 2.

The diplomatic and consular representatives of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, be entitled, subject to complete reciprocity, to the rights, privileges, immunities and exemptions granted to the diplomatic and consular representatives of the most-favoured nation and sanctioned by the principles and practice of general international law.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to conclude, as soon as possible after ratification of the present Treaty, the following Treaties and Conventions :

1. A Convention of Good Neighbourliness providing for the security of the frontier zone and the settlement of disputes arising in the said zone.

2. An Extradition Treaty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. A Treaty regulating Establishment and Nationality.
4. A Treaty of Commerce.
5. A Convention on Judicial Assistance.
6. A Consular Convention.
7. A Postal and Telegraphic Convention.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Baghdad. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Teheran in duplicate, in the Arabic, Persian and French languages ; in case of disagreement, the French text shall prevail.

This 18th day of July, 1937.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

N° 4425.

IRAK ET IRAN

Traité pour le règlement pacifique
des différends, et procès-verbal de
signature. Signés à Téhéran, le
24 juillet 1937.

IRAQ AND IRAN

Treaty for the Pacific Settlement of
Disputes, and Minute of Signa-
ture. Signed at Teheran, July
24th, 1937.

N° 4425. — TRAITÉ¹ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDIS ENTRE LE ROYAUME DE L'IRAK ET L'EMPIRE DE L'IRAN. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 24 JUILLET 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Irak. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 29 août 1938.

PRÉAMBULE

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK,
SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN,
Pénétrés de l'esprit d'amitié qui unit leurs deux pays ;
Désireux d'assurer par des moyens pacifiques et dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, le règlement de tous différends qui peuvent s'élever entre eux ;
Ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Son Excellence Monsieur le Docteur NADJI-AL-ASIL, ministre des Affaires étrangères de l'Irak ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN :

Son Excellence Monsieur Enayatollah SAMIY, ministre des Affaires étrangères de l'Iran ;

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de règlement pacifique, de la manière prévue au présent traité, tout différend qui pourrait s'élever entre elles et qu'il n'aura pas été possible de régler par la voie ordinaire des négociations diplomatiques.

Article 2.

1. A l'exception des cas prévus au paragraphe 3 du présent article, tous les différends dans lesquels les Parties se contestent un droit devront être soumis, pour décision, à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne préfèrent recourir à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 20 juin 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4425. — TREATY ² FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES
BETWEEN THE KINGDOM OF IRAQ AND THE EMPIRE OF IRAN.
SIGNED AT TEHERAN, JULY 24TH, 1937.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Iraq. The registration of this Treaty took place August 29th, 1938.

PREAMBLE

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ,
HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN,
Animated by the spirit of friendship which unites their two countries ;
Desirous of ensuring by all peaceful means, and within the limits of the Covenant of the League of Nations, the settlement of all disputes that may arise between them ;
Have decided to that end to conclude a Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

His Excellency Dr. NADJI-AL-ASIL, Minister for Foreign Affairs of Iraq ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN :

His Excellency Enayatollah SAMIY, Minister for Foreign Affairs of Iran ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit for peaceful settlement, in the manner provided in the present Treaty, any dispute arising between them which it is not possible to settle by the ordinary method of diplomatic negotiation.

Article 2.

1. Save in the cases to which paragraph 3 of the present Article relates, all disputes in which the rights of the Parties are at issue shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties prefer to apply to an Arbitral Tribunal in the manner hereinafter provided.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Baghdad, June 20th, 1938.

2. Il est entendu que les différends ci-dessus mentionnés comprennent particulièrement ceux qui sont mentionnés à l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

3. Le paragraphe premier de cet article ne s'applique pas aux différends ci-après :

a) Différends ayant surgi antérieurement à la mise en vigueur du présent traité ou relatifs à des situations ou à des faits antérieurs à la mise en vigueur ;

b) Différends relatifs à des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'une des Hautes Parties contractantes ;

c) Différends relatifs au statut territorial de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 3.

Si les Parties conviennent de soumettre un des différends mentionnés au paragraphe premier de l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un accord spécial dans lequel elles spécifieront l'objet du différend, les arbitres choisis et la procédure à suivre. En l'absence de précisions suffisantes dans l'accord spécial, les stipulations de la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux s'appliqueront dans la mesure nécessaire. Si rien n'est dit dans l'accord spécial quant aux règles relatives au fond du différend, qui doivent être suivies par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 4.

Si les Parties ne peuvent s'entendre sur l'accord spécial prévu à l'article précédent ou ne peuvent nommer les arbitres, chacune des Parties aura la liberté, après préavis de trois mois, de porter le différend, par demande directe, devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

1. Dans le cas de différend mentionné à l'article 2 paragraphe premier, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou toute procédure arbitrale, les Parties peuvent convenir de recourir à la procédure de conciliation prévue au présent traité.

2. En cas de recours à — et d'échec de — la conciliation, aucune des Parties ne peut porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral prévu à l'article 3 avant l'expiration d'un mois à partir du terme de la procédure de la Commission de conciliation.

Article 6.

Tout différend dont le règlement ne peut, aux termes du présent traité, être obtenu par le moyen d'une décision judiciaire ou arbitrale, sera soumis à la procédure de conciliation.

Article 7.

Les différends mentionnés au précédent article seront soumis à une commission de conciliation constituée par les Parties, ainsi qu'il est prévu ci-après.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; et vol. CLXXXIX, page 452, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

2. It is understood that the aforesaid disputes shall include more particularly the disputes to which Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice relates.

3. Paragraph 1 of the present Article shall not apply to the following disputes :

(a) Disputes which had arisen prior to the coming into force of the present Treaty, or disputes concerning situations or facts which had arisen or occurred prior to its coming into force ;

(b) Disputes concerning questions which by international law are reserved to the exclusive competence of one or other of the High Contracting Parties ;

(c) Disputes concerning the territorial status of one or other of the High Contracting Parties.

Article 3.

In the event of the Parties agreeing to submit a dispute of the kind to which paragraph 1 of the preceding Article relates to an Arbitral Tribunal, they shall draw up a special agreement specifying the subject of the dispute, the arbitrators selected and the procedure to be followed. In the absence of sufficiently specific particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18th, 1907, for the Peaceful Settlement of International Disputes shall be applicable as required. Where no provision is made in the special agreement as to the rules to be followed by the arbitrators in regard to the substance of the dispute, the Tribunal shall apply the fundamental regulations contained in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 4.

In the event of the Parties not being able to agree in regard to the terms of the special agreement for which the preceding Article provides, or in regard to the appointment of arbitrators, each of the Parties shall be free at three months' notice to bring the dispute by plea direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

1. In the case of a dispute of the kind to which Article 2, paragraph 1, relates, the Parties may agree to resort to conciliation in the manner provided in the present Treaty, before taking proceedings before the Permanent Court of International Justice or resorting to arbitration.

2. In the event of resort to conciliation and failure of the same, neither Party shall be entitled to bring the dispute before the Permanent Court of International Justice, or to apply for the appointment of the Arbitral Tribunal for which Article 3 provides, before the lapse of one month from the date on which the proceedings of the Conciliation Commission terminated.

Article 6.

Any dispute a settlement of which cannot be reached by means of a judicial or arbitral decision under the provisions of the present Treaty shall be submitted to conciliation.

Article 7.

Disputes of the kind to which the preceding Article relates shall be submitted to a Conciliation Commission appointed by the Parties in the manner hereinafter provided.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXII, page 388 ; Vol. CLXXVII, page 382 ; Vol. CLXXXI, page 346 ; Vol. CLXXXV, page 370 ; and Vol. CLXXXIX, page 452, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 8.

Si un différend s'élève, une commission de conciliation sera composée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à partir de la date à laquelle une requête à cet effet aura été adressée par l'une des Parties à l'autre.

A moins que les Parties intéressées n'en décident autrement, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1^o La commission sera composée de cinq membres.

Les Parties nommeront chacune un commissaire, qui peut être choisi parmi les nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront nommés d'un commun accord parmi les nationaux de Puissances tierces. Les commissaires éliront le président de la commission.

2^o Il sera pourvu dans le plus bref délai possible, suivant le mode fixé pour les nominations, aux vacances qui peuvent se produire par suite de décès, démission ou toute autre cause.

Article 9.

Si la nomination des commissaires non nationaux n'est pas faite dans la période prévue dans l'article 8, les nominations nécessaires seront faites par le président en exercice du Conseil de la Société des Nations, à la requête de l'une des Parties.

Article 10.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, faute d'entente, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toute mesure propre à conduire à une solution amiable.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre Partie.

Article 11.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf si les Parties en conviennent autrement, au lieu désigné par son président.

2. La commission peut, en toute circonstance, prier le Secrétaire général de la Société des Nations de lui prêter son aide, dans l'exercice régulier de sa mission.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation n'auront de publicité qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

1. S'il n'en est autrement convenu, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, en tout cas, devra pourvoir à ce que chacune des Parties soit entendue.

2. Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 8.

In the event of a dispute arising, a Conciliation Commission shall be appointed for the consideration of the dispute within three months of the date on which an application to that effect is made by either one of the Parties to the other.

Save in so far as otherwise decided by the Parties to the dispute, the composition of the Conciliation Commission shall be as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members.

The two Parties shall each appoint one Commissioner, to be chosen from among their respective nationals. The three other Commissioners shall be appointed by common accord from among the nationals of other Powers. The Commissioners shall themselves elect the Chairman of the Commission.

(2) Steps shall be taken as soon as possible, in the manner provided for appointments, to fill such vacancies as may occur by reason of decease, resignation or any other cause.

Article 9.

Failing appointment of the non-national Commissioners within the time-limit for which Article 8 provides, the necessary appointments shall be made by the President in office of the Council of the League of Nations, on application by either Party.

Article 10.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by application made to the Chairman of the same by the two Parties in common accord or, failing such common accord, by either one of them.

2. The application shall consist of a summary account of the dispute, together with an invitation to the Commission to take any proceedings calculated to promote an amicable solution.

3. Where application is made by one Party only, the other Party shall be notified thereof without delay.

Article 11.

1. Save in so far as otherwise agreed by the Parties, the Conciliation Commission shall meet at such place as may be designated by the Chairman.

2. The Commission may at any time request the Secretary-General of the League of Nations to lend his assistance within the ordinary exercise of his duties.

Article 12.

The labours of the Conciliation Commission shall not be public, save in so far as otherwise determined by the Commission itself with the assent of the Parties concerned.

Article 13.

1. Save in so far as otherwise agreed, the Conciliation Commission shall regulate its own procedure, subject to the proviso that each Party to the dispute shall in any case be heard.

2. The Parties shall be represented at the Conciliation Commission by agents acting as intermediaries between themselves and the Commission ; they may furthermore be assisted by advisers and experts appointed by them for the purpose, and may require that any person whose evidence appears to them to be of importance shall be heard.

3. The Commission for its part shall be entitled to require verbal explanations from the agents, advisers or experts of both Parties, and from any persons it may see fit to summon with the assent of their respective Governments.

Article 14.

Save in so far as otherwise agreed by the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission shall not be entitled to take a decision on the substance of the dispute unless all its members are present.

Article 15.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous les documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leurs territoires et selon leurs législations, à la citation et à l'audition de témoins ou experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la commission, chacun de ses membres de nationalité tierce recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties ; chacune en paiera la moitié.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 17.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être réconciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 18.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation, les Parties ne se sont pas entendues sur un autre moyen de règlement pacifique, le différend sera traité conformément à l'article 15 du Pacte de la Société des Nations.

La présente disposition ne s'applique pas aux cas prévus à l'article 5 du présent traité.

Article 19.

Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale, ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation ou le Conseil de la Société des Nations et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 20.

1. Le présent traité s'appliquera entre les Hautes Parties contractantes alors même qu'une Puissance tierce, a un intérêt au différend.

2. Dans la procédure de conciliation ou d'arbitrage, les Parties peuvent, d'un commun accord, inviter cette Puissance tierce à intervenir.

Article 21.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris ceux concernant la qualification du litige ou la portée des réserves, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 15.

The Parties hereby undertake to facilitate the labours of the Conciliation Commission and, more particularly, to make available for the Commission, so far as possible, all documents and particulars which may be of use, and to enable the Commission to take all requisite steps, within their own territory and in accordance with the provisions of their law, for the summoning and hearing of witnesses or experts and for the conveyance of the same to the place appointed.

Article 16.

For such time as the labours of the Commission continue, each of its members of neutral nationality shall receive an allowance, the amount of which shall be determined by common accord between the Parties, and shall be payable in equal moieties by each.

The overhead costs of the sittings of the Commission shall be allocated in like manner.

Article 17.

1. The purpose of the Conciliation Commission shall be to clear up points in dispute, to obtain all requisite information to that end by enquiry or otherwise, and to endeavour to reconcile the Parties to the dispute. It shall be free to submit to the Parties, after consideration of the dispute, the terms of whatever agreement it may consider appropriate, and fix a time-limit for the expression of their respective opinions.

2. On the termination of its labours the Commission shall draw up a record to the effect that the Parties have come to an agreement as to the terms of the arrangement, or alternatively that they have not been able to come to an arrangement, as the case may be.

3. Save in so far as otherwise agreed by the Parties, the labours of the Commission must be terminated within six months of the date on which the dispute was brought before the Commission.

Article 18.

If within one month of the termination of the labours of the Conciliation Commission the Parties are not agreed as to any other means of peaceful settlement, the dispute shall be dealt with under Article 15 of the Covenant of the League of Nations.

The above provision does not apply to the cases for which Article 5 of the present Treaty provides.

Article 19.

The Parties hereby undertake to refrain from any action liable prejudicially to affect the enforcement of any judicial or arbitral decision, or any arrangement proposed by the Conciliation Commission or by the Council of the League of Nations, and in general not to proceed to any act whatsoever liable to aggravate or extend the dispute.

Article 20.

1. The present Treaty shall apply as between the High Contracting Parties, even where a third Power has an interest in the dispute.

2. The Parties may concert together to invite such third Power to intervene in conciliation or arbitration proceedings.

Article 21.

Disputes concerning the interpretation or enforcement of the present Treaty, including disputes concerning the nature of the dispute or the scope of reservations, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 22.

Rien dans le présent traité ne sera interprété comme affectant les droits des Hautes Parties contractantes à invoquer dans le cadre du Covenant et du présent traité l'assistance du Conseil de la Société des Nations.

Article 23.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bagdad aussitôt que possible.
2. Il entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications.
3. Il sera enregistré à la Société des Nations par le Secrétaire général, qui sera prié de notifier le fait à tous les Etats membres et non membres de la Société.

Article 24.

1. Le présent traité est conclu pour une période de cinq années, à dater de son entrée en vigueur.
2. S'il n'a pas été dénoncé au moins six mois avant l'expiration de cette période, il continuera à rester en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.
3. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

Fait à Téhéran, en double exemplaire, en français, le vingt-deux juillet mil neuf cent trente-sept.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la conclusion du traité pour le règlement pacifique des différends entre le Royaume de l'Irak et l'Empire de l'Iran, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes se déclarent d'accord d'apposer leur signature sur le texte même du traité susmentionné paraphé en date du 22 juillet 1937.

TÉHÉRAN, le 24 juillet 1937.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

Authenticated copy :
Baghdad, 15th August, 1938.

Sabih Nejib,
for Minister for Foreign Affairs.

Article 22.

Nothing in the present Treaty shall be interpreted as affecting the rights of the High Contracting Parties to invoke the assistance of the Council of the League of Nations within the limits of the Covenant and the present Treaty.

Article 23.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Baghdad as soon as possible.
2. It shall come into force immediately after the exchange of ratifications.
3. It shall be registered with the League of Nations by the Secretary-General ; and the latter shall be requested to notify its registration to all States Members and non-Members of the League.

Article 24.

1. The present Treaty is concluded for a period of five years as from the date of its coming into force.
2. If not denounced within a period of not less than six months before the expiry of the said five years, it shall remain in force for a further five years, and so on for successive periods of five years.
3. Notwithstanding denunciation by one or other of the Contracting Parties, proceedings already in course at the moment of expiry of the Treaty shall be continued until they are terminated in the ordinary course.

Done at Teheran in duplicate, in French, this twenty-second day of July, one thousand nine hundred and thirty-seven.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

MINUTE OF SIGNATURE.

At the moment of proceeding to the conclusion of the Treaty for the Peaceful Settlement of Disputes between the Kingdom of Iraq and the Empire of Iran, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties declare that they agree to affix their signature to the text of the aforesaid Treaty as initialled on July 22nd, 1937.

TEHERAN, *July 24th*, 1937.

NAJI AL ASIL.
SAMIY.

N° 4426.

FINLANDE ET HONGRIE

Convention concernant la coopération intellectuelle. Signée à Budapest, le 22 octobre 1937.

FINLAND AND HUNGARY

Convention concerning Intellectual Co-operation. Signed at Budapest, October 22nd, 1937.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 4426. — EGYEZMÉNY ¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A FINN KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT A SZELLEMI EGYÜTTMŰKÖDÉS TÁRGYÁBAN. ALÁÍRATOTT BUDAPESTEN, 1937. ÉVI OKTÓBER HÓ 22. NAPJÁN.

Textes officiels hongrois et finlandais communiqués par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations et le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 31 août 1938.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA ÉS A FINN KÖZTÁRSASÁG ELNÖKE

tekintettel annak a rokonságnak kötelékeire, amelyek a két népet összekapcsolják, tudatában annak, hogy az évezredek kapcsolatok felújítása hasznos és eredményes jelentőségű lesz mindkét ország számára, attól az őszinte kívánságtól vezérelve, hogy a már eddig is örömdetesen alakult kulturális érintkezést a két testvérnép körében még jobban kimélyítsék, intézményessé tegyék, elhatározták, hogy a célból egyezményt kötnek és meghatalmazottaikul kijelölték :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA :

Dr. HÓMAN Bálint magyar királyi titkos tanácsos, magyar királyi vallás és közoktatásügyi miniszter úr Őnagyméltóságát ;

A FINN KÖZTÁRSASÁG ELNÖKE :

HANNULA Uno finn közoktatásügyi miniszter úr Őnagyméltóságát ;

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik tudomásulvétele után a következő rendelkezésekben állapodtak meg :

I. cikk.

A magyar királyi kormány a magyar-finn tudományos, irodalmi és művészeti kapcsolatok fejlesztése és ápolása céljából az eddigi gyakorlatnak megfelelően továbbra is támogatásban részesíti a helsinki tudományegyetem Magyar Intézetét, amelynek elhelyezéséről és javadalmáról a finn kormány az egyetem költségvetésének keretében gondoskodik.

A magyar királyi kormány továbbra is fenntartja és, a lehetőségekhez képest, fejleszti a budapesti báró Eötvös József Kollégiumban szervezett Finn-Ugor Intézetet. Nevezett intézet könyvtárát, az eddigi gyakorlat szerint, finnországi tudományos társulatok és alapítások könyvek és folyóiratok adományozása által továbbra is gyarapítani fogják.

Mindkét intézetben a magyar és finn kutatók azonos feltételek mellett dolgozhatnak. A magyar királyi kormány ezenkívül hajlandó a Budapesten munkálkodni óhajtó finn tudósok részére a fentemlített kollégiumban kedvezményes elhelyezést biztosítani.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 28 juin 1938.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 4426. — SOPIMUS¹ SUOMEN TASAVALLAN JA UNKARIN KUNINGASKUNNAN VÄLILLÄ HENKISESTÄ YHTEISTYÖSTÄ ALLEKIRJOITETTU BUDAPESTISSA, 22 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA 1937.

Hungarian and Finnish official texts communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations and by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 31st, 1938.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI JA HÄNEN RUHTINAALLINEN KORKEUTENSA UNKARIN KUNINGASKUNNAN VALTIONHOITAJA

ottaen huomioon sukulaisuussiteet, jotka liittävät toisiinsa molemmat kansat ;
ottaen huomioon sen suuren hyödyn ja edun, mikä saattaisi molemmille kansoille koitua monituhatuotisten siteiden uusimisesta ;

haluten lujittaa molempien veljeskansojen sivistyksellisiä suhteita, jotka jo vanhastaan ovat olleet tulosrikkaita, antamalla niille virallisen perustan,

ovat päättäneet tässä tarkoituksessa solmia sopimuksen ja määränneet täysivaltaisiksi edustajikseen,

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Opetusministeri Uno HANNULAN ;

HÄNEN RUHTINAALLINEN KORKEUTENSA UNKARIN KUNINGASKUNNAN VALTIONHOITAJA :

Opetusministerin, Kuninkaallisen Salaneuvoksen, Tohtori Bálint HÓMANIN ;

jotka esitettyään toisilleen asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa ovat sopineet seuraavista artikloista :

I. art.

Unkarin kuninkaallinen hallitus pysyttää vastakin voimassa ne apurahat, jotka se tähän asti on asettanut Helsingin yliopiston unkarilaisen instituutin käytettäväksi suomalais-unkarilaisten tieteellisten, kirjallisten ja taiteellisten suhteiden edistämiseksi ja kehittämiseksi. Suomen hallitus huolehtii mainitun instituutin järjestelystä ja vastaa sen ylläpitokustannuksista Helsingin yliopiston tulo- ja menoarvion puitteissa.

Unkarin kuninkaallinen hallitus sitoutuu ylläpitämään vastaisuudessakin ja mahdollisuuksien mukaan kehittämään Budapestin József Eötvös-kollegiumin yhteyteen perustettua Suomalais-Ugrilaista Instituuttia. Sanotun collegiumin kirjastoa kartuttavat edelleenkin suomalaiset tieteelliset laitokset ja yhdistykset kirja- ja aikakauslehtilahjoituksilla.

Molemmissa näissä instituuteissa unkarilaiset ja suomalaiset tiedemiehet nauttivat samoja työskentelyehtoja. Tämän lisäksi Unkarin kuninkaallinen hallitus selittää olevansa valmis antamaan suomalaisille tiedemiehille, jotka haluavat työskennellä Budapestissa, täysihoidon Eötvös-kollegiumissa erittäin edullisilla ehdoilla.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsinki, June 28th, 1938.

2. cikk.

Mindkét kormány kölcsönösen elősegíti a másik ország nyelvének egyetemi előadók (lektorok) által való oktatását. A helsinki egyetemen lévő magyar lektori állást a finn kormány továbbra is fenntartja. A magyar királyi kormány a budapesti Királyi Magyar Pázmány Péter Tudományegyetemen finn lektori állást szervez. A lektori állások betöltésénél, amennyiben a másik állam polgáráról van szó, az illető kormány személyi kívánságait, a lehetőségekhez képest, tekintetbe veszik.

3. cikk.

A 14. cikkben említett vegyes bizottság a nyelvtudomány, néprajz, régészet és őstörténelem a finn-ugor népeket kölcsönösen érdeklő vonatkozásainak közös kutatására munkatervet dolgoz ki és alapos vizsgálat tárgyává teszi azokat a tudományos kérdéseket, amelyeket a szerződő államok tudósai közös munkaanyagként felhasználhatnak és amelyek közös kiadvány tárgyát képezhetik. Azokban az esetekben, amelyekben ilyen együttműködés célszerűnek és kívánatosnak látszik, a két kormány ezt, a lehetőségekhez képest, elő fogja mozdítani.

Mindkét kormány támogatásban részesíti azokat a tudományos egyesületeket és kongresszusokat, amelyek a két nemzet közötti kapcsolatok kimélyítésén munkálkodnak.

Mindkét kormány kölcsönösen támogatja az ú. n. Finn-ugor Kultúrkongresszusokat, amelyek a finn-ugor népek kapcsolatainak megerősítésére törekсенek, és amelyeknek négy évenként való megrendezését a két kormány, a lehetőségekhez képest, elősegíti.

A két kormány állandósítja ezenkívül azt az utóbbi években oly üdvösen kialakult szokást, amely szerint minden év októberének harmadik szombatján az iskolákban előadásban emlékeznek meg a rokon népekről. Ezenkívül az iskolák a nekik legmegfelelőbb módon ünneplik meg a szerződő felek nemzeti ünnepeit és pedig március 15-ét (Magyarország nemzeti ünnepét) és Finnország függetlenségének évfordulóját.

4. cikk.

A két kormány, a lehetőségekhez képest, kölcsönösen megkönnyíti tudósainak munkálkodását, akár egyetemi előadásokról, akár tudományos intézetekben való kutatásokról legyen szó és e célból legalább egy egyetemi, illetőleg főiskolai tanárnak vagy tudósnak oly összegű ösztöndíjat biztosít, amely az illető utazási, valamint tartózkodási költségeit elégségesen fedezi.

Az ösztöndíj összegét, valamint az adományozás feltételeit a vegyes bizottság (14. cikk) előterjesztésére annak az államnak kormánya állapítja meg, ahol az ösztöndíjas tartózkodni fog.

A két kormány az említett ösztöndíjasok részére kivételesen kedvező munkálkodási lehetőségeket biztosít azokon az egyetemeken, főiskolákon és tudományos intézetekben, ahol nevezettek munkálkodni kívánnak.

A két kormány ezenkívül megszervezi, amennyiben lehetséges, az egyetemi és főiskolai tanárok cseréjét.

5. cikk.

A két állam — amennyiben a szerződő felek költségvetésében e célra megfelelő fedezet áll rendelkezésre — a másik állam részéről kijelölt egy egyetemi vagy főiskolai hallgatónak, illetve fiatal tudósnek egy egyetemi városban, tudományos kutatómunka végzése céljából, csereösztöndíjként — a teljes tandíjmentességen kívül — ingyenes elhelyezést és ellátást, vagy pedig ennek megfelelő készpénzösszeget biztosít. A csereösztöndíjasok az általuk látogatni kívánt főiskola fegyelmi szabályzatának vannak alávetve. Ha nevezettek elhelyezést és ellátást kollégiumban vagy diáktothonban kapnak, akkor az azokban érvényes házirend rájuk nézve is kötelező. Mindkét

2. art.

Molemmat hallitukset sitoutuvat tarjoamaan toisilleen vastavuoroisuuden perusteella avustusta toisen sopimuspuolen kielen opetuksen järjestämiseksi yliopistossa, mikä opetus tapahtuu perustamalla lehtorin virka. Suomen hallitus ylläpitää unkarin kielen lehtorin viran Helsingin yliopistossa. Unkarin hallitus puolestaan sitoutuu perustamaan kuninkaalliseen Péter Pázmány-yliopistoon Budapestissa suomen kielen lehtorin viran. Näitä virkoja täytettäessä otetaan mahdollisuuksien mukaan huomioon toisen maan hallituksen mielipide, mitä ehdokkaaseen tulee, mikäli tämä on sen maan kansalainen.

3. art.

Jälempänä 14. artiklassa mainitun sekakomitean tehtävänä on valmistaa ohjelma kielitieteellisten, etnograafisten, arkeologisten ja esihistoriallisten y. m. suomalais-ugrilaisen kansojen sukulaisuuden kannalta mielenkiintoisten kysymysten tutkimista varten, ja tarkoin seurata ja tutkia niitä tieteellisiä kysymyksiä, jotka soveltuvat unkarilaisten ja suomalaisten tiedemiesten yhteistoiminnan kohteeksi tai joita voidaan käsitellä yhteisesti toimitetuissa julkaisuissa. Niissä tapauksissa, joissa mainitunlainen yhteistoiminta osoittautuu hyödylliseksi ja toivottavaksi, molemmat hallitukset sitoutuvat mahdollisuuksien mukaan edistämään sitä.

Hallitukset tukevat tieteellisiä yhdistyksiä ja tieteellisiä kongresseja, jotka työskentelevät molempien kansojen välisten suhteiden lujittamiseksi.

Niinikään molemmat hallitukset antavat tukeaan » Suomalais-Ugrilaisille Kulttuurikongresseille », jotka pyrkivät edistämään suomalais-ugrilaisen kansojen välistä vuorovaikutusta. Hallitukset sitoutuvat mahdollisuuksiensa mukaan avustamaan kongressin järjestämistä joka neljäs vuosi.

Molemmat hallitukset sitoutuvat vakaannuttamaan jo jonkun aikaa menestyksellisesti noudatetun tavan, jonka mukaan kouluissa joka vuosi lokakuun kolmantena lauantaina yksi oppitunti on varattu » heimokansoille », minkä lisäksi kouluissa niiden parhaaksi katsomalla tavalla on omistettava huomiota sopimusmaiden kansallisille juhlapäiville, jotka ovat Suomen itsenäisyyspäivä ja maaliskuun 15 päivänä sattuva Unkarin kansallispäivä.

4. art.

Molemmat hallitukset sitoutuvat mahdollisuuksien mukaan edistämään toisen maan tieteen harjoittajien työskentelyä toisessa sopimusmaassa, kuten luentojen pitämistä yliopistoissa ja tutkimustöiden suorittamista tieteellisissä laitoksissa, sekä siinä tarkoituksessa myöntämään ainakin yhdelle yliopiston tai korkeakoulun opettajalle taikka muulle tutkijalle sellaisen apurahan, että se korvaa stipendiaatin kustannukset hänen matkastaan ynnä elinkustannukset toisessa maassa. Apurahan suuruuden ynnä muut ehkä siihen liitettävät ehdot vahvistaa 14. artiklassa mainitun sekakomitean ehdotuksesta sen maan hallitus, jonne stipendiaatti aikoo lähteä.

Tällaiselle stipendiaatille asianomainen maa valmistaa mahdollisimman edullisia työskentelytilaisuuksia niissä yliopistoissa, korkeakouluissa ja tieteellisissä laitoksissa, joissa stipendiaatit haluavat työskennellä.

Sen lisäksi molemmat hallitukset pyrkivät, mikäli mahdollista, järjestämään yliopistojen ja korkeakoulujen opettajain vaihtoa.

5. art.

Sen mukaan kuin sopimusmaiden tulo- ja menoarvioissa on osoitettu tarkoitusta varten tarvittavat määrärahat, myöntävät molemmat hallitukset vaihtostipendeinä — paitsi täydellistä vapautusta opiskelumaksuista — vapaan ylläpidon jossakin yliopistokaupungissa tai sitä vastaavan rahamäärän vähintään yhdelle yliopiston tai korkeakoulun opiskelijalle tai nuorelle tiedemiehelle, jonka toinen hallitus nimittää, ja joka haluaa opiskella maassa tai harjoittaa tieteellistä tutkimusta. Stipendiaatit ovat asianomaisen korkeakoulunsa kurinpidollisten sääntöjen alaisia. Mikäli heille on järjestetty täysihoito jossain opistossa tai ylioppilaskodissa, tulee heidän noudattaa laitoksen

állam kormányának jogában áll — amennyiben közoktatásügyi minisztériuma azt szükségesnek látja —, hogy a maga részéről, a szükséghez képest, bizonyos személyeket, akik a szóbanlevő ösztöndíjra pályáznak, idejekorán visszautasítson, sőt a tanév tartama alatt is kívánhatja visszarendelésüket.

Az ösztöndíj és útiköltség összege a 4. cikkben foglaltaknak megfelelően állapíttatik meg.

A magyar királyi kormány ezenkívül az 1937/38. tanévtől kezdődőleg évenként tizenkét finn egyetemi vagy főiskolai hallgatónak, a finn kormány kijelölése alapján, teljes tandíjmentességet biztosít.

6. cikk.

A magyar és finn kormány törekedni fog arra, hogy minél jobban növelje azoknak a hallgatóknak számát, akik a másik fél főiskolái által rendezett nyári szünidei tanfolyamokon résztvenni kívánnak.

Mindkét kormány különös támogatásban részesíti azokat az ifjúsági szervezeteket, amelyek a két ország diáksága között fennálló jóviszonyt ápolják és fejleszteni kívánják és arra törekcsenek, hogy az ifjúság a másik országot és különösen annak fiatalságát jobban megismerhesse. A két kormány e végből elősegíti a tanulmányutak, diákcserék, valamint a nyári diáktáborozások rendezését.

Az ösztöndíjasok kiválasztásánál és az egyetemi hallgatók csoportjainak összeállításánál mindkét részről különös gondoskodás tárgya lesz, hogy olyanok jelöltsenek ki, akik hazájuk ifjúságát méltóan képviselik.

7. cikk.

A két kormány különös fontosságot tulajdonít annak, hogy a használatban lévő tankönyvek országaikra vonatkozó fejezeteit nemcsak a valóságnak megfelelően, hanem baráti szellemben írják meg. Ebből a célból a két ország kormánya kölcsönösen közli azokat az adatokat, amelyek a két ország történelmére, földrajzára, néprajzára stb. vonatkoznak és amelyeket iskoláikban kölcsönösen taníttatni kívánnak.

8. cikk.

Mindkét kormány időnkint kicseréli azoknak a tudományos és irodalmi műveknek a jegyzékét, amelyek véleménye szerint megérdemlik, hogy a másik ország nyelvére lefordíttassanak, megkönynyíti, a lehetőségekhez képest, a szóbanlevő fordítások közlését és általában elősegíti a másik ország tudományos, valamint irodalmi munkáinak ismertetését.

9. cikk.

A célból, hogy a két ország közös kulturális javai erősíttessenek és fejleszteszenek, mindkét kormány — a vegyes bizottság bevonásával — elősegíti országában a másik nemzet művészi értékű színpadi műveinek és filmjeinek bemutatását.

Mindkét kormány kölcsönösen támogatja magyar, illetőleg finn kiállítások rendezését.

10. cikk.

Mindkét kormány szorgalmazni fogja, hogy rádióállomásaik kölcsönösen műsoraikba iktassák a másik ország rádióműsorából vett közvetítéseket és rádióelőadásokkal járuljanak hozzá a másik ország történelmének, irodalmának, művészetének, zenéjének, népművészetének és idegenforgalmi értékeinek népszerűsítéséhez.

yleisiä järjestyssääntöjä. Kumpikin hallitus pidättää itselleen oikeuden, milloin opetusministeriö katsoo sen tarpeen vaatimaksi, evätä määrätyiltä henkilöiltä kysymyksessä olevat vapaapaikat (stipendit) ja myöskin lukuvuoden aikana vaatia stipendiaatin takaisinkutsumista.

Stipendien suuruus ja niihin liittyvät erikoiset ehdot vahvistetaan niikuin 4 artiklassa on sanottu.

Sitä paitsi Unkarin kuninkaallinen hallitus myöntää lukuvuodesta 1937 — 1938 lähtien täydellisen vapauden opiskelumaksuista 12 suomalaiselle opiskelijalle, jotka Suomen hallitus valitsee.

6. art.

Suomen ja Unkarin hallitukset pyrkivät lisäämään ylioppilaiden lukua, jotka haluavat osallistua toisen maan korkeakoulujen järjestämiin kesäkursseihin, ja myöntävät siinä tarkoituksessa helpotuksia ylioppilaille, jotka haluavat osallistua näihin kursseihin.

Molemmat hallitukset tukevat ylioppilasjärjestöjä tai ryhmiä, jotka pyrkivät ylläpitämään ja kehittämään molempien maiden opiskelevan nuorison välisiä hyviä suhteita ja jotka tahtovat tehdä maassaan tunnetuksi toista maata ja erittäin sen opiskelevaa nuorisoa. Tässä tarkoituksessa hallitukset myöntävät avustusta opintomatkojen, ylioppilasvaihdon ja ylioppilaiden kesäretkeilyjen järjestämiseksi.

Mitä stipendiaattien valintaan ja opiskelijaryhmien kokoonpanoon tulee, on erikoista huomiota kiinnitettävä siihen, että molemmin puolin valitut stipendiaatit ovat kelvollisia edustamaan maataan.

7. art.

Molemmat hallitukset pitävät erittäin tärkeänä, että heidän maassaan käytännössä olevissa koulukirjoissa kiinnitetään huomiota heimokansojen kulttuuriin, elämään ja oloihin ja että ne ovat kirjoitetut ei ainoastaan totuuden mukaisesti, vaan myöskin ystävällisessä hengessä. Tässä tarkoituksessa molemmat hallitukset sitoutuvat vastavuoroisesti toisilleen lähettämään heidän maataan koskevia historiallisia, maantieteellisiä, etnograafisia y. m. tietoja, jotka he haluavat saada toisen maan opetusohjehmaan.

8. art.

Molemmat hallitukset sitoutuvat edellä mainitun sekakomitean välityksellä aika ajoittain antamaan toisilleen luetteloja sellaisista tieteellisistä ja kirjallisista teoksista, jotka niiden mielestä olisi syytä kääntää toisen maan kielelle, mahdollisuuksien mukaan edistämään niiden kustantamista, sekä yleensä kiinnittämään huomiota toisen maan uusiin tieteellisiin ja kaunokirjallisiin saavutuksiin.

9. art.

Molempien maiden sivistyksellisen yhteenkuuluvaisuuden lujittamiseksi ja kehittämiseksi molemmat hallitukset sitoutuvat sekakomitean välityksellä suosittelemaan maansa taidelaitoksille toisesta sopimusmaasta peräisin olevien teatterikappaleiden ja elokuvien esittämistä, edellyttäen, että näillä on huomattava taiteellinen arvo.

Molemmat hallitukset tukevat unkarilaisten ja suomalaisten näyttelyjen järjestämistä.

10. art.

Molemmat hallitukset pyrkivät siihen, että asianomaisten maiden yleisradiot vastavuoroisesti välittävät toisen maan yleisradion ohjelmia, sekä että puheohjelman aikana omistetaan huomattava sija toisen maan historian, kirjallisuuden, taiteen, musiikin, kansantaiteen ja matkailunähtävyyksien tunnetuksi tekemiseen.

II. cikk.

A két kormány gondoskodik arról, hogy hivatalos kiadványainak, valamint tudományos intézményei időszaki közleményeinek cseréje elősegítették. Ennek a cserének mikénti lebonyolítása a két kormány között későbbi tárgyalás anyagául szolgál.

12. cikk.

Mindkét kormány, a rendelkezésre álló eszközökkel, gyarapítani fogja a finnországi könyvtárak magyar, illetőleg a magyarországi könyvtárak finn anyagát és könyvtárai, valamint levéltárai használatát a másik állam polgárainak ugyanolyan feltételek mellett engedélyezi, mint sajátjainak.

Mindkét kormány elősegíti a két állam könyvtárai és levéltárai között a közvetlen könyv-kölcsönzést és megkönnyíti a kéziratmásolást.

13. cikk.

Mindkét kormány különlegesen gondoskodik arról is, hogy a két ország sportbeli együttműködése, illetőleg a két ország sportbeli érintkezése elősegítették és megkönnyítették.

14. cikk.

Az előző cikkeken említett intézkedések megvalósíthatása céljából magyar-finn vegyesbizottság fog alakíttatni, amely két kormánybizottságból áll. A kormánybizottságok egyikének székhelye Budapest, a másiké Helsinki.

A kormánybizottságok mindegyike az illető közoktatásügyi miniszternek elnökelete alatt a közoktatásügyi és külügyminiszter egy-egy kiküldöttjéből és a Másik Fél követségének képviselőjéből áll. A bizottságba tanácsadási joggal mindkét fél részéről szakértők hívhatók be.

Mindegyik kormánybizottság köteles évenként legalább egyszer ülést tartani. A kormánybizottságok szabályzat útján állapítják meg feladataik teljesítésének módozatait.

15. cikk.

Jelen egyezmény meg fog erősíteni és a megerősítő okiratok a lehető legrövidebb időn belül Helsinkiben fognak kicseréltetni.

Az egyezmény a megerősítő okiratok kicserélését követő harmincadik napon lép életbe.

16. cikk.

Jelen egyezmény időbeli korlátozás nélkül köttetik, de felmondása a Magas Szerződő Felek bármelyikének biztosítva marad. Felmondás esetén az egyezmény hat hónappal a felmondás bejelentése után hatályát veszti.

Ennek hitelül a meghatalmazottak a jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Készült két eredeti példányban, magyar és finn nyelven, azzal, hogy mindkét szövegnek ugyanaz az érvénye van.

Kelt Budapesten, 1937. évi október hó 22. napján.

(P. H.) HÓMAN Bálint, s. k.

Pour copie certifiée conforme :

(P. H.) Uuno HANNULA, s. k.

Eino Westerlung,

Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.

II. art.

Molemmat hallitukset huolehtivat maidensa virallisten julkaisujen, samoin kuin niiden tieteellisten laitosten julkaisemien aikakauslehtienkin vaihdon edistämisestä. Tästä julkaisujen vaihdon käytännöllisestä järjestämisestä sovitaan molempien hallitusten välisissä myöhemmissä neuvotteluissa.

I2. art.

Molemmat hallitukset sitoutuvat lisäämään unkarilaisten kirjojen lukua Suomen kirjastoissa ja suomalaisten kirjojen lukua Unkarin kirjastoissa, ja sallivat toisesta maasta olevien tutkijoiden käyttää maidensa kirjastoja ja arkistoja samoilla ehdoilla kuin omien kansalaistenkin.

Molemmat hallitukset edistävät kirjojen välitöntä lainaamista sekä käsikirjoitusten jäljennösten hankkimista kummankin maan kirjastojen ja arkistojen välillä.

I3. art.

Molemmat hallitukset edistävät ja helpottavat erikoisesti yhteistyötä molempien maiden välillä urheilun alalla.

I4. art.

Näiden artiklojen määräysten täytäntöönpanemiseksi perustetaan suomalais-unkarilainen sekakomitea, joka jakaantuu kahteen alakomiteaan. Toisen alakomitean asemapaikka on Helsinki, toisen Budapest.

Kummassakin alakomiteassa on puheenjohtajana opetusministeri ja jäseninä opetusministerin ja ulkoasiainministerin sekä toisen sopimusvaltion lähetystön valtuutetut. Neuvottelevia asiantuntijoita voivat kummatkin sopimuksessa osalliset kutsua komitean neuvotteluihin. Kummankin alakomitean tulee kokoontua vähintään kerran vuodessa. Alakomiteat määräävät säännöissään toiminta- ja menettelytapansa.

I5. art.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettavat Helsingissä mahdollisimman pian. Sopimus tulee voimaan kolmantenakymmenentenä päivänä ratifioimiskirjojen vaihdon jälkeen.

I6. art.

Tämä sopimus on tehty määräämättömäksi ajaksi, mutta on kummallekin sopimusvaltiolle pidätetty oikeus sen irtisanomiseen. Sopimus lakkaa olemasta voimassa kuusi kuukautta virallisen irtisanomisen jälkeen.

Tämän vakuudeksi ovat valtuutetut sen allekirjoittaneet ja varustaneet sineteillään.

Tätä sopimusta on tehty kaksi yhtäpitävää kappaletta suomeksi ja unkariksi ja on molempia tekstejä pidettävä alkuperäisinä.

BUDAPESTISSA, 22 päivänä lokakuuta 1937.

(P. H.) HÓMAN Bálint, s. k.

(P. H.) Uuno HANNULA, s. k.

Pour copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4426. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE
ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LA COOPÉRATION
INTELLECTUELLE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 22 OCTOBRE 1937.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

Considérant les liens de parenté qui unissent les deux peuples,

Convaincus que le renouvellement de leurs relations millénaires produira des résultats utiles
et importants pour les deux pays,

Animés du désir sincère de resserrer davantage et d'ériger en institution les relations culturelles
déjà heureusement formées dans le passé entre les deux peuples frères,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipoten-
tiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence Monsieur le Docteur Bálint HÓMAN, conseiller privé, ministre des Cultes
et de l'Instruction publique du Royaume de Hongrie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Son Excellence Monsieur Uuno HANNULA, ministre de l'Instruction publique de Finlande ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,
sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement royal hongrois, en vue de développer et d'entretenir les relations hungaro-
finlandaises dans les domaines scientifique, littéraire et artistique, continuera d'accorder son
appui comme par le passé à l'Institut hongrois de l'Université d'Helsinki, à l'établissement et à
la dotation duquel le Gouvernement finlandais pourvoira, dans le cadre du budget de l'Université.

Le Gouvernement royal hongrois continuera de soutenir et, dans la mesure du possible,
développera l'Institut finno-ougrien du Collège Baron-Joseph-Eötvös à Budapest. La bibliothèque
dudit institut continuera d'être enrichie comme par le passé par des dons de livres et de périodiques
des sociétés et fondations savantes de Finlande.

Les savants hongrois et finlandais pourront travailler dans les deux instituts dans des conditions
identiques. En outre, le Gouvernement royal hongrois est disposé à assurer le séjour des savants
finlandais désireux de poursuivre leurs recherches à Budapest à des conditions de faveur dans le
collège susmentionné.

Article 2.

Chacun des deux gouvernement facilitera l'enseignement de la langue de l'autre pays par
des lecteurs dans les universités. Le Gouvernement finlandais maintiendra comme par le passé
le poste de lecteur hongrois existant à l'Université d'Helsinki. Le Gouvernement royal hongrois

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4426. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND
AND THE KINGDOM OF HUNGARY CONCERNING INTELLECTUAL
CO-OPERATION. SIGNED AT BUDAPEST, OCTOBER 22ND, 1937.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT
OF THE REPUBLIC OF FINLAND,

In view of the racial ties uniting the two peoples,
Being convinced that the renewal of their age-long relations will produce valuable and fruitful
results for the two countries,

And animated by a sincere desire still further to strengthen and regularise the cultural ties
happily formed in the past between the two sister nations,

Have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Pleni-
potentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Dr. Bálint HÓMAN, Privy Councillor, Minister of Public Worship and
Education of the Kingdom of Hungary ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

His Excellency M. Uuno HANNULA, Minister of Education of Finland ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon
the following provisions :

Article 1.

With a view to strengthening and maintaining Hungaro-Finnish relations in the scientific,
literary and artistic spheres, the Royal Hungarian Government will continue, as in the past,
to lend its support to the Hungarian Institute at the University of Helsinki, for the establishment
and endowment of which the Finnish Government will make provision in the University budget.

The Royal Hungarian Government will continue to support and, as far as possible, to enlarge
the Finno-Ugrian Institute in the Baron József Eötvös College at Budapest. The library of that
institute will continue, as in the past, to be enriched by gifts of books and periodicals from the
learned societies and foundations of Finland.

Hungarian and Finnish scholars shall be granted facilities to work in the two institutes under
identical conditions. The Royal Hungarian Government is also prepared to offer accommodation
in the above-mentioned college on special terms to Finnish scholars wishing to carry on research
in Budapest.

Article 2.

Each of the two Governments will offer facilities for the teaching of the language of the other
country by university lecturers (*lectors*). As in the past, the Finnish Government will maintain
the post of Hungarian *lector* at the University of Helsinki. The Royal Hungarian Government

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

créera un poste de lecteur finlandais à l'Université royale hongroise Péter-Pázmány de Budapest. Autant que possible, il sera tenu compte, dans l'attribution des postes de lecteur, des désirs du gouvernement intéressé en ce qui concerne la personne du lecteur, pour autant qu'il s'agira d'un ressortissant de l'autre Etat.

Article 3.

La commission mixte mentionnée à l'article 14 élaborera un plan de travail pour les recherches à entreprendre en commun sur tout ce qui intéresse mutuellement les peuples finno-ougriens en matière de linguistique, d'ethnographie, d'archéologie et d'histoire ancienne, et soumettra à un examen approfondi les questions scientifiques qui peuvent faire l'objet d'un travail commun des savants des Etats contractants et de publications communes. Lorsqu'une telle collaboration paraîtra opportune et désirable, les deux gouvernements l'encourageront, dans la mesure du possible.

Chacun des deux gouvernements accordera son appui aux associations et aux congrès scientifiques dont le but est de resserrer les relations qui existent entre les deux nations.

Chacun des deux gouvernements soutiendra pour sa part les congrès culturels dits finno-ougriens, qui s'efforcent de consolider les relations entre les peuples finno-ougriens et dont les deux gouvernements favoriseront, dans la mesure du possible, l'organisation tous les quatre ans.

Les deux gouvernements consacreront en outre la coutume qui s'est heureusement établie dans les dernières années, de célébrer annuellement les peuples de même race, le troisième samedi d'octobre, par des conférences scolaires. En outre, les écoles célébreront de la manière qui leur conviendra le mieux les fêtes nationales des Hautes Parties contractantes, à savoir le 15 mars (fête nationale de la Hongrie) et l'anniversaire de l'indépendance de la Finlande.

Article 4.

Les deux gouvernements faciliteront mutuellement, dans la mesure du possible, le travail de leurs savants, qu'il s'agisse de cours universitaires ou de recherches dans les instituts scientifiques, et, à cet effet, ils assureront, soit à un professeur d'Université, soit à un professeur d'école supérieure, soit à un savant, une bourse suffisamment élevée pour couvrir de manière satisfaisante les frais de voyage et de séjour de l'intéressé.

Le gouvernement de l'Etat où le boursier doit séjourner fixera, sur la proposition de ladite commission mixte (article 14), le montant de la bourse ainsi que les conditions d'attribution.

Les deux gouvernements assureront des conditions de travail particulièrement favorables aux boursiers susmentionnés dans les universités, les écoles supérieures et les instituts scientifiques où lesdits boursiers désirent poursuivre leurs recherches.

En outre, les deux gouvernements organiseront, dans la mesure du possible, l'échange des professeurs des universités et des écoles supérieures.

Article 5.

Chacun des deux gouvernements — dans la mesure où les crédits nécessaires seront disponibles dans le budget des Parties contractantes — assurera, sous forme de bourse d'échange — outre l'exonération complète des droits universitaires —, la pension et le logement gratuits, ou la somme correspondante, à un étudiant d'université ou d'école supérieure ou à un jeune savant désigné par l'autre gouvernement dans une ville universitaire, pour lui permettre d'y poursuivre des recherches scientifiques. Les boursiers d'échange sont soumis au règlement disciplinaire de l'école supérieure qu'ils auront désiré fréquenter. Si lesdits boursiers sont logés et nourris dans un collège ou dans un foyer d'étudiants, le règlement en vigueur dans ces derniers devra être observé par eux. Le gouvernement de chacun des deux Etats a le droit, dans la mesure où le ministre de l'Instruction publique le jugera nécessaire, de récuser, le cas échéant, en temps utile et en ce qui le concerne, certaines personnes qui concourent pour l'obtention de la bourse en question, et même d'en demander le rappel en cours d'année.

Le montant de la bourse et des frais de voyage est fixé conformément aux dispositions de l'article 4.

will create a post of Finnish *lector* at the Royal Hungarian Péter Pázmány University at Budapest. In making appointments to *lectors'* posts, account will be taken as far as possible of the wishes of the Government concerned regarding the candidate to be selected, when the latter is a national of the other State.

Article 3.

The Joint Committee mentioned in Article 14 shall draw up a plan of research work to be undertaken jointly into all matters of common interest to the Finno-Ugrian peoples in the spheres of philology, ethnography, archæology and ancient history, and shall undertake a thorough investigation of such scientific questions as may form the subject-matter of joint scientific work by scholars of the contracting States and of joint publications. The two Governments shall, as far as possible, encourage such collaboration whenever it shall appear opportune and desirable.

Each of the two Governments shall give its support to scientific associations and congresses the object of which is to strengthen the ties between the two nations.

Each of the two Governments shall give its support to the so-called Finno-Ugrian cultural congresses, which endeavour to consolidate the ties existing between the Finno-Ugrian peoples, and which the two Governments shall, as far as possible, help to organise every four years.

The two Governments shall also establish officially the happy custom which has grown up in recent years of having lectures about peoples of the same racial family given in the schools on the third Saturday of October. The schools shall, moreover, celebrate in such manner as they find best the national festivals of the High Contracting Parties, namely, March 15th (national festival of Hungary) and the anniversary of the independence of Finland.

Article 4.

The two Governments shall, as far as may be possible, offer reciprocal facilities for the work of their scholars, whether in the case of university lectures or research in scientific institutes, and, for this purpose, they shall offer to a university professor, a professor in a training college or a scholar a grant calculated adequately to cover the recipient's travelling and residential expenses.

The Government of the State in which the scholarship-holder wishes to reside shall, on the advice of the Joint Committee (Article 14), determine the amount of the grant and the conditions on which it is made.

The two Governments shall provide specially favourable working conditions for the above-mentioned grant-holders in the universities, training colleges and scientific institutes where they may wish to engage in research.

The two Governments shall also, as far as may be possible, organise exchanges of professors from universities and training colleges.

Article 5.

In so far as the necessary credits are available in the budgets of the Contracting Parties, each of the two Governments shall offer, in the form of an exchange scholarship, and in addition to complete exemption from university fees, free board and lodging, or its money equivalent, to a university or training-college student or a young scholar nominated by the other Government, the scholarship to be held in a university city, with a view to his engaging there in scientific research. Exchange scholars shall be subject to the disciplinary regulations of the training college in which they desire to work. If the said scholars receive board and lodging in a college or students' hostel, the regulations in force there shall be observed by them. The Government of each of the two States shall have the right, should the Minister of Education think fit, to refuse in due time the candidature of persons applying for the scholarship in question, and even to request the recall of a scholar during the academic year.

The amount of the scholarship and travelling expenses shall be fixed in accordance with the provisions of Article 4.

Le Gouvernement royal hongrois assure, en outre, annuellement, à partir de l'année scolaire 1937-38, l'exonération totale des droits universitaires à douze étudiants finlandais d'université ou d'école supérieure désignés par le Gouvernement finlandais.

Article 6.

Le Gouvernement hongrois et le Gouvernement finlandais feront tout leur possible pour qu'augmente le nombre des auditeurs qui désirent assister aux cours de vacances organisés par les écoles supérieures de l'autre Partie.

Chacun des deux gouvernements accordera particulièrement son appui aux organisations d'étudiants qui entretiennent ou désirent développer la bonne entente existante entre la jeunesse des écoles des deux pays et s'efforcera de mieux faire connaître l'autre pays et en particulier la jeunesse de ce dernier à la jeune génération. Dans ce but, les deux gouvernements encourageront les voyages d'étude et les échanges d'étudiants ainsi que l'organisation de camps de vacances pour étudiants.

En désignant les boursiers et en composant les groupes d'étudiants, on veillera tout particulièrement, des deux côtés, à n'accepter que des personnes représentant dignement la jeunesse de leur pays.

Article 7.

Les deux gouvernements attachent une importance particulière à ce que les chapitres des livres scolaires en usage relatifs à leur pays soient non seulement conformes à la vérité, mais aussi à ce qu'ils soient conçus dans un esprit amical. Les gouvernements des deux pays se communiqueront les données intéressant l'histoire, la géographie, l'ethnographie, etc., des deux pays qu'ils désirent voir enseigner dans les écoles de l'autre.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements échangera avec l'autre de temps en temps la liste des œuvres scientifiques et littéraires qui, à son avis, méritent d'être traduites dans la langue de l'autre pays, facilitera, dans la mesure du possible, la circulation desdites traductions et, en général, répandra la connaissance des œuvres scientifiques et littéraires de l'autre pays.

Article 9.

Afin de renforcer et de développer les richesses culturelles communes aux deux pays, chacun des deux gouvernements, en collaboration avec la commission mixte, favorisera, dans son propre pays, la représentation des œuvres théâtrales et des films de valeur artistique de l'autre nation.

Chacun des deux gouvernements accordera son appui à l'organisation d'expositions hongroises ou finlandaises respectivement.

Article 10.

Chacun des deux gouvernements prendra des mesures pour que ses postes de radiodiffusion relayent des émissions choisies dans le programme radiophonique de l'autre et pour qu'ils contribuent, par des émissions radiophoniques, à faire connaître l'histoire, la littérature, l'art, la musique, l'art populaire ainsi que les beautés touristiques de l'autre pays.

Article 11.

Les deux gouvernements prendront soin de favoriser l'échange des publications officielles ainsi que des périodiques de leurs institutions savantes. Les modalités de cet échange feront l'objet de conversations ultérieures entre les deux gouvernements.

The Royal Hungarian Government shall also offer complete exemption from university dues, annually as from the academic year 1937-1938, to twelve Finnish university or training-college students nominated by the Finnish Government.

Article 6.

The Hungarian Government and the Finnish Government shall each do all in its power to increase the number of those wishing to attend the vacation courses organised by the training colleges of the other Party.

Each of the two Governments shall give particular encouragement to the student organisations which maintain or seek to extend the good understanding existing between students of both countries, and shall endeavour to make the other country, and in particular its young people, better known to the younger generation. For this purpose, the two Governments shall encourage study-tours, exchanges of students and the organisation of students' holiday camps.

In nominating scholars and forming student groups, special care shall be taken on both sides that only persons likely to prove worthy representatives of the youth of their country are accepted.

Article 7.

The two Governments consider it particularly important that all chapters in the current school-books relating to their respective countries should be not only true, but also written in a friendly spirit. The Government of each country shall communicate to the other the data regarding the history, geography, ethnography, etc., of its country, which it desires to have taught in the schools of the other.

Article 8.

Each of the two Governments shall exchange with the other from time to time a list of scientific and literary works which, in its opinion, deserve to be translated into the language of the other country, shall facilitate, as far as possible, the circulation of such translations and, in general, shall spread a knowledge of the scientific and literary works of the other country.

Article 9.

With a view to increasing and developing the cultural heritage common to both countries, each of the two Governments, in co-operation with the Joint Committee, shall encourage the representation, in its own country, of dramatic works and films of artistic merit produced by the other nation.

Each of the two Governments shall give its support to the organisation of Hungarian and Finnish exhibitions respectively.

Article 10.

Each of the two Governments shall take steps to ensure that its broadcasting stations shall relay items selected from the broadcast programmes of the other, and that they shall contribute by their broadcasts to spread a knowledge of the history, literature, art, music, folk art and features of interest from the tourist's point of view of the other country.

Article 11.

The two Governments shall encourage the exchange of official publications and of periodicals issued by their learned institutions. The details of such exchanges shall be discussed at subsequent conversations between the two Governments.

Article 12.

Chacun des deux gouvernements enrichira, par les moyens dont il dispose, les collections hongroises des bibliothèques finlandaises et les collections finlandaises des bibliothèques hongroises, et il permettra aux ressortissants de l'autre Etat de faire usage de ses bibliothèques et de ses archives, dans les mêmes conditions que celles qu'il accorde à ses propres ressortissants.

Les deux gouvernements favoriseront le prêt direct de livres entre les bibliothèques et les archives des deux Etats et faciliteront la copie des manuscrits.

Article 13.

Chacun des deux gouvernements veillera tout particulièrement à ce que la collaboration et les relations sportives entre les deux pays soient encouragées et facilitées.

Article 14.

Afin de pouvoir mettre en vigueur les mesures prévues aux articles précédents, il sera créé une commission mixte hongro-finlandaise, composée de deux commissions gouvernementales. Le siège d'une des commissions gouvernementales est Budapest, celui de l'autre est Helsinki.

Chacune des deux commissions gouvernementales sera présidée par le ministre de l'Instruction publique respectif et composée d'un délégué du ministre de l'Instruction publique, d'un délégué du ministre des Affaires étrangères et du représentant de la légation de l'autre Partie contractante. Des experts provenant des deux pays peuvent être invités à assister la commission, à titre consultatif.

Chacune des commissions gouvernementales est tenue de se réunir au moins une fois par an. Les commissions détermineront par un règlement la façon dont elles rempliront leur mission.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Helsinki dans le plus bref délai possible.

La convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 16.

La présente convention restera en vigueur pendant un temps indéterminé, mais chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de la dénoncer. Au cas où elle serait dénoncée, la convention cessera ses effets six mois après la notification de ladite dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en deux exemplaires, en langue hongroise et en langue finlandaise, les deux textes faisant également foi.

Fait à Budapest, le 22 octobre 1937.

(L. S.) HÓMAN Bálint, *m. p.*

(L. S.) Uuno HANNULA, *m. p.*

Article 12.

Each of the two Governments shall, by all the means at its disposal, enrich the Hungarian collections in Finnish libraries and the Finnish collections in Hungarian libraries, and shall allow nationals of the other State to use its libraries and archives upon the same conditions as those enjoyed by its own nationals.

The two Governments shall encourage direct loans of books between the libraries and archives of the two States and shall offer facilities for the copying of manuscripts.

Article 13.

Each of the two Governments shall lay special stress on encouraging and facilitating the co-operation and ties existing between the two countries in the field of sport.

Article 14.

With a view to putting into effect the measures prescribed in the preceding Articles, a joint Hungaro-Finnish Committee, composed of two governmental committees, shall be set up. The seat of one of the governmental committees shall be Budapest, that of the other Helsinki.

Each of the two governmental committees shall be presided over by the respective Minister of Education, and shall consist of a delegate of the Minister of Education, a delegate of the Minister of Foreign Affairs, and the representative of the Legation of the other Contracting Party. Experts from the two countries may be asked to advise the committee.

Each of the governmental committees shall meet at least once a year. The committees shall draw up rules concerning the way in which they shall discharge their mission.

Article 15.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsinki as soon as possible.

The Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

Article 16.

The present Convention shall remain in force for an indefinite period, but each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce it. In the event of its being denounced, the Convention shall cease to have effect six months after notice of denunciation has been given.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the Hungarian and Finnish languages, both texts being equally authentic.

Done at Budapest, this twenty-second day of October, 1937.

(L. S.) HÓMAN Bálint, *m. p.*

(L. S.) Uuno HANNULA, *m. p.*

N° 4427.

**DANEMARK, FINLANDE,
ISLANDE,
NORVÈGE ET SUÈDE**

Convention relative aux carnets de bons postaux de voyage dans les rapports entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, avec protocole final et règlement d'exécution y annexé. Signés à Stockholm, le 23 septembre 1937.

**DENMARK, FINLAND,
ICELAND,
NORWAY AND SWEDEN**

Convention regarding Booklets of Travellers' Postal Vouchers in the Relations between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, with Final Protocol and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Stockholm, September 23rd, 1937.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 4427. — OVERENSKOMST ¹ ANGAAENDE POSTREJSEKREDITIVER
I FORBINDELSEN MELLEM DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE
OG SVERIGE. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 23. SEPTEMBER
1937.

*Textes officiels danois, finnois, islandais, norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent
de la Norvège près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1938.*

POSTSTYRELSENE I DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE og SVERIGE har i Kraft af de dem meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om Udfærdigelse og Indløsning af Postrejsekreditiver i Forbindelsen mellem de nævnte Lande. For denne Tjeneste skal følgende Bestemmelser anvendes.

Artikel 1.

POSTREJSEKREDITIVER.

1. De kontraherende Poststyrelser udsteder Postrejsekreditiver. Et Postrejsekreditiv bestaar af Kreditivanvisninger, som samles i et Kreditivhefte.
2. Postrejsekreditiver udstedes kun for en navngiven fysisk Person.

Artikel 2.

MØNT OG BELØB.

1. Kreditivanvisningerne skal være udfærdiget i Udstedelseslandets Mønt. De skal lyde paa et af følgende faste Beløb, nemlig 100 Kroner og 50 Kroner for Anvisninger, som udstedes i Danmark, Island, Norge eller Sverige, eller 1000 Mark og 500 Mark for Anvisninger, som udstedes i Finland.
2. Et Kreditivhefte maa kun indeholde Anvisninger, som lyder paa et og samme Beløb. Hvert Hefte maa indeholde højst 10 og mindst 6 Anvisninger, som lyder paa det højere Beløb, eller højst 10 og mindst 4 Anvisninger, som lyder paa det lavere Beløb.

Artikel 3.

GEBYRER.

Gebyret for Rejsekreditiver fastsættes og opkræves af det udstedende Postvæsen.
Gebyret maa ikke overstige for Kreditivhefter

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1938.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 4427. — SOPIMUS¹ POSTIMATKAKREDITIIVEISTÄ ISLANNIN, NORJAN, RUOTSIN, SUOMEN JA TANSKAN VÄLILLÄ. ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 23 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1937.

Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 1st, 1938.

ISLANNIN, NORJAN, RUOTSIN, SUOMEN ja TANSKAN POSTIHALLINNOT ovat niille annettujen valtuuksien nojalla tehneet sopimuksen postimatkakreditiivien laatimisesta ja lunastamisesta mainittujen maiden välisessä liikenteessä. Tässä liikenteessä sovelletaan seuraavia määräyksiä.

I Artikla.

POSTIMATKAKREDITIIVIT.

1. Sopimuksen tehneet postihallinnot antavat postimatkakreditiivejä. Postimatkakreditiivi käsittää kreditiiviosoituksia, jotka on yhdistetty kreditiivivihoksi.
2. Postimatkakreditiivi voidaan asettaa ainoastaan nimetylle fyysilliselle henkilölle.

2 Artikla.

RAHALAJI JA MÄÄRÄ.

1. Kreditiiviosoitukset on asetettava laativan maan rahassa. Niiden tulee olla asetettu jollekin seuraavista kiinteistä määristä, nimittäin 100 kruunulle, ja 50 kruunulle, jos osoitukset on laadittu Islannissa, Norjassa, Ruotsissa tai Tanskassa, tai 1000 markalle ja 500 markalle, jos osoitukset on laadittu Suomessa.
2. Kreditiivivihko saa sisältää ainoastaan samalle määrälle asetettuja osoituksia. Jokainen vihko saa käsittää enintään 10 ja vähintään 6 suuremmalle määrälle asetettua osoitusta tai enintään 10 ja vähintään 4 pienemmälle määrälle asetettua osoitusta.

3 Artikla.

MAKSUT.

Postimatkakreditiivin maksun vahvistaa ja kantaa kreditiivin laativa postilaitos. Maksu kreditiiviviholta ei saa olla seuraavia määriä suurempi :

¹ Came into force September 1st, 1938.

				I Danmark, Island, Norge og Sverige Kroner	I Finland Mark
paa Beløb af	<u>200 Kroner</u> 2000 Mark	indtil	<u>300 Kroner</u> 3000 Mark	2	20
» » »	<u>350 Kroner</u> 3500 Mark	»	<u>500 Kroner</u> 5000 Mark	3	30
» » »	<u>600 Kroner</u> 6000 Mark	»	<u>800 Kroner</u> 8000 Mark	4	40
» » »	<u>900 Kroner</u> 9000 Mark	»	<u>1000 Kroner</u> 10 000 Mark	5	50

Noget yderligere postalt Gebyr maa ikke opkræves, hverken for Kreditiver i deres Helhed eller for de dertil hørende Kreditivanvisninger.

Artikel 4.

SALGSPRIS.

Postrejsekreditiver leveres mod Erlæggelse af et Beløb, der svarer til Kreditivets nominelle Værdi i Udstedelseslandets Mønt med Tillæg af det i Art. 3 fastsatte Gebyr for Kreditivet.

Artikel 5.

OMSÆTNINGSKURS.

1. En Kreditivanvisning udbetales med det Beløb, som i Udbetalingslandets Mønt modsvarer Anvisningens nominelle Værdi efter en ved Overenskomst mellem det udstedende Postvæsen og Udbetalingslandets Postvæsen fastsat Kurs.

2. En saaledes fastsat Kurs gælder for et Kalenderkvartal. Saafremt der ikke senest 7 Dage før Udløbet af det løbende Kalenderkvartal er truffet Overenskomst om Anvendelse af en anden Kurs, gælder Kursen ogsaa for det nærmest følgende Kalenderkvartal.

3. Omsætningskursen skal som Regel svare til Middelværdien af de af Centralbanken i det udstedende Land fastsatte a vista Vekselkurser paa vedkommende Mønt i de 2 første Maaneder i det løbende Kalenderkvartal og sidste Maaned i det nærmest foregaaende Kvartal. En Afvigelse paa højst 2 pro mille fra denne Middelværdi er dog tilladt.

4. Ved væsentlige Ændringer i Valutaforholdene, eller saafremt anden tvingende Grund foreligger, har Postvæsenene Adgang til uden Iagttagelse af de i foranstaaende Punkter 2 og 3 fastsatte Vilkaar at træffe Overenskomst om den Ændring af Kursen, som betinges deraf.

5. Kreditiver, som er udstedt før en Kursændrings Ikrafttræden, berøres ikke af Ændringen.

6. Ved Udstedelsen af Postrejsekreditiver skal der i Kreditivheftet paa betryggende Maade gives Oplysning om de Modværdier af Anvisningernes Beløb i det udstedende Lands Mønt, som i Henhold til Bestemmelserne i denne Artikel skal gælde ved Udbetaling paa Grundlag af Kreditivet i de forskellige Lande. Disse Modværdier skal gælde i hele den Tid, i hvilken Kreditivet er gyldigt.

Artikel 6.

RET TIL AT INDSTILLE TJENESTEN.

1. Hvert Postvæsen kan efter Meddelelse derom til de øvrige Postvæsener straks eller fra et bestemt senere Tidspunkt helt eller for en bestemt Tid indstille Udstedelsen af Postrejsekreditiver.

Ligeledes kan hvert Postvæsen efter behørig Meddelelse ved Udstedelsen af Kreditiver begrænse disses Gyldighed til et enkelt eller nogle af de kontraherende Lande.

			Suo- messa	Islannissa, Norjassa, Ruotsissa ja Tanskassa
2 000 markan- 3 000 markan	suuruiselta			
200 kruunun- 300 kruunun	määrältä	20 markkaa		2 kruunua
3 500 markan- 5 000 markan	»	30 »		3 »
350 kruunun- 500 kruunun	»	40 »		4 »
6 000 markan- 8 000 markan	»	50 »		5 »
600 kruunun- 800 kruunun	»			
9 000 markan- 10 000 markan	»			
900 kruunun- 1 000 kruunun	»			

Mitään muuta postimaksua ei saa ottaa koko krediitivistä enempää kuin siihen kuuluvasta-krediitiviosoituksestaan.

4 Artikla.

MYNTIHINTA.

Postimatkakrediitiä pidetään saatavana siitä maksusta, joka vastaa krediitin nimellisarvoa krediitin laativan maan rahassa lisäämällä siihen 3 artiklassa vahvistettu krediitivimaksu.

5 Artikla.

MUUNTOKURSSI.

1. Krediitiviosoituksesta maksetaan se määrä, joka maksavan maan rahassa vastaa osoituksen nimellisarvoa sen muuntokurssin mukaan, jonka soveltamisesta osoituksen laatinut postilaitos on sopinut maksavan maan postilaitoksen kanssa.

2. Täten vahvistettu kurssi on voimassa kalenterineljänneksen ajan. Ellei viimeistään 7 päivää ennen kuluvan kalenterineljänneksen loppua ole sovittu toisen kurssin soveltamisesta, on kurssi voimassa myös lähinnä seuraavan kalenterineljänneksen ajan.

3. Muuntokurssi on yleensä vahvistettava siten, että se vastaa antavan maan keskuspankin asianomaisesta rahasta näytettäessä maksettavista vekseleistä vahvistamien kurssien keskiarvoa kuluvan kalenterineljänneksen kahden ensimmäisen kuukauden ja lähinnä edellisen neljänneksen viimeisen kuukauden aikana. Enintään 2 0/00:n eroavaisuus tästä keskiarvosta on kuitenkin sallittu.

4. Huomattavan muutoksen sattuessa valuuttaoloissa tai jonkin muun pakottavan syyn ilmetessä, on postilaitosten edellisissä 2 ja 3 mom. määrättyjä ehtoja noudattamatta sovittava tästä aiheutuvasta kurssin muutoksesta.

5. Muutos ei koske ennen kurssimuutoksen voimaan tuloa laadittua krediitiä.

6. Postimatkakrediitiä laadittaessa on krediitivihossa selvästi ilmoitettava laativan maan rahassa mainittujen osoitusmäärien vasta-arvot, jotka tämän artiklan määräysten mukaan ovat eri maissa voimassa krediitiä lunastettaessa. Nämä vasta-arvot ovat voimassa krediitin koko kelpoisuajan.

6 Artikla.

OIKEUS LIIKENTEEN KESKEYTTÄMISEEN.

1. Jokainen postilaitos voi, ilmoitettuaan asiasta muille postilaitoksille, joko heti tai määrätystä, myöhemmästä ajankohdasta lukien kokonaan tai määrättyksi ajaksi keskeyttää postimatkakrediittien antamisen.

Samoin voi jokainen postilaitos, siitä asianmukaisesti tiedoitettuaan, rajoittaa krediitivejä antaessaan niiden kelpoisuuden ainoastaan johonkin tai joihinkin sopimukseen liittyneistä maista.

2. Den foran omhandlede Afbrydelse eller Begrænsning frigør ikke Postvæsenerne for Pligten til at indløse Kreditivanvisninger, som ikke direkte berøres af Afbrydelsen eller Begrænsningen.

Artikel 7.

UDBETALING.

1. Mod Aflevering af en behørigt kvitteret Kreditivanvisning udbetales det Beløb i Udbetalingslandets Mønt, som i Henhold til Angivelse i Kreditivet modsvarer Anvisningens nominelle Værdi.

2. Ved Udbetalingen skal Kreditivet forevises. Underskriften paa Anvisningen skal svare til Underskriften paa Kreditivets Omslag. Naar den sidste Anvisning i et Kreditivhefte udbetales, tilbageholdes Heftet og vedlægges Anvisningen. I øvrigt foretages Udbetaling af Kreditivanvisninger i Overensstemmelse med det udbetalende Postvæsens indenrigske Bestemmelser angaaende Postanvisninger.

3. Kreditivhefter eller dertil hørende Anvisninger maa ikke overdrages til Trediemand ved Endossering eller paa anden Maade. Hefter eller Anvisninger maa heller ikke pantsættes.

4. Kreditiver kan ikke gennem andre end vedkommende Poststyrelse spærres for Udbetaling.

5. Hvis Udbetalingsposthuset ikke disponerer over tilstrækkelige Midler til Udbetaling, kan denne udsættes, indtil Posthuset har fremskaffet Midler.

6. Kreditivbeløb, som ikke er kommet til Udbetaling, tilbagebetales af det udstedende Postvæsen ubeskaaret mod Tilbagelevering af Kreditivheftet med de tilbageværende Anvisninger inden for et Aar fra Udstedelsesdagen at regne. De nærmere Betingelser for Tilbagebetalingen bestemmes af det udstedende Postvæsen.

Artikel 8.

GYLDIGHEDSTID.

Kreditivanvisninger gælder i 3 Maaneder fra Udstedelsesdatoen at regne. En Maaned regnes fra Dato til Dato uden Hensyn til Antallet af Dage i Maaneden. Findes der ikke tilsvarende Dato i den sidste Gyldighedsmaanede, gælder Kreditivanvisninger til og med den sidste Dag i Maaneden.

Artikel 9.

ANSVAR.

1. Postvæsenerne er kun i efternævnte Omfang ansvarlige for den Skade, som kan opstaa ved, at Kreditivanvisninger bortkommer eller anvendes svigagtigt, eller ved, at Kreditiver spærres for Udbetaling, eller at Udbetaling sker paa Grundlag af et spærret Kreditiv.

2. Dersom der ved Fejl eller Forsømmelse fra et Postvæsens Side udbetales Beløb paa Grundlag af Kreditiver til en anden end den retmæssige Indehaver, er Postvæsenet erstatningspligtigt, dog højst for det Beløb, som er udbetalt fejlagtigt. Erstatningen udbetales gennem det udstedende Postvæsen, saa snart ske kan og senest en Maaned efter, at Erstatningsansvaret er konstateret. Det paagældende Postvæsen godtgør sig i paakommende Tilfælde Erstatningsbeløbet hos det ansvarlige Postvæsen i en kommende Kreditivafregning.

3. Ved Bortkomst af Kreditiver eller Kreditivanvisninger tilbagebetaler det udstedende Postvæsen det Beløb, som ikke er kommet til Udbetaling. Tilbagebetaling kan dog ikke finde Sted, med mindre det godtgøres, at den, der har gjort Fordring derpaa, har forlangt Udstedelse af Kreditivet og herfor har erlagt hele det tilsvarende Beløb, og ikke før det udstedende Postvæsen har forvissat sig om, at Udbetaling ikke har fundet Sted paa Grundlag af de Dokumenter, som opgives at være bortkommet. I intet Tilfælde kan Tilbagebetaling ske før Udløbet af Kreditivets Gyldighedstid.

2. Keskeytys tai rajoitus, josta nyt on kysymys, ei vapauta postilaitosta niiden kreditiiviosoitusten lunastamisvelvollisuudesta, joita keskeytys tai rajoitus ei suorastaan koske.

7 Artikla.

MAKSAMINEN.

1. Asianmukaisesti kuitatusta kreditiiviosoituksesta suoritetaan maksavan maan rahassa se määrä, joka kreditiivissä olevan ilmoituksen mukaan vastaa osoituksen nimellisarvoa.

2. Maksettaessa on kreditiivi näytettävä. Osoituksen nimikirjoituksen tulee olla yhtäpitävä kreditiivin päällystässä olevan nimikirjoituksen kanssa. Kun kreditiivivihon viimeinen osoitus maksetaan, otetaan vihko talteen ja liitetään osoitukseen. Muuten suoritetaan kreditiiviosoitusten maksaminen maksavan postilaitoksen postiosoituksia koskevien kotimaisten määräysten mukaisesti.

3. Kreditiivivihkoa tai siihen kuuluvaa osoitusta ei saa luovuttaa toiselle henkilölle sirtämällä eikä muulla tavalla. Vihkoa tai osoitusta ei saa myöskään pantata.

4. Kreditiiviä ei voi kukaan muu kuin asianomainen postihallinto kieltää maksamasta.

5. Jos maksavalla postitoimipaikalla ei ole maksamiseen riittäviä varoja, voidaan maksaminen lykätä siksi, kunnes postitoimipaikka on varat hankkinut.

6. Maksamattoman kreditiivimäärän suorittaa kreditiivin laatinut postilaitos takaisin vähentämättömänä, jos kreditiivivihko jäljellä olevine osoituksineen palautetaan vuoden kuluessa laatimispäivästä lukien. Laatinut postilaitos määrää tarkemmin takaisinmaksuehdot.

8 Artikla.

KELPOISUUSAIKA.

Kreditiiviosoitus on voimassa 3 kuukautta laatimispäivästä lukien. Kuukausi lasketaan päivämäärästä päivämäärään ottamatta huomioon päivien lukumäärää kuukaudessa. Ellei kelpoisuusajan viimeisessä kuukaudessa ole vastaavaa päivämäärää, on kreditiiviosoitus voimassa kuukauden viimeisen päivän loppuun.

9 Artikla.

VASTUULLISUUS.

1. Postilaitokset eivät ole, muissa tapauksissa kuin alempana on sanottu, vastuussa siitä vahingosta, joka saattaa aiheutua kreditiiviosoituksen hukkaantumisesta tai sen vilpillisestä käytöstä tai sen johdosta, että kreditiiville annetaan maksukielto tai että maksukiellon alainen kreditiivi lunastetaan.

2. Jos postilaitoksen taholta tapahtuneen virheen tai laiminlyönnin johdosta kreditiivistä on osa maksettu muulle kuin oikealle omistajalle, on postilaitos korvausvelvollinen, ei kuitenkaan suurempaan määrään kuin mikä on virheellisesti maksettu. Korvauksen maksaa kreditiivin laatinut postilaitos mahdollisimman pian ja viimeistään kuukauden kuluttua korvausvelvollisuuden vahvistamisesta. Mainittu postilaitos velkoo tarvittaessa korvausmäärän vastuunalaiselta postilaitokselta seuraavassa kreditiivilityksessä.

3. Kreditiivin tai kreditiiviosoituksen hukkaantuessa suorittaa laatinut postilaitos takaisin sen määrän, jota ei ole maksettu. Takaisinmaksu ei kuitenkaan voi tapahtua, jollei näytetä toteen, että se, joka on takaisinmaksua vaatinut, on pyytänyt kreditiivin laatimista ja suorittanut siitä täyden maksun, eikä myöskään ennenkuin kreditiivin laatinut postilaitos on vakuuttautunut siitä, että maksua ei ole tapahtunut kadonneiksi ilmoitettujen asiakirjojen perusteella. Takaisinmaksu ei missään tapauksessa voi tapahtua ennen kreditiivin kelpoisuusajan loppuun kulumista.

Artikel 10.

DELING AF GEBYRER.

Det udstedende Postvæsen godtgør det Postvæsen, som har foretaget Udbetalingen, $\frac{1}{4}$ % af de udbetalte Kreditivanvisningers samlede Beløb i Udbetalingslandets Mønt.

Artikel 11.

AFREGNING OG AFVIKLING.

1. Senest den 20. i hver Maaned udfærdiger det udbetalende Postvæsen til det udstedende Postvæsen Afregning over de i den foregaaende Maaned udbetalte Kreditivanvisninger. Afregningen skal udvise Postvæsenets samlede Fordring for de i Maanedens Løb udbetalte Kreditivanvisninger, saaledes at Fordringen skal udgøre Summen i Udbetalingslandets Mønt af de udbetalte Beløb med Tillæg af den Postvæsenet tilkommende Gebyrandel, $\frac{1}{4}$ % af den i Regningen optagne Sum. Saldering eller Fradrag af Modfordringer finder ikke Sted.

2. Afvikling skal ske i det fordringshavende Lands Mønt snarest muligt og senest 10 Dage efter Modtagelsen af Afregningen.

3. I øvrigt anvendes med Hensyn til Afregning og Afvikling de Bestemmelser, som gælder for Postanvisningsudvekslingen mellem de vedkommende Lande.

Artikel 12.

EKSPEDITIONSREGLEMENT.

Poststyrelserne har Adgang til i et Ekspeditionsreglement eller ved Korrespondance at træffe Aftale om de nærmere Bestemmelser, som maatte være nødvendige for Gennemførelsen af denne Overenskomst.

Artikel 13.

ANVENDELSE AF INTERNATIONALE BESTEMMELSER.

I de Tilfælde, for hvilke ingen Bestemmelse er truffet i denne Overenskomst eller fornævnte Ekspeditionsreglement eller i nog n anden særlig Overenskomst mellem Landene eller i et dertil hørende Ekspeditionsreglement, eller med Hensyn til hvilke særlig Aftale — enten mellem samtlige Lande eller nogle af disse — ikke er truffet ved Korrespondance, skal de almindelige internationale Postoverenskomster med dertil hørende Ekspeditionsreglementer bringes i Anvendelse.

Artikel 14.

OVERENSKOMSTENS GYLDIGHEDSTID.

Denne Overenskomst træder i Kraft den 1' Januar 1938.

Overenskomsten gælder paa ubestemt Tid og kan opsiges af enhver af de kontraherende Parter, i hvilket Tilfælde den ophører at gælde et Aar efter Opsigelsen.

Udfærdiget i fem Eksemplarer — et i det svenske og et i det danske Sprog, et i det finske og svenske Sprog, et i det islandske og et i det norske Sprog — i Stockholm den 23' September 1937.

For Danmark :

C. MONDRUP.

For Island :

G. J. HLIÐDAL.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norge :

J. C. AALL.

For Sverige :

Anders ÖRNE.

10 Artikla.

MAKSUJEN JAKO.

Kreditiivin laatinut postilaitos hyvittää sitä postilaitosta, joka on suorittanut maksun, $\frac{1}{4}$ %:lla maksettujen kreditiiviosoitusten yhteenlasketusta määrästä maksaneen maan rahassa.

11 Artikla.

TILITYS JA SUORITUS.

1. Viimeistään kunkin kuun 20 p:nä esittää maksanut postilaitos osoitukset laatineelle postilaitokselle laskun edellisen kuukauden aikana maksetuista kreditiiviosoituksista. Laskun tulee osoittaa postilaitoksen kokonaissaatava kuukauden aikana maksetuista kreditiiviosoituksista ja muodostuu saatava maksettujen määrien yhteissummasta maksavan maan rahassa lisättynä postilaitokselle tulevalla maksuosuudella $\frac{1}{4}$ % laskuun merkitystä summasta. Vastasaatavan kuittausta tai vähennystä ei tapahdu.

2. Suoritus maksetaan velkovan maan rahassa mahdollisimman pian ja viimeistään 10 päivän kuluessa laskun vastaanottamisesta.

3. Muuten sovelletaan niitä tilien laatimista ja suoritusta koskevia määräyksiä, jotka ovat voimassa postiosoitusten vaihdossa asianomaisten maiden välillä.

12 Artikla.

TOIMITUSOHJESÄÄNTÖ.

Postihallinnoilla on oikeus toimitusohjesäännössä tai kirjeenvaihdon avulla sopia niistä tarkemmista määräyksistä, jotka saattavat käydä tarpeellisiksi tätä sopimusta sovellettaessa.

13 Artikla.

KANSAINVÄLISTEN MÄÄRÄYSTEN SOVELTAMINEN.

Niissä tapauksissa, joista määräystä ei ole tässä sopimuksessa tai äsken mainitussa toimitusohjesäännössä tai muussa maiden välisessä eri sopimuksessa tai siihen kuuluvassa toimitusohjesäännössä eikä eri sopimusta ole kirjeenvaihdon avulla tehty joko kaikkien tai joidenkin maiden kesken, noudatetaan yleiskansainvälisten postisopimusten sekä niihin kuuluvien toimitusohjesääntöjen määräyksiä.

14 Artikla.

SOPIMUKSEN KELPOISUUSAIKA.

Tämä sopimus tulee voimaan 1 päivänä tammikuuta 1938.

Sopimus on voimassa määräämättömän ajan ja voi kukin sopimuspuoli sen irtisanoa, missä tapauksessa se lakkaa olemasta voimassa vuoden kuluttua irtisanomisesta.

Tehty viitenä kappaleena — yksi ruotsin kielellä ja yksi tanskan kielellä, yksi suomen ja ruotsin kielellä, yksi islannin kielellä ja yksi norjan kielellä — Tukholmassa 23 päivänä syyskuuta 1937.

Islannin puolesta :

G. J. HLÍÐDAL.

Ruotsin puolesta :

Anders ÖRNE.

Norjan puolesta :

J. C. AALL.

Suomen puolesta :

G. E. F. ALBRECHT.

Tanskan puolesta :

C. MONDRUP.

SLUTNINGSPROTOKOL.

Før Underskriften af den under Dags Dato afsluttede Overenskomst angaaende Postrejsekreditiver i Forbindelsen mellem Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige er undertegnede kommet overens om, at Overenskomsten som en Afvigelse fra det i Artikel 14 fastsatte skal træde i Kraft den første Dag i den anden Maaned efter den, i hvilken den danske Poststyrelse overfor de andre kontraherende Parter tilkendegiver, at Overenskomsten for dens Vedkommende kan træde i Kraft, dog ikke tidligere end den 1' Januar 1938.

Udfærdiget i fem Eksemplarer — et i det svenske og et i det danske Sprog, et i det finske og svenske Sprog, et i det islandske og et i det norske Sprog — i Stockholm den 23' September 1937.

For Danmark :

C. MONDRUP.

For Island :

G. J. HLIÐDAL.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norge :

J. C. AALL.

For Sverige :

Anders ÖRNE.

EKSPEDITIONSREGLEMENT

TIL OVERENSKOMSTEN ANGAAENDE POSTREJSEKREDITIVER I FORBINDELSEN MELLEM
DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE OG SVERIGE.

Poststyrelserne i Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige er kommet overens om, at der for Postrejsekreditivtjenesten i Forbindelsen mellem de fem Lande fra og med den 1' Januar 1938 skal gælde følgende særlige reglementariske Bestemmelser.

§ 1.

FREMSTILLING OG LEVERING AF KREDITIVER.

1. Kreditivanvisninger skal være indrettet i Overensstemmelse med vedføjede Formularer I og II. Anvisningsblanketterne fremstilles af særligt Papir med Vandmærke og med Guillochetryk som Undergrund. Farven paa Papiret er lyseblaa for Anvisninger, der lyder paa 100 Kroner eller 1000 Mark, og lyserød for Anvisninger, der lyder paa 50 Kroner eller 500 Mark. Samme Slags Papir skal anvendes til samtlige Postvæseners Anvisninger.

Paa Anvisningerne trykkes det udstedende Lands Navn og et Serienummer, der løber fra 1 til 100 000, samt umiddelbart foran Serienummeret Litrabetegnelsen A for Anvisninger, der lyder paa 100 Kroner eller 1000 Mark, eller Litrabetegnelsen B for Anvisninger, der lyder paa 50 Kroner eller 500 Mark. I venstre Side forsynes Blanketterne med et for alle Landes Vedkommende ens Reliefstempel uden Farve, der gengiver et Merkurhoved.

2. Kreditivomslagene skal være i Overensstemmelse med vedføjede Formularer III og IV. Til Omslag skal anvendes Papir af passende Styrke og ens for alle Postvæseners.

Det udstedende Lands Navn trykkes paa Omslagets Forside.

3. I hvert Kreditivhefte skal findes fire Tekstsider, nummereret fra 1 til 4. Side 1 og 2 skal være indsat foran den første Anvisning i Kreditivheftet, Side 3 og 4 efter den sidste Anvisning i Heftet. Tekstsiderne skal indeholde dels en Tabel, der udviser de Modværdier i de vedkommende Landes Mønt, som skal anvendes ved Udbetaling efter Kreditivet, dels visse Meddelelser til Kreditivindehaveren. Til Tekstsiderne skal anvendes samme Slags Papir som til Kreditivanvisningerne i Heftet. Paa første Tekstside skal øverst til venstre anbringes det i foranstaaende Punkt 1 nævnte Reliefstempel.

PÄÄTTÖPÖYTÄKIRJA.

Ennen tänä päivänä solmitun postimatkakreditiivejä Islannin, Norjan, Suomen, Ruotsin ja Tanskan välisessä vaihdossa koskevan sopimuksen allekirjoittamista ovat allekirjoittaneet sopineet, että sopimus, poikkeuksena 14 artiklan määräyksestä, tulee voimaan toisen kuukauden ensimmäisenä päivänä sen kuukauden jälkeen, jonka aikana Tanskan postihallinto on muille sopimuspuolille ilmoittanut, että sopimusta sen suhteen voidaan soveltaa, ei kuitenkaan aikaisemmin kuin 1 päivänä tammikuuta 1938.

Tehty viitenä kappaleena — yksi ruotsin kielellä ja yksi tanskan kielellä, yksi suomen ja ruotsin kielellä, yksi islannin kielellä ja yksi norjan kielellä — Tukholmassa 23 päivänä syyskuuta 1937.

Islannin puolesta :

G. J. HLIÐDAL.

Ruotsin puolesta :

Anders ÖRNE

Norjan puolesta :

J. C. AALL

Suomen puolesta :

G. E. F. ALBRECHT.

Tanskan puolesta :

C. MONDRUP.

ISLANNIN, NORJAN, RUOTSIN, SUOMEN JA TANSKAN VÄLISEN POSTIMATKAKREDITIIVISOPIMUKSEN

TOIMITUSOHJESÄÄNTÖ.

Islannin, Norjan, Ruotsin, Suomen ja Tanskan postihallinnot ovat sopineet, että postimatka-kreditiiviliikenteessä näiden viiden maan välillä sovelletaan 1 päivästä tammikuuta 1938 lukien seuraavia erityisiä ohjeita.

I §.

KREDITIIVIEN VALMISTAMINEN JA HANKKIMINEN.

1. Kreditiiviosoitukset on laadittava oheenliitettyjen mallien I ja II mukaisesti. Osiotus-lomakkeet valmistetaan erikoisesta pohjaväriikaiverruksella varustetusta vesileimapaperista. 100 kruunulle tai 1 000 markalle asetettujen osoitusten paperin väri on vaaleansininen, 50 kruunulle tai 500 markalle asetettujen osoitusten vaaleanpunainen. Samanlaatuista paperia on käytettävä kaikkien postilaitosten osoituksiksi.

Osoituksiin painetaan laativan maan nimi, samoin jatkuva sarjanumero 1:stä 100 000:een sekä välittömästi sarjanumeron eteen litteramerkintä A 100 kruunulle tai 1 000 markalle asetettuihin osoituksiin tai litteramerkintä B 50 kruunulle tai 500 markalle asetettuihin osoituksiin.

Lomakeen vasemmalle puolelle painetaan kaikissa maissa samanlainen väritön koholeima, joka esittää Merkuriuksen päätä.

2. Kreditiivipäällyksien on oltava oheenliitettyjen mallien III ja IV mukaiset. Päällystäksi on käytettävä sopivan lujista paperia, jonka tulee olla samanlaista kaikissa postilaitoksissa. Laativan maan nimi painetaan päällystän etusivulle.

3. Jokaisessa kreditiivivihossa pitää olla 4 tekstisivua, jotka numeroidaan 1:stä 4:ään. Sivut 1 ja 2 on asetettava ennen kreditiivivihon ensimmäistä osoitusta, sivut 3 ja 4 vihon viimeisen osoituksen jälkeen. Tekstisivuilla tulee olla taulukko, jossa on ne asianomaisen maan rahan vasta-arvot, joita on sovellettava kreditiiviä maksettaessa sekä eräitä tietoja kreditiivin omistajaa varten. Tekstisivuiksi on käytettävä samanlaista paperia kuin vihossa oleviin kreditiiviosoituksiin. Ensimmäiselle tekstisivulle painetaan ylimmäksi vasemmalle edellä 1 mom. mainittu koholeima.

4. Kreditivomslag og Kreditivanvisninger skal være trykt i Udstedelseslandets Sprog og i det franske Sprog. Anvendelsen af det franske Sprog er dog valgfri.

Tekstsiderne skal være trykt i Udstedelseslandets Sprog. Modværditabellens første Stykke skal dog være trykt i samtlige kontraherende Landes Sprog. Tabellen skal i øvrigt trykkes i Udstedelseslandets Sprog samt, med Hensyn til hver enkelt Angivelse af Modværdier, tillige i det Lands Sprog, i hvilket denne Angivelse skal anvendes ved Udbetaling efter Kreditivet.

5. Kreditivanvisninger, Kreditivomslag og Tekstsider leveres Postvæsenene af den svenske Poststyrelse, som besørger Trykningen af dem. De leveres til Fremstillingspris enten i færdige Hefter, som foruden Tekstsider indeholder 10 Anvisninger eller færre Anvisninger, saafremt det udstedende Postvæsen ønsker det, eller ogsaa i Form af løse Anvisninger, Omslag og Tekstsider, der er bestemt til at sammenheftes af det udstedende Postvæsen.

§ 2.

UDSTEDELSE AF KREDITIVER.

1. Ved Udstedelsen af Kreditiver sammenheftes ved Hjælp af Heftemaskine det paagældende Antal Kreditivanvisninger og Tekstsiderne i et Kreditivomslag. Anvisningerne skal være ordnet i Nummerfølge.

Hvis der anvendes Hefter, som foreligger i forud færdiggjort Stand, udtages i paakommende Tilfælde saa mange af de første Anvisninger i Heftet, at de tilbageværende Anvisningers samlede Beløb svarer til Kreditivbeløbet. De udtagne Anvisninger makuleres paa betryggende Maade.

2. Kreditivanvisningernes sidste Gyldighedsdag angives paa den dertil bestemte Plads ved Perforeringsstempel.

I de dertil bestemte skraverede Felter paa Omslaget angives Antallet af udstedte Anvisninger samt den første og den sidste Anvisnings Nummer. Disse Angivelser skal foretages ved Haandskrift, ved Benyttelse af Skrivemaskine eller saakaldt Checkbeskytter eller ved anden mekanisk Trykmetode.

3. Et Aftryk af Udstedelseskontolets særlige Reliefstempel skal anbringes paa den dertil bestemte Plads paa Omslaget, paa den første Tekstside samt paa hver enkelt Kreditivanvisning.

Reliefstempler, som anvendes ved Udstedelse af Postrejekreditiver, skal indeholde vedkommende Lands Postvaaben samt omkring Vaabnet Landets Navn og Navnet paa Stedet, hvor Udstedelseskontolet er beliggende. Hvis Kreditiver udstedes af flere Posthuse paa samme Sted, skal de forskellige Posthuses Stempler kendetegnes ved forskellige Numre. Et saadant Nummer skal i Stemplet anbringes umiddelbart efter Stednavnet. Postvæsenene kan imidlertid bestemme, at Posthusene i Reliefstemplerne skal betegnes alene med et for hvert enkelt Posthus fastsat Nummer, angivet med Romertal.

Med Undtagelse af de nødvendige Afvigelser med Hensyn til Stednavne og særlig Nummerbetegnelse skal samtlige Reliefstempler, som anvendes i et og samme Postvæsen ved Udstedelse af Postrejekreditiver, afgive nøjagtigt ens Aftryk.

4. Datoen for Udleveringen af Kreditivet skal angives ved Anbringelse af Udleveringsposthusets sædvanlige Dagstempel paa den dertil bestemte Plads paa Kreditivomslagets anden Side.

Før Udleveringen paases det, at Kreditivindehaveren paa Omslagets første Side afgiver behørig Oplysninger om fulde Navn, Hjemsted og Bopæl samt derunder anbringer en Prøv paa den Underskrift, med hvilken Kreditivanvisningerne vil blive underskrevet af ham. Disse Angivelser skal foretages med Blæk.

§ 3.

KREDITIVGEBYR.

Det i Overenskomstens Art. 3 fastsatte Kreditivgebyr opkræves og berigtiges paa den Maade, som det udstedende Postvæsen bestemmer.

4. Kreditiivin päällystä ja kreditiiviosoitukset on painettava laativan maan kielellä ja ranskankielellä. Ranskankielen käyttö on kuitenkin vapaaehtoista.

Tekstisivut on painettava laativan maan kielellä. Vasta-arvotaulukon ensimmäinen kappale on kuitenkin painettava kaikkien sopimusmaiden kielellä. Muuten taulukko painetaan laativan maan kielellä sekä jokainen eri vasta-arvon ilmoitus lisäksi sen maan kielellä, jossa ilmoitusta käytetään kreditiiviä maksettaessa.

5. Kreditiiviosoituksia, kreditiivin päällyksiä ja tekstisivuja saavat postilaitokset käytettäväkseen Ruotsin postihallinnolta, joka ne painattaa. Ne toimitetaan hankintahintaan ja annetaan käytettäväksi joko valmiina vihkoina, jotka sisältävät paitsi tekstisivuja ro osoitusta tai pienemmän määrän osoituksia, jos laativan maan postilaitos niin haluaa, tai myöskin irtonaisina osoituksina, päällyksinä ja tekstisivuina, jotka laativa postilaitos itse nidottaa.

2 §.

KREDITIIVIEN LAATIMINEN.

1. Kreditiivejä laadittaessa nidotaan nitomakoneella yhteen tarpeellinen määrä kreditiiviosoituksia asianomaisine tekstisivuineen kreditiivipäällystään. Osoitusten pitää silloin olla numerojärjestyksessä.

Käytettäessä etukäteen kuntoon laitettuja vihkoja erotetaan vihosta tarpeen vaatiessa niin monta ensimmäistä osoitusta, että jäljelle jääneiden osoitusten yhteenlaskettu määrä vastaa kreditiivimäärää. Erotetut osoitukset tehdään selvällä tavalla mitättömiksi.

2. Kreditiiviosoitusten viimeinen kelpoisuuspäivä ilmoitetaan sitä varten varatulla paikalla lävistysleimalla.

Päällystässä ilmoitetaan sitä varten varatuissa viivoitetuissa paikoissa asetettujen osoitusten lukumäärä sekä ensimmäisen ja viimeisen osoituksen numero. Nämä merkinnät on tehtävä käsin kirjoittamalla, kirjoituskoneella tai n. s. shekinsuojelukoneella tai jollakin muulla koneellisella painatusmenetelmällä.

3. Laativan toimipaikan erityinen koholeima on painettava sitä varten varatulle paikalle päällystään, ensimmäiselle tekstisivulle sekä jokaiseen kreditiiviosoitukseen.

Koholeimassa, jota käytetään postimatkakreditiiviä laadittaessa, pitää olla asianomaisen maan postitunnusmerkki sekä tunnusmerkin ympärillä maan nimi ja sen paikan nimi, jossa laativa toimipaikka sijaitsee. Jos useat toimipaikat samalla paikkakunnalla laativat kreditiivejä, erotetaan eri postitoimipaikkojen leimat eri numeroilla toisistaan. Tämän numeron pitää olla leimassa välittömästi paikannimen jäljessä. Postilaitoksella on kuitenkin oikeus määrätä, että sen toimipaikat merkitään koholeimassa ainoastaan kunkin toimipaikan roomalaisella numerolla.

Lukuunottamatta paikannimien ja erottavien numeromerkintöjen vaatimia tarpeellisia poikkeuksia, pitää kaikkien saman postilaitoksen postimatkakreditiivejä laadittaessa käytettävien koholeimasimien jättää tarkaleen samanlainen painanne.

4. Kreditiivin luovutuspäivä on ilmoitettava luovuttavan postitoimipaikan tavallisen päivämääräleimasimen painanteella sitä varten varatussa paikassa kreditiivin päällystän toisella puolella.

Ennen luovutusta on katsottava, että kreditiivin omistajan täydellinen nimi, kotipaikka, asunto-osoite sekä näyte nimikirjoituksesta, jolla hän allekirjoittaa kreditiiviosoitukset, on päällystän ensimmäisellä sivulla. Nämä merkinnät on tehtävä musteella.

3 §.

KREDITIIVIMAKSU.

Sopimuksen 3 artiklassa määrätty kreditiivimaksu kannetaan ja tilitetään laativan postilaitoksen määräämällä tavalla.

§ 4.

UDBETALING EFTER KREDITIVER.

Ved Udbetaling skal det i Landets Mønt udbetalte Beløb, Udbetalingsdatoen og den udbetalende Tjenestemands Underskrift angives paa den dertil bestemte Plads paa Kreditivanvisningen, som desuden forsynes med et Aftryk af Udbetalingsposthusets Dagstempel. Kreditivanvisningen makuleres derefter ved Overkrydsning med to kraftige diagonale Blækstreger.

Anvisninger, som vedlægges en Maanedsafregning, skal forinden yderligere makuleres ved Gennemhulning.

§ 5.

SPÆRRING.

Spærring af et Kreditiv eller en Kreditivanvisning til Forhindring af Udbetaling kan ske gennem det udstedende eller et andet Lands centrale Poststyrelse enten efter Begæring af den dertil kompetente offentlige Myndighed eller efter Begæring af Kreditivindehaveren eller et Posthus. En Begæring om Spærring prøves af den Poststyrelse, over for hvilken den fremsættes. Paa Begæring af denne Poststyrelse kan Spærring af Kreditivet eller Anvisningen ogsaa ske i de øvrige Lande. Omkostningerne for Befordring pr. Post eller Telegraf af Anmodningen om Spærring eller Ophævelse af Spærring udredes af den, som forlanger Spærringen eller dens Ophævelse, for saavidt ikke Poststyrelsen finder selv at burde bære Omkostningerne. Foranstaltninger til Posthusenes Underretning sker paa Postvæsenernes Bekostning.

§ 6.

OPLYSNINGER, SOM SKAL TILSTILLES POSTSTYRELSENE.

Hver Poststyrelse skal senest 14 Dage før Tjenestens Paabegyndelse tilstille de øvrige Styrelser

- a) Oplysning om Modværdierne i de øvrige Landes Mønt af de faste Beløb, paa hvilke de af Postvæsenet udstedte Kreditivanvisninger lyder,
- b) Oplysning om de Gebyrer, som opkræves ved Udstedelsen,
- c) Oplysning om de Tjenestesteder, som udsteder Kreditiver,
- d) Prøver af Aftryk af hvert Reliefstempel, som anvendes i Postvæsenet ved Udstedelse af Kreditiver,
- e) Oplysning om, hvorvidt samtlige Posthuse effektuerer Udbetaling efter Kreditivanvisninger, samt
- f) Saafremt de under Styrelsen hørende udstedende Tjenestesteder i Reliefstemplerne alene skal betegnes med Nummer, da Oplysning om Betegnelsen for hvert Tjenestested.

Enhver senere fastsat Ændring skal meddeles uden Ophold.

Udfærdiget i fem Eksemplarer — et i det svenske og et i det danske Sprog, et i det finske og svenske Sprog, et i det islandske og et i det norske Sprog — i Stockholm den 23' September 1937.

For Danmark :

C. MONDRUP.

For Island :

G. J. HLIÐDAL.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norge :

J. C. AALL.

For Sverige :

Anders ÖRNE.

4 §.

KREDITIIVIN MAKSAMINEN.

Maksettaessa on krediitiosoitukseen sille varatulle paikalle merkittävä maan rahassa maksettu määrä, maksupäivä ja maksavan virkamiehen nimikirjoitus, jota paitsi se on varustettava maksavan postitoimipaikan päivämääräilemalla. Krediitiosoitusta tehdään sen jälkeen mitättömäksi kahdella paksulla, mustekynällä vedetyllä ristiin kulkevalla vinoviivalla.

Osoitukset, jotka liitetään kuukausitiliin, on sitä ennen vielä tehtävä mitättömiksi reijityksellä.

5 §.

MAKSUKIELTO.

Krediitiivin tai krediitiosoituksen maksun voi kieltää laativan tai jonkun muun postilaitoksen keskushallitus, joko asianomaisen julkisen viranomaisen tai krediitiivin omistajan tai postitoimipaikan pyynnöstä. Kieltopyyntöä harkitsee se postihallinto, jolle se on osoitettu. Tämän hallinnon esityksestä voidaan krediitiivin tai osoituksen maksu evätä myös muissa maissa. Kulut maksukieltoa tai maksukiellon lopettamista koskevan pyynnön välittämisestä postitse tai lennättimitse suorittaa se henkilö, joka pyytää maksukieltoa tai sen lopettamista, ellei postihallinto katso, että sen on itse suoritettava nämä kulut. Postitoimipaikoille ilmoittamisesta johtuvat kustannukset suorittavat postilaitokset.

6 §.

POSTIHALLINNOILLE LÄHETTÄVÄT TIEDONNOT.

Jokaisen hallinnon on viimeistään 14 päivää ennen liikenteen alkamista ilmoitettava muille hallinnoille :

- a) postilaitoksen laatimien krediitiosoitusten kiinteiden rahamäärien vasta-arvot muiden maiden rahassa,
- b) laatimisesta otettavat maksut,
- c) ne toimipaikat, jotka laativat krediitiivejä,
- d) näyte jokaisen koholeimasimen painannasta, jota postilaitoksessa käytetään krediitiivejä laadittaessa,
- e) lunastavatko kaikki toimipaikat krediitiosoituksia, sekä,

f) jos hallinnon krediitiivejä laativat toimipaikat merkitään koholeimasimessa ainoastaan numeroin, jokaisen toimipaikan tunnusmerkki.

Jokaisesta myöhemmästä muutoksesta on viipymättä ilmoitettava.

Tehty viitenä kappaleena — yksi ruotsin kielellä ja yksi tanskan kielellä, yksi suomen ja ruotsin kielellä, yksi islannin kielellä ja yksi norjan kielellä — Tukholmassa 23 päivänä syyskuuta 1937.

Islannin puolesta :

G. J. HLIÐDAL.

Ruotsin puolesta :

Anders ÖRNE.

Norjan puolesta :

J. C. AALL.

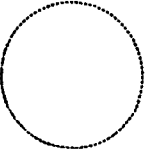
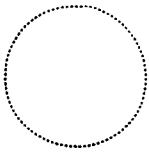
Suomen puolesta :

G. E. F. ALBRECHT.

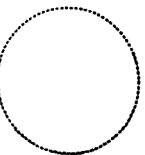
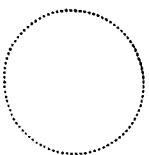
Tanskan puolesta :

C. MONDRUP.

Formular I.

KUPON (beholdes af Kreditivindehaveren) TALON à la disposition du titulaire Kreditivanvisning Bon postal de voyage A BELØB MONTANT 100 { danske Kroner couronnes danoises Udbetalingssted Bureau de payment Udbetalingsdato Date de payment	POSTSTYRELSEN I DANMARK ADMINISTRATION DES POSTES DE DANEMARK Gælder til og med Valable jusqu'au KREDITIVANVISNING BON POSTAL DE VOYAGE A  Modtaget mod denne Kreditivanvisning et Beløb, der svarer til Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 100 { et Hundrede danske Kroner cent couronnes danoises den 19..... (Sted — Lieu) le  inclusivement Udstedelses- kontorets Reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission Underskrift : Signature : (Underskriften skal svare til Underskriften paa Omslaget) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture) <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Udbetalingspost- husets Stempel Timbre du bureau payeur </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Udbetalt : (Beløbet i Udbetalingslandets Mønt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... af le par </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Udbetalings- nummer N° du payment </td> </tr> </table>	Udbetalingspost- husets Stempel Timbre du bureau payeur	Udbetalt : (Beløbet i Udbetalingslandets Mønt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... af le par	Udbetalings- nummer N° du payment
Udbetalingspost- husets Stempel Timbre du bureau payeur	Udbetalt : (Beløbet i Udbetalingslandets Mønt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... af le par	Udbetalings- nummer N° du payment		

Formular II.

KUPON (beholdes af Kreditivindehaveren) TALON à la disposition du titulaire Kreditivanvisning Bon postal de voyage B BELØB MONTANT 50 { danske Kroner couronnes danoises Udbetalingssted Bureau de payment Udbetalingsdato Date de payment	POSTSTYRELSEN I DANMARK ADMINISTRATION DES POSTES DE DANEMARK Gælder til og med Valable jusqu'au KREDITIVANVISNING BON POSTAL DE VOYAGE B  Modtaget mod denne Kreditivanvisning et Beløb, der svarer til Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 50 { femti danske Kroner cinquante couronnes danoises den 19..... (Sted — Lieu) le  inclusivement Udstedelses- kontorets Reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission Underskrift : Signature : (Underskriften skal svare til Underskriften paa Omslaget) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture) <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Udbetalingspost- husets Stempel Timbre du bureau payeur </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Udbetalt : (Beløbet i Udbetalingslandets Mønt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... af le par </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Udbetalings- nummer N° du payment </td> </tr> </table>	Udbetalingspost- husets Stempel Timbre du bureau payeur	Udbetalt : (Beløbet i Udbetalingslandets Mønt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... af le par	Udbetalings- nummer N° du payment
Udbetalingspost- husets Stempel Timbre du bureau payeur	Udbetalt : (Beløbet i Udbetalingslandets Mønt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... af le par	Udbetalings- nummer N° du payment		

Malli I.

KUPONGIN pitää krediitiivin omistaja KUPONG behålles av kreditiv-innehavaren	SUOMEN POSTI- JA LENNÄTINLAITOS POST- OCH TELEGRAFVERKET I FINLAND	Kelpoisuusaika päättyy Gäller till och med
Kreditiiivosoitus Kreditivanvisning N° A	KREDITIIVIOISITUS KREDITIVANVISNING N° A Saanut tästä krediitiivosoituksesta määrän, joka vastaa Emottagit mot denna kreditivanvisning ett belopp motsvarande	
MÄÄRÄ BELOPP 1.000 { Suomen markkaa finska mark Maksava toimipaikka Utbetalningsställe	1.000 { tuhat Suomen markkaa ettusen finska mark p:nä 19..... den Allekirjoitus : Underskrift : (Allekirjoituksen tulee olla yhtäpitävä päällystän nimikirjoituksen kanssa) (Underskriften skall överensstämma med namnteckningen å omslaget)	Laativan toimipaikan koholeima Utfärdande postanstaltens reliefstämpel
Maksamispäivä Utbetalningsdatum	Maksavan toimipaikan leima Utbetalande postanstaltens stämpel Maksanut : (Määrä maksavan maan rahassa) Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) / 19..... den Virk. nimik. Tjänstem. namnt.	Maksamis-numero Utbetalnings-nummer

Malli II.

KUPONGIN pitää krediitiivin omistaja KUPONG behålles av kreditiv-innehavaren	SUOMEN POSTI- JA LENNÄTINLAITOS POST- OCH TELEGRAFVERKET I FINLAND	Kelpoisuusaika päättyy Gäller till och med
Kreditiiivosoitus Kreditivanvisning N° B	KREDITIIVIOISITUS KREDITIVANVISNING N° B Saanut tästä krediitiivosoituksesta määrän, joka vastaa Emottagit mot denna kreditivanvisning ett belopp motsvarande	
MÄÄRÄ BELOPP 500 { Suomen markkaa finska mark Maksava toimipaikka Utbetalningsställe	500 { viisataa Suomen markkaa femhundra finska mark p:nä 19..... den Allekirjoitus : Underskrift : (Allekirjoituksen tulee olla yhtäpitävä päällystän nimikirjoituksen kanssa) (Underskriften skall överensstämma med namnteckningen å omslaget)	Laativan toimipaikan koholeima Utfärdande postanstaltens reliefstämpel
Maksamispäivä Utbetalningsdatum	Maksavan toimipaikan leima Utbetalande postanstaltens stämpel Maksanut : (Määrä maksavan maan rahassa) Utbetalart : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) / 19..... den Virk. nimik. Tjänstem. namnt.	Maksamis-numero Utbetalnings-nummer

Formular III.

POSTSTYRELSEN I DANMARK ADMINISTRATION DES POSTES DE DANEMARK		Gælder til og med Valable jusqu'au
POSTREJSEKREDITIV CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		
Dette Hefte indeholder Contenant		Kreditivanvisninger Nr. bons Nos
hver lydende paa 100		til à
à		inklusivment { danske Kroner couronnes danoises
M..... (Fulde Navn — Nom et prénoms) (Hjemsted — Lieu de domicile) (Bopæl — Adresse) (Underskrift — Signature du titulaire)		Udstedelseskantorets Reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Se Bestemmelserne paa Kreditivets Side 1—4. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Formular IV.

POSTSTYRELSEN I DANMARK ADMINISTRATION DES POSTES DE DANEMARK		Gælder til og med Valable jusqu'au
POSTREJSEKREDITIV CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		
Dette Hefte indeholder Contenant		Kreditivanvisninger Nr. bons Nos
hver lydende paa 50		til à
à		inklusivment { danske Kroner couronnes danoises
M..... (Fulde Navn — Nom et prénoms) (Hjemsted — Lieu de domicile) (Bopæl — Adresse) (Underskrift — Signature du titulaire)		Udstedelseskantorets Reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Se Bestemmelserne paa Kreditivets Side 1—4. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Malli III.

SUOMEN POSTI- JA LENNÄTINLAITOS POST- OCH TELEGRAFVERKET I FINLAND POSTIMATKAKREDITIIVI POSTRESEKREDITIV Tämä vihko sisältää krediitiviosoitusta N^o — Detta häfte innehåller kreditivanvisningar jokainen määrältään 1.000 { Suomen markkaa vardera lydande å finska mark	Kelpoisuusaika päättyy Gäller till och med
..... (Sukunimi ja kaikki etunimet — Fullständiga till- och förnamn) (Kotipaikka — Hemort) (Asunto-osoite — Bostadsadress) (Nimikirjoitus — Namnteckning)	Laativan toimipaikan koholeima Utfärdande tjänsteställes reliefstämpel
Katso ohjeita krediitivin sivuilla 1—4. Se föreskrifter å sid. 1—4 av kreditivet.	

Malli IV.

SUOMEN POSTI- JA LENNÄTINLAITOS POST- OCH TELEGRAFVERKET I FINLAND POSTIMATKAKREDITIIVI POSTRESEKREDITIV Tämä vihko sisältää krediitiviosoitusta N^o — Detta häfte innehåller kreditivanvisningar jokainen määrältään 500 { Suomen markkaa vardera lydande å finska mark	Kelpoisuusaika päättyy Gäller till och med
..... (Sukunimi ja kaikki etunimet — Fullständiga till- och förnamn) (Kotipaikka — Hemort) (Asunto-osoite — Bostadsadress) (Nimikirjoitus — Namnteckning)	Laativan toimipaikan koholeima Utfärdande tjänsteställes reliefstämpel
Katso ohjeita krediitivin sivuilla 1—4. Se föreskrifter å sid. 1—4 av kreditivet.	

TEXTE ISLANDAIS. — ISLANDIC TEXT.

N^o 4427. — SAMNINGUR UM FERÐAPÓSTÁVÍSANIR MILLI DANMERKUR, FINNLANDS, ÍSLANDS, NOREGS OG SVÍÐJÓÐAR. GERÐUR Í STOKKHÓLMI 23. SEPTEMBER 1937.

PÓSTSTJÓRNIRNAR Í DANMÖRKU, FINNLANDI, ÍSLANDI, NOREGI OG SVÍÐJÓÐ hafa, samkvæmt þar til veittu umboði, orðið ásáttar um útgáfu og innlaun ferðapóstávísana í viðskiptum sín á milli. Um þessa starfsgrein skulu eftirfarandi ákvæði gilda :

1. grein.

FERÐAPÓSTÁVÍSANAHEFTI.

1. Póststjórnir þær, er að samningnum standa, gefa út ferðapóstávísanahefti. Eitt ferðapóstávísanahefti inniheldur ferðapóstávísanir, festar saman í hefti.
2. Ferðapóstávísanahefti er aðeins gefið út á nafn lifandi einstaklings.

2. grein.

MYNT OG FJÁRHÆÐ.

1. Ferðapóstávísanirnar skulu gefnar út í mynt útgáfulandsins. Þær skulu hljóða á aðra hvora eftirgreinda upphæð, 100 krónur og 50 krónur fyrir ávísanir gefnar út í Danmörku, Íslandi, Noregi eða Svíþjóð, eða 1000 mörk og 500 mörk fyrir ávísanir gefnar út í Finnlandi.
2. Í hverju ferðapóstávísanahefti mega aðeins vera ávísanir er hljóða á sömu upphæð. Í hverju hefti mega vera mest 10 og minnst 6 ávísanir, er hljóða á hærri upphæðina, eða mest 10 og minnst 4 ávísanir, er hljóða á lægri upphæðina.

3. grein.

GJÖLD.

Gjaldið fyrir hvert ferðapóstávísanahefti er ákveðið af útgáfupóststjórninni, og heldur hún því.

Fyrir hvert ferðapóstávísanahefti má gjaldið ekki fara fram úr :

				I Danmörku, Íslandi, Noregi og Svíþjóð krónur	I Finnlandi mörk
Fyrir upphæð frá	<u>200 krónum</u>	að	<u>300 krónum</u>		
	2000 mörkum		3000 mörkum	2	20
— — —	<u>350 krónum</u>	—	<u>500 krónum</u>		
	3500 mörkum		5000 mörkum	3	30
— — —	<u>600 krónum</u>	—	<u>800 krónum</u>		
	6000 mörkum		8000 mörkum	4	40
— — —	<u>900 krónum</u>	—	<u>1000 krónum</u>		
	9000 mörkum		10000 mörkum	5	50

Ekkert annað gjald má taka, hvorki fyrir ferðaávísanahefti í heild, né einstaka ávísun úr því.

4. grein.

SÖLUVERÐ.

Ferðapóstávísanahefti eru til sölu fyrir upphæð er svarar til nafnverðs heftisins í mynt útgáfulandsins, að viðbættu gjaldi því, sem ákveðið er í 3. grein.

5. grein.

ÚTBORGUNARGENGI.

1. Út á ferðapóstávísun fæst sú upphæð í útborgunarlandinu, sem í mynt þess svarar til nafnverðs ávísunarinnar eftir útborgunargengi, er útgáfu- og útborgunarpóststjórn hafa komið sér saman um.

2. Gengi, sem þannig er fastákveðið, gildir um þriggja almanaksmánaða skeið. Hafi ekki orðið samkomulag um nýtt gengi í síðasta lagi sjö dögum fyrir almanaksársfjórðungslok, gildir gengið áfram um næsta almanaksársfjórðung á eftir.

3. Venjulega skal útborgunargengið ákveðið þannig, að það svari til meðaltalsins á á vista víxilgengi því, sem aðalbanki útgáfulandsins hefir ákveðið fyrir hlutaðeigandi mynt á tveimur fyrstu mánuðum yfirstandandi ársfjórðungs og síðasta mánuði næsta ársfjórðungs á undan. Þó er leyfilegt að víkja frá þessu meðaltali um 2% — tvo af þúsundi — mest.

4. Verði veruleg breyting á peningamálunum eða sé önnur þvingandi nauðsyn fyrir hendi, geta pósthjónirnar komið sér saman um gengi það, sem af þessu leiðir, án þess að taka til greina skilyrði þau, sem nefnd eru í 1. og 2. lið.

5. Ávísanahefti, sem búið er að gefa út, áður en gengisbreyting verður, eru óháð breytingunni.

6. Þegar ferðapóstávísanahefti er gefið út skal tilgreina í því á ótvíræðan hátt jafnvirði á upphæðum ávísananna í mynt útgáfulandsins, er samkvæmt ákvæðum þessarar greinar skulu gilda við útborganir úr heftum í hinum löndunum. Jafnvirði þetta skal vera óbreytt allan þann tíma, sem ávísanaheftið er í gildi.

6. grein.

HEIMILD TIL ÞESS AÐ STÖÐVA VIÐSKIPTIN.

1. Sérhver pósthjón getur þegar í stað eða seinna hætt að gefa út ferðapóstávísanahefti, annaðhvort fyrir fullt og allt eða um ákveðinn tíma, enda hafi hún tilkynnt hinum pósthjónunum það.

Sömuleiðis er hverri pósthjón heimilt, um leið og hún gefur ávísanahefti út, að takmarka gildi þess við aðeins eitt eða nokkur þeirra landa, er að samningnum standa, enda hafi hún og tilkynnt það á tilhlýðilegan hátt.

2. Stöðvun eða takmörkun eins og að ofan greinir, losar þó ekki pósthjón frá þeirri skyldu, að innleysa ferðapóstávísanir, sem stöðvunin eða takmörkunin snertir ekki beinlínis.

7. grein.

ÚTBORGUN.

1. Gegn afhendingu tilhlýðilega kvittaðrar ávísunar útborgast í útborgunarlandinu sú upphæð, sem samkvæmt upplýsingum í heftinu jafngildir nafnverði ávísunarinnar.

2. Við útborgun skal sýna ávísanaheftið. Undirskrift ávísunarinnar skal vera eins og utanáskriftin á kápu ávísanaheftisins. Þegar útborgun fer fram gegn síðustu ávísun í ávísanahefti, skal taka heftið til varðveislu og leggja það með ávísuninni. Að öðru leyti fer um útborgun ferðapóstávísana eins og innanlandsákvæði útborgunarlandsins um pósthjónir mæla fyrir.

3. Ávísanahefti, eða einstakar ávísanir úr því, má ekki framselja öðrum með ábekingunni, eða á annan hátt. Ekki má heldur veðsetja hefti eða einstaka ávísun.

4. Enginn annar en hlutaðeigandi pósthjón, getur lokað fyrir útborgun úr ávísanahefti.

5. Ráði útborgunarpósthús ekki yfir nægu fé til útborgunar, má fresta greiðslunni þangað til pósthúsið hefir útvegað féð.

6. Ávísanaupphæðir, sem hafa ekki komið til útborgunar, endurgreiðir útgáfupósthúsið án frádráttar gegn afhendingu ávísanaheftisins ásamt þeim ávísunum, sem eftir eru, innan eins árs að telja. Nánari ákvæði um skilyrði fyrir endurgreiðslunni setur útgáfupósthjónin.

8. grein.

GILDI.

Ferðapóstávisun gildir í þrjá mánuði, frá útgáfudegi að telja. Mánuður reiknast frá dagsetningu til dagsetningar, án tillits til dagafjölda mánaðarins. Sé engin tilsvareandi dagsetning til í síðasta gildandi mánuði gildir ferðapóstávisun til síðasta dags þess mánaðar, að honum meðtöldum.

9. grein.

ÁBYRGÐ.

1. Póststjórnirnar eru ekki á annan hátt en að neðan segir ábyrgar fyrir tjóni, sem hljótaskann af því, að ferðapóstávisun glatast eða er notuð á sviksamlegan hátt, eða vegna þess að lokað er fyrir útborgun úr ferðapóstávisanahefti eða borgað út úr hefti, sem lokað hefir verið fyrir.

2. Sé upphæð greidd úr hefti öðrum en réttum eiganda vegna mistaka eða vanrækslu af hálfu einhverrar póststjórnar, er sú póststjórn skaðabótaskyld, þó eigi með hærri upphæð en þeirri er útborguð hefir verið í misgripum. Bæturnar greiðast af útgáfupóststjórninni eins fljótt og auðið er og í síðasta lagi mánuði eftir að skaðabótaskylda er ákveðin. Útgáfupóststjórnin fær sér greidda skaðabótaupphæðina, þegar svo ber undir, hjá póststjórninni, sem ábyrgðina ber, í næsta reikningi yfir ferðapóstávisanaviðskiptin.

3. Þegar ávisanahefti eða ferðapóstávisun glatast endurgreiðir útgáfupóststjórnin upphæð þá, sem hefir ekki komið til útborgunar. Endurgreiðsla getur þó ekki farið fram nema sýnt sé, að sá, sem krefst hennar, hafi beðið um útgáfu ávisanaheftis, og greitt fyrir það alla upphæðina, og ekki fyrr en útgáfupóststjórnin hefir gengið úr skugga um, að gögn þau, sem talin eru glötuð hafi ekki verið útborguð. Undir engum kringumstæðum getur þó útborgun farið fram fyr en tími sá, sem ávisanaheftið er í gildi, er útrunninn.

10. grein.

SKIPTING GJALDA.

Útgáfupóststjórnin greiðir póststjórninni, sem borgar út, $\frac{1}{4}$ % af samanlagðri upphæð hinna útborguðu ferðapóstávisana í mynt útborgunarlandsins.

11. grein.

REIKNINGSSKIL OG GREIÐSLUR.

1. Í síðasta lagi þann 20. dag hvers mánaðar býr útborgunarpóststjórnin út reikning til útgáfupóststjórnarinnar yfir útborgaðar ferðapóstávisanir í næsta mánuði á undan. Reikningur þessi skal sýna aðalupphæð skuldar fyrir útborgaðar ferðapóstávisanir í mánuðinum, og skal skuld sú vera aðalupphæð hinna útborguðu ávisana í mynt útborgunarlandsins, að viðbættum burðargjaldshlutanum, $\frac{1}{4}$ % af upphæð reikningsins.

Kvittun mótskuldar eða afborgun upp í hana kemur hér ekki til greina.

2. Greiðsla fer fram í mynt skuldareiganda eins fljótt og við verður komið og í síðasta lagi 10 dögum eftir móttöku reikningsins.

3. Um reikningsskil og greiðslur gilda að öðru leyti sömu ákvæði og í póstávisanaviðskiptum milli hlutaðeigandi landa.

12. grein.

STARFSREGLUGERÐ.

Póststjórnunum heimilast, að koma sér saman, með starfsreglugerð eða með bréfaskriftum, um nánari ákvæði, sem við kann að þurfa til framkvæmda á þessum samningi.

13. grein.

BEITING ALÞJÓÐAÁKVÆÐA.

Komi fyrir atriði, sem engin fyrirmæli finnast um í þessum samningi eða starfsreglugerð hans, sem nefnd er hér á undan, né heldur í neinum sérsamningi milli landanna eða tilheyrandi starfsreglu-

gerð, eða sem ekki hefir orðið sérstakt samkomulag um — annað hvort milli allra landanna eða nokkurra þeirra — með bréfaskriftum, skal beita hinum almennu alþjóðapóstsamningum og starfsreglugerðum þeirra.

14. grein.

GILDI SAMNINGSINS.

Samningur þessi gengur í gildi 1. janúar 1938.

Samningurinn gildir um óákveðinn tíma og getur hver samningsaðili sagt honum upp, og hættir hann þá að gilda eftir eitt ár frá uppsagnardegi að telja.

Gerður í fimm eintökum — einu á sænsku, einu á dönsku, einu á finnsku og sænsku, einu á íslenzku og einu á norsku — í Stokkhólmi 23. september 1937.

Fyrir Danmörku :

C. MONDRUP.

Fyrir Ísland :

G. J. HLÍÐDAL.

Fyrir Finnland :

G. E. F. ALBRECHT.

Fyrir Noreg :

J. C. AALL.

Fyrir Svíþjóð :

Anders ÖRNE.

LOKAÁKVAÐI.

Áður en samningur sá, er gerður var í dag um ferðapóstávisanaviðskipti milli Danmerkur, Finnlands, Íslands, Noregs og Svíþjóðar var undirritaður, hafa undirritaðir orðið ásáttir um að samningurinn, að breyttu því, er ákveðið er í 14. grein, skuli ganga í gildi hinn fyrsta dag annars mánaðar á eftir þeim mánuði, er danska pósthjórnin tilkynnir hinum samningsaðilunum, að samningurinn geti hennar vegna komið til framkvæmda, þó ekki fyr en 1. janúar 1938.

Gerð í fimm eintökum — einu á sænsku, einu á dönsku, einu á finnsku og sænsku, einu á íslenzku og einu á norsku — í Stokkhólmi 23. september 1937.

Fyrir Danmörku :

C. MONDRUP.

Fyrir Ísland :

G. J. HLÍÐDAL.

Fyrir Finnland :

G. E. F. ALBRECHT.

Fyrir Noreg :

J. C. AALL.

Fyrir Svíþjóð :

Anders ÖRNE.

STARFSREGLUGERÐ

VIÐ SAMNINGINN UM FERÐAPÓSTÁVÍSANIR MILLI DANMERKUR, FINNLANDS, ÍSLANDS, NOREGS OG SVÍÞJÓÐAR.

Póststjórnirnar í Danmörku, Finnlandi, Íslandi, Noregi og Svíþjóð hafa orðið ásáttar um að setja eftirgreind sérstök reglugerðarákvæði við ferðapóstávisanaviðskiptin milli þessara fimm landa frá 1. janúar 1938 að telja.

§ 1

TILBÚNINGUR FERÐAPÓSTÁVÍSANA OG ÚTVEGUN ÞEIRRA.

1. Ferðapóstávisanir skulu gerðar samkvæmt fyrirmyndum I og II, er fylgja hér með. Ávisanaeyðublöðin skulu gerð úr sérstökum vatnsmerktum pappír með grunndrætti. Litur pappírsins skal vera ljósblár á ávisunum, sem hljóða á 100 krónur eða 1000 mörk, en ljósrauður á ávisunum, sem hljóða á 50 krónur eða 500 mörk. Samskonar pappír skal nota í ávisanir allra pósthjórnanna.

Á ávísanirnar skal prenta nafn útgáfulandsins svo og raðartölur frá 1 til 100 000, og rétt á undan raðartölu bókstafsmerkið A, á ávísanir, sem hljóða á 100 krónur eða 1000 mörk, eða bókstafsmerkið B, á ávísanir, sem hljóða á 50 krónur eða 500 mörk. Vinstra megin á eyðublöðin, skal setja Merkúsfusarhöfuð með upphleyptum litlausum stimpli, og skal hann vera eins fyrir öll löndin.

2. Kápur ávísanaheftanna skulu vera eins og fyrirmyndirnar III og IV, sem fylgja hér með. Í kápur skal nota nægilega haldgóðan pappír og samskonar fyrir allar póststjórnirnar.

Nafn útgáfulandsins skal prenta á framhlið káunnar.

3. Í hverju ferðapóstávísanahefti skulu vera fjórar síður meginmáls, tölusettar frá 1—4. Síðurnar 1 og 2 skulu settar inn framan við fyrstu ávísun heftisins en síðurnar 3 og 4 á eftir síðustu ávísuninni. Á síður þessar skal prenta töflu er sýni jafnvirði í mynt hlutaðeigandi lands er nota ber við útborgun úr heftinu og þar að auki sérstakar upplýsingar fyrir eiganda heftisins. Í meginmálssíðurnar skal nota samskonar pappír og notaður er í ávísanirnar í heftinu. Efst til vinstri á fyrstu síðu skal setja upphleypta stimpilinn, sem nefndur er í 1. lið hér að framan.

4. Kápu heftisins og ávísanir skal prenta á máli útgáfulandsins og á frönsku. Notkun frönskunnar er þó hverju landi í sjálfvald sett. Meginmálssíðurnar skulu prentaðar á máli útgáfulandsins. Fyrri partur jafnvirðistöflunnar skal þó vera prentaður á málum allra samningslandanna. Að öðru leyti skal taflan prentuð á máli útgáfulandsins og, að því er snertir hvert sérstakt jafnvirði, að auki á máli þess lands, sem jafnvirðið kemur til notkunar í, við útborgun úr heftinu.

5. Sænska póststjórnin sér hinum póststjórnunum fyrir ferðapóstávísunum, kápum og meginmálssíðum, og framkvæmir prentun á þeim. Skulu þær látnar í té við kostnaðarverði, og vera til sölu annaðhvort í tilbúnum heftum með 10 ávísunum eða færri, ef útgáfupóststjórnin óskar, auk meginmálssíða, eða þá lausar, ávísanir, kápur og meginmálssíður, til innhæfingar í útgáfulandinu.

§ 2

ÚTGÁFA FERÐAPÓSTÁVÍSANAHEFTIS.

1. Þegar gefa á út ferðapóstávísanahefti skal hefta saman með heftivél nægilega margar ávísanir ásamt meginmálssíðum og kápum. Ávísununum skal raðað eftir númerum.

Séu notuð fyrirfram tilbúin hefti, skal, ef svo ber undir, taka frá eins margar ávísanir framan af og með þarf þar til samanlögð upphæð þeirra ávísana, sem eftir eru, er jafnhá upphæð ferðapóstávísanaheftisins. Ávísanir þær, sem teknar eru frá, skal ónýta á tryggan hátt.

2. Síðasti dagurinn, sem ávísanirnar eru í gildi skal tilgreindur á sínum stað með gegnumstungustimpli.

Í strikuðu reitina á kápunum skal tilgreina tölu hinna útgefna ávísana, svo og númer fremstu og öftustu ávísunar. Þetta skal gert með hendinni, með ritvél eða með svonefndum checkrotektor eða á annan mekanískan hátt.

3. Mót af hinum sérstaka upphleypta stimpli útgáfulandsins skal setja á sinn stað á kápuna, fyrstu síðu meginmáls og hverja einstaka ferðapóstávísun.

Á hinum upphleypta stimpli, sem notaður er við útgáfu ferðapóstávísunarhefta, skal vera póstmerki hlutaðeigandi lands og utan um merkið nafn landsins og nafn staðarins sem útgáfupósthúsið er á. Séu gefin út ávísanahefti af mörgum pósthúsum á sama stað, skal aðgreina stimpla þeirra með mismunandi númerum. Slík númer skal setja á stimplana rétt á eftir staðarnafninu. Hver póststjórn getur þó ákveðið að stöðvar hennar í stimplinum séu tilgreindar með rómverskum tölum, og sé ákveðin tala fyrir hverja stöð.

Að staðarnöfnum einum og sérstakri töluröð undanteknum, skulu allir upphleyptir stimplar sem eru í notkun hjá einhverri póststjórn við útgáfu ferðapóstávísanahefta, sýna nákvæmlega sömu afstimplun.

4. Útgáfudag heftisins skal tilgreina með dagstimpli útgáfupósthússins á þar til ætlaðan reit á annari síðu káunnar.

Áður en hefti er afhent skal gæta þess, að eigandi á fyrstu síðu heftisins skýri frá fullu nafni, aðsetursstað og heimilisfangi, og að hann þar undir setji sýnishorn af eiginhandarundirskrift sinni eins og hún á að líta út á ávísunum þeim sem hann ritar undir. Allar þessar færslur skulu gerðar með bleki.

§ 3.

GJÖLD FYRIR ÁVÍSANAHEFTI.

Gjöld þau, sem ákveðin eru í 3. gr. fyrir ávísanaheftin, innheimtast og færast til reiknings á þann hátt, sem útgáfupóststjórnin ákveður.

§ 4

ÚTBORGUN FERÐAPÓSTÁVÍSANA.

Við útborgun skal hin útborgaða upphæð í mynt útborgunarlandsins, dagsetning útborgunar og undirskrift þess starfsmanns er borgar út, tilgreind á þar til ætluðum stað á ferðapóstávísuninni, sem þar að auki stimplast með dagstimpli útborgunarpósthússins. Ferðapóstávísunina skal síðan ónýta með tveim feittum blekstriki í kross milli horna.

Ávísanir, sem settar eru sem fylgiskjöl með mánaðarreikningi skal enn fremur ónýta með gegnumstungu (perforation).

§ 5

LOKUN FYRIR ÚTBORGUN.

Lokun ávísanaheftis eða ferðapóstávísunar til þess að hindra útborgun, getur orðið framkvæmd af yfirstjórn póstmála útgáfulands, eða annars lands, annaðhvort eftir beiðni opinbers yfirvalds, sem er réttur aðili, eða eftir beiðni eiganda ávísanaheftis eða pósthúss. Beiðni um lokun fyrir útborgun er rannsökuð af þeirri póststjórn, sem henni er beint til. Eftir málaleitun þeirrar póststjórnar getur lokun fyrir útborgun úr hefti eða ávísun einnig orðið framkvæmd í hinum löndunum. Kostnaður við að koma málaleitun um lokun eða afnám lokunar á framfæri með pósti eða síma, greiðist af þeim, sem um lokunina eða afnám hennar biður, svo fremi póststjórnin sjálf álíti ekki, að hún eigi að bera kostnaðinn. Upplýsingar í þessum efnum til pósthúsanna skal gefa á kostnað póststjórnanna.

§ 6

UPPLÝSINGAR TIL PÓSTSTJÓRNANNA.

Hver póststjórn skal í síðasta lagi hálfum mánuði áður en starfsgreinin kemur til framkvæmda, láta hinum póststjórnunum í té upplýsingar um :

- a) jafnvirði í mynt hinna landanna á þeim föstu upphæðum, sem ferðapóstávísanir útgáfulandsins hljóða á,
- b) gjöld þau, sem tekin eru við útgáfuna,
- c) skrá yfir þau pósthús, sem gefa út ferðapóstávísanahefti,
- d) sýnishorn af sérhverjum upphleyptum stimpli, sem notaður er af póststjórninni við útgáfu ávísanahefta,
- e) hvort öll pósthús innleysi ferðapóstávísanir, og
- f) hvernig hvert pósthús sé tilgreint, ef pósthús útgáfupóststjórnar eiga að tilgreinast í tölum á upphleyptu stimplunum.

Sérhver breyting, sem síðar kann að vera gerð, skal tilkynnt tafarlaust.

Gerð í fimm eintökum — einu á sænsku, einu á dönsku, einu á finnsku og sænsku, einu á íslenzku og einu á norsku — í Stokkhólmi þann 23. september 1937.

Fyrir Danmörku :

C. MONDRUP.

Fyrir Ísland :

G. J. HLÍÐDAL.

Fyrir Finnland :

G. E. F. ALBRECHT.

Fyrir Noreg :

J. C. AALL.

Fyrir Svíþjóð :

Anders ÖRNE.

Ljósblár karton.

PÓSTSTJÓRN ÍSLANDS ADMINISTRATION DES POSTES D'ISLANDE		Gildir til Valable jusqu'au
FERÐAPÓSTÁVÍSANAHEFTI CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		að honum meðt. inclusivement
er inniheldur Contenant		ferðapóstávisanir nr. bons Nos
		til à
sem hver um sig er à 100 { íslenzkar krónur couronnes islandaises		
M..... (Fornafn eða nöfn og eftirnafn óskammstafað — Nom et prénoms)		Upphleyptur stimpill útgáfupósthússins Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
..... (Heimilisfang — Lieu de domicile)		
..... (Bústaðarnafn — Adresse)		
..... (Undirskrift — Signature du titulaire)		
Athugið fyrirmælin á bls. 1—4 í ávísanaheftinu. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Ljósblár karton.

AFKLIPPINGUR, sem eigandi ávís- anaheftisins heldur eftir TALON à la disposition du titulaire — Ferðapóstávisun Bon postal de voyage Nr. A UPPHÆÐ MONTANT 100 { ísl. krónur couronnes islandaises Útborgunarpósth. Bureau de payment	PÓSTSTJÓRN ÍSLANDS ADMINISTRATION DES POSTES D'ISLANDE FERÐAPÓSTÁVÍSUN BON POSTAL DE VOYAGE Nr. A Móttekið gegn ferðaávisun þessari upphæð að jafngildi við Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 100 { hundrað íslenzkar krónur cent couronnes islandaises þann 19..... Lieu le Undirskrift : Signature : (Undirskriftin á að vera eins og undirskriftin á kápunni) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)	Gildir til Valable jusqu'au að honum meðt. inclusivement Upphleyptur stimpill útgáfupósthúss Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Dagsetning útborgunar Date de payment	Stimpill útborgunarpóst- húss Timbre du bureau payeur	Útborgað : (Upph. í mynt útborgunarlandsins) Payé : (Montant en monnaie du pays) þann 19..... af le le par
		Nr. útborgunar No du payment

Ljósrauður karton.

PÓSTSTJÓRN ÍSLANDS ADMINISTRATION DES POSTES D'ISLANDE		Gildir til Valable jusqu'au
FERÐAPÓSTÁVÍSANAHEFTI CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		að honum meðt. inclusivement
er inniheldur Contenant		ferðapóstávisanir nr. bons N ^{os}
sem hver um sig er à		til à
50 { íslenzkar krónur couronnes islandaises		
M..... (Fornafn eða nöfn og eftirnafn óskammstafað — Nom et prénoms)		Upphleyptur stimpill útgáfupósthússins Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
..... (Heimilisfang — Lieu de domicile)		
..... (Bústaðarnafn — Adresse)		
..... (Undirskrift — Signature du titulaire)		
Athugið fyrirmælin á bls. 1—4 í ávísanaheftinu. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Ljósrauður karton.

AFKLIPPINGUR, sem eigandi ávís- anaheftisins heldur eftir TALON à la disposition du titulaire — Ferðapóstávisun Bon postal de voyage Nr. B UPPHÆÐ MONTANT 50 { ísl. krónur couronnes islandaises	PÓSTSTJÓRN ÍSLANDS ADMINISTRATION DES POSTES D'ISLANDE FERÐAPÓSTÁVÍSUN BON POSTAL DE VOYAGE Nr. B Móttekið gegn ferðaávisun þessari upphæð að jafngildi við Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 50 { fimmtíu íslenzkar krónur cinquante couronnes islandaises	Gildir til Valable jusqu'au að honum meðt. inclusivement Upphleyptur stimpill útgáfupósthúss Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Útborgunarpósth. Bureau de payment	 þann 19 Lieu le	
Dagsetning útborgunar Date de payment	Undirskrift : Signature : (Undirskriftin á að vera eins og undirskriftin á kápunni) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)	
Stimpill útborgunarpóst- húss Timbre du bureau payeur	Útborgað : (Upph. í mynt útborgunarlandsins) Payé : (Montant en monnaie du pays) þann 19..... af le le par	Nr. útborgunar N ^o du payment

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

Nº 4427. — OVERENSKOMST OM REISEPOSTKREDITIVER I FORBINDELSEN MELLOM NORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 23 SEPTEMBER 1937.

POSTSTYRENE I NORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND og SVERIGE har, i henhold til fullmakter som er gitt dem, truffet avtale om utstedelse og innløsning av reisepostkreditiver i forbindelsen mellem de nevnte land. For denne tjeneste skal følgende bestemmelser gjelde.

Artikkel 1.

REISEPOSTKREDITIV.

1. De poststyreser som er tilsluttet overenskomsten, utsteder reisepostkreditiver. Et reisepostkreditiv består av kreditivanvisninger samlet i et kreditivhefte.
2. Reisepostkreditiv kan bare utstedes for en navngitt fysisk person.

Artikkel 2.

MYNTSLAG OG BELÖP.

1. Kreditivanvisningene skal utstedes i utstederlandets mynt. De skal lyde på et av følgende faste belöp, nemlig 100 kroner og 50 kroner for anvisninger som utstedes i Norge, Danmark, Island eller Sverige, eller 1 000 mark og 500 mark for anvisninger som utstedes i Finland.
2. Et kreditivhefte skal bare inneholde anvisninger som lyder på et og samme belöp. Hvert hefte skal inneholde höist 10 og minst 6 anvisninger lydende på det höieste belöp, eller höist 10 og minst 4 anvisninger lydende på det laveste belöp.

Artikkel 3.

AVGIFTER.

Avgiften for et reisepostkreditiv fastsettes og kreves op av utstederpostverket. Avgiften må ikke overstige for et kreditivhefte :

				I Norge, Danmark, Island og Sverige kroner	I Finland mark
på et belöp av	<u>200 kroner</u> 2 000 mark	t. o. m.	<u>300 kroner</u> 3 000 mark	2	20
» » » »	<u>350 kroner</u> 3 500 mark	»	<u>500 kroner</u> 5 000 mark	3	30
» » » »	<u>600 kroner</u> 6 000 mark	»	<u>800 kroner</u> 8 000 mark	4	40
» » » »	<u>900 kroner</u> 9 000 mark	»	<u>1 000 kroner</u> 10 000 mark	5	50.

Det må ikke kreves op noen ytterligere postal avgift hverken for kreditivet som helhet eller for tilhørende kreditivanvisning.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 4427. — AVTAL ANGÅENDE POSTRESEKREDITIV I FÖRBINDELSE
MELLAN DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE OCH SVERIGE.
UNDERTECKNAT I STOCKHOLM, DEN 23 SEPTEMBER 1937.

POSTFÖRVALTNINGARNA I DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE och SVERIGE hava, i kraft av dem meddelade bemyndiganden, träffat avtal om utfärdande och inlösen av postressekreditiv i förbindelse mellan nämnda länder. För denna rörelse skola tillämpas följande bestämmelser.

Artikel 1.

POSTRESEKREDITIV.

1. De fördragsslutande postförvaltningarna utfärda postressekreditiv. Ett postressekreditiv består av kreditivanvisningar sammanförda i ett kreditivhäfte.
2. Postressekreditiv utfärdas endast för en namngiven fysisk person.

Artikel 2.

MYNTSLAG OCH BELOPP.

1. Kreditivanvisningarna skola vara utställda i det utfärdande landets myntslag. De skola lyda å ettdera av följande fasta belopp, nämligen 100 kronor och 50 kronor för anvisningar, utfärdade i Danmark, Island, Norge eller Sverige, eller 1000 mark och 500 mark för anvisningar, utfärdade i Finland.

2. Kreditivhäfte får innehålla endast anvisningar, lydande å ett och samma belopp. Varje häfte får omfatta högst 10 och lägst 6 anvisningar, lydande å det högre beloppet, eller högst 10 och lägst 4 anvisningar, lydande å det lägre beloppet.

Artikel 3.

AVGIFTER.

Avgiften för postressekreditiv fastställs och upptages av det utfärdande postverket. Avgiften må icke överstiga för kreditivhäfte

				i Danmark, Island, Norge och Sverige kronor	i Finland mark
å belopp av	<u>200 kronor</u> 2000 mark	t. o. m.	<u>300 kronor</u> 3000 mark	2	20
» » »	<u>350 kronor</u> 3500 mark	»	<u>500 kronor</u> 5000 mark	3	30
» » »	<u>600 kronor</u> 6000 mark	»	<u>800 kronor</u> 8000 mark	4	40
» » »	<u>900 kronor</u> 9000 mark	»	<u>1000 kronor</u> 10 000 mark	5	50

Någon ytterligare postal avgift får icke upptagas vare sig för kreditiv i sin helhet eller för tillhörande kreditivanvisning.

Artikkel 4.

SALGSPRIS.

Reisepostkreditiv holdes tilsalgs mot betaling av et belöp som motsvarer kreditivets nominelle verdi i utstederlandets mynt, med tillegg av den avgift for kreditivet som er fastsatt i art. 3.

Artikkel 5.

OMSETTINGSKURS.

1. På en kreditivanvisning utbetales det belöp som i utbetalingslandets mynt motsvarer anvisningens nominelle verdi efter en omsettingskurs som utstederpostverket et kommet overens med utbetalingspostverket om.

2. Den således fastsatte kurs gjelder for et kalenderkvartal. Dersom det ikke senest syv dager før utgangen av det løpende kalenderkvartal er truffet avtale om å bruke en annen kurs, gjelder kursen også for det nærmest følgende kalenderkvartal.

3. Omsettingskursen skal som regel fastsettes slik at den motsvarer middelverdien av de å vista vekselkurser som centralbanken i utstederlandet har fastsatt for vedkommende mynt i det løpende kalenderkvartals to første måneder og i den siste måned i det foregående kvartal. En avvikelse av høist 2 pro mille fra denne middelverdi er dog tillatt.

4. Ved vesentlige endringer i valutaforholdene, eller når det foreligger andre tvingende grunner, har postverkene adgang til, uten hensyn til de bestemmelser som er fastsatt i punktene 2 og 3 foran, å komme overens om en sådan endring av kursen som forholdene medfører.

5. Kreditiver som er utstedt for en kursendring er trådt i kraft, berøres ikke av endringen.

6. Ved utstedelsen av reisepostkreditiv skal det i kreditivheftet på betryggende måte gis opplysning om de ekvivalenter for anvisningenes belöp i utstederlandets mynt, som i henhold til bestemmelsene i denne artikkel skal gjelde ved utbetaling på kreditivet i de forskjellige land. Disse ekvivalenter skal gjelde for kreditivets hele gyldighetstid.

Artikkel 6.

ADGANG TIL Å INNSTILLE TJENESTEN.

1. Hvert postverk kan, efter å ha gitt meddelelse herom til de øvrige postverk, straks eller fra et bestemt tidspunkt, innstille utstedelsen av reisepostkreditiver helt eller for et visst tidsrum.

Likeledes kan hvert postverk, efter fornöden tilkjennegivelse, ved utstedelsen av kreditiv begrense deres gyldighet til bare et eller noen av de land som har avsluttet overenskomsten.

2. Innstilling eller begrensning som her nevnt, fritar ikke et postverk fra plikten til å innløse kreditivanvisninger som ikke direkte berøres av innstillingen eller begrensningen.

Artikkel 7.

UTBETALING.

1. Mot avlevering av behørig kvittert kreditivanvisning utbetales det belöp i utbetalingslandets mynt som ifölge angivelsen i kreditivet motsvarer anvisningens nominelle verdi.

2. Ved utbetalingen skal kreditivet forevises. Underskriften på anvisningen skal stemme overens med det navnetrekk som finnes på kreditivomslaget. Når den siste anvisning i et kreditivhefte utbetales, tilbakeholdes heftet og festes til anvisningen. Forövrig skjer utbetalingen av kreditivanvisninger efter det utbetalende postverks innenrikske forskrifter vedkommende postanvisninger.

3. Kreditivhefte eller tilhørende anvisning må ikke overføres til tredjemann ved endossering eller på annen måte. Heller ikke må hefte eller anvisning pantsettes.

4. Kreditiv kan ikke sperres for utbetaling gjennom andre enn vedkommende poststyre.

5. Har utbetalingspoststedet ikke tilstrekkelige midler til utbetaling, kan utbetalingen utsettes inntil poststedet har skaffet sig midler.

Artikel 4.

FÖRSÄLJNINGSPRIS.

Postresekreditiv tillhandahålles mot erläggande av ett belopp, motsvarande kreditivets nominella värde i det utfärdande landets mynt med tillägg av den i art. 3 fastställda avgiften för kreditivet.

Artikel 5.

OMFÖRINGSKURS.

1. A kreditivanvisning utbetalas det belopp, som i utbetalningslandets mynt motsvarar anvisningens nominella värde efter omföringskurs, om vilkens tillämpning det utfärdande postverket överenskommit med utbetalningslandets postverk.

2. Sålunda fastställd kurs gäller under ett kalenderkvartal. Därest icke senast sju dagar före löpande kalenderkvartals utgång överenskommelse träffats om tillämpning av annan kurs, gäller kursen även för närmast följande kalenderkvartal.

3. Omföringskurs skall i regel fastställas så, att den motsvarar medelvärdet av de av centralbanken i det utfärdande landet fastställda å vista växelkurserna för vederbörande mynt under de två första månaderna i det löpande kalenderkvartalet och sista månaden i nästföregående kvartal. En avvikelse av högst 2 pro mille från detta medelvärde är dock medgiven.

4. Vid väsentlig förändring av valutaförhållandena eller i händelse annat tvingandeskäl föreligger, äga postverken att utan iakttagande av de i mom. 2 och 3 här ovan fastställda villkoren överenskomma om den ändring av kursen, som därav betingas.

5. Kreditiv, utfärdade före ikraftträdandet av en kursändring, beröras icke av ändringen.

6. Vid utfärdande av postresekreditiv shall i kreditivhäftet på betryggande sätt meddelas uppgift om de ekvivalenter till anvisningarnas belopp i det utfärdande landets mynt, som jämlikt bestämmelserna i denna artikel skola gälla vid utbetalning å kreditivet i de olika länderna. Dessa ekvivalenter skola gälla under kreditivets hela giltighetstid.

Artikel 6.

RÄTT ATT INSTÄLLA RÖRELSEN.

1. Varje postverk kan, efter avlåtande av meddelande härom till övriga postverk, omedelbart eller vid en bestämd senare tidpunkt helt eller för viss tid inställa utfärdandet av postresekreditiv. Likaledes kan varje postverk, efter vederbörligt tillkännagivande, vid utfärdande av kreditiv begränsa deras giltighet till endast något eller några av de fördragsslutande länderna.

2. Avbrott eller begränsning, som nu sägs, befriar icke postverk från skyldigheten att inlösa kreditivanvisningar, som icke direkt beröras av avbrottet eller begränsningen.

Artikel 7.

UTBETALNING.

1. Mot avlämnande av behörigen kvitterad kreditivanvisning utbetalas det belopp i utbetalningslandets mynt, som enligt uppgift i kreditivet motsvarar anvisningens nominella värde.

2. Vid utbetalningen skall kreditivet företes. Namnteckningen å anvisningen skall överensstämma med den å kreditivomslaget förefintliga namnteckningen. Då den sista anvisningen i ett kreditivhäfte utbetalas, omhändertages häftet och bifogas anvisningen. I övrigt verkställs utbetalning av kreditivanvisningar i enlighet med det utbetalande postverkets inrikes föreskrifter beträffande postanvisningar.

3. Kreditivhäfte eller tillhörande anvisning får icke överlåtas på tredje man genom endossering eller på annat sätt. Ej heller får häfte eller anvisning pantsättas.

4. Kreditiv kan icke genom annan än vederbörande postförvaltning spärras för utbetalning.

5. Förfogar den utbetalande postanstalten icke över tillräckliga medel för utbetalning, kan betalningen uppskjutas, till dess postanstalten anskaffat medel.

6. Kreditivbelöp som ikke er kommet til utbetaling, tilbakebetales av utstederpostverket uten fradrag mot tilbakelevering av kreditivheftet med de gjenværende anvisninger innen ett år, regnet fra dagen for utstedelsen. De nærmere vilkår for tilbakebetalingen fastsettes av utstederpostverket.

Artikkel 8.

GYLDIGHETSFRIST.

En kreditivanvisning gjelder i tre måneder, regnet fra dagen for utstedelsen. Måned regnes fra dato til dato uten hensyn til antall dager i måneden. Finnes det ikke motsvarende dato i den siste gyldighetsmåned, gjelder en kreditivanvisning til og med den siste dag i måneden.

Artikkel 9.

ANSVAR.

1. Postverkene er ikke, i videre utstrekning enn nedenfor angitt, ansvarlige for den skade som kan opstå ved tap av en kreditivanvisning, eller svikaktig bruk av den, eller som følge av at kreditivet sperres for utbetaling, eller at utbetaling skjer på et sperret kreditiv.

2. Dersom det på grunn av feil eller forsømmelse fra postverkets side er skjedd utbetaling på et kreditiv til en annen enn den rettmessige innehaver, er postverket erstatningspliktig, dog ikke med høyere belöp enn det som feilaktig er blitt utbetalt. Erstatningen utbetales gjennom utstederpostverket så snart som mulig og senest en måned efter at erstatningsplikten er fastslått. Dette postverk godskrives sig i tilfelle erstatningsbelöpet hos det ansvarlige postverk i en kommende kreditivavregning.

3. Ved tap av et kreditiv eller en kreditivanvisning betaler utstederpostverket tilbake det belöp som ikke er blitt hevet. Tilbakebetaling kan dog ikke finne sted, medmindre det bevises at den som har fremsatt krav herom, er den samme som har forlangt kreditivet utstedt og har innbetalt det fulle belöp, og ikke för utstederpostverket har forvirket sig om at utbetaling ikke har funnet sted på de papirer som er opgitt å være tapt. Ikke i noe tilfelle kan tilbakebetaling skje för utlöpet av kreditivets gyldighetsfrist.

Artikkel 10.

AVGIFTENES FORDELING.

Utstederpostverket godskrives det postverk som har foretatt utbetalingen $\frac{1}{4}$ % av de utbetalte kreditivanvisningers samlede belöp i utbetalingslandets mynt.

Artikkel 11.

AVREGNING OG BETALING.

1. Senest den 20 i hver måned utferdiger utbetalingspostverket like overfor utstederpostverket en avregning omfattende kreditivanvisninger som er utbetalt i löpet av foregående måned. Avregningen skal vise postverkets totalfordring for de kreditivanvisninger som er utbetalt i löpet av måneden, således at fordringen skal utgjöre summen av de utbetalte belöp i utbetalingslandets mynt, forhöiet med den avgiftsandel av $\frac{1}{4}$ % av avregningens belöp som tilkommer utbetalingspostverket. Utligning eller fradrag for motfordring skal ikke finne sted.

2. Betalingen skjer i kreditorlandets mynt snarest mulig og senest 10 dager efter mottagelsen av avregningen.

3. Forövrig skal for avregning og betaling de bestemmelser anvendes som gjelder for postanvisningsutvekslingen mellem vedkommende land.

Artikkel 12.

EKSPEDISJONSREGLEMENT.

Poststyrene har adgang til i et ekspedisjonsreglement eller ved skriftveksling å komme overens om de nærmere bestemmelser som er nödvendige for anvendelsen av denne overenskomst.

6. Kreditivbelopp, som icke kommit till utbetalning, återbetalas av det utfärdande postverket utan avdrag mot återställande av kreditivhäftet med kvarvarande anvisningar inom ett år, räknat från datum för utfärdandet. De närmare villkoren för återbetalningen bestämmas av det utfärdande postverket.

Artikel 8.

GILTIGHETSTID.

Kreditivanvisning gäller under tre månader, räknat från datum för utfärdandet. Månad räknas från datum till datum oavsett antalet dagar i månaden. Finnes i den sista giltighetsmånaden ej motsvarande datum, gäller kreditivanvisning till och med sista dagen i månaden.

Artikel 9.

ANSVARIGHET.

1. Postverken äro icke, i annan mån än nedan sägs, ansvariga för den skada, som kan uppstå genom förlust av kreditivanvisning eller sviklig användning därav eller till följd av att kreditiv spärras för utbetalning eller att utbetalning sker å spärrat kreditiv.

2. Därest på grund av fel eller försummelse från postverks sida utbetalning från kreditiv skett till annan än den rättmätige innehavaren, är postverket ersättningsskyldigt, dock icke med högre belopp än det, som felaktigt utbetalats. Ersättningen utbetalas genom det utfärdande postverket snarast ske kan och senast en månad efter det ersättningsskyldigheten fastställts. Detta postverk gottgör sig i förekommande fall ersättningsbeloppet hos det ansvariga postverket vid en kommande kreditivavräkning.

3. Vid förlust av kreditiv eller kreditivanvisning återbetalar det utfärdande postverket det belopp, som icke kommit till utbetalning. Återbetalning kan dock icke ske med mindre det visats, att den, som framställt anspråk härför, begärt utfärdande av kreditiv och härför verkställt full betalning, och icke förrän det utfärdande postverket förvissat sig om att utbetalning icke ägt rum å de handlingar, som uppgivits vara förlorade. I intet fall kan återbetalning ske före utgången av kreditivets giltighetstid.

Artikel 10.

DELNING AV AVGIFTER.

Det utfärdande postverket gottgör det postverk, som verkställt utbetalningen, $\frac{1}{4}$ % av de utbetalade kreditivanvisningarnas sammanlagda belopp i utbetalningslandets mynt.

Artikel 11.

AVRÄKNING OCH LIKVID.

1. Senast den 20 i varje månad utställer utbetalande postverk gentemot utfärdande postverk räkning rörande under föregående månad utbetalade kreditivanvisningar. Räkningen skall utvisa postverkets totalfordran för under månaden utbetalade kreditivanvisningar, varvid fordran skall utgöra summan i utbetalningslandets mynt av de utbetalade beloppen, ökad med den postverket tillkommande avgiftsandelen, $\frac{1}{4}$ % av den å räkningen upptagna summan. Kvittning eller avdrag av motfordran äger icke rum.

2. Likvid erlägges i det fordringsägande landets mynt snarast möjligt och senast 10 dagar efter räkningens mottagande.

3. I övrigt tillämpas beträffande avräkning och likvid de bestämmelser, som gälla i fråga om postanvisningsutväxlingen mellan vederbörande länder.

Artikel 12.

EXPEDITIONSREGLEMENTE.

Postförvaltningarna äga befogenhet att i ett expeditionsreglemente eller genom skriftväxling överenskomma om de närmare bestämmelser, som för tillämpning av detta avtal kunna erfordras.

Artikkel 13.

ANVENDELSE AV INTERNASJONALE BESTEMMELSER.

For de tilfelle som det ikke finnes inntatt noen bestemmelse om i denne overenskomst eller forannevnte ekspedisjonsreglement, eller i noen annen særoverenskomst med tilhørende ekspedisjonsreglement mellom landene, eller som det ikke er truffet særskilt bestemmelse om ved skriftveksling, enten mellom samtlige land eller noen av dem, kommer de almindelige internasjonale postoverenskomster med tilhørende ekspedisjonsreglementer til anvendelse.

Artikkel 14.

OVERENSKOMSTENS VARIGHET.

Denne overenskomst trer i kraft den 1. januar 1938.

Overenskomsten gjelder på ubestemt tid og kan sies op av enhver av de kontraherende parter ; i såfall opphører den å gjelde ett år efter opsigelsen.

Utferdiget i fem eksemplarer — ett på svensk og ett på dansk, ett på finsk og svensk, ett på islandsk og ett på norsk — i Stockholm den 23. september 1937.

For Danmark :

C. MONDRUP.

For Island :

G. J. HLIÐDAL.

For Finnland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norge :

J. C. AALL.

For Sverige :

Anders ÖRNE.

SLUTTPROTOKOLL.

För underskrivningen av den idag avsluttede overenskomst om reisepostkreditiv i forbindelsen mellem Norge, Danmark, Finnland, Island og Sverige, er underskriverne kommet overens om at overenskomsten, uten hensyn til det som artikkel 14 bestemmer herom, skal tre i kraft den første dag i den annen måned efter den måned hvori det danske poststyre har meddelt de øvrige parter som har avsluttet overenskomsten, at den for dets vedkommende kan tre i kraft, dog ikke tidligere enn den 1. januar 1938.

Utferdiget i fem eksemplarer — ett på svensk og ett på dansk, ett på finsk og svensk, ett på islandsk og ett på norsk — i Stockholm den 23. septembre 1937.

For Danmark :

C. MONDRUP.

For Island :

G. J. HLIÐDAL.

For Finnland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norge :

J. C. AALL.

For Sverige :

Anders ÖRNE.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 28 juin 1938.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,

Rolf Andersen.

Artikel 13.

TILLÄMPNING AV INTERNATIONELLA BESTÄMMELSER.

I de fall, för vilka någon föreskrift icke finnes meddelad i detta avtal eller nyssnämnda expeditionsreglemente eller i annat särskilt avtal mellan länderna eller i därtill hörande expeditionsreglemente eller beträffande vilka särskild överenskommelse icke blivit — antingen mellan samtliga länderna eller några av dessa — träffad genom skriftväxling, lända de allmänt internationella postfördragen med därtill hörande expeditionsreglementen till efterrättelse.

Artikel 14.

AVTALETS GILTIGHETSTID.

Detta avtal träder i kraft den 1 januari 1938.

Avtalet gäller för obestämd tid och kan av envar av de kontraherande parterna uppsägas, i vilket fall det upphör att gälla ett år efter uppsägningen.

Upprättat i fem exemplar — ett på svenska och ett på danska språket, ett på finska och svenska språken, ett på isländska och ett på norska språket — i Stockholm den 23 september 1937.

För Danmark :

C. MONDRUP.

För Island :

G. J. HLIÐDAL.

För Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

För Norge :

J. C. AALL.

För Sverige :

Anders ÖRNE.

SLUTPROTOKOLL

Före undertecknandet av det denna dag avslutade avtalet angående postresekreditiv i förbindelse mellan Danmark, Finland, Island, Norge och Sverige hava undertecknade överenskommit därom att avtalet, med avvikelse från vad i artikel 14 bestämmes, skall träda i kraft den första dagen i andra månaden efter den, under vilken danska postförvaltningen till de övriga fördragsslutande parterna tillkännagivit, att avtalet för dess vidkommande kan träda i tillämpning, dock icke tidigare än den 1 januari 1938.

Upprättat i fem exemplar — ett på svenska och ett på danska språket, ett på finska och svenska språken, ett på isländska och ett på norska språket — i Stockholm den 23 september 1937.

För Danmark :

C. MONDRUP.

För Island :

G. J. HLIÐDAL.

För Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

För Norge :

J. C. AALL.

För Sverige :

Anders ÖRNE.

EKSPEDISJONSREGLEMENT

TIL OVERENSKOMSTEN OM REISEPOSTKREDITIVER I FORBINDELSEN MELLEM NORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE.

Poststyrene i Norge, Danmark, Finnland, Island og Sverige er kommet overens om å anvende følgende særskilte reglementariske forskrifter for tjenesten med reisepostkreditiver i forbindelsen mellom de fem land fra og med den 1. januar 1938.

§ 1.

FREMSTILLING OG FORSYNING AV KREDITIVER.

1. Kreditivanvisninger skal være utstyrt i overensstemmelse med vedheftede blanketter I og II. Anvisningsblankettene fremstilles av særskilt vannmerkestemplet papir med bunntone-gravering. Papirets farve er lysblå for anvisninger lydende på 100 kroner eller 1 000 mark, lysrød for anvisninger lydende på 50 kroner eller 500 mark. Samme slags papir skal anvendes for samtlige postverks anvisninger.

Anvisningene påtrykkes utstederlandets navn samt et serienummer løpende fra 1 til 100 000, og like foran serienummeret litterabetegnelsen A for anvisninger lydende på 100 kroner eller 1 000 mark, eller litterabetegnelsen B for anvisninger lydende på 50 kroner eller 500 mark. På venstre del forsynes blankettene med et ufarvet reliefstempel som forestiller et Merkurhode. Reliefstemplet skal være likt for alle land.

2. Kreditivomslagene skal være like med vedheftede blankett III og IV. Til omslag skal brukes papir av passende stivhet og likt for alle postverk.

Utstederlandets navn trykkes på omslagets forside.

3. I hvert kreditivhefte skal det være fire tekstsider, nummererte fra 1 til og med 4. Sidene 1 og 2 skal komme foran den første anvisning i kreditivheftet, sidene 3 og 4 etter den siste anvisning i heftet. Tekstsidene skal inneholde dels en tabell som viser ekvivalentene som skal brukes ved utbetaling på kreditivet i de forskjellige lands mynt, dels visse opplysninger for innehaveren av kreditivet. Til tekstsidene skal brukes samme slags papir som til kreditivanvisningene i heftet. På første tekstsider øverst til venstre skal settes det reliefstempel som er omhandlet i punkt 1 foran.

4. Kreditivomslaget og kreditivanvisningene skal være trykt på utstederlandets språk og på fransk. Bruken av det franske språk er dog valgfri.

Tekstsidene skal være trykt på utstederlandets språk. Ekvivalenttabellens første del skal dog være trykt på samtlige tilsluttede lands språk. Tabellen forøvrig skal trykkes på utstederlandets språk samt, for såvidt angår hver enkelt ekvivalentangivelse, dessuten på sproget i det land hvor ekvivalentangivelsen kommer til anvendelse ved utbetaling på kreditivet.

5. Kreditivanvisninger, kreditivomslag og tekstsider leveres til postverkene av det svenske poststyre som forestår trykningen av disse blanketter. De leveres til selvkostendepris og fremstilles enten i ferdige hefter som foruten tekstsidene, inneholder 10 eller et mindre antall anvisninger, efter utstederpostverkets ønske, eller også som løse anvisninger, omslag og tekstsider bestemt til å heftes sammen av utstederpostverket.

§ 2.

UTSTEDELSE AV KREDITIV.

1. Ved utstedelsen av kreditivet heftes det nødvendige antall kreditivanvisninger og tilhørende tekstsider sammen i et kreditivomslag ved hjelp av heftemaskin. Anvisningene skal være ordnet efter nummerrekken.

EXPEDITIONSREGLEMENTE

TILL AVTALET ANGÅENDE POSTRESEKREDITIV I FÖRBINDELSE MELLAN DANMARK, FINLAND, ISLAND, NORGE OCH SVERIGE.

Postförvaltningarna i Danmark, Finland, Island, Norge och Sverige hava överenskommit att för postresekreditivrörelsen i förbindelse mellan de fem länderna från och med den 1 januari 1938 tillämpa följande särskilda reglementariska föreskrifter.

§ 1.

TILLVERKNING OCH TILLHANDAHÅLLANDE AV KREDITIV.

1. Kreditivanvisningar skola vara uppställda i enlighet med bifogade formulär I och II. Anvisningsblanketterna tillverkas av särskilt vattenstämplat papper med bottentongraving. Papperets färg är ljusblå för anvisningar lydande å 100 kronor eller 1000 mark, ljusröd för anvisningar lydande å 50 kronor eller 500 mark. Samma slags papper skall användas för samtliga postverks anvisningar.

Anvisningarna åtryckas det utfärdande landets namn ävensom ett serienummer, löpande från 1 till 100 000, samt, omedelbart framför serienumret, litterabeteckningen A, för anvisningar lydande å 100 kronor eller 1000 mark, eller litterabeteckningen B, för anvisningar lydande å 50 kronor eller 500 mark. A vänstra delen förses blanketterna med en för alla länder lika, ofärgad reliefstämpel föreställande ett Merkuriushuvud.

2. Kreditivomslagen skola vara lika med bifogade formulär III och IV. Till omslag skall användas papper av lämplig fasthet och lika för alla postverk.

Det utfärdande landets namn tryckes å omslagets framsida.

3. I varje kreditivhäfte skola finnas fyra textsidor, numrerade från 1 till och med 4. Sidorna 1 och 2 skola vara insatta framför den första anvisningen i kreditivhäftet, sidorna 3 och 4 efter den sista anvisningen i häftet. Textsidorna skola innehålla dels en tabell utvisande de ekvivalenter i vederbörande länders mynt, som skola tillämpas vid utbetalning å kreditivet dels vissa underrättelser för kreditiv innehavaren. För textsidorna skall användas samma slags papper som för kreditivanvisningarna i häftet. Å första textsidan skall överst till vänster anbringas den i mom. 1 här ovan nämnda reliefstämpeln.

4. Kreditivomslag och kreditivanvisningar tryckas på det utfärdande landets språk och franska språket. Användningen av franska språket är dock valfri.

Textsidorna skola vara tryckta på det utfärdande landets språk. Ekvivalenttabellens första stycke skall dock vara tryckt på samtliga fördragsslutande länders språk. Tabellen i övrigt skall tryckas på det utfärdande landets språk samt beträffande varje särskild ekvivalentuppgift dessutom på det lands språk, i vilket uppgiften skall komma till användning vid utbetalning å kreditivet.

5. Kreditivanvisningar, kreditivomslag och textsidor tillhandahållas postverken av den svenska postförvaltningen, som verkställer tryckningen av desamma. De levereras till självkostnadspris och tillhandahållas antingen i färdiga häften, innehållande förutom textsidor 10 anvisningar eller mindre antal anvisningar, om det utfärdande postverket så önskar, eller ock i lösa anvisningar, omslag och textsidor, avsedda att sammanhäftas av det utfärdande postverket.

§ 2.

UTFÄRDANDE AV KREDITIV.

1. Vid utfärdande av kreditiv sammanhäftas medelst häftmaskin erforderligt antal kreditivanvisningar tillsammans med vederbörande textsidor i ett kreditivomslag. Anvisningarna skola därvid vara ordnade i nummerföljd.

Anvendes hefter som i forveien er gjort ferdige, skal i påkommende tilfelle så mange av de første anvisninger i heftet fjernes, at de gjenværende anvisningers samlede belöp motsvarer kreditivbelöpet. De fjernede anvisninger makuleres på betryggende måte.

2. Kreditivanvisningenes siste gyldighetsdag settes på den dertil bestemte plass ved hjelp av et perforeringsstempel.

I de dertil bestemte opstrekede felter på omslaget anføres antallet av de utstedte anvisninger samt den første og den siste anvisningens nummer. Disse anføres kan gjøres med hånd, med skrivemaskin eller ved hjelp av såkalt check-protector eller annen mekanisk trykningsmåte.

3. Et avtrykk av utstederpoststedets særskilte reliefstempel skal settes på den dertil bestemte plass på omslaget, på den første av tekstsiden samt på hver enkelt kreditivanvisning.

Reliefstempelet som brukes ved utstedelsen av reisepostkreditiv, skal vise vedkommende lands postblem, samt omkring emblemet, landets navn og navnet på det poststed som utsteder kreditivet. Utstedes kreditiver av flere poststeder på samme sted, merkes de forskjellige poststeders stempler med forskjellige nummer. Nummeret settes i stempelet like efter stedsnavnet. Hvert postverk kan imidlertid bestemme at dets poststeder i reliefstempelet betegnes alene ved et for hvert enkelt poststed bestemt nummer som anføres med romertall.

Bortsett fra nødvendige avvikelser med hensyn til stedsnavn og særskilt nummerbetegnelse, skal samtlige reliefstempler som brukes i et og samme lands postverk ved utstedelse av reisepostkreditiv, gi nøiaktig like avtrykk.

4. Dagen for kreditivets utstedelse skal anføres ved avtrykk av utstederpoststedets vanlige datostempel på den dertil bestemte plass på kreditivomslagets annen side.

För utleveringen påsees det at kreditivets innehaver på omslagets første side har gitt opplysninger om fullstendig navn, hjemsted og bopel, og at han derunder har anført en prøve av det navnetrekk som han vil bruke som underskrift på kreditivanvisningene. Disse anføres skal gjøres med blekk.

§ 3.

KREDITIVAVGIFT.

Den i overenskomstens art. 3 fastsatte kreditivavgift opkreves og avgjøres på den måte som utstederpostverket bestemmer.

§ 4.

UTBETALING PÅ KREDITIV.

Ved utbetalingen skal det belöp som blir utbetalt i landets mynt, utbetalingsdatum og underskriften til den postmann som foretar utbetalingen, anføres på den plass som er bestemt dertil på kreditivanvisningen, som dessuten forsynes med avtrykk av utbetalingspoststedets datostempel. Kreditivanvisningen makuleres derefter ved at det settes to tykke diagonale blekkstreker over den.

Anvisninger som vedlegges månedsavregningen, skal først ytterligere makuleres ved gjennomhulling.

§ 5.

SPERRING.

Sperring av kreditiv eller kreditivanvisning for å hindre utbetaling på dem, kan skje gjennom utstederlandets eller et annet lands poststyre, enten efter krav av behørig offentlig myndighet eller på forlangende av kreditivets innehaver eller av et poststed. Krav om sperring avgjøres av det poststyre som kravet inngår til. På anmodning av dette poststyre kan sperring av kreditivet eller anvisningen skje også i de övrige land. Utgiftene til fremsending i posten eller telegrafisk av

Användas i förväg iordningställda häften, fränskiljas i förekommande fall så många av de första anvisningarna i häftet, att de återstående anvisningarnas sammanlagda belopp motsvarar kreditivbeloppet. De fränskilda anvisningarna makuleras på betryggande sätt.

2. Kreditivanvisningarnas sista giltighetsdag anges på härför avsedd plats medelst en perforeringsstämpel.

I de härför avsedda streckade fälten å omslaget angivas antalet utfärdade anvisningar samt den första och den sista anvisningens nummer. Dessa anteckningar skola göras för hand, med skrivmaskin eller medelst s. k. checkprotektor eller annat mekaniskt tryckningsförfarande.

3. Ett avtryck av det utfärdande tjänsteställets särskilda reliefstämpel skall anbringas på härför avsedd plats å omslaget, å den första av textsidorna samt å var och en av kreditivanvisningarna.

Reliefstämpel, som användes vid utfärdande av postresekreditiv, skall innehålla vederbörande lands postemblem samt omkring emblemet landets namn och namnet på den ort, där det utfärdande tjänstestället är beläget. Utfärdas kreditiv av flera postanstalter å samma ort, särskiljas de olika postanstalternas stämplat genom olika nummer. Sådant nummer anbringas i stämpeln omedelbart efter ortnamnet. Postverk äger emellertid bestämma, att dess tjänsteställen i reliefstämpel betecknas med enbart ett för varje särskilt tjänsteställe bestämt nummer, angivet med romerska siffror.

Med undantag för erforderliga avvikelser i fråga om ortnamn och särskiljande nummerbeteckning skola samtliga reliefstämplar, som inom ett och samma postverk användas vid utfärdande av postresekreditiv, lämna exakt lika avtryck.

4. Dagen för kreditivets utlämnande skall angivas genom avtryck av den utlämnande postanstaltens vanliga datumstämpel på härför avsedd plats å andra sidan av kreditivomslaget.

Före utlämnandet tillses, att kreditivägaren på omslagets första sida meddelar uppgifter om fullständigt namn, hemort och bostadsadress samt därunder anbringar prov å den namnteckning, med vilken kreditivanvisningarna komma att av honom underskrivas. Dessa anteckningar skola göras med bläck.

§ 3.

KREDITIVAVGIFT.

Den enligt art. 3 av avtalet fastställda kreditivavgiften upptages och redovisas på sätt det utfärdande postverket bestämmer.

§ 4.

UTBETALNING Å KREDITIV.

Vid utbetalning skola det i landets mynt utbetalade beloppet, utbetalningsdatum och den utbetalande tjänstemannens namnteckning anbringas på härför avsedd plats å kreditivanvisningen, som dessutom förses med avtryck av den utbetalande postanstaltens datumstämpel. Kreditivanvisningen makuleras därefter genom överkorsning med två kraftiga diagonala bläckstreck.

Anvisningar, som bifogas månadsräkning, skola dessförinnan ytterligare makuleras genom hålslagning.

§ 5.

SPÄRRNING.

Spärrning av kreditiv eller kreditivanvisning till förhindrande av utbetalning därå kan ske genom utfärdande eller annat postverks centrala förvaltning antingen på begäran av behörig offentlig myndighet eller på begäran av kreditivägare eller postanstalt. Begäran om spärrning prövas av den postförvaltning, till vilken den ingår. På framställning av denna förvaltning kan spärrning av kreditivet eller anvisningen ske även i övriga länder. Kostnaderna för befordran med post

anmodning om sperring eller om ophevelse av sperring, betales av den som forlanger sperringen eller dens ophevelse, dersom ikke postverket finner å burde bære utgiftene selv. Forføininger som treffes for å underrette poststedene bekostes av postverket.

§ 6.

OPLYSNINGER SOM SKAL SENDES POSTSTYRENE.

Hvert poststyre skal senest 14 dager før tjenesten begynner, meddele de øvrige poststyrrer

- a) opplysning om ekvivalentene i de øvrige lands mynt for de faste beløp som de av postverket utstedte kreditivanvisninger lyder på,
- b) de avgifter som kreves op ved utstedelsen,
- c) opplysning om hvilke poststeder som utsteder kreditiver,
- d) prøveavtrykk av hvert reliefstempel som postverket anvender ved utstedelsen av kreditiver,
- e) opplysning om hvorvidt samtlige poststeder innløser kreditivanvisninger, samt
- f) dersom utstederpoststedene i vedkommende postverk bare blir betegnet med et nummer i reliefstemplene, opplysning om betegnelsen for hvert poststed.

Enhver senere endring skal uopholdelig meddeles.

Utfærdiget i fem eksemplarer — ett på svensk og ett på dansk, ett på finsk og svensk, ett på islandsk og ett på norsk — i Stockholm den 23. september 1937.

For Danmark :
C. MONDRUP.

For Finland :
G. E. F. ALBRECHT.

For Island :
G. J. HLIÐDAL.

For Norge :
J. C. AALL.

For Sverige :
Anders ÖRNE.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 28 juin 1938.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

eller telegraf av framställning om spärrning eller om hävande av spärrning erläggas av den, som begär spärrningen eller dess hävande, såvida icke postförvaltningen finner sig böra själv bära kostnaderna. Åtgärder för postanstalternas underrättande vidtagas på postverkens bekostnad.

§ 6.

UPPGIFTER, SOM SKOLA TILLSTÄLLAS POSTFÖRVALTNINGARNA.

Varje förvaltning skall senast 14 dagar före rörelsens början meddela de övriga förvaltningarna

- a) Uppgift å ekvivalenterna, i övriga länders myntslag, till de fasta belopp, varå de av postverket utfärdade kreditivanvisningarna lyda,
- b) De avgifter, som upptagas vid utfärdandet,
- c) Uppgift å de tjänsteställen, som utfärda kreditiv,
- d) Prov å avtryck av varje reliefstämpel, som inom postverket användes vid utfärdande av kreditiv,
- e) Uppgift, huruvida samtliga postanstalter inlösa kreditivanvisningar, samt,
- f) Därest förvaltningens utfärdande tjänsteställen skola i reliefstämplarna betecknas med endast nummer, uppgift å beteckningen för varje tjänsteställe.

Varje sedermera vidtagen ändring skall ofördröjligen meddelas.

Upprättat i fem exemplar — ett på svenska och ett på danska språket, ett på finska och svenska språken, ett på isländska och ett på norska språket — i Stockholm den 23 september 1937.

För Danmark :

C. MONDRUP.

För Island :

G. J. HLIÐDAL.

För Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

För Norge :

J. C. AALL.

För Sverige :

Anders ÖRNE.

Vidimeras ex officio :

L. Bäckström,

*Registrator hos Kungl.
Generalpoststyrelsen.*

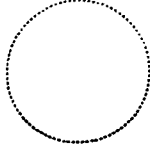
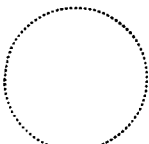
Blankett I.

KUPONG beholdes av kreditivets innehaver TALON à la disposition du titulaire — Kreditivanvisning Bon postal de voyage N° A BELÖP MONTANT 100 { norske kroner couronnes norvégiennes Utbetalingspoststed Bureau de payement Utbetalingsdag Date de payement	POSTVERKET I NORGE ADMINISTRATION DES POSTES DE NORVÈGE KREDITIVANVISNING BON POSTAL DE VOYAGE N° A Mottatt på denne kreditivanvisning et belöp motsvarende Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 100 { ett hundra norske kroner cent couronnes norvégiennes den 19..... (Sted — Lieu) le Underskrift : Signature : (Underskriften skal stemme overens med navnetrekket på omslaget) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture) 	Gjelder til og med Valable jusqu'au inclusivement Utsteder- poststedets reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Utbetalingspost- stedets stempel Timbre du bureau payeur	Utbetalt : (Beløpet i utbetalingslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) Den/..... 19..... av Le par	Utbetalings- nummer N° du payement

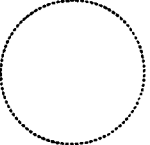
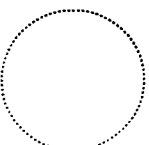
Blankett II.

KUPONG beholdes av kreditivets innehaver TALON à la disposition du titulaire — Kreditivanvisning Bon postal de voyage N° B BELÖP MONTANT 50 { norske kroner couronnes norvégiennes Utbetalingspoststed Bureau de paiement Utbetalingsdag Date de payement	POSTVERKET I NORGE ADMINISTRATION DES POSTES DE NORVÈGE KREDITIVANVISNING BON POSTAL DE VOYAGE N° B Mottatt på denne kreditivanvisning et belöp motsvarende Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 50 { femti norske kroner cinquante couronnes norvégiennes den 19..... (Sted — Lieu) le Underskrift : Signature : (Underskriften skal stemme overens med navnetrekket på omslaget) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture) 	Gjelder til og med Valable jusqu'au inclusivement Utsteder- poststedets reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Utbetalingspost- stedets stempel Timbre du bureau payeur	Utbetalt : (Beløpet i utbetalingslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) Den/..... 19..... av Le par	Utbetalings- nummer N° du payement

Formulär I.

KUPONG behålles av kreditiv- innehavaren TALON à la disposition du titulaire Kreditivanvisning Bon postal de voyage A BELOPP MONTANT 100 { svenska kronor couronnes suédoises Utbetalningsställe Bureau de paiement Utbetalningsdatum Date de paiement	POSTVERKET I SVERIGE ADMINISTRATION DES POSTES DE SUÈDE Gäller till och med Valable jusqu'au KREDITIVANVISNING BON POSTAL DE VOYAGE A  Mottagit mot denna kreditivanvisning ett belopp motsvarande Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 100 { etthundra svenska kronor cent couronnes suédoises den 19..... (Lieu) le  Underskrift : Signature : (Underskriften skall överensstämma med namnteckningen å omslaget) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture) <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Utbetalande postanstaltens stämpel Timbre du bureau payeur </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... av le par </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Utbetalnings- nummer N° du paiement </td> </tr> </table>	Utbetalande postanstaltens stämpel Timbre du bureau payeur	Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... av le par	Utbetalnings- nummer N° du paiement
Utbetalande postanstaltens stämpel Timbre du bureau payeur	Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... av le par	Utbetalnings- nummer N° du paiement		

Formulär II.

KUPONG behålles av kreditiv- innehavaren TALON à la disposition du titulaire Kreditivanvisning Bon postal de voyage B BELOPP MONTANT 50 { svenska kronor couronnes suédoises Utbetalningsställe Bureau de paiement Utbetalningsdatum Date de paiement	POSTVERKET I SVERIGE ADMINISTRATION DES POSTES DE SUÈDE Gäller till och med Valable jusqu'au KREDITIVANVISNING BON POSTAL DE VOYAGE B  Mottagit mot denna kreditivanvisning ett belopp motsvarande Reçu contre ce bon postal de voyage l'équivalent de 50 { femtio svenska kronor cinquante couronnes suédoises den 19..... (Lieu) le  Underskrift : Signature : (Underskriften skall överensstämma med namnteckningen å omslaget) (La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture) <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Utbetalande postanstaltens stämpel Timbre du bureau payeur </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... av le par </td> <td style="width: 33%; border: none; vertical-align: top;"> Utbetalnings- nummer N° du paiement </td> </tr> </table>	Utbetalande postanstaltens stämpel Timbre du bureau payeur	Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... av le par	Utbetalnings- nummer N° du paiement
Utbetalande postanstaltens stämpel Timbre du bureau payeur	Utbetalat : (Beloppet i utbetalningslandets mynt) Payé : (Montant en monnaie du pays) den/..... 19..... av le par	Utbetalnings- nummer N° du paiement		

Blankett III.

POSTVERKET I NORGE ADMINISTRATION DES POSTES DE NORVÈGE		Gjelder til og med Valable jusqu'au
REISEPOSTKREDITIV CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		
Dette hefte inneholder Contenant		inklusivement
kreditivanvisninger nr. 	t. o. m. 	à
hver lydende på 100 { norske kroner à couronnes norvégiennes		
M..... (Fullstendig for- og etternavn — Nom et prénoms)		Utstederpoststedets reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
..... (Hjemsted — Lieu de domicile)		
..... (Bopel — Adresse)		
..... (Innehaverens navnetrekk — Signature du titulaire)		
Se forskriftene på sidene 1—4 i kreditivet. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Blankett IV.

POSTVERKET I NORGE ADMINISTRATION DES POSTES DE NORVÈGE		Gjelder til og med Valable jusqu'au
REISEPOSTKREDITIV CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		
Dette hefte inneholder Contenant		inklusivement
kreditivanvisninger nr. 	t. o. m. 	à
hver lydende på 50 { norske kroner à couronnes norvégiennes		
M..... (Fullstendig for- og etternavn — Nom et prénoms)		Utstederpoststedets reliefstempel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
..... (Hjemsted — Lieu de domicile)		
..... (Bopel — Adresse)		
..... (Innehaverens navnetrekk — Signature du titulaire)		
Se forskriftene på sidene 1—4 i kreditivet. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Formulär III.

POSTVERKET I SVERIGE ADMINISTRATION DES POSTES DE SUÈDE		Gäller till och med Valable jusqu'au
POSTRESEKREDITIV CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		inclusivement
Detta häfte innehåller Contenant	kreditivanvisningar nr bons Nos t. o. m. à	
vardera lydande à 100 { svenska kronor à couronnes suédoises		
M..... (Fullständiga för- och tillnamn — Nom et prénoms) (Hemort — Lieu de domicile) (Bostadsadress — Adresse) (Namnteckning — Signature du titulaire)		Utfärdande tjänsteställes reliefstämpel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Se föreskrifter å sid. 1—4 av kreditivet. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

Formulär IV.

POSTVERKET I SVERIGE ADMINISTRATION DES POSTES DE SUÈDE		Gäller till och med Valable jusqu'au
POSTRESEKREDITIV CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		inclusivement
Detta häfte innehåller Contenant	kreditivanvisningar nr bons Nos t. o. m. à	
vardera lydande à 50 { svenska kronor à couronnes suédoises		
M..... (Fullständiga för- och tillnamn — Nom et prénoms) (Hemort — Lieu de domicile) (Bostadsadress — Adresse) (Namnteckning — Signature du titulaire)		Utfärdande tjänsteställes reliefstämpel Timbre sec (en relief) du bureau d'émission
Se föreskrifter å sid. 1—4 av kreditivet. Voir les dispositions aux pages 1 à 4 du carnet.		

¹ TRADUCTION.

N^o 4427. — CONVENTION RELATIVE AUX CARNETS DE BONS POSTAUX DE VOYAGE DANS LES RAPPORTS ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 23 SEPTEMBRE 1937.

LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE LA NORVÈGE, DU DANEMARK, DE LA FINLANDE, DE L'ISLANDE et DE LA SUÈDE, en vertu des pleins pouvoirs qui leur ont été conférés, ont conclu un accord relatif à l'émission et au paiement des bons postaux de voyage dans les rapports entre les pays susvisés. Ce service est régi par les dispositions suivantes :

Article premier.

BONS POSTAUX DE VOYAGE.

1. Les administrations postales qui ont adhéré à la convention émettent des bons postaux de voyage. Un carnet de bons postaux de voyage se compose de bons de crédit contenus dans un carnet de crédit.
2. Les bons postaux de voyage ne peuvent être délivrés qu'à une personne physique désignée.

Article 2.

MONNAIE ET MONTANTS.

1. Les bons seront émis en la monnaie du pays d'émission, et pour les montants fixes énumérés ci-après : 100 kr. et 50 kr. pour les bons émis en Norvège, au Danemark, en Islande ou en Suède ; 1.000 marks et 500 marks pour les bons émis en Finlande.
2. Tous les bons d'un carnet devront avoir un seul et même montant. Chaque carnet contiendra au maximum dix et au minimum six bons du montant le plus élevé, ou au maximum dix et au minimum quatre bons du montant le plus faible.

Article 3.

TAXES.

Les taxes à payer pour les bons postaux de voyage seront fixées et perçues par l'administration postale émettrice.

La taxe par carnet ne devra pas dépasser les montants suivants :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4427. — CONVENTION REGARDING BOOKLETS OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS IN THE RELATIONS BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN. SIGNED AT STOCKHOLM, SEPTEMBER 23RD, 1937.

THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF NORWAY, DENMARK, FINLAND, ICELAND and SWEDEN, under the full powers conferred upon them, have concluded an agreement on the issue and payment of travellers' postal vouchers in relations between the countries mentioned. This service is governed by the following provisions :

Article 1.

TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS.

1. The postal administrations which have acceded to the Convention issue travellers' postal vouchers. A booklet of travellers' postal vouchers consists of credit orders contained in a credit booklet.
2. Travellers' postal vouchers may be issued only for a named physical person.

Article 2.

CURRENCY AND AMOUNTS.

1. The vouchers shall be issued in the currency of the country of issue. They shall be made out in the following fixed amounts : 100 kr. and 50 kr. for vouchers issued in Norway, Denmark, Iceland or Sweden, or 1,000 marks and 500 marks for vouchers issued in Finland.
2. A booklet shall only contain vouchers for one and the same amount. Each booklet shall contain not more than ten and not less than six vouchers of the highest amount or not more than ten and not less than four vouchers of the lowest amount.

Article 3.

CHARGES.

The charge for travellers' postal vouchers shall be fixed and collected by the issuing postal administration.

The charge for a booklet may not exceed the following amounts :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

		En Norvège, au Danemark, en Islande et en Suède		En Finlande	
		kr.		marks	
Pour un montant de	<u>200 kr.</u> 2.000 marks	à	<u>300 kr.</u> 3.000 marks	2	20
» » » »	<u>350 kr.</u> 3.500 marks	»	<u>500 kr.</u> 5.000 marks	3	30
» » » »	<u>600 kr.</u> 6.000 marks	»	<u>800 kr.</u> 8.000 marks	4	40
» » » »	<u>900 kr.</u> 9.000 marks	»	<u>1.000 kr.</u> 10.000 marks	5	50

Aucune autre taxe postale ne pourra être perçue, soit pour l'ensemble du carnet, soit pour les bons qu'il contient.

Article 4.

PRIX DE VENTE.

Les bons postaux de voyage sont vendus contre paiement d'une somme correspondant à la valeur nominale des bons dans la monnaie du pays émetteur, plus les taxes fixées pour les bons à l'article 3.

Article 5.

TAUX DE CHANGE.

1. Un bon est payé selon le montant qui, dans la monnaie du pays de paiement, correspond à sa valeur nominale, à un taux de change fixé d'un commun accord entre les administrations postales du pays émetteur et du pays payeur.

2. Le taux ainsi fixé sera applicable pendant un trimestre de l'année civile. A défaut d'accord en vue d'une modification du taux intervenu au plus tard sept jours avant l'expiration du trimestre en cours de l'année civile, ce taux continuera à être applicable pendant le trimestre suivant.

3. En règle générale, le taux de change sera fixé de manière à correspondre au cours moyen des lettres de change à vue fixé par la Banque centrale du pays émetteur, pour la monnaie en question, pendant les deux premiers mois du trimestre en cours de l'année civile et pendant le dernier mois du trimestre précédent. Toutefois, un écart maximum de deux pour mille, par rapport à cette moyenne, sera autorisé.

4. En cas de modifications importantes dans la situation monétaire ou pour d'autres raisons majeures, les administrations postales pourront, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus, convenir de modifier le taux de change conformément aux circonstances.

5. Les bons émis avant l'entrée en vigueur d'un changement de taux ne seront pas affectés par ce changement.

6. Lors de la délivrance des bons, le carnet contiendra des informations adéquates relativement aux équivalences des montants dans la monnaie du pays émetteur, et ces équivalences seront appliquées, conformément aux dispositions du présent article, lors du paiement des bons dans les divers pays. Les équivalences resteront en vigueur pendant toute la période de validité des bons.

Article 6.

POSSIBILITÉ DE SUSPENDRE LE SERVICE.

1. Toute administration postale pourra, après en avoir informé les autres administrations postales, suspendre, soit immédiatement, soit à partir d'une certaine date, l'émission des bons postaux de voyage, définitivement ou pour une certaine période.

				In Norway, Denmark, Iceland and Sweden kr.	In Finland marks
For an amount of	$\frac{200 \text{ kr.}}{2,000 \text{ marks}}$	to	$\frac{300 \text{ kr.}}{3,000 \text{ marks}}$	2	20
"	$\frac{350 \text{ kr.}}{3,500 \text{ marks}}$	"	$\frac{500 \text{ kr.}}{5,000 \text{ marks}}$	3	30
"	$\frac{600 \text{ kr.}}{6,000 \text{ marks}}$	"	$\frac{800 \text{ kr.}}{8,000 \text{ marks}}$	4	40
"	$\frac{900 \text{ kr.}}{9,000 \text{ marks}}$	"	$\frac{1,000 \text{ kr.}}{10,000 \text{ marks}}$	5	50

No further postal charge may be collected either for the booklet as a whole or for the vouchers which it contains.

Article 4.

COST.

Travellers' postal vouchers are on sale against payment of an amount corresponding to the nominal value of the vouchers in the currency of the issuing country with the addition of the charge fixed for the vouchers in Article 3.

Article 5.

RATE OF EXCHANGE.

1. A voucher is paid at the amount corresponding in the currency of the country of payment to the nominal value at a rate of exchange agreed upon between the issuing postal administration and the paying postal administration.

2. The rate thus fixed shall be applicable for a calendar quarter. If no agreement has been concluded to change the rate at latest seven days before the expiry of the current calendar quarter, the rate shall also apply to the following calendar quarter.

3. The rate of exchange shall, as a rule, be fixed in such a manner as to correspond to the average value of the rates for bills of exchange at sight fixed by the Central Bank in the issuing country for the currency in question in the two first months of the current calendar quarter and in the last month of the previous quarter. A difference of not more than two per mille from this average value shall, however, be permitted.

4. Should substantial changes take place in currency conditions or should there be other overriding grounds the postal administrations may, notwithstanding the provisions in paragraphs 2 and 3 above, agree to such a change in the rate as may be demanded by the circumstances.

5. Vouchers issued before a change in the rate has come into force shall not be affected by such change.

6. When vouchers are issued, the booklet shall contain adequate information regarding the equivalents of the amounts in the currency of the issuing country, and these shall apply in accordance with the provisions of the present Article when the vouchers are paid in the various countries. These equivalents shall apply for the entire period of validity of the vouchers.

Article 6.

POSSIBILITY OF SUSPENDING THE SERVICE.

1. Any postal administration may, after informing the other postal administrations, suspend the issue of travellers' postal vouchers immediately or from a certain date, either entirely or for a certain period.

De même, toute administration postale, après avoir donné le préavis nécessaire, pourra, lors de la délivrance des bons, en restreindre la validité à un ou plusieurs des pays ayant conclu la convention.

2. La suspension ou la restriction susvisée ne libère pas l'administration postale de l'obligation de payer les bons qui ne sont pas directement affectés par ladite suspension ou restriction.

Article 7.

PAIEMENT.

1. Sur présentation d'un bon dûment acquitté, une somme correspondant à la valeur nominale du bon sera payée dans la monnaie du pays de paiement, conformément aux indications fournies dans le carnet.

2. Le carnet doit être présenté lors du paiement. La signature apposée sur le bon doit être identique à celle de la couverture. Lors du paiement du dernier bon d'un carnet, le carnet sera conservé et joint au bon. A tous autres égards, les bons sont payés par l'administration postale intéressée dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs visant les mandats-poste.

3. Les carnets ou les bons qu'ils contiennent ne seront pas transmissibles à des tiers, ni par endossement ni de toute autre manière. Les carnets ou les bons ne peuvent être mis en gage.

4. Seule, l'administration postale intéressée peut faire opposition au paiement des bons.

5. Si le bureau de poste payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement d'un bon, le paiement pourra être suspendu jusqu'au moment où ledit bureau se sera procuré les fonds.

6. Les montants qui n'auront pas été payés seront intégralement remboursés par l'administration postale émettrice, sur présentation du carnet avec les bons non détachés. Cette présentation devra s'effectuer dans un délai d'un an à partir du jour de l'émission. L'administration postale émettrice adoptera des dispositions réglementaires pour le remboursement.

Article 8.

DURÉE DE VALIDITÉ.

Les bons seront valables pendant trois mois à partir de la date de leur émission. Les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le dernier mois de validité, le bon sera valable jusqu'au dernier jour du mois inclusivement.

Article 9.

RESPONSABILITÉ.

1. Les administrations postales ne seront pas responsables, sauf dans la mesure indiquée ci-dessous, des dommages qui pourront résulter de la perte ou de l'emploi frauduleux d'un bon, ou d'une opposition au paiement du bon, ou d'un paiement effectué malgré l'opposition faite sur un bon.

2. Si, par suite d'une erreur ou d'une négligence de la part de l'administration postale, un bon a été payé à une personne autre que son propriétaire légitime, l'administration postale sera passible d'une indemnité, mais celle-ci ne devra pas dépasser la somme payée par erreur. L'indemnité sera payée par les soins de l'administration postale émettrice aussitôt que possible et, au plus tard, un mois après que l'obligation d'indemniser aura été reconnue. En pareil cas, l'administration postale, à l'occasion d'un règlement ultérieur avec l'administration postale responsable, se créditera elle-même du montant de l'indemnité.

3. En cas de perte d'un carnet ou d'un bon, l'administration postale émettrice remboursera le montant qui n'aura pas été payé. Toutefois, le remboursement ne pourra s'effectuer que s'il

Similarly, any postal administration, after giving the necessary notice, may when issuing vouchers restrict their validity to only one or some of the countries which have concluded the Convention.

2. The suspension or restriction mentioned above does not release the postal administration from the obligation of paying vouchers which are not directly affected by such suspension or restriction.

Article 7.

PAYMENT.

1. On presentation of a duly receipted voucher, an amount shall be paid out in the currency of the country of payment corresponding to the nominal value of the voucher in accordance with the statement in the booklet.

2. The booklet must be presented at the time of payment. The signature on the voucher must be identical with that on the cover. When the last voucher in a booklet is paid, the booklet is retained and attached to the voucher. In other respects, vouchers are paid in accordance with the internal provisions of the paying postal administration in respect of money orders.

3. The booklets or vouchers contained therein shall not be transferable to a third party by endorsement or in any other manner. Booklets or vouchers may not be pledged.

4. The payment of vouchers may not be stopped except by the postal administration concerned.

5. If the paying post office has not sufficient funds to cash the voucher, payment may be suspended until the post office has procured the necessary funds.

6. Amounts which have not been paid out shall be refunded in full by the issuing postal administration against the return of the booklet with the attached vouchers, within one year from the date of issue. Detailed provisions for a refund shall be established by the issuing postal administration.

Article 8.

PERIOD OF VALIDITY.

Vouchers shall be valid for three months from the date of issue. A month shall be deemed to be the period between any date and the corresponding date in the following calendar month, irrespective of the number of days in the month. If there is no corresponding date in the last month of validity, the voucher is valid inclusively until the last day of the month.

Article 9.

RESPONSIBILITY.

1. The postal administrations shall not be responsible, except in so far as indicated below, for the damage which may ensue from the loss or fraudulent use of a voucher, or which may result from payment of the voucher having been stopped, or from payment having been made on a stopped voucher.

2. If as the result of a mistake or negligence on the part of the postal administration payment has been made on a voucher to some other person than the rightful owner, the postal administration shall be liable to pay compensation, but not in excess of the amount which has been paid in error. Compensation is paid through the issuing postal administration as soon as possible and not later than one month after the obligation to pay compensation has been established. The postal administration in such cases shall credit itself with the amount of compensation with the responsible postal administration in a future credit account.

3. In the case of loss of a booklet or voucher, the issuing postal administration shall refund the amount which has not been paid. The refund may not be made, however, unless it is proved that

est établi qu'il y a identité entre la personne demandant le remboursement et celle qui avait demandé la délivrance du carnet et qui avait versé la somme totale correspondante. De même, le remboursement ne pourra s'effectuer que lorsque le bureau de poste émetteur se sera assuré que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés. En aucun cas le remboursement ne pourra s'effectuer avant l'expiration de la période de validité du carnet.

Article 10.

PARTAGE DES TAXES.

L'administration émettrice bonifiera à l'administration qui effectue le paiement $\frac{1}{4}$ % de la somme totale des bons payés dans la monnaie du pays de paiement.

Article 11.

DÉCOMPTE ET PAIEMENT.

1. Le 20 de chaque mois au plus tard, l'administration postale ayant effectué le paiement préparera pour l'administration postale émettrice un décompte des bons payés pendant le mois précédent. Le décompte doit indiquer le montant total de la créance de l'administration postale, correspondant aux bons payés pendant le mois. Cette créance comprend la somme payée dans la monnaie du pays de paiement, plus la taxe de $\frac{1}{4}$ % du montant payé, due à l'administration postale qui effectue le paiement. Aucune diminution ou déduction ne peut être opérée à titre de compensation de créances.

2. Le paiement doit être fait dans la monnaie du pays créancier, le plus tôt possible et au plus tard dix jours après réception du décompte.

3. A tous autres égards, on appliquera au décompte et au paiement les mêmes dispositions que celles qui sont applicables au service des mandats-poste entre les pays intéressés.

Article 12.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

Les administrations postales peuvent se mettre d'accord, soit par voie de dispositions réglementaires, soit par voie d'échange de notes, en ce qui concerne les dispositions nécessaires pour l'application de la présente convention.

Article 13.

APPLICATION DES RÈGLES INTERNATIONALES.

Au cas où une disposition serait absente, soit de la présente convention, soit des dispositions réglementaires susvisées, soit encore de tout autre accord particulier, contenant de telles dispositions, conclu entre les pays intéressés, ou lorsqu'aucune disposition spéciale n'aura été adoptée par voie d'échange de notes entre tous les pays intéressés ou certains d'entre eux, la Convention postale universelle, avec son règlement d'exécution, sera applicable.

Article 14.

DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

Elle sera valable pour une période indéterminée et pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes ; en ce cas, elle cessera d'être applicable une année après la dénonciation.

the person claiming it is identical with the person who applied for the issue of the booklet and has paid in the full amount ; the refund may also not be made until the issuing post office has ascertained that payment has not been made on documents alleged to have been lost. In no case may the refund be made until the expiry of the period of validity of the booklet.

Article 10.

APPORTIONMENT OF CHARGES.

The issuing postal administration shall credit the administration which has made the payment with $\frac{1}{4}$ % of the total amount of the vouchers cashed in the currency of the paying country.

Article 11.

ACCOUNTS AND PAYMENT.

1. Not later than on the 20th of each month the paying postal administration shall prepare for the issuing postal administration an account comprising the vouchers cashed during the previous month. The account must show the postal administration's total claim for vouchers cashed in the course of the month, the claim being equal to the amount cashed in the currency of the country of payment, plus the charge of $\frac{1}{4}$ % of the amount cashed which is due to the paying postal administration. No allowances or deductions may be made for counterclaims.

2. Payment is made in the currency of the creditor country as soon as possible and not later than ten days after the receipt of the account.

3. In other respects, the same provisions shall apply to accounting and payment as to the money order service between the countries concerned.

Article 12.

DETAILED REGULATIONS.

The postal administrations may agree by means of either detailed regulations or an exchange of notes regarding the necessary provisions for the application of the present Convention.

Article 13.

APPLICATION OF INTERNATIONAL REGULATIONS.

In cases where no provisions are included in the present Convention, in the above-mentioned detailed regulations or in any other special agreement containing detailed regulations between the countries or if no special provision has been adopted by an exchange of notes either between all or some of the countries, the Universal Postal Convention, with its detailed regulations, shall apply.

Article 14.

DURATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall come into force on January 1st, 1938.

The Convention shall be valid for an indefinite period and may be denounced by any of the Contracting Parties ; in this case, it ceases to apply one year after denunciation.

Fait à Stockholm, en cinq exemplaires — dont un en danois, un en finnois et en suédois, un en islandais, un en norvégien et un en suédois —, le 23 septembre 1937.

Pour le Danemark :
C. MONDRUP.

Pour l'Islande :
G. J. HLIÐDAL.

Pour la Finlande :
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la Norvège :
J. C. AALL.

Pour la Suède :
Anders ÖRNE.

PROTOCOLE FINAL

Avant de signer la convention conclue ce jour relativement aux carnets de bons postaux de voyage dans les rapports entre la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède, les soussignés sont convenus que, nonobstant les dispositions de l'article 14, la convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois au cours duquel l'Administration postale danoise aura informé les autres Parties à la convention que, en ce qui la concerne, la convention peut entrer en vigueur, mais au plus tôt le 1^{er} janvier 1938.

Fait à Stockholm, en cinq exemplaires — dont un en danois, un en finnois et en suédois, un en islandais, un en norvégien et un en suédois —, le 23 septembre 1937.

Pour le Danemark :
C. MONDRUP.

Pour l'Islande :
G. J. HLIÐDAL.

Pour la Finlande :
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la Norvège :
J. C. AALL.

Pour la Suède :
Anders ÖRNE.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE LA CONVENTION RELATIVE AUX CARNETS DE BONS POSTAUX DE VOYAGE DANS LES RAPPORTS ENTRE LA NORVÈGE, LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE ET LA SUÈDE.

Les Administrations postales de la Norvège, du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Suède sont convenues d'appliquer les règles spéciales ci-après au service des bons postaux de voyage dans les rapports entre les cinq pays, à partir du 1^{er} janvier 1938 inclusivement.

§ I.

PRODUCTION ET FOURNITURE DES BONS.

1. Les bons seront établis conformément aux formules I et II ci-annexées. Les formules de bons seront confectionnées en papier spécial filigrané, avec impression de fond gravée. Le papier sera bleu clair pour les bons de 100 kr. ou 1.000 marks, et rouge clair pour les bons de 50 kr. ou 500 marks. La même sorte de papier sera utilisée pour les bons de toutes les administrations postales.

Le nom du pays d'émission et un numéro de série, allant de 1 à 100.000, seront imprimés sur les bons. La lettre A sera imprimée avant le numéro de série sur les bons de 100 kr. ou 1.000 marks, et la lettre B sur les bons de 50 kr. ou 500 marks. Ils seront revêtus, à la partie gauche, d'un timbre sec en relief, non coloré, représentant une tête de Mercure. Le timbre sera identique pour tous les pays.

Done at Stockholm, in five copies — one in Danish, one in Finnish and Swedish, one in Icelandic, one in Norwegian and one in Swedish — this 23rd day of September, 1937.

For Denmark :

C. MONDRUP.

For Iceland :

G. J. HLIÐDAL.

For Sweden :

Anders ÖRNE.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norway :

J. C. AALL.

FINAL PROTOCOL.

Before signing the Convention concluded to-day regarding booklets of travellers' postal vouchers in the relations between Norway, Denmark, Finland, Iceland and Sweden, the undersigned have agreed that, notwithstanding the provisions of Article 14, the Convention shall come into force on the first day of the second month following the month in which the Danish Postal Administration has informed the other Parties to the Convention that, as far as it is concerned, the Convention can come into force, but not earlier than January 1st, 1938.

Done at Stockholm, in five copies — one in Danish, one in Finnish and Swedish, one in Icelandic, one in Norwegian and one in Swedish — this 23rd day of September, 1937.

For Denmark :

C. MONDRUP.

For Iceland :

G. J. HLIÐDAL.

For Sweden :

Anders ÖRNE.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For Norway :

J. C. AALL.

DETAILED REGULATIONS

TO THE CONVENTION REGARDING BOOKLETS OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS IN THE RELATIONS BETWEEN NORWAY, DENMARK, FINLAND, ICELAND AND SWEDEN.

The Postal Administrations of Norway, Denmark, Finland, Iceland and Sweden have agreed to apply the following special regulations for the service of travellers' postal vouchers in the relations between the five countries, as from January 1st, 1938, inclusive.

§ 1.

PRODUCTION AND SUPPLY OF VOUCHERS.

I. Vouchers shall be prepared in accordance with the annexed forms I and II. Voucher forms shall be made of special watermarked paper, with ground engraving. The colour of the paper shall be light blue for vouchers of 100 kr. or 1,000 marks, light red for vouchers of 50 kr. or 500 marks. The same kind of paper shall be used for the vouchers of all the postal administrations.

The name of the country of issue, and a serial number ranging from 1 to 100,000, shall be printed on the vouchers, and the letter A shall be printed before the serial number on vouchers of 100 kr. or 1,000 marks, and the letter B on vouchers of 50 kr. or 500 marks. The left-hand side shall bear an uncoloured die stamp representing a head of Mercury. The die stamp shall be identical for all countries.

2. La couverture des carnets sera conforme aux modèles III et IV ci-annexés. Elle sera faite de papier suffisamment solide et sera identique pour toutes les administrations postales.

Le nom du pays d'émission sera imprimé au recto de la couverture.

3. Chaque carnet comportera quatre pages de texte numérotées de 1 à 4. Les pages 1 et 2 viendront avant le premier bon du carnet et les pages 3 et 4 après le dernier bon. Les pages de texte contiendront un tableau des équivalences applicables au paiement des bons dans la monnaie des divers pays et des renseignements destinés au porteur du carnet. Les pages de texte seront du même genre de papier que les bons du carnet. La première page de texte sera revêtue, dans le coin supérieur gauche, du timbre sec en relief visé au § 1 ci-dessus.

4. La couverture des bons sera imprimée dans la langue du pays émetteur et en français. Toutefois, l'emploi de la langue française sera facultatif.

Les pages de texte seront imprimées dans la langue du pays émetteur. Cependant, la première partie de la table d'équivalences sera imprimée dans les langues de toutes les Parties à la convention. Le reste de la table sera imprimé dans la langue du pays émetteur et, en outre, pour chaque équivalence, dans la langue du pays où cette équivalence sera appliquée pour le paiement du bon.

5. Les bons, ainsi que les couvertures et les pages de texte, seront fournis aux administrations postales par l'Administration des postes suédoise, qui en fera assurer l'impression. Ils seront fournis au prix de revient et seront préparés, soit sous forme de carnets complets contenant, en plus des pages de texte, dix bons au maximum, selon le désir de l'administration postale émettrice, soit sous forme de bons, de couvertures et de pages de texte séparés, qui seront ensuite réunis par le bureau de poste émetteur.

§ 2.

EMISSION DES BONS.

1. Lors de l'émission, le nombre voulu de bons et les pages de texte correspondantes seront réunis dans la couverture au moyen d'un appareil à agraffer. Les bons seront classés par ordre numérique.

Si l'on emploie des carnets préparés à l'avance, on enlèvera, s'il y a lieu, au début du carnet, un nombre de bons suffisant pour que le total des bons restants soit équivalent au montant du crédit. Les bons ainsi enlevés seront dûment annulés.

2. Le dernier jour de validité des bons sera indiqué dans l'emplacement réservé à cet effet au moyen d'un perforateur.

Le nombre de bons émis, ainsi que les numéros des premier et dernier de ces bons, seront inscrits sur les filets de la couverture. Ces inscriptions pourront être faites à la main, à la machine à écrire ou imprimées avec un appareil spécial pour inscriptions sur les chèques, ou au moyen de tout autre procédé mécanique d'impression.

3. Une empreinte du timbre sec en relief du bureau de poste émetteur sera apposée sur la couverture à l'endroit prévu à cet effet, ainsi que sur la première page du texte et sur chaque bon.

Le timbre sec utilisé pour l'émission des bons postaux de voyage comportera l'emblème postal du pays, entouré du nom du pays et du nom du bureau de poste émetteur. Si plusieurs bureaux de poste de la même localité émettent des bons, les timbres de ces divers bureaux de poste comporteront des numéros différents. Le numéro sera placé dans le timbre immédiatement après le nom de la localité. Toutefois, chaque administration postale pourra décider que, dans le timbre, ses bureaux de poste seront indiqués uniquement par un numéro en chiffres romains pour chaque bureau de poste.

En dehors des différences nécessaires correspondant au nom de la localité et aux numéros spéciaux, tous les timbres utilisés par les bureaux de poste du même pays pour l'émission des bons postaux de voyage auront exactement la même empreinte.

4. La date d'émission du bon sera indiquée par le timbre à date habituel du bureau de poste émetteur, apposé à l'endroit prévu à cet effet sur la deuxième page de la couverture.

Avant que les bons soient émis, on devra s'assurer que le porteur a fourni, sur la première page de la couverture, l'indication complète de ses nom, domicile et adresse, sous lesquels il devra ajouter un spécimen de la signature qu'il apposera sur les bons. Ces indications doivent être inscrites à l'encre.

2. The covers of the booklets shall be identical with the annexed forms III and IV. The cover shall be made of paper of suitable stiffness, and shall be identical for all postal administrations.

The name of the country of issue shall be printed on the front of the cover.

3. Each booklet shall have 4 pages of text, numbered from 1 to 4. Pages 1 and 2 shall precede the first voucher in the booklet, and pages 3 and 4 shall come after the last voucher. The pages of text shall contain a table showing the equivalents to be used in paying out the vouchers in the currency of the various countries, and information for the holder of the booklet. The pages of text shall be of the same kind of paper as the vouchers in the booklet. The first page of text shall be stamped in the top left-hand corner with the die stamp mentioned in paragraph 1 above.

4. The cover of the vouchers shall be printed in the language of the issuing country and in French. The use of the French language shall, however, be optional.

The pages of text shall be printed in the language of the issuing country. The first part of the table of equivalents shall, however, be printed in the languages of all the Parties. The remainder of the table shall be printed in the language of the issuing country, and in addition, as far as each individual equivalent is concerned, in the language of the country in which the equivalent will be used for paying out the voucher.

5. The vouchers and the covers and pages of text shall be supplied to the postal administrations by the Swedish Postal Administration, which shall be responsible for printing these forms. They shall be supplied at cost price, and shall be prepared either in complete booklets containing, in addition to the pages of text, 10 or less vouchers, according to the desire of the issuing postal administration, or in the form of loose vouchers, covers and pages of text, to be fastened together by the issuing post office.

§ 2.

ISSUE OF VOUCHERS.

1. At the time of issue, the necessary number of vouchers and the relevant pages of text shall be fastened together in the cover by means of a stapling machine. The vouchers shall be arranged in numerical order.

If booklets are used which have been prepared in advance, a sufficient number of the first vouchers in the booklet shall, if necessary, be removed in order that the total amount of the remaining vouchers shall be equivalent to the amount of the credit. The vouchers that are removed shall be properly cancelled.

2. The last date of validity of the vouchers shall be indicated in the space reserved for this purpose by means of a perforation stamp.

The number of vouchers issued, together with the numbers of the first and last of these vouchers, shall be entered in the grids provided on the cover. These entries may be handwritten, typewritten or printed by means of a so-called cheque protector or other mechanical process.

3. The special die stamp of the issuing post office shall be stamped on the special place reserved on the cover, on the first page of text and on each voucher.

The die stamp used in issuing travellers' postal vouchers shall contain the postal emblem of the country, surrounded by the name of the country and the name of the post office issuing the voucher. If vouchers are issued by several post offices in the same locality, the stamps of the different post offices shall be provided with different numbers. The number shall be placed in the stamp, immediately after the name of the locality. Each postal administration may, however, decide that its post offices shall be indicated in the die stamp solely by a number in Roman figures for each post office.

Apart from necessary variations in respect of the name of the locality and special numbers, all the die stamps used by the post offices of the same country when issuing travellers' postal vouchers shall make exactly the same impression.

4. The date of issue of the voucher shall be indicated by the usual date stamp of the issuing post offices on the place reserved for the purpose on the second page of the cover.

Before the vouchers are issued, care must be taken that the holder has stated on the first page of the cover his name in full, domicile and address, under which he must give a specimen of the signature which he will use when signing the vouchers. These particulars shall be written in ink.

§ 3.

TAXES AFFÉRENTES AUX BONS.

Les taxes prévues à l'article 3 de la convention seront perçues et les règlements seront effectués de la manière qui sera déterminée par l'administration postale émettrice.

§ 4.

PAIEMENT DES BONS.

Lors du paiement, le montant payé dans la monnaie du pays, la date du paiement et la signature du fonctionnaire postal effectuant le paiement seront inscrits à l'endroit prévu à cet effet sur le bon et celui-ci devra également être revêtu du timbre à date du bureau de poste payeur. On annulera alors le bon en traçant deux traits épais à l'encre en diagonale.

De plus, les bons joints aux décomptes mensuels seront encore annulés par perforation.

§ 5.

OPPOSITION AU PAIEMENT.

L'administration postale du pays d'émission ou d'un autre pays peut faire opposition au paiement des carnets ou des bons, soit sur la demande d'une autorité publique compétente, soit à la requête du porteur du carnet ou d'un bureau de poste. La demande d'opposition sera examinée par l'administration postale à laquelle elle aura été adressée. Sur la requête de cette administration postale, opposition au paiement des carnets ou des bons pourra également être faite dans les autres pays. Les frais de transmission, par voie postale ou télégraphique, d'une demande d'opposition ou d'annulation d'une opposition, seront à la charge de la personne qui demandera cette opposition ou cette annulation, à moins que le bureau de poste n'estime devoir supporter lui-même ces frais. Les frais encourus pour informer les bureaux de poste seront payés par l'administration postale.

§ 6.

INFORMATIONS À TRANSMETTRE AUX ADMINISTRATIONS POSTALES.

Chaque administration postale communiquera aux autres, quatorze jours au moins avant l'entrée en vigueur du service :

- a) Les renseignements relatifs aux équivalences, dans la monnaie des autres pays, des montants fixes des bons émis par l'administration postale.
- b) Les taxes perçues à l'émission.
- c) La liste des bureaux de poste émetteurs de carnets.
- d) Des spécimens des empreintes de chacun des timbres secs utilisés par l'administration postale pour l'émission des carnets.
- e) Des indications faisant connaître si tous les bureaux de poste sont habilités à accepter les bons présentés au paiement.
- f) Si les bureaux de poste émetteurs de l'administration postale intéressée sont simplement indiqués par un numéro figurant dans les timbres secs, des renseignements sur le mode de désignation de chaque bureau de poste.

Tout changement ultérieur sera notifié sans délai.

Fait à Stockholm, en cinq exemplaires — dont un en danois, un en finnois et en suédois, un en islandais, un en norvégien et un en suédois —, le 23 septembre 1937.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Pour l'Islande :

G. J. HLIÐDAL.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la Norvège :

J. C. AALL.

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

§ 3.

CHARGES FOR VOUCHERS.

The charges laid down in Article 3 of the Convention shall be collected and settlement shall be made in the manner determined by the issuing postal administration.

§ 4.

PAYMENT OF VOUCHERS.

At the time of payment, the amount paid in the currency of the country, the date of payment and the signature of the postal official making the payment shall be entered in the place reserved for the purpose on the voucher, which must also be stamped with the date stamp of the paying post office. The voucher shall then be cancelled by means of two thick diagonal lines in ink.

Vouchers attached to the monthly account shall be further cancelled by perforation.

§ 5.

STOPPAGE OF PAYMENT.

The payment of booklets or vouchers may be stopped by the postal administration of the country of issue or another country, either at the demand of a competent public authority or at the request of the holder of the booklet or of a post office. The demand for stoppage of payment shall be dealt with by the postal administration to whom the demand is made. At the request of such postal administration, the payment of booklets or vouchers may be stopped also in the other countries. The cost of forwarding by post or telegraph a request to stop payment or to cancel a stoppage of payment shall be paid by the person demanding such stoppage or cancellation, unless the post office considers that it should bear the cost itself. Steps taken to inform the post offices shall be paid for by the postal administration.

§ 6.

INFORMATION TO BE SENT TO THE POSTAL ADMINISTRATIONS.

Each postal administration shall communicate to the other postal administrations at least 14 days before the service is brought into operation :

(a) Information regarding the equivalents in the currency of the other countries of the fixed amounts for which vouchers are issued by the postal administration.

(b) The charges made on issue.

(c) Information as to which post offices issue booklets.

(d) Specimens of each die stamp used by the postal administration when issuing booklets.

(e) Information as to whether all post offices accept vouchers for payment.

(f) If the post offices of issue under the postal administration concerned are merely indicated by a number in the die stamps, information regarding the method of indicating each post office.

Any subsequent change shall be notified without delay.

Done at Stockholm, in five copies — one in Danish, one in Finnish and Swedish, one in Icelandic, one in Norwegian and one in Swedish — this 23rd day of September, 1937.

For Denmark :

C. MONDRUP.

For Iceland :

G. J. HLIÐDAL.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

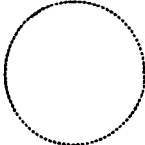
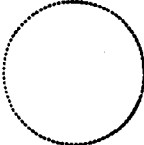
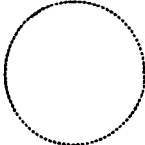
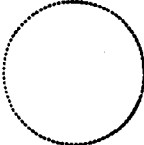
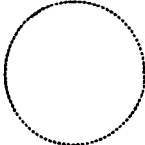
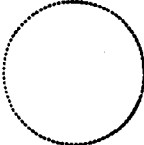
For Norway :

J. C. AALL.

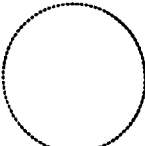
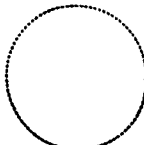
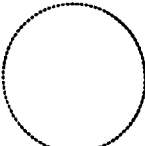
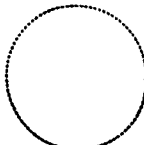
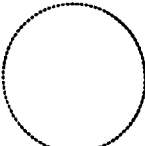
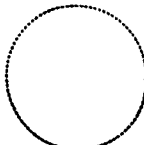
For Sweden :

Anders ÖRNE.

Form I. ¹

COUNTERFOIL to be retained by the payee — Travellers' Postal Voucher A AMOUNT Office of payment Date of payment 	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 30%;">POSTAL ADMINISTRATION of</td> <td style="width: 40%; text-align: right;">Valid until</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;">  </td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;"> TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER A Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of, the 19 (Place) Signature : (The signature must correspond to that on the cover) </td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right; vertical-align: middle;"> inclusive  Die stamp of office of issue </td> </tr> </table> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <tr> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> Stamp of paying office </td> <td style="width: 40%; padding: 5px;"> Paid : (Amount in the currency of the country) the, 19..... by </td> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> No. of payment </td> </tr> </table>	POSTAL ADMINISTRATION of	Valid until		TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER A Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of, the 19 (Place) Signature : (The signature must correspond to that on the cover)		inclusive  Die stamp of office of issue	Stamp of paying office	Paid : (Amount in the currency of the country) the, 19..... by	No. of payment
POSTAL ADMINISTRATION of	Valid until									
	TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER A Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of, the 19 (Place) Signature : (The signature must correspond to that on the cover)									
	inclusive  Die stamp of office of issue									
Stamp of paying office	Paid : (Amount in the currency of the country) the, 19..... by	No. of payment								

Form II. ¹

COUNTERFOIL to be retained by the payee — Travellers' Postal Voucher B AMOUNT Office of payment Date of payment 	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 30%;">POSTAL ADMINISTRATION of</td> <td style="width: 40%; text-align: right;">Valid until</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;">  </td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;"> TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER B Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of, the 19 (Place) Signature : (The signature must correspond to that on the cover) </td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right; vertical-align: middle;"> inclusive  Die stamp of office of issue </td> </tr> </table> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <tr> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> Stamp of paying office </td> <td style="width: 40%; padding: 5px;"> Paid : (Amount in the currency of the country) the, 19..... by </td> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: middle;"> No. of payment </td> </tr> </table>	POSTAL ADMINISTRATION of	Valid until		TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER B Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of, the 19 (Place) Signature : (The signature must correspond to that on the cover)		inclusive  Die stamp of office of issue	Stamp of paying office	Paid : (Amount in the currency of the country) the, 19..... by	No. of payment
POSTAL ADMINISTRATION of	Valid until									
	TRAVELLERS' POSTAL VOUCHER B Received as payment for this Travellers' Postal Voucher the equivalent of, the 19 (Place) Signature : (The signature must correspond to that on the cover)									
	inclusive  Die stamp of office of issue									
Stamp of paying office	Paid : (Amount in the currency of the country) the, 19..... by	No. of payment								

¹ Pour le texte français, voir pages 314, 324, 325, 340 ou 341.

¹ For the French text, see page 314, 324, 325, 340 or 341.

Form III. ¹

POSTAL ADMINISTRATION of	Valid until
BOOKLET OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS	
inclusive	
containing vouchers Nos. to 	
M..... (Surname and Christian name(s)) (Place of domicile) (Address) (Signature of holder)	Die stamp of the office of issue
See provisions on pages 1 to 4 of the booklet.	

Form IV. ¹

POSTAL ADMINISTRATION of	Valid until
BOOKLET OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS	
inclusive	
containing vouchers Nos. to 	
M..... (Surname and Christian name(s)) (Place of domicile) (Address) (Signature of holder)	Die stamp of the office of issue
See provisions on pages 1 to 4 of the booklet.	

¹ Pour le texte français, voir pages 316, 324, 325, 342 ou 343.

¹ For the French text, see page 316, 324, 325, 342 or 343.

N° 4428.

POLOGNE ET ROUMANIE

**Convention relative aux facilités de
paiement dans le mouvement des
touristes et voyageurs. Signée à
Bucarest, le 24 avril 1937.**

POLAND AND ROUMANIA

**Convention concerning Facilities for
Payment in Tourist and Passenger
Traffic. Signed at Bucharest,
April 24th, 1937.**

N^o 4428. — CONVENTION ¹ ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE
RELATIVE AUX FACILITÉS DE PAIEMENT DANS LE
MOUVEMENT DES TOURISTES ET VOYAGEURS. SIGNÉE A
BUCAREST, LE 24 AVRIL 1937.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 septembre 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

Animés d'un commun désir de resserrer davantage les rapports mutuels existant entre les deux pays ;

Considérant que le mouvement des touristes et voyageurs joue un rôle considérable dans le rapprochement mutuel polono-roumain et que les facilités à accorder à ce mouvement seront de nature à le favoriser ;

Ont résolu de conclure une convention et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Victor ANTONESCO, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence Monsieur Joseph BECK, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les touristes et voyageurs qui se rendent de Pologne en Roumanie obtiendront sur demande, sans difficulté, les passeports après avoir présenté à l'autorité administrative compétente un certificat attestant qu'ils ont acheté les chèques spéciaux prévus ci-dessous.

Les touristes et voyageurs qui se rendent de Roumanie en Pologne obtiendront sur demande, sans difficulté, les passeports selon les dispositions légales en Roumanie, en bénéficiant des dispositions prévues dans la présente convention.

Les demandes des touristes en vue d'obtenir des passeports seront traitées avec une bienveillance particulière.

¹ L'échange de notes prévu à l'article 7 pour l'entrée en vigueur de la convention a eu lieu à Varsovie, le 5 juin 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4428. — CONVENTION² BETWEEN POLAND AND ROUMANIA
CONCERNING FACILITIES FOR PAYMENT IN TOURIST AND
PASSENGER TRAFFIC. SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 24TH,
1937.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 7th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,
Being equally desirous of further strengthening the existing mutual relations between the
two countries ;

Considering that tourist and passenger traffic plays a considerable part in the establishment
of closer mutual relations between Poland and Roumania and that any facilities that may be
granted in respect of such traffic will be likely to promote the establishment of such relations ;

Have resolved to conclude a Convention and have for that purpose appointed as their
Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Victor ANTONESCU, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Monsieur Joseph BECK, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on
the following provisions :

Article I.

Tourists and travellers proceeding from Poland to Roumania shall, on application, obtain
passports without difficulty after submitting to the competent administrative authority a
certificate proving that they have purchased the special cheques referred to hereinafter.

Tourists and travellers proceeding from Roumania to Poland shall, on application, obtain
passports without difficulty, in accordance with the laws in force in Roumania, in virtue of the
provisions of the present Convention.

Applications submitted by tourists with a view to obtaining passports shall receive specially
favourable consideration.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

² The exchange of notes provided for in Article 7 for the entry into force of the Convention
took place at Warsaw, June 5th, 1937.

Article 2.

Seront considérés comme chèques susmentionnés les effets non négociables, délivrés par le « Polski Instytut Rozrachunkowy » en Pologne.

Article 3.

Afin d'obtenir un passeport pour voyager en Roumanie, le touriste ou le voyageur doit acheter les chèques pour le montant de 100 à 200 zlotys pour le voyage individuel et 75 à 150 zlotys pour l'excursion collective, pour chaque semaine de séjour en Roumanie.

Pour les excursions collectives les chèques seront établis au nom du chef du groupe.

Pour les enfants au-dessous de 4 ans il y a dispense de l'obligation d'achat de chèques. Pour les enfants âgés de 4 à 14 ans la moitié des montants spécifiés ci-dessus sera obligatoire.

Dans les cas justifiés le montant minimum des chèques pourra être réduit ou le maximum augmenté.

Pour les étudiants et écoliers le montant minimum des chèques est réduit de 50 %.

Le montant, la date d'achat et les numéros des chèques seront mentionnés sur les passeports.

Les touristes et voyageurs roumains, se rendant en Pologne, pourront obtenir, pour les montants spécifiés et dans les cas prévus dans cet article des ordres de paiement dans les limites des disponibilités existant pour ce but.

Article 4.

Les touristes ou voyageurs polonais recevront en Roumanie contre les chèques polonais, indiqués à l'article 3 la contre-valeur en lei, au cours officiel, augmentée de la prime de 38 % en vigueur en Roumanie.

Le même cours sera appliqué aux ordres de paiement délivrés par la Banque nationale de Roumanie en faveur des touristes et voyageurs roumains se rendant en Pologne.

Les institutions autorisées par le « Polski Instytut Rozrachunkowy » à Varsovie et par la Banque nationale de Roumanie à Bucarest effectueront le paiement des ordres de paiement respectivement des chèques, sans aucune déduction à titre de commission ou de droit quelconque.

Article 5.

Le Gouvernement royal de Roumanie autorise la Banque nationale de Roumanie et le Gouvernement de la République de Pologne autorise le « Polski Instytut Rozrachunkowy » de déterminer les modalités d'application et d'assurer l'exécution de la présente convention.

Article 6.

La présente convention ne porte en rien atteinte au droit des deux pays de refuser les passeports à leur ressortissants respectifs.

Article 7.

La présente convention entrera en vigueur le 7^e jour après la date de la constatation par un échange de notes, qui aura lieu à Varsovie, de l'accomplissement par chacune des Hautes Parties contractantes des formalités nécessaires pour son entrée en vigueur.

La présente convention est conclue pour la durée de 12 mois à partir de la date de son entrée en vigueur.

Article 2.

The non-negotiable drafts issued by the "Polski Instytut Rozrachunkowy" in Poland shall be regarded as the cheques referred to above.

Article 3.

In order to obtain a passport for travel in Roumania, the tourist or traveller must for each week's stay in Roumania purchase cheques for an amount of 100 to 200 zlotys in the case of individual travel or 75 to 150 zlotys in the case of collective excursions.

In the case of collective excursions, the cheques shall be made out in the name of the head of the group.

Cheques need not be purchased in respect of children under 4 years of age. In respect of children from 4 to 14 years of age, one-half the amounts specified above shall be compulsory.

In cases in regard to which good reason is shown, the minimum amount of the cheques may be reduced or the maximum increased.

In respect of students and school-children, the minimum amount of the cheques shall be reduced by 50 per cent.

The amount, the date of purchase, and the numbers of the cheques shall be noted on the passports.

Roumanian tourists and travellers proceeding to Poland may, in the cases mentioned in the present Article, obtain payment orders for the amounts specified in so far as funds are available for this purpose.

Article 4.

Polish tourists or travellers shall in Roumania receive for the Polish cheques mentioned in Article 3 the equivalent value in lei at the official rate with the addition of the premium of 38 per cent. which is in force in Roumania.

The same rate shall apply to the payment orders issued by the National Bank of Roumania to Roumanian tourists and travellers proceeding to Poland.

The institutions authorised by the "Polski Instytut Rozrachunkowy" at Warsaw and by the National Bank of Roumania at Bucharest shall cash payment orders and cheques respectively without any deduction for commission or any other charge whatsoever.

Article 5.

The Royal Government of Roumania authorises the National Bank of Roumania and the Government of the Republic of Poland authorises the "Polski Instytut Rozrachunkowy" to determine the methods of application and to provide for the execution of the present Convention.

Article 6.

The present Convention shall in no way affect the right of the two countries to refuse passports to their respective nationals.

Article 7.

The present Convention shall come into force on the seventh day after the date on which it has been established by an exchange of notes, which shall take place at Warsaw, that each of the High Contracting Parties has carried out the formalities that are necessary for its coming into force.

The present Convention shall be concluded for a period of twelve months as from the date of its coming into force.

Si elle n'est pas dénoncée un mois avant l'arrivée du terme, elle sera considérée comme prolongée automatiquement pour une nouvelle période de 12 mois.

Au cas où l'application de la présente convention léserait les intérêts de l'une des Hautes Parties contractantes, celle-ci pourra proposer à l'autre des pourparlers afin de modifier les stipulations de la convention. Si ces pourparlers n'aboutissaient pas à un résultat satisfaisant au bout de 15 jours, la Partie qui considère que ses intérêts se trouvent lésés, pourra dénoncer la présente convention qui prendra fin dans un délai de 15 jours à partir de la date de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bucarest le 24 avril 1937.

(ss) J. BECK.

(ss) V. ANTONESCU.

Copie certifiée conforme :

Camil Dimitresco.

If not denounced one month before the expiration of that period, it shall be regarded as automatically prolonged for a further period of twelve months.

Should the application of the present Convention adversely affect the interests of either High Contracting Party, the Party concerned may propose to the other to enter into negotiations with a view to amending the provisions of the Convention. Should such negotiations not lead to a satisfactory result within fifteen days, the Party who considers his interests to be adversely affected may denounce the present Convention and it shall cease to be in force on the expiration of a period of fifteen days as from the date of the denunciation.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest, this 24th day of April, 1937.

(Signed) J. BECK.

(Signed) V. ANTONESCU.

N° 4429.

ALLEMAGNE ET ROUMANIE

Convention concernant la navigation
aérienne. Signée à Bucarest, le
3 octobre 1937.

GERMANY AND ROUMANIA

Convention regarding Air Naviga-
tion. Signed at Bucharest, Octo-
ber 3rd, 1937

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4429. — ABKOMMEN¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN
DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH RUMÄNIEN.
GEZEICHNET IN BUKAREST, AM 3. OKTOBER 1937.

*Textes officiels allemand et roumain communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le
7 septembre 1938.*

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON RUMÄNIEN,
und

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER,

in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Rumäniens und Deutschlands liegt, die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON RUMÄNIEN :

Seinen Minister für Luftfahrt und Marine, Herrn Ingenieur Radu IRIMESCU,

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Den Deutschen Gesandten in Bukarest, Herrn Gesandten Dr. Wilhelm FABRICIUS,

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten, im Geiste vollkommener Gleichheit und Gegenseitigkeit der Behandlung, Luftfahrzeugen des anderen vertragschliessenden Teils, die in diesem ordnungsgemäss eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen, das Recht zum Luftverkehr in seinem Gebiete.

Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftverkehrslinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über diesen hinweg, mit oder ohne Zwischenlandung, unterliegt einer Sondervereinbarung, die zwischen den obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten im Geiste vollkommener Gleichheit und Gegenseitigkeit der Behandlung abzuschliessen ist. Die zuständigen Luftfahrtbehörden erteilen zu diesem Zwecke eine besondere Genehmigung.

Als Gebiet in Sinne dieses Abkommens gilt das Gebiet des Königreichs Rumänien einerseits und das Gebiet des Deutschen Reichs andererseits, in beiden Fällen einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Abkommens gelten die privaten Luftfahrzeuge und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht Militär-, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge sind. Jedes von

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 20 juillet 1938.

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

N^o 4429. — CONVENȚIUNE ¹ ÎNTRE REGATUL ROMÂNIEI ȘI GERMANIA RELATIV LA TRAFICUL AERIAN. SEMNAT LA BUCUREȘTI LA 3 OCTOMVRIE 1937.

German and Roumanian official texts communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 7th, 1938.

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI

și

CANCELARUL GERMANIEI,

deopotrivă convinși că este în interesul reciproc al României și al Germaniei, ca relațiunile în traficul aerian internațional să fie încurajate într'un spirit pașnic, au hotărît să încheie o convențiune în acest scop și au desemnat ca plenipotențiarî ai lor :

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI,

pe ministrul aerului și marinei, d-l inginer Radu IRIMESCU,

CANCELARUL GERMANIEI,

pe ministrul Germaniei la București, d-l dr. Wilhelm FABRICIUS,

care, după ce au schimbat deplinele lor puteri recunoscute în bună și cuvenită formă, au căzut de acord asupra următoarelor dispozițiuni :

Articolul 1.

Fiecare din cele două Părți Contractante acordă în timp de pace și în spiritul unei depline și întregi egalități și reciprocități de tratament, aeronavelor celeilalte Părți Contractante imatriculate la aceasta în mod reglementar, dreptul la navigația aeriană în teritoriul său, cu respectarea dispozițiunilor cuprinse în această convențiune.

Înființarea și exploatarea de linii de comunicație aeriană regulată ale unei întreprinderi de navigație aeriană a uneia din Părțile Contractante în teritoriul celeilalte Părți sau deasupra lui, cu sau fără escală, se va reglementa printr'un acord special ce urmează a se încheia între autoritățile aeronautice supreme ale celor două State într'un spirit de perfectă egalitate și reciprocitate de tratament. O autorizație specială se va elibera în acest scop de către autoritățile aeronautice competente.

Prin teritoriu, în spiritul convențiunii de față, se înțelege teritoriul Regatului României de o parte și teritoriul Germaniei de altă parte, în ambele cazuri, inclusiv apele teritoriale.

Prin aeronave, în spiritul convențiunii de față, se înțeleg aeronavele particulare cât și acele aeronave de Stat care nu sunt aeronave militare, de vamă sau de poliție.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, July 20th, 1938.

einer hierzu beauftragten Militärperson befahlte Luftfahrzeug wird als Militärluftfahrzeug angesehen.

Militär-, Zoll-, oder Polizeiluftfahrzeuge des einen vertragschliessenden Teiles können das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles nur dann überfliegen oder darauf landen, wenn ihnen von der zuständigen Behörde dieses Teiles eine besondere Genehmigung erteilt wird.

Auf Luftfahrzeuge, die sich aus eigener Kraft nicht fortbewegen können, finden die Bestimmungen dieses Abkommens nur insoweit Anwendung, als es die besondere Eigenart dieser Luftfahrzeuge zulässt.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung, die Fluggäste und die Ladung unterliegen, während sie sich im Hoheitsgebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung, über Gesundheitswesen, sowie den Passvorschriften. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der geltenden Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nicht anderes vorsieht.

Die gewerbmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Orten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die bei der Einreise an Bord von Luftfahrzeugen der beiden vertragschliessenden Teile befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei, ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles abgegeben oder dort zu Inlandflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der beiden Vertragsteile kann den Luftverkehr über bestimmte Zonen seines Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Teiles kein Unterschied gemacht wird.

Diese Einschränkung gilt nicht für diejenigen heimischen Luftfahrzeuge, die zu Sonderzwecken im Dienste der staatlichen Verwaltung verwendet werden.

Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten das durch dieses Abkommen gewährte Recht zum Luftverkehr so lange ganz oder teilweise und mit sofortiger Wirkung einzuschränken oder zu verbieten, als es ihm notwendig erscheint, mit dem Vorbehalt, dass keinerlei Unterschied gemacht wird zwischen Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaats und Luftfahrzeugen, die anderen fremden Staaten angehören.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf dem nächsten ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Ebenso haben Luftfahrzeuge zu verfahren, die beim Überfliegen einer verbotenen Zone durch besondere Signale darauf aufmerksam gemacht werden.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Staatsangehörigkeitszeichen und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Orice aeronavă comandată de o persoană militară anume însărcinată pentru aceasta, va fi considerată ca aeronavă militară.

Aeronave militare, de vamă sau de poliție, ale uneia din Părțile Contractante nu vor putea să sboare deasupra teritoriului celeilalte Părți Contractante, nici să aterizeze, aceasta decât dacă li se va fi acordat de către autoritatea competentă a acestei ultime Părți o autorizație specială.

Dispozițiunile convențiunii de față se aplică aeronavelor care nu dispun de organe motopropulsoare proprii, numai într'atâta întrucât particularitățile speciale ale acestor aeronave o permit.

Articolul 2.

Aeronavele uneia din Părțile Contractante, echipajul lor, pasagerii și încărcătura sunt supuse, pe timpul cât se află pe teritoriul național al celuilalt Stat, obligațiunilor ce rezultă din dispozițiunile în vigoare în acest Stat și mai ales dispozițiunile generale relative la navigația aeriană, întrucât aceasta se aplică tuturor aeronavelor străine, fără deosebire de naționalitate, de asemenea acelora relativ la taxe vamale și alte taxe, prohibiri de export și import, transport de persoane și bunuri, siguranța și ordinea publică, serviciu sanitar, cât și aceleia relativ la pașapoarte. Ele sunt supuse deasemenea și celorlalte obligațiuni ce rezultă din legislațiunile în vigoare, întrucât această convențiune nu prevede altfel.

Transportul comercial de persoane și bunuri, efectuat între două localități ale teritoriului propriu, poate fi rezervat aeronavelor indigene.

Combustibilul ce se află pe bordul aeronavelor celor două Părți Contractante, în momentul intrărilor pe teritoriu, sunt scutite de taxe vamale, exclus fiind combustibilul care va fi descărcat de aeronavă pe teritoriul celeilalte Părți Contractante sau întrebuințat aci la sboruri interne.

Articolul 3.

Fiecare din cele două Părți Contractante va putea să interzică navigația aeriană asupra unor zone anume determinate din teritoriul său întrucât nu se va face nicio deosebire în această privință între aeronavele indigene și cele ale celeilalte părți.

Restrângerea aceasta nu se aplică aeronavelor indigene care se întrebuințează în serviciul administrațiunii Statului pentru scopuri speciale.

Părțile de teritoriu asupra cărora navigația aeriană este interzisă, se vor notifica celuilalt Stat Contractant.

În afară de aceasta, fiecare Parte Contractantă își rezervă dreptul ca, în împrejurări excepționale în timp de pace, să restrângă sau să interzică, atât timp cât va socoti necesare, în total sau în parte și cu efect imediat, dreptul de navigație aeriană acordat în baza prezentei convențiuni, cu rezerva de a nu se face nicio deosebire între aeronavele celuilalt Stat și aeronavele ce aparțin altor State străine.

Articolul 4.

O aeronavă care se angajează deasupra unei zone interzise va da semnalul de primejdie prevăzut în regulamentul aerian al Statului traversat și va ateriza imediat pe aeroportul cel mai apropiat al acestui Stat, situat în afara zonei interzise.

Sunt obligate a proceda în același fel aeronavele care în sbor fiind deasupra unei zone interzise, sunt făcute atente asupra acestui fapt prin semnale speciale.

Articolul 5.

Aeronavele vor purta semne clare și bine vizibile, care permit recunoașterea lor în timpul sborului (marca de naționalitate și marcă de imatriculare). Pe lângă aceasta ele vor purta numele și domiciliul proprietarului.

Aeronavele vor fi prevăzute cu certificate de imatriculare și de navigabilitate, cât și cu toate celelalte documente prescrise în țara lor de origine pentru navigația aeriană.

Artikel 6.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in ihrem Heimatlande einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit Ausweisen versehen sein, die bei der Grenzüberschreitung oder für den Aufenthalt im Bereiche des Staates, in dessen Gebiet sie sich begeben, erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragsstaaten etwas anders vereinbart ist.

Artikel 7.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit wie die entsprechenden, in diesem Staate ausgestellten oder anerkannten Urkunden.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile behält sich das Recht, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 8.

Luftfahrzeuge eines Vertragsteiles, die Hoheitsgebiet des anderen Vertragsteiles überfliegen, dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates hierfür mit sich führen.

Für die Benutzung solchen Gerätes über dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staate hierfür geltenden Bestimmungen massgebend.

Solches Gerät darf ferner nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihrer Heimatbehörde mit sich führen.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich das Recht vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 9.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe und Brieftauben im Gebiete des anderen Vertragsstaates nur mit dessen Erlaubnis, mit sich führen. Signalgerät und Signalmunition gelten nicht als Waffen und Schiessbedarf im Sinne dieser Bestimmung. Die Beförderung von Lichtbildgerät unterliegt einer besonderen Erlaubnis, wenn es so untergebracht ist, dass seine Benutzung unterwegs möglich ist.

Jeder der Vertragsstaaten kann aus Gründen der öffentlichen Ordnung und Sicherheit in seinem Hoheitsgebiet die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der mit Absatz 1 dieses Artikels genannten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen, unter der Bedingung, dass keinerlei Unterschied gemacht wird zwischen Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates und Luftfahrzeugen, die anderen fremden Staaten angehören.

Artikel 10.

Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Articolul 6.

Membrii echipajului care îndeplinesc în aeronavă o funcțiune supusă în țara lor de origine unei autorizări speciale, vor trebui să posede legitimațiile prescrise în țara lor de origine pentru navigația aeriană, în special certificatele de capacitate și permisele reglementare.

Ceilalți membri ai echipajului vor trebui să fie prevăzuți cu legitimații care indică funcțiunea de bord, profesiunea, identitatea și cetățenia lor.

Echipajul și pasagerii vor fi prevăzuți cu legitimațiile necesare la traversarea frontierei sau pentru șederea în cuprinsul Statului, pe teritoriul căruia intră, dacă între cele două State Contractante nu s'a convenit altfel.

Articolul 7.

Certificatele de navigabilitate, certificatele de capacitate și permisele care au fost emise sau recunoscute de una din părțile contractante pentru aeronavă sau echipaj, au aceeași valabilitate în celălalt Stat Contractant, ca și actele corespunzătoare emise sau recunoscute în acest Stat.

Oricare din Părțile Contractante își rezervă dreptul să refuze, pentru navigația pe teritoriul său, recunoașterea certificatelor de capacitate și a permiselor eliberate propriilor săi supuși de celălalt Stat contractant.

Articolul 8.

Aeronavele unei Părți Contractante navigând deasupra teritoriului național al celeilalte Părți Contractante nu vor putea fi prevăzute cu aparate de radiocomunicație, decât dacă au asupra lor autorizație specială a țării lor de origine.

În privința întrebuirii acestui fel de aparate deasupra teritoriului uneia din Părțile Contractante, sunt hotărâtoare dispozițiunile în vigoare în acest Stat.

În afară de aceasta, astfel de aparate nu pot fi deservite decât de membrii echipajului, care au asupra lor un permis special al autorității lor de origine.

Cele două State Contractante își rezervă dreptul de a decreta, din motive de siguranță, prescripțiuni relativ la obligațiunea înzestrării aeronavelor cu aparate pentru radiocomunicații.

Articolul 9.

Aeronavele, echipajul și pasagerii nu vor putea purta asupra lor în teritoriul celuilalt Stat contractant, arme, muniții, gaze otrăvitoare, explosibile și porumbei călători, decât cu autorizația acestuia. Aparatele și muniții de semnalizare nu se consideră ca arme sau muniții în spiritul acestor dispozițiuni. Transportarea de aparate fotografice este supusă unei autorizări speciale, dacă sunt așezate în așa fel încât utilizarea lor în timpul drumului este posibilă.

Oricare din Părțile Contractante va putea din motive de ordine și siguranță publică sa supună la restricțiuni pe teritoriul său național transportul sau ducerea cu sine și a altor obiecte decât cele arătate în alineatul 1 al acestui articol, sub condițiunea că nu se face nicio deosebire între aeronavele celuilalt Stat Contractant și aeronavele care aparțin altor State străine.

Articolul 10.

Aeronavele care duc cu sine pasageri sau bunuri vor trebui să fie prevăzute cu un tablou al pasagerilor și un tablou al încărcăturii, care să conțină o descriere a felului și a cantității bunurilor, cât și declarațiile vamale necesare.

Falls bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den erwähnten Urkunden festgestellt wird, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftshafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindungen zu setzen.

Artikel 11.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 12.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 13.

Die Flughäfen, die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehen, sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühren, Aufenthaltsgebühren usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 14.

Der Ein- und Ausflug von Luftfahrzeugen der beiden Vertragsstaaten aus und nach dem Auslande darf nur auf Flughäfen stattfinden, die Zollflughäfen mit Passabfertigung sind, und zwar ohne Landung zwischen der Grenze und solchen Flughäfen.

Von Fall zu Fall können die Obersten Luftfahrtbehörden auf Antrag den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten auf denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Die Kosten der Zoll- und Passabfertigung trägt in diesem Falle der Antragsteller.

Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flugplatz gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung oder einer Landung im Sinne des Artikels 4 — im Abflugland nach der Zoll- und Passabfertigung, im Einflugland vor der Zoll- und Passabfertigung — haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die in dem betreffenden Staate gelten.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Diese Verzeichnisse werden diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind und Gelegenheit zur Passabfertigung bieten.

Jede Änderung in diesen Verzeichnissen und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 15.

Die Grenzen der beiden vertragschliessenden Teile dürfen von lenkbaren Luftfahrzeugen nur an Stellen überflogen werden die durch den in Frage kommenden Vertragsteil bestimmt worden sind. Für nicht lenkbare Luftfahrzeuge werden von Fall zu Fall besondere Genehmigungen ausgestellt werden.

Eine Zone, die ein Vertragsteil seinen eigenen oder fremden Luftfahrzeugen für den Überflug seiner Grenzen eingeräumt hat, steht auch den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteils offen.

În cazul când la sosirea unei aeronave se va constata o nepotrivire între bunurile transportate și documentele menționate, autoritățile vamale ale aerodromului de sosire se vor pune în legătură directă cu autoritățile vamale competente ale celui alt Stat Contractant.

Articolul 11.

Transportarea poștei va fi reglementată prin acorduri speciale directe între administrațiile poștale ale celor două State Contractante.

Articolul 12.

Oricare din Statele Contractante va putea să cerceteze pe teritoriul său aeronavele celui alt Stat contractant la plecare sau sosire prin autoritățile competente și de a examina legitimațiile prescrise, cât și celelalte documente.

Articolul 13.

Aeroporturile care sunt la dispoziția traficului aerian public sunt accesibile aeronavelor ambelor State. Aeronavele se pot folosi și de serviciul meteorologic, de serviciul de radiocomunicație, cât și de serviciul protecției navigației aeriene. Eventualele taxe (taxe de aterizare, taxe de ședere) sunt egale pentru aeronavele indigene, cât și pentru cele ale celui alt Stat.

Articolul 14.

Sosirea și plecarea de aeronave a celor două Părți Contractante din și în străinătate, nu va putea avea loc decât pe aerodroamele care sunt aerodroame vamale, având un serviciu de control al pașapoartelor și anume fără escală între frontieră și astfel de aerodroame.

Autoritățile superioare de navigație aeriană vor putea să permită la cerere, delă caz la caz sosirea în și plecarea din alte aerodroame, urmând ca formalitățile de vămire și de control al pașapoartelor să se efectueze aci. Cheltuielile de vămire și de control al pașapoartelor le va suporta în acest caz petiționarul.

Interzicerea aterizării între frontieră și aerodrom, se aplică și în aceste cazuri speciale.

În caz de aterizare forțată sau în cazul unei aterizări în sensul articolului 4 în țara de plecare după îndeplinirea formalităților de vămire și control al pașapoartelor, în țara de sosire înainte de efectuarea formalităților de vămire și control al pașapoartelor, pilotul aeronavei, echipajul și pasagerii se vor conforma dispozițiilor în vigoare în Statul respectiv.

Părțile Contractante își vor comunica reciproc lista aerodroamelor folosite în traficul aerian public.

Aceste liste vor arăta în mod special care sunt aerodroame vamale și cu posibilități de control al pașapoartelor.

Orice modificare a acestei liste și orice restricțiune chiar trecătoare a posibilității de folosință a unuia din aceste aerodroame se va notifica neîntârziat celeilalte Părți Contractante.

Articolul 15.

Frontierele celor două Părți Contractante nu vor putea fi traversate de aeronave dirijabile decât prin zonele fixate de Partea Contractantă respectivă.

Pentru aeronave nederijabile se vor emite autorizații speciale delă caz la caz.

O zonă care a fost deschisă de o Parte Contractantă aeronavelor proprii sau străine pentru traversarea frontierelor sale, este deschisă și aeronavelor celeilalte Părți Contractante.

Die Luftfahrzeuge der vertragschliessenden Teile haben im Gebiete des anderen Vertragsteiles die dort vorgeschriebenen Flugwege einzuhalten, es sei denn, dass meteorologische Verhältnisse Abweichungen bedingen. Wenn Flugwege nicht vorgeschrieben sind, ist die kürzeste Strecke einzuhalten.

Die Vorschriften über die Einhaltung besonderer Flugwege werden bekannt gemacht und dem anderen Vertragsteil mitgeteilt werden.

Artikel 16.

Als Ballast darf nur feiner Sand oder Wasser abgeworfen werden.

Artikel 17.

Unterwegs dürfen andere Gegenstände ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, eine besondere Genehmigung hierfür erteilt hat, oder wenn der Abwurf zur Abwendung einer drohenden Gefahr erforderlich ist.

Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die hierauf bezüglichen Vorschriften des Vertragsstaates zu beachten, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 18.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsgemäss eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen eines dieser Staaten steht. Wenn eine juristische Person oder eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die rumänische oder deutsche Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als juristische Person oder als rumänische oder deutsche Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 19.

Ein Luftfahrzeug, das in einem der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents, Musterschutzes oder Warenzeichens bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entzogen werden, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 20.

Die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates haben bei Landungen und insbesondere in Notfällen, Anspruch auf Hilfeleistung und Benutzung der gleichen Hülfeinrichtungen wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Bei der Rettung von Luftfahrzeugen, die auf See in Not geraten sind, wird vorbehaltlich gegenteiliger Abmachungen nach den Grundsätzen des Seerechts verfahren, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates ergeben, dem die Retter angehören.

Artikel 21.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 22.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung machen über Verstösse gegen Bestimmungen dieses Abkommens, die über ihrem Gebiet von Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, von ihren Besatzungen oder von Luftfahrtunternehmen begangen worden sind.

Aeronavele Părților Contractante vor urma în teritoriul celeilalte Părți Contractante drumurile aeriene fixate aci, exceptându-se cazul când condițiuni meteorologice impun abateri. Dacă nu sunt prescrise drumuri aeriene, se va urma linia cea mai scurtă.

Dispozițiunile relativ la respectarea drumurilor aeriene speciale vor fi făcute cunoscut și notificate celeilalte Părți Contractante.

Articolul 16.

Ca lest nu poate fi aruncat decât nisip fin sau apă.

Articolul 17.

În timpul drumului, în afară de lest, nu vor putea fi aruncate sau debarcate în alt mod alte obiecte decât dacă Statul, pe teritoriul căruia vor cădea, a acordat pentru aceasta o autorizație specială sau dacă aruncarea este necesară pentru îndepărtarea unui pericol amenințător.

La aruncarea de lesturi din aeronave ce se află în sbor, se vor observa dispozițiunile referitoare ale Statului Contractant, în teritoriul căruia se realizează faptul.

Articolul 18.

Întru cât în executarea acestei convențiuni trebuiesc respectate chestiuni de naționalitate, s'a căzut de acord că aeronavele posedă naționalitatea Statului în al cărui registru sunt imatriculate în mod reglementar.

O aeronavă nu poate fi imatriculată într'unul din cele două State decât atunci când aparține în întregime proprietății unor supuși ai unuia din aceste State. Dacă proprietarul este o persoană juridică sau o societate de orice fel, ea va trebui să corespundă cerințelor pe care legislația română sau germană le prescrie oricând pentru ca să poată fi considerată ca persoană juridică sau societate română sau germană.

Articolul 19.

O aeronavă care intră într'unul din cele două State contractante sau sboară deasupra teritoriului și nu aterizează sau staționează aci decât în măsura în care aceasta va fi necesar, se poate apăra în contra unui sechestru care se aplică pentru violarea unui brevet de invențiune, unei mărci de fabrică sau de protecțiune prin depunerea unei cauțiuni care, în lipsă de convenție amiabilă, se va fixa într'un termen cât mai scurt de autoritatea competentă a locului sechestrării.

Articolul 20.

Aeronavele celuiilalt Stat Contractant pot pretinde la caz de aterizare și mai ales în caz de accidente, ajutoare și folosința aceluiași măsuri de ajutor ca și aeronavele indigene.

La salvarea aeronavelor care se găsesc deasupra mării într'un pericol, se procedează, sub rezerva convențiilor contrare, după principiile dreptului maritim, precum rezultă din convențiile internaționale în vigoare sau în lipsa acestora, din legile cărora sunt supuși salvatorii.

Articolul 21.

Părțile Contractante își vor notifica toate dispozițiunile în vigoare în teritoriul lor relativ la traficul aerian.

Articolul 22.

Părțile Contractante își vor comunica reciproc abaterile dela dispozițiunile acestei convențiuni, săvârșite asupra teritoriului lor de aeronavele celuiilalt Stat Contractant sau de echipajul lor sau de întreprinderile de navigație aeriană.

Artikel 23.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens, insbesondere die Zollformalitäten, werden, soweit erforderlich und möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragssteile geregelt.

Artikel 24.

Streitigkeiten, die sich über die Auslegung und Anwendung dieses Abkommens ergeben, sollen, soweit sie nicht auf diplomatischem Wege erledigt werden können, auf Verlangen eines der vertragschliessenden Teile einem Schiedsgericht unterbreitet werden. Die Entscheidung dieses Schiedsgerichts ist für beide Vertragsstaaten bindend.

Das Schiedsgericht besteht aus drei Mitgliedern. Es wird in der Weise gebildet, dass jeder Vertragsstaat innerhalb eines Monats, nachdem das Schiedsgericht von einem der Vertragsstaaten verlangt worden ist, nach freier Wahl einen Schiedsrichter ernannt.

Der Vorsitzende des Schiedsgerichts wird im Wege einer beiderseitigen Verständigung der Vertragsstaaten innerhalb eines weiteren Monats ernannt. Der Vorsitzende muss sachverständig in Fragen der Luftfahrt sein, Staatsangehöriger irgendeines dritten Staates sein und darf seinen Wohnsitz nicht im Bereich eines der Vertragsstaaten haben, und auch nicht im Dienstverhältnis zu diesen Staaten stehen.

Unterlässt der eine Vertragsstaat innerhalb eines Monats die Bezeichnung des Schiedsrichters oder kommt innerhalb des weiteren Monats die Wahl des Vorsitzenden nicht zustande, so wird der Präsident des Verwaltungsrates des Ständigen Schiedsgerichtshofs im Haag gebeten werden die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

Der Sitz des Schiedsgerichts wird von dem Vorsitzenden bestimmt. Die Entscheidungen des Schiedsgerichtes werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Das Verfahren wird von dem Schiedsgericht selbst bestimmt; es kann schriftlich sein, wenn von keinem der Vertragssteile hiergegen Einwendungen erhoben werden. Jeder Vertragsstaat trägt die Vergütung für die Tätigkeit seines Schiedsrichters sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit des Vorsitzenden.

Artikel 25.

Jeder der Vertragsstaaten kann dieses Abkommen jederzeit bei Beachtung einer Frist von 12 Monaten kündigen, die mit dem auf den Kündigungstag folgenden 1. Januar zu laufen beginnen.

Artikel 26.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden.

Es tritt mit dem dreissigsten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel aufgedrückt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in rumänischer und deutscher Sprache in Bukarest am 3. Oktober des Jahres eintausendneunhundertsechunddreissig.

R. IRIMESCU.

Wilhelm FABRICIUS.

Copie certifiée conforme :

Camil Dimitresco.

Articolul 23.

Detaliile de aplicare ale prezentei Convențiuni și mai ales formalitățile de vămuire vor fi după necesitate și posibilitate orânduite prin acorduri directe între administrațiile competente ale celor două Părți Contractante.

Articolul 24.

Litigiile ce vor isvorî din interpretarea și aplicarea acestei convențiuni se vor supune, dacă nu pot fi soluționate pe cale diplomatică, la cererea uneia din Părțile Contractante, unui Tribunal de arbitraj. Hotărîrea acestei Tribunal de arbitraj este obligatorie pentru ambele Părți Contractante.

Tribunalul de arbitraj se compune din trei membri. El se constituie în așa fel că fiecare din Părțile Contractante numește în termen de o lună, după ce s'a cerut arbitrajul de una din Părțile Contractante, prin liberă alegere, un arbitru.

Președintele Tribunalului de arbitraj se desemnează pe cale de înțelegere reciprocă a Statelor Contractante într'un nou termen de o lună. Președintele va fi expert în chestiuni de navigație aeriană, supus unui al treilea Stat oarecare și nu va putea să-și aibă domiciliul în teritoriul unuia din Statele Contractante, nici să fie în serviciul acestor State.

În cazul când un Stat Contractant omite să desemneze în termen de o lună arbitrul său, sau dacă într'un nou termen de o lună nu se va înfăptui alegerea președintelui, numirile necesare vor fi făcute de Președintele Consiliului de Administrație al Curții Permanente de Justiție din Haga.

Sediul Tribunalului de arbitraj va fi determinat de Președinte.

Hotărîrile Tribunalului de arbitraj se vor lua cu majoritate de voturi. Procedura va fi stabilită de însăși Tribunalul de arbitraj ; ea va putea fi scrisă dacă niciuna din Părțile Contractante nu ridică obiecțiuni. Fiecare din Statele Contractante suportă remunerația activității arbitrului său, cât și jumătate din remunerația activității Președintelui.

Articolul 25.

Oricare din Statele Contractante va putea să denunțe această convențiune oricând, respectând un termen de douăsprezece luni, care începe să curgă dela 1 Ianuarie ce urmează datei denunțării.

Articolul 26.

Această convențiune va fi ratificată ; instrumentele de ratificare se vor schimba cât de curând posibil la Berlin.

Ea intră în vigoare în a treizecea zi după schimbarea instrumentelor de ratificare.

Drept care plenipotențiarii acestei convențiuni au semnat și au aplicat sigiliile lor.

Făcut în dublu exemplar în limbă română și germană, în București, la 3 Octomvrie 1937.

R. IRIMESCU.

Wilhelm FABRICIUS.

Copie certifiée conforme :

Camil Dimitresco.

¹ TRADUCTION.

N^o 4429. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE ROUMANIE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 3 OCTOBRE 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE
et

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,

Également convaincus de l'intérêt commun qu'ont la Roumanie et l'Allemagne à favoriser, dans un esprit pacifique, le développement des relations internationales par la voie des airs, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Monsieur Radu IRIMESCU, ingénieur, son ministre de l'Air et de la Marine ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Wilhelm FABRICIUS, ministre d'Allemagne à Bucarest ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des deux Parties contractantes accordera, en temps de paix, dans un esprit de parfaite égalité et sous réserve de réciprocité de traitement, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage au-dessus de son territoire, à condition que soient observées les dispositions de la présente convention.

L'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières d'une entreprise de navigation aérienne de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ou au-dessus de ce territoire, avec ou sans atterrissage intermédiaire, devront faire l'objet d'un accord spécial qui sera conclu entre les autorités suprêmes de l'aéronautique des deux Etats, dans un esprit de parfaite égalité et sous réserve de réciprocité de traitement. Les autorités compétentes de l'aéronautique délivreront à cet effet une autorisation spéciale.

Aux fins de la présente convention, on entendra par « territoire », le territoire du Royaume de Roumanie, d'une part, et le territoire du Reich allemand, d'autre part, y compris, dans les deux cas, les eaux territoriales.

Aux fins de la présente convention, le terme « aéronefs » s'applique aux aéronefs privés, ainsi qu'aux aéronefs d'Etat qui ne sont pas des aéronefs militaires ou des aéronefs de la douane ou de la police.

Tout aéronef commandé par un militaire désigné à cet effet sera considéré comme un aéronef militaire.

Les aéronefs militaires, de la douane ou de la police de l'une des Parties contractantes ne pourront survoler le territoire de l'autre Partie contractante ou y atterrir, que s'ils sont munis d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente de cette dernière Partie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4429. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND
THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING AIR NAVIGATION.
SIGNED AT BUCHAREST, OCTOBER 3RD, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA

and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH,

Being equally convinced that it is to the mutual advantage of Roumania and Germany to promote, for peaceful purposes, the development of international air navigation, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Radu IRIMESCU, Engineer, His Minister for Air and Marine ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. Wilhelm FABRICIUS, German Minister at Bucharest ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the two Contracting Parties shall, in a spirit of complete equality and subject to reciprocity of treatment, grant the right of air navigation in its territory in time of peace to aircraft of the other Contracting Party duly registered in that Party's territory, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

The establishment or operation by an air transport company of one of the Contracting Parties of regular airways to or across the territory of the other Contracting Party, with or without intermediate landing, shall be governed by a special agreement to be concluded between the supreme air traffic authorities of the two States in a spirit of complete equality and subject to reciprocity of treatment. The competent air authorities shall issue a special licence for this purpose.

For the purposes of the present Convention, the term " territory " shall be taken to mean the territory of the Kingdom of Roumania on the one hand and that of the German Reich on the other, including territorial waters in both cases.

For the purposes of the present Convention, the term " aircraft " shall be taken to mean private aircraft and such State aircraft as are not used for military, Customs or police purposes.

Aircraft commanded by a member of the military forces duly commissioned for the purpose shall be regarded as military aircraft.

Military, Customs or police aircraft of one Contracting Party may fly over or land in the territory of the other Party only if they have been given a special authorisation by the competent authority of that Party.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les dispositions de la présente convention ne sont applicables aux aéronefs qui ne disposent pas d'organes propulseurs propres que dans la mesure où la nature particulière de ces aéronefs le permet.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers et leur cargaison seront soumis, aussi longtemps qu'ils se trouveront dans le territoire de l'autre Etat, aux obligations qui résultent des dispositions en vigueur dans cet Etat et, notamment, aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers, sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux prescriptions concernant les droits de douane et autres taxes, les prohibitions à l'exportation et à l'importation, le transport des personnes et des marchandises, la sécurité et l'ordre publics, l'hygiène publique et la réglementation des passeports. Ils sont également soumis aux autres obligations prévues par la législation en vigueur, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points du territoire du même Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le carburant qui se trouve à bord des aéronefs des deux Parties contractantes lors de leur entrée dans le territoire de l'autre Partie sera admis en franchise, à l'exception du carburant qui serait déchargé par l'aéronef dans le territoire de l'autre Partie contractante ou qui y serait employé à des vols à l'intérieur de ce territoire.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones déterminées de son territoire, sous réserve qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie.

Cette restriction ne s'applique pas aux aéronefs nationaux utilisés pour des fins spéciales au service de l'administration de l'Etat.

Chaque Partie contractante fera connaître à l'autre quelles sont les parties de son territoire au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles en temps de paix, de restreindre ou d'interdire, aussi longtemps qu'elle le jugera nécessaire, en totalité ou en partie et avec effet immédiat, le droit de navigation aérienne accordé par la présente convention, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Etat contractant et ceux qui appartiennent à d'autres Etats étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir immédiatement sur l'aérodrome le plus proche de cet Etat, situé en dehors de la zone interdite.

Tout aéronef qui survole une zone interdite et dont l'attention est attirée sur le fait par des signaux spéciaux devra procéder de même.

Article 5.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et bien visibles permettant de les identifier en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne.

The provisions of the present Convention shall apply to aircraft having no means of propulsion of their own only in so far as the special character of such aircraft allows.

Article 2.

Aircraft of either Contracting Party, their crews, passengers and cargo, shall be subject, while in the territory of the other State, to the obligations arising out of the regulations in force at the time in that State, and, in particular, to the provisions regarding air navigation in general, in so far as these apply to all foreign aircraft irrespective of nationality, as also to the regulations regarding Customs and other dues, export and import prohibitions, the carriage of passengers and goods, public safety and order, health and passports. They shall also be subject to any other obligations arising out of existing legislation, unless otherwise provided in the present Convention.

The commercial transport of passengers and goods between two points in the territory of the same State may be reserved for national aircraft.

The fuel carried on board the aircraft of both the Contracting Parties on arrival shall be exempt from Customs duty, with the exception of fuel unloaded by aircraft in the territory of the other Contracting Party or used there for flights within the said territory.

Article 3.

Either Contracting Party may forbid air traffic over certain areas in its territory, provided that no distinction is made in this respect between its own national aircraft and those of the other Party.

This restriction shall not apply to national aircraft used for special purposes in the service of the State administration.

Each Contracting Party shall notify the other of the territorial areas over which air traffic is prohibited.

Each Contracting Party further reserves the right, in exceptional circumstances, to restrict or prohibit, in time of peace, wholly or partially, with immediate effect, and for as long as it may think fit, the right of air navigation accorded by the present Convention, provided that no distinction is made between aircraft of the other contracting State and those of any other foreign States.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall give the signal of distress prescribed by the air navigation regulations of the State flown over, and shall without delay land at the nearest aerodrome of that State situated outside the prohibited area.

Any aircraft flying over a prohibited area which has been made aware of this fact by special signals shall follow the same procedure.

Article 5.

Aircraft shall carry distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They must also bear the name and address of the owner.

Aircraft shall carry certificates of registration and airworthiness and any other documents prescribed for air navigation in their home country.

Article 6.

Les membres de l'équipage remplissant à bord de l'aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans leur pays d'origine devront être munis des certificats prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets d'aptitude et permis réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

L'équipage et les passagers devront être munis des pièces nécessaires pour le passage de la frontière de l'Etat dans le territoire duquel ils se rendent, ou pour le séjour dans ce territoire, à moins que les deux Etats contractants ne conviennent d'autres dispositions.

Article 7.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et permis qui ont été délivrés ou reconnus par l'une des Parties contractantes pour l'aéronef ou son équipage auront dans l'autre Etat contractant la même validité que les documents correspondants établis ou reconnus dans cet Etat.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et permis délivrés à ses propres nationaux par l'autre Etat contractant.

Article 8.

Les aéronefs d'une des Parties contractantes survolant le territoire national de l'autre Partie ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que s'ils détiennent une autorisation spéciale de leur pays d'origine.

L'utilisation de ces appareils en cours de vol dans le territoire d'une des Parties contractantes sera régie par les règlements en vigueur dans cet Etat.

En outre, ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage pourvus d'une autorisation spéciale des autorités de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règles relatives à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication sur les aéronefs.

Article 9.

Les aéronefs, leur équipage et leurs passagers ne pourront transporter d'armes, de munitions, de gaz toxiques, d'explosifs et de pigeons voyageurs dans le territoire de l'autre Etat contractant qu'avec l'autorisation de cet Etat. Les engins de signalisation et leurs munitions ne seront pas considérés comme armes et munitions au sens de la présente disposition. En ce qui concerne le transport d'appareils photographiques, une autorisation spéciale est nécessaire lorsque l'appareil est installé de telle façon que son utilisation soit possible en cours de route.

Pour des motifs ayant trait à la sûreté et à l'ordre publics, chaque Etat contractant pourra, dans son territoire, soumettre également à certaines restrictions le transport d'autres objets que ceux désignés à l'alinéa premier de cet article, à la condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Etat contractant et ceux d'autres Etats étrangers.

Article 10.

Les aéronefs transportant des passagers et des marchandises devront être munis d'une liste des passagers et d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations en douane requises.

Au cas où l'on constaterait, à l'arrivée d'un aéronef, un manque de concordance entre les marchandises transportées et les documents mentionnés, les autorités douanières de l'aérodrome d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Article 6.

Members of the crew performing on board aircraft duties for which a special permit is required in their home country shall be provided with the certificates required in that country for air navigation and, in particular, with the requisite certificates of proficiency and licences.

The other members of the crew shall carry certificates stating their duties on board the aircraft, their occupation, identity and nationality.

The crew and passengers shall be provided with the documents required for crossing the frontier of the State to whose territory they are travelling or for staying in the said territory, unless the two contracting States agree upon other arrangements.

Article 7.

Certificates of airworthiness, certificates of proficiency and licences issued or approved by one of the Contracting Parties for aircraft or crews shall have the same validity, in the other contracting State, as the corresponding documents issued or approved in the latter State.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid for air navigation within its own territory certificates of proficiency and licences issued to its own nationals by the other contracting State.

Article 8.

Aircraft of either Contracting Party flying over the national territory of the other Party may not be provided with wireless transmitting apparatus unless they hold a special permit issued by their home country.

The use of such apparatus over the territory of one of the Contracting Parties shall be governed by the relevant regulations in force in that State.

Such apparatus shall, moreover, be used only by members of the crew holding a special licence from their home authorities.

The two contracting States reserve the right, on grounds of safety, to issue regulations regarding the obligatory equipment of aircraft with wireless transmitting apparatus.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poison gas, explosives or carrier pigeons in the territory of the other contracting State without the latter's permission. For the purpose of this clause, signalling material or ammunition shall not be deemed to be arms or ammunition. A special licence shall be required for the transport of photographic apparatus, if it is fitted in such a way that it can be used during flight.

Either contracting State may on grounds of public order and safety restrict within its territory the conveyance or carriage of other articles than those specified in the first paragraph of the present Article, provided that no distinction is made between aircraft of the other contracting State and those of other foreign States.

Article 10.

Aircraft carrying passengers or goods shall be provided with a list of the passengers' names and a manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, a discrepancy is noted between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other contracting State.

Article 11.

Le transport des envois postaux fera l'objet d'arrangements spéciaux que les administrations postales des deux Etats contractants concluront directement entre elles.

Article 12.

Chaque Etat contractant pourra, sur son territoire, faire procéder par les autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Etat, au départ ou à l'atterrissage, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 13.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique pourront être utilisés par les aéronefs des deux Etats. Les aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques et des services de radiocommunication et de sécurité aéronautique. Les droits éventuels (droits d'atterrissage, droits de stationnement) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour ceux de l'autre Etat.

Article 14.

Les aéronefs des deux Parties contractantes venant de l'étranger ou se rendant à l'étranger ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur les aérodromes pourvus des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports, et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et ces aérodromes.

Dans certains cas particuliers, les autorités supérieures de l'aéronautique pourront autoriser, sur demande, les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes, où la visite douanière et le contrôle des passeports devront avoir lieu. Les frais de visite douanière et de contrôle des passeports seront alors supportés par le requérant.

L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome s'applique également à ces cas particuliers.

En cas d'atterrissage forcé, ou d'atterrissage dans les conditions fixées à l'article 4 — dans le pays de départ, après la visite douanière et le contrôle des passeports, et dans le pays d'arrivée, avant la visite douanière et le contrôle des passeports —, le pilote, l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions en vigueur dans l'Etat en question.

Les deux Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste indiquera spécialement les aérodromes aménagés pour la visite de la douane et le contrôle des passeports.

Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même passagère, de la faculté d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement notifiées à l'autre Partie contractante.

Article 15.

Les frontières des deux Parties contractantes ne devront être survolées par des aéronefs dirigeables qu'en des points qui seront fixés par la Partie contractante intéressée. Pour les aéronefs non dirigeables, une autorisation spéciale sera délivrée dans chaque cas particulier.

Toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes aura autorisé ses propres aéronefs ou des aéronefs étrangers à survoler ses frontières sera également accessible aux aéronefs de l'autre Partie contractante.

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes suivront, dans le territoire de l'autre Partie, les itinéraires aériens fixés dans ce territoire, sauf dans le cas où les conditions météorologiques obligeront les aéronefs à s'en écarter. S'il n'est pas fixé d'itinéraires aériens, les aéronefs devront suivre la ligne la plus courte.

Article 11.

The carriage of mails shall be governed by special agreements to be concluded direct between the postal administrations of the two contracting States.

Article 12.

Each contracting State may, in its own territory, order the aircraft of the other State to be inspected on departure or landing by the competent authorities and the prescribed certificates and other documents to be examined.

Article 13.

Aerodromes open to public air traffic shall be available to the aircraft of both States. Such aircraft may also make use of the meteorological information and wireless services and of services for ensuring the safety of air traffic. Any charges made (for landing, use of hangars, etc.) shall be the same for national aircraft as for those of the other State.

Article 14.

Aircraft of either contracting State arriving from or leaving for abroad may only land at or depart from an aerodrome classed as a Customs aerodrome with facilities for the examination of passports ; moreover, no intermediate landing may be effected between the frontier and such aerodromes.

In special cases, the supreme air traffic authorities may, if so requested, allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where Customs clearance and passport formalities will be carried out. In such cases, the cost of Customs clearance and passport inspection shall be borne by the applicant.

The ban on landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in these special cases.

In the event of a forced landing or of a landing as provided for in Article 4 (in the country of departure, after Customs clearance and passport inspection, and in the country of arrival, previous to Customs clearance and passport inspection), the pilot, crew and passengers shall comply with the regulations in force in the State concerned.

The two Contracting Parties shall supply one another with lists of the aerodromes open to public air traffic. These lists shall expressly indicate the aerodromes classed as Customs aerodromes with facilities for the examination of passports.

Any changes made in these lists and any restrictions, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 15.

The frontiers of the two Contracting Parties may be crossed by dirigible aircraft only between points fixed by the Contracting Party concerned. In the case of non-dirigible aircraft, a special permit shall be issued in each particular case.

Any zone in which either Contracting Party has authorised its own or foreign aircraft to cross its frontiers shall also be open to the aircraft of the other Contracting Party.

Aircraft of either Contracting Party shall, in the territory of the other Party, follow the flying routes there prescribed unless compelled by atmospheric conditions to deviate from such routes. When no flying routes are prescribed, the shortest course shall be taken.

Les dispositions relatives à l'observation d'itinéraires aériens spéciaux seront publiées et notifiées à l'autre Partie contractante.

Article 16.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

En cours de route, d'autres objets que le lest ne pourront être jetés ou abandonnés d'autre manière que si l'Etat dont le territoire est touché a délivré à cet effet une autorisation spéciale, ou si le jet est nécessaire pour éviter un danger imminent.

Lorsque des résidus seront jetés d'un aéronef en cours de route, il conviendra d'observer les règles établies à ce sujet par l'Etat contractant sur le territoire duquel cet acte est accompli.

Article 18.

Dans tous les cas où l'application de la présente convention soulève des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de l'Etat dans le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne pourra être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient exclusivement à des ressortissants de l'un de ces Etats. Si le propriétaire est une personne morale ou une société d'une nature quelconque, celle-ci devra remplir les conditions prescrites par la législation roumaine ou allemande, selon le cas, pour pouvoir être considérée comme personne morale ou société roumaine ou allemande.

Article 19.

Tout aéronef qui pénétrera dans l'un des deux Etats contractants ou en survolera le territoire et qui n'y atterrira ou n'y séjournera que dans la mesure nécessaire, pourra être soustrait à la saisie pour violation de brevets d'invention ou contrefaçon d'un modèle déposé ou d'une marque moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le chiffre, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 20.

En cas d'atterrissage, et notamment d'atterrissage forcé, les aéronefs de l'un des Etats contractants auront droit à la même assistance et à l'utilisation des mêmes installations de secours que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs en détresse en mer sera régi, sauf arrangement contraire, par les principes du droit maritime, tels qu'ils résultent des conventions internationales en vigueur ou, à défaut de celles-ci, des lois de l'Etat auquel appartiennent les sauveteurs.

Article 21.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leur territoire concernant la navigation aérienne.

Article 22.

Les Parties contractantes se communiqueront toutes les infractions aux dispositions de la présente convention qui auront été commises sur leur territoire par les aéronefs de l'autre Etat contractant, par leurs équipages ou par les entreprises de navigation aérienne.

The provisions concerning the observation of special flying routes shall be published and notified to the other Contracting Party.

Article 16.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 17.

No article or substance other than ballast may be thrown overboard or otherwise discharged in the course of flight, unless the State whose territory is affected has given special permission therefor or the discharge of such articles is necessary to prevent imminent danger.

When refuse is discharged from aircraft in flight, the relevant regulations of the contracting State over whose territory such discharge takes place shall be observed.

Article 18.

Whenever questions of nationality arise in connection with the enforcement of the present Convention, aircraft shall be understood to have the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in either contracting State unless it is the sole property of nationals of that State. If the owner is a legal entity or a company of any kind, such legal entity or company must comply with the conditions prescribed by existing Roumanian or German legislation, as the case may be, in order to be recognised as a legal entity or as a Roumanian or German company respectively.

Article 19.

Aircraft entering or flying across the territory of either contracting State and making therein only such landings or stops as are necessary shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent, design or trade mark, subject to the deposit of security, the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 20.

When landing in the territory of the other State and especially in the case of forced landing, aircraft of either contracting State shall be entitled to the same assistance and to the use of the same rescue appliances as national aircraft.

The salvage of aircraft in distress at sea shall, in the absence of arrangements to the contrary, be governed by the principles of maritime law as embodied in existing international conventions or, failing these, in the laws of the State to which the salvors belong.

Article 21.

The two Contracting Parties shall communicate to each other all regulations governing air traffic in their respective territories.

Article 22.

The Contracting Parties shall notify one another of any breaches of the provisions of the present Convention committed in their territory by aircraft of the other contracting State, their crews or their air transport companies.

Article 23.

Les modalités d'exécution de la présente convention, et notamment les formalités de douane, seront, dans la mesure nécessaire et possible, réglées par voie d'accord direct entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes.

Article 24.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation et de l'application de la présente convention et qui ne pourraient être réglés par la voie diplomatique seront, à la demande de l'une des Parties contractantes, soumis à un tribunal arbitral. La décision du tribunal arbitral sera obligatoire pour les deux Etats contractants.

Le tribunal arbitral se composera de trois membres. En vue de sa constitution, chaque Etat contractant désignera librement un arbitre, dans le délai d'un mois à partir du jour où l'arbitrage aura été demandé par l'un des Etats contractants.

Le président du tribunal arbitral sera désigné d'un commun accord par les Etats contractants au cours du mois suivant. Le président devra être expert en matière de navigation aérienne, ressortissant d'un Etat tiers, ne pas avoir son domicile sur le territoire de l'un des deux Etats contractants et ne pas être non plus au service de ces Etats.

Si l'un des Etats contractants n'a pas désigné d'arbitre dans le délai d'un mois, ou si au cours du mois suivant le président n'a pas été choisi, le président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye sera prié de procéder aux nominations nécessaires.

Le siège du tribunal arbitral sera fixé par son président.

Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. La procédure sera arrêtée par le tribunal lui-même; elle pourra être écrite si aucune des Parties contractantes ne s'y oppose. Chaque Etat contractant prendra à sa charge la rémunération due à son arbitre ainsi que la moitié de la rémunération due au président.

Article 25.

Chacun des deux Etats contractants pourra dénoncer la présente convention en tout temps, moyennant un préavis de douze mois à partir du premier janvier suivant la date de la dénonciation.

Article 26.

La présente convention devra être ratifiée; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langues roumaine et allemande, à Bucarest, le trois octobre mil neuf cent trente-sept.

R. IRIMESCU.

Wilhelm FABRICIUS.

Article 23.

The details of the application of the present Convention, more particularly the question of Customs formalities, shall, so far as is necessary and possible, be settled by direct agreement between the various competent administrations of the two Contracting Parties.

Article 24.

Any dispute regarding the interpretation or application of the present Convention which cannot be settled through the diplomatic channel shall, at the request of either Contracting Party, be referred to an arbitral tribunal. The decision of the arbitral tribunal shall be binding on both contracting States.

The arbitral tribunal shall consist of three members and shall be constituted in such way that each contracting State shall appoint an arbitrator of its own choice, within a period of one month after either contracting State has applied for arbitration.

The president of the arbitral tribunal shall be appointed within a further month by mutual agreement between the contracting States. The president shall be an expert in matters of air transport, a national of a third State, must not reside in the territory or be employed in the service of either contracting State.

If, within a month, either contracting State fails to appoint an arbitrator or if, within a further month, no president has been chosen, the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague shall be asked to make the necessary appointments.

The seat of the arbitral tribunal shall be fixed by the president.

The decisions of the arbitral tribunal shall be taken by a majority vote. The procedure shall be decided by the court itself ; it may be in writing if neither Contracting Party objects thereto. Each contracting State shall remunerate its own arbitrator and pay half the remuneration of the president.

Article 25.

Either contracting State may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice to be reckoned from the first of January following the date of denunciation.

Article 26.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

It shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, in the Roumanian and German languages, this 3rd day of October, one thousand nine hundred and thirty-seven.

R. IRIMESCU.

Wilhelm FABRICIUS.

N° 4430.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord relatif à l'établissement et à
l'exploitation de lignes aériennes
régulières à travers le territoire
des deux Etats. Signé à Rome, le
10 mai 1937.

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the Establish-
ment and Operation of Regular
Air Lines across the Territories
of the Two States. Signed at
Rome, May 10th, 1937.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4430. — DOHODA¹ MEZI ČESKOSLOVENSKEM A ITALIÍ O ZŘÍZENÍ A PROVOZOVÁNÍ PRAVIDELNÝCH LETECKÝCH LINIÍ VEDOUČÍCH NAD ÚZEMÍM OBOU STÁTŮ. PODEPSANA V ŘÍMĚ DNE 10. KVĚTNA 1937.

Textes officiels italien et tchécoslovaque communiqués par le chargé de services du Bureau permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 septembre 1938.

JEHO EXCELLENCE PRESIDENT ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY

a

JEHO VELIČENSTVO ITALSKÝ KRÁL, CÍSAŘ HABEŠSKÝ

Stejně přesvědčení o obapolném zájmu Československa a Italie usnadniti zřízení leteckých linií vedoucích přes území obou států rozhodli se pozměnit Dohodu² o zřízení a provozování pravidelné letecké linie Praha—Terst, sjednanou v Římě dne 28. dubna 1932 a sjednati novou Dohodu za tím účelem a ustanovili svými plnomocníky :

JEHO EXCELLENCE PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dr. Františka CHVALKOVSKÉHO, mimořádného vyslance a plnomocného ministra Republiky Československé v Římě,
pana ing. Eugena SYROVÁTKU, přednostu odboru v ministerstvu veřejných prací

JEHO VELIČENSTVO ITALSKÝ KRÁL, CÍSAŘ HABEŠSKÝ :

nob. Galeazzo CIANO dei Conti di Cortellazzo, svého ministra státního-tajemníka zahraničních věcí ;

kteří vyměnivše své plné moci, shledané ve správné a náležité formě, dohodli se takto :

Čl. I.

Italská vláda udělí československému leteckému podniku, který označí československá vláda, pokud jde o území italské, povolení nutná k provozování letecké linie Praha—Bratislava—Celoveo—Terst—Benátky—Řím, s fakultativním přistáváním v Terstu a s možností nepřetržitého provozu celoročního.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 30 avril 1938.

² Vol. CXXXVI, page 267, de ce recueil.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4430. — ACCORDO ¹ FRA L'ITALIA E LA CECOSLOVACCHIA PER L'IMPIANTO E L'ESERCIZIO DI LINEE AEREE REGOLARI ATTRAVERSANTI IL TERRITORIO DEI DUE STATI. FIRMATO A ROMA IL 10 MAGGIO 1937.

Italian and Czechoslovak official texts communicated by the "Chargé de Services" of the Permanent Office of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 8th, 1938.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, IMPERATORE DI ETIOPIA

e

S. E. IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI CECOSLOVACCHIA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Cecoslovacchia a facilitare l'impianto di linee di navigazione aerea attraversanti il territorio dei due Stati, hanno deciso di modificare l'Accordo ² per l'impianto e l'esercizio di una linea aerea regolare Trieste—Praga, concluso in Roma il 28 aprile 1932, e di concludere un nuovo Accordo a questo fine, ed hanno designato, per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, IMPERATORE DI ETIOPIA :

il nob. Galeazzo CIANO dei Conti di Cortellazzo, Suo Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri.

S. E. IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI CECOSLOVACCHIA :

il dottor Francesco CHVALKOVSKÝ, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Cecoslovacchia in Roma, e

l'Ing. Eugenio SYROVÁTKA, Direttore Generale dell'Aviazione civile presso il Ministero cecoslovacco dei Lavori Pubblici,

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Art. I.

Il Governo italiano concede ad una impresa di navigazione aerea cecoslovacca, da indicarsi dal Governo cecoslovacco, per quanto riguarda il territorio italiano, le autorizzazioni necessarie all'esercizio di una linea aerea Praga—Bratislava—Klagenfurt—Trieste—Venezia—Roma, con scalo facoltativo a Trieste e con possibilità di un servizio continuo per tutto l'anno.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, April 30th, 1938.

² Vol. CXXXVI, page 267, of this Series.

Československá vláda udělí, na podkladě vzájemnosti, italskému leteckému podniku, který označí italská vláda, pokud jde o území československé, povolení nutná k provozování těchto leteckých linií :

1. Řím—Benátky—Terst—Celovec—Bratislava—Praha s fakultativním přistáním v Terstu a Celovci ;
2. Vídeň—Budapešť s přeletem československého území bez přistání ;
3. Benátky—Mnichov—Berlín s přeletem československého území bez přistání ;
4. Řím—Benátky—Vídeň—Krakov—Varšava s přistáním nebo bez přistání na československém území.

Letecké cesty linií nahoře uvedených budou stanoveny nejvyššími leteckými úřady obou států, pokud se týče jejich území.

Jest úmyslem, že směry a sestupy linií mohou býti změněny předchozí dohodou mezi nejvyššími leteckými úřady obou států.

Každý z obou podniků konajících provoz na linii Praha—Řím může užívatí letadel typu, který bude pokládati za nejvhodnější a odpovídající technickým požadavkům bezpečnosti, schváleným Mezinárodní komisí pro letectví (C. I. N. A.).

Jestliže jeden z podniků označených ku provozování linie Praha—Řím nebude moci provozovati v celku nebo z části tuto linii, může druhý podnik provozovati sám uvedenou linii, požívaje všech výhod předvídaných touto dohodou.

Za každou leteckou linii, týkající se vlastního území, s přistáním nebo bez přistání, povolenou podnikem druhé Vysoké Smluvní Strany, má každá z Vysokých Smluvních Stran právo žádati z titulu vzájemnosti povolení analogické linie týkající se území druhé Vysoké Smluvní Strany.

Čl. 2.

Bude ponecháno oběma leteckým podnikům, označeným k provozu linie Praha—Řím, aby se dohodly o způsobu provozování této linie. Dohody podléhají, případ od případu, schválení leteckých úřadů obou států.

Vysoké Smluvní Strany se zavazují, že budou zacházeti s podniky nahoře uvedenými na podkladě úplné vzájemnosti.

Čl. 3.

Pro provoz linie Praha—Řím diplomy a letecké legitimace leteckého personálu, vydané jednou z Vysokých Smluvních Stran, budou uznány za platné a bude jim dána účinnost pro řízení letadel, imatrikulovaných u druhé Vysoké Smluvní Strany.

Čl. 4.

Každá z Vysokých Smluvních Stran přizná, pokud se týče, československému podniku v Itálii a italskému podniku v Československu právo kabotáže t. j. právo dopravovati letadly osoby, zavazadla a zboží mezi letišti ve vnitru v každém státě na liniích uvedených v článku 1. Právo kabotáže bude výslovně uznáno v koncesích, které budou vydány oběma podnikům.

Čl. 5.

Každý z podniků oznámí příslušnému úřadu druhého státu nejméně čtyři týdny před jejich uvedením v platnost letové řády, možnost připojení na jiné letecké linie a frekvenci služby a ohlásí ve stejné lhůtě druh provozního materiálu, kterého hodlá použiti.

Il Governo cecoslovacco concede, sulla base della reciprocità, ad una impresa di navigazione aerea italiana, da indicarsi dal Governo italiano, per quanto riguarda il territorio cecoslovacco, le autorizzazioni necessarie per l'esercizio delle seguenti linee di trasporto aereo :

1° Roma—Venezia—Trieste—Klagenfurt—Bratislava—Praga, con scali facoltativi a Trieste e a Klagenfurt ;

2° Vienna—Budapest con sorvolo del territorio cecoslovacco senza atterraggio ;

3° Venezia—Monaco—Berlino con sorvolo del territorio cecoslovacco senza atterraggio ;

4° Roma—Venezia—Vienna—Cracovia—Varsavia, con o senza atterraggio sul territorio cecoslovacco.

Gli itinerari delle linee suindicate saranno fissati dalle più Alte Autorità aeronautiche dei due Stati per i rispettivi territori.

È inteso che i percorsi e gli scali possono essere modificati previo accordo fra le più Alte Autorità aeronautiche dei due Stati.

Ciascuna delle due imprese esercenti i servizi della linea Roma—Praga avrà facoltà di adibire aeromobili del tipo che crederà più opportuno e rispondenti ai requisiti tecnici di sicurezza approvati dalla Commissione internazionale di navigazione aerea (C. I. N. A.).

Se una delle imprese designate per la gestione della linea Roma—Praga non sarà in grado di esercire, in tutto o in parte, tale linea, l'altra impresa potrà esercire da sola la linea stessa, col pieno godimento dei vantaggi previsti dal presente Accordo.

Per ogni linea aerea interessante il proprio territorio, con o senza scalo, concessa alle imprese dell'altra Alta Parte contraente, ciascuna delle Alte Parti contraenti ha il diritto di chiedere, a titolo di reciprocità, la concessione di una analoga linea aerea interessante il territorio dell'altra Alta Parte contraente.

Art. 2.

Sarà cura delle due imprese di navigazione aerea designate per l'esercizio della linea Roma—Praga di accordarsi sul modo di esercitare la linea stessa. Gli accordi saranno subordinati, volta per volta, all'approvazione delle Amministrazioni aeronautiche dei due Stati.

Le Alte Parti contraenti si impegnano ad assicurare alle imprese sopra indicate un trattamento di completa reciprocità.

Art. 3.

Nell'esercizio della linea Roma—Praga, i brevetti e le licenze del personale navigante, rilasciati da una delle Alte Parti contraenti, saranno riconosciuti validi et resi esecutivi per la condotta degli aeromobili immatricolati presso l'altra Alta Parte contraente.

Art. 4.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti riconosce, rispettivamente, all'impresa cecoslovacca in Italia e all'impresa italiana in Cecoslovacchia il diritto di cabotaggio, cioè il diritto di effettuare trasporti aerei commerciali di persone, di bagagli e di merci fra gli aeroporti posti, nell'interno di ciascuno Stato, sulle linee di cui all'art. 1. Il diritto di cabotaggio sarà esplicitamente riconosciuto nelle concessioni da rilasciare alle due imprese.

Art. 5.

Ognuna delle imprese designate per la gestione delle linee indicate nell'articolo 1 comunicherà alla competente Autorità dell'altro Stato, almeno quattro settimane prima della loro messa in vigore, gli orari e le possibilità di coincidenza con le altre linee aeree e la frequenza del servizio, e indicherà, nello stesso termine, la specie del materiale che intenderà adoperare.

Čl. 6.

Poštovní správy obou států se dohodnou o využití linií pro dopravu poštovních zásilek.

Čl. 7.

Každá Vysoká Smluvní Strana může kdykoliv určit jiný podnik pro provoz linií pro leteckou dopravu uvedených v článku 1. Nový podnik nastoupí v oprávnění podniku nahrazeného.

Letecký podnik v provozu nahražený není v žádném směru oprávněn žádati odškodnění od druhé Vysoké Smluvní Strany.

Čl. 8.

Koncesované podniky jsou povinny zachovávatí předpisy platné v obou státech a pečovatí o to, aby byly zachovávány vlastním personálem a cestujícími, a zejména předpisy, které se týkají letecké dopravy všeobecně, pokud se vztahují na všechna letadla cizozemská bez rozdílu státní příslušnosti, jakož i předpisy celní a jiné předpisy fiskální, předpisy o dovozu a vývozu, o dopravě osob a věcí, o bezpečnosti, o veřejném pořádku a o zdravotnictví.

Jestliže při provozu leteckých linií budou shledány opětovné přestupky proti předpisům, o nichž se shora mluví, jest příslušný nejvyšší letecký úřad státu, kterého se to týká, oprávněn žádati odvolání provinivšího se zaměstnance leteckého podniku.

V těžších případech přestupků proti předpisům, o nichž se shora jedná, má nejvyšší letecký úřad, jehož se to týká, právo dosíci odvolání koncese udělené společnosti, kterou stíhá zodpovědnost.

Čl. 9.

V případě nouzového přistání nebo jiné nehody, přihodivší se letadlům podniku označeného jednou z Vysokých Smluvních Stran na území druhého Státu, budou místní úřady povinny, poskytnouti jim, proti náhradě skutečných výloh, tutéž pomoc, která jest předvídána platnými předpisy pro cizí letadla.

Čl. 10.

Každá z Vysokých Smluvních Stran dá k dispozici podniku druhé Vysoké Smluvní Strany v nejvyšší možné míře a za těchže podmínek jako národnímu podniku, hangary pro uskladnění letadel, zařízení pro zacházení s letadly, letiště a místnosti užívané jako dílny pro opravy, skladiště, letištní služby, jakož i stanice radiotelegrafické a meteorologickou službu a usnadní, jak to bude možno, zásobování pohonnými hmotami.

Čl. 11.

Letadla a motory a náhradní součásti určené pro provoz linií uvedených v článku 1., budou připuštěny na území druhé Vysoké Smluvní Strany s dočasným celním osvobozením. Uvedené materiály zůstanou pod kontrolou celní správy státu, který udělil povolení, a může jich býti použito jenom pro potřeby linie uvedené v článku 1. Vyřazený materiál, pokud z něho nebylo zapláceno clo při vstupu, musí býti vyvezen pokud neobude clo zapláceno dodatečně. Pozdější proclení vyřazeného materiálu bude povolováno se vším možným usnadněním.

Čl. 12.

Nejvyšší letecké úřady obou Států budou se dorozumívati přímo o provádění této Dohody.

Art. 6.

Le Amministrazioni postali dei due Stati si intenderanno sull'uso delle linee per il trasporto di effetti postali.

Art. 7.

Ognuna delle due Alte Parti contraenti avrà facoltà di sostituire in ogni momento un'altra impresa che sarà da essa designata, per l'esercizio delle linee di trasporto aereo indicate nell'art. 1. La nuova impresa subentrerà nei diritti di quella sostituita.

Alla impresa aerea sostituita nell'esercizio non spetta alcun diritto di indennizzo da far valere verso l'altra Alta Parte contraente.

Art. 8.

Le imprese concessionarie sono obbligate ad osservare e fare osservare al proprio personale ed ai passeggeri le norme vigenti nei due Stati e principalmente quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti d'importazione e di esportazione, il trasporto delle persone e delle cose, la sicurezza, l'ordine pubblico e la sanità.

Qualora, nell'esercizio delle linee aeree, fossero riscontrate ripetute contravvenzioni alle norme di cui sopra, la più Alta Autorità di navigazione aerea competente dello Stato interessato è in diritto di chiedere anche la revoca dell'impiegato dell'impresa aerea colpevole.

Nei casi più gravi di contravvenzione alle norme di cui sopra, la più Alta Autorità di navigazione aerea interessata ha il diritto di ottenere la revoca delle concessioni fatte alla impresa responsabile.

Art. 9.

In caso di atterraggio forzato o di altro incidente, occorso agli aeromobili delle imprese designate da una delle Alte Parti contraenti nel territorio dell'altro Stato, le Autorità locali sono tenute a prestar loro, contro rimborso delle spese effettive, la stessa assistenza che è prevista dai regolamenti in vigore per gli aeromobili stranieri.

Art. 10.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti metterà a disposizione dell'impresa dell'altra Alta Parte contraente, nella maggiore misura possibile e alle stesse condizioni che alle imprese nazionali, gli *hangars* destinati al ricovero degli aeromobili, le installazioni di manovra, i terreni e i locali usati come officine per le riparazioni, i magazzini, gli uffici d'aeroporto, nonché le stazioni di radiotelegrafia e i servizi meteorologici, e faciliterà, nei limiti del possibile, il rifornimento dei combustibili.

Art. 11.

Gli aeromobili, i motori e le parti di ricambio destinati all'esercizio delle linee aeree indicate nell'articolo 1 saranno ammessi, nel territorio delle Alte Parti contraenti, in franchigia provvisoria dei diritti di entrata. Detti materiali resteranno sottoposti al controllo dell'Amministrazione doganale dello Stato che ha concesso l'autorizzazione e potranno essere impiegati solo per i bisogni delle linee indicate nell'articolo 1. I materiali messi fuori uso, per i quali non siano stati corrisposti all'entrata i diritti di dogana, devono essere riesportati, se i diritti stessi non siano stati corrisposti ulteriormente. L'ulteriore sdoganamento del materiale fuori uso sarà autorizzato con ogni possibile facilitazione.

Art. 12.

Le più Alte Autorità di navigazione aerea dei due Stati si intenderanno direttamente sulla esecuzione del presente Accordo.

Čl. 13.

Tato Dohoda bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Praze co možná nejdříve. Nabude platnosti dnem výměny ratifikačních listin a zůstane v platnosti až do 31. prosince 1942. Bude se prodlužovati tichou dohodou vždy na období pěti let, nebude-li vypovězena některou z Vysokých Smluvních Stran dvanáct měsíců před vypršením běžného období platnosti.

V případě však, že by Úmluva¹ o úpravě letectví z 13. října 1919 byla vypovězena Československou republikou nebo královstvím Italským podle ustanovení článku 43. uvedené úmluvy, přestane platiti tato Dohoda týmž dnem, kdy výpověď Dohody nabude účinnosti.

Čl. 14.

Dohoda mezi Československem a Itálií o zřízení a provozování pravidelné letecké linie Praha—Terst, podepsaná v Římě dne 28. dubna 1932, pozbude platnosti dnem, kdy tato Dohoda nabude platnosti.

Tomu na svědomí podepsali Plnomocníci tuto Dohodu.

Dáno v Římě dne 10. května 1937 ve dvojím prvopise, v jazyce československém a italském, při čemž oba texty jsou stejně autentické.

Dr. CHVALKOVSKÝ.

Ing. Eugen SYROVÁTKA.

CIANO.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 4 juin 1938.

Dr J. Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

Art. 13.

Il presente Accordo dovrà essere ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Praga, nel più breve termine possibile. Esso entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche e rimarrà in vigore fino al 31 dicembre 1942. Sarà tacitamente rinnovato per periodi di cinque anni, salvo denuncia effettuata da una delle Alte Parti contraenti dodici mesi prima dello spirare del periodo di validità in corso.

Nel caso, peraltro, in cui la Convenzione ¹ per il regolamento della navigazione aerea del 13 ottobre 1919 venisse denunciata dal Regno d'Italia o dalla Repubblica cecoslovacca, secondo quanto è stabilito nell'articolo 43 della Convenzione stessa, il presente Accordo cesserebbe di avere vigore dalla medesima data nella quale la denuncia della Convenzione produrrà i suoi effetti.

Art. 14.

L'Accordo fra l'Italia e la Cecoslovacchia per l'impianto e l'esercizio di una linea aerea regolare Trieste—Praga, firmato a Roma il 28 aprile 1932, decadrà a partire dalla data nella quale il presente Accordo entrerà in vigore.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma il 10 maggio 1937 in doppio esemplare, in lingua italiana e cecoslovacca, che avranno ambedue pari efficacia.

CIANO.

Dr. CHVALKOVSKÝ.

Ing. Eugen SYROVÁTKA.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 4 juin 1938.

D^r J. Papoušek,

Directeur des Archives.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355 ; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 4430. — ACCORD ENTRE L'ITALIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE
RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DE
LIGNES AÉRIENNES RÉGULIÈRES A TRAVERS LE TERRITOIRE
DES DEUX ÉTATS. SIGNÉ A ROME, LE 10 MAI 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ÉTHIOPIE,
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Egalement convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et la Tchécoslovaquie à faciliter l'établissement de lignes de navigation aérienne à travers le territoire des deux États, ont résolu de modifier l'Accord pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne régulière Trieste-Prague, conclu à Rome le 28 avril 1932, et de conclure un nouvel accord à cet effet, et ont désigné, respectivement, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ÉTHIOPIE :

Le comte Galeazzo CIANO dei Conti di Cortellazzo, ministre, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr François CHVALKOVSKÝ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Rome ; et

M. Eugen SYROVÁTKA, directeur général de l'aviation civile auprès du Ministère tchécoslovaque des Travaux publics ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement italien accorde à une entreprise tchécoslovaque de navigation aérienne qui sera désignée par le Gouvernement tchécoslovaque, en ce qui concerne le territoire italien, les autorisations nécessaires à l'exploitation d'une ligne aérienne Prague-Bratislava-Klagenfurt-Trieste-Venise-Rome, avec escale facultative à Trieste et la possibilité d'un service continu pendant toute l'année.

Le Gouvernement tchécoslovaque accorde, à titre de réciprocité, à une entreprise italienne de navigation aérienne qui sera désignée par le Gouvernement italien, en ce qui concerne le territoire tchécoslovaque, les autorisations nécessaires à l'exploitation des lignes de transport aérien ci-après :

1^o Rome-Venise-Trieste-Klagenfurt-Bratislava-Prague, avec escales facultatives à Trieste et à Klagenfurt ;

2^o Vienne-Budapest, avec survol du territoire tchécoslovaque sans atterrissage ;

3^o Venise-Munich-Berlin, avec survol du territoire tchécoslovaque sans atterrissage ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4430. — AGREEMENT BETWEEN ITALY AND CZECHOSLOVAKIA
REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF
REGULAR AIR LINES ACROSS THE TERRITORIES OF THE TWO
STATES. SIGNED AT ROME, MAY 10TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA,
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Being equally convinced that it is to the mutual advantage of Italy and Czechoslovakia to facilitate the establishment of air navigation lines across the territories of the two States, have decided to modify the Agreement for the establishment and operation of a regular air line Trieste-Prague, signed at Rome on April 28th, 1932, and to conclude a new Agreement for this purpose, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA :

Count Galeazzo CIANO dei Conti di Cortellazzo, His Minister, Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Francis CHVALKOVSKÝ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia at Rome, and

M. Eugen SYROVÁTKA, Director-General of Civil Aviation in the Czechoslovak Ministry of Public Works ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The Italian Government shall, in so far as Italian territory is concerned, grant to a Czechoslovak air navigation undertaking to be designated by the Czechoslovak Government the necessary authorisations for the operation of an air line Prague-Bratislava-Klagenfurt-Trieste-Venice-Rome, with optional landing at Trieste and with the possibility of a continuous service throughout the whole year.

The Czechoslovak Government shall, on a basis of reciprocity and in so far as Czechoslovak territory is concerned, grant to an Italian air navigation undertaking to be designated by the Italian Government the necessary authorisations for the operation of the following air transport lines :

- (1) Rome-Venice-Trieste-Klagenfurt-Bratislava-Prague, with optional landings at Trieste and at Klagenfurt ;
- (2) Vienna-Budapest, passing over Czechoslovak territory without landing ;
- (3) Venice-Munich-Berlin, passing over Czechoslovak territory without landing ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4° Rome-Venise-Vienne-Cracovie-Varsovie, avec ou sans atterrissage sur le territoire tchécoslovaque.

Les itinéraires des lignes susmentionnées seront fixés par les plus hautes autorités en matière d'aéronautique des deux Etats pour les territoires respectifs.

Il est entendu que les itinéraires et les escales pourront être modifiés à la suite d'une entente entre les plus hautes autorités en matière d'aéronautique des deux Etats.

Chacune des deux entreprises qui exploiteront les services de la ligne Rome-Prague aura la faculté d'utiliser des aéronefs du type qu'elle jugera le plus approprié et remplissant les conditions techniques de sécurité approuvées par la Commission internationale de navigation aérienne (C. I. N. A.).

Si l'une des entreprises désignées pour la gestion de la ligne Rome-Prague n'est pas en mesure d'exploiter cette ligne, en totalité ou en partie, l'autre entreprise pourra l'exploiter à elle seule avec la pleine jouissance des avantages prévus par le présent accord.

Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de demander, à titre de réciprocité, pour chaque ligne aérienne intéressant son territoire, avec ou sans escale, accordée aux entreprises de l'autre Haute Partie contractante, l'octroi d'une ligne aérienne analogue intéressant le territoire de l'autre Haute Partie contractante.

Article 2.

Il appartiendra aux deux entreprises de navigation aérienne désignées pour l'exploitation de la ligne Rome-Prague de s'entendre sur le mode d'exploitation de la ligne en question. Ces accords seront subordonnés, dans chaque cas, à l'approbation des administrations de l'aéronautique des deux Etats.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer aux entreprises susmentionnées un traitement de parfaite réciprocité.

Article 3.

Dans l'exploitation de la ligne Rome-Prague, les brevets et licences du personnel navigant délivrés par une des Hautes Parties contractantes seront reconnus valables et rendus exécutoires pour la conduite des aéronefs immatriculés dans l'autre Haute Partie contractante.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes reconnaît, respectivement, à l'entreprise tchécoslovaque en Italie et à l'entreprise italienne en Tchécoslovaquie, le droit de cabotage, c'est-à-dire le droit d'effectuer des transports aériens commerciaux de personnes, de bagages et de marchandises entre les aérodromes se trouvant, à l'intérieur de chaque Etat, sur les lignes visées à l'article premier. Le droit de cabotage sera explicitement reconnu dans les concessions qui seront délivrées aux deux entreprises.

Article 5.

Chacune des entreprises désignées pour la gestion des lignes indiquées à l'article premier communiquera à l'autorité compétente de l'autre Etat, quatre semaines au moins avant leur entrée en vigueur, les horaires et les correspondances avec les autres lignes aériennes ainsi que la fréquence du service, en spécifiant, dans le même délai, le type de matériel qu'elle a l'intention d'employer.

Article 6.

Les administrations postales des deux Etats s'entendront sur l'utilisation des lignes pour le transport de la poste.

(4) Rome-Venice-Vienna-Cracow-Warsaw, with or without landing on Czechoslovak territory.

The routes to be followed by the above-mentioned lines shall be determined, in regard to their respective territories, by the highest aeronautical authorities of the two States.

It is understood that the routes and landing-places may be modified by agreement between the highest aeronautical authorities of the two States.

Each of the two undertakings operating the services of the Rome-Prague line shall be entitled to use aircraft of the type which it regards as being most suitable and satisfying the technical requirements as to safety approved by the International Commission for Air Navigation (I. C. A. N.).

Should one of the undertakings designated for the operation of the Rome-Prague line be unable to operate that line, either wholly or in part, the other undertaking may operate the said line alone, with full enjoyment of the advantages specified in the present Agreement.

In respect of every air line operating over his own territory, with or without landings, for which authorisation is given to undertakings of the other High Contracting Party, each of the High Contracting Parties shall be entitled, on the ground of reciprocity, to request authorisation for the operation of a similar air line over the territory of the other High Contracting Party.

Article 2.

The two air navigation undertakings designated for the operation of the Rome-Prague line shall come to an agreement as to the manner of operating the said line. Such agreements shall, in each particular case, be subject to the approval of the aeronautical administrations of the two States.

The High Contracting Parties undertake to ensure complete reciprocity of treatment to the above-mentioned undertakings.

Article 3.

In the operation of the Rome-Prague line, certificates of competency and licences of navigating personnel issued by one of the High Contracting Parties shall be recognised as valid and shall be accepted in practice for the flying of aircraft registered with the other High Contracting Party.

Article 4.

The High Contracting Party respectively concerned shall grant to the Czechoslovak undertaking in Italy and to the Italian undertaking in Czechoslovakia the right to engage in internal transport, that is to say, the right to carry by air, on a commercial basis, passengers, baggage and goods between aerodromes situated, within each State, on the routes of the air lines mentioned in Article 1. The right to engage in internal transport shall be expressly recognised in the concessions to be granted to the two undertakings.

Article 5.

Each of the undertakings designated for the operation of the lines specified in Article 1 shall communicate to the competent authority of the other State, at least four weeks before their coming into force, its time-tables and facilities for connection with other air lines, as well as the frequency of the service, and shall, within the same time-limit, indicate the type of material it intends to use.

Article 6.

The postal administrations of the two States shall arrive at an agreement as to the use of the lines for the conveyance of mail.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de substituer à tout moment une autre entreprise désignée par elle pour l'exploitation des lignes de transport aérien dont il est question à l'article premier. La nouvelle entreprise sera substituée dans les droits de l'entreprise qu'elle aura remplacée.

L'entreprise ainsi remplacée dans l'exploitation ne pourra réclamer aucune indemnité à l'autre Haute Partie contractante.

Article 8.

Les entreprises concessionnaires sont tenues d'observer et de faire observer par leur personnel et les passagers les dispositions en vigueur dans les deux Etats et, notamment, celles qui concernent la navigation aérienne en général, dans la mesure où elles sont applicables à tous les aéronefs étrangers, sans distinction de nationalité, les droits de douane et autres taxes fiscales, les prohibitions à l'importation et à l'exportation, le transport des personnes et des marchandises, la sécurité, l'ordre public et l'hygiène.

En cas d'infractions répétées aux dispositions susmentionnées, à l'occasion de l'exploitation des lignes aériennes, la plus haute autorité compétente en matière de navigation aérienne de l'Etat intéressé sera en droit de demander même le rappel de l'employé de l'entreprise aérienne coupable desdites infractions.

En cas d'infractions plus graves aux dispositions susmentionnées, la plus haute autorité en matière de navigation aérienne intéressée aura le droit d'obtenir la résiliation de la concession de l'entreprise responsable.

Article 9.

En cas d'atterrissage forcé ou d'autre accident survenu aux aéronefs des entreprises désignées par l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre Etat, les autorités locales sont tenues de prêter auxdits aéronefs, moyennant remboursement des dépenses encourues, l'assistance prévue par les règlements en vigueur pour les aéronefs étrangers.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes mettra à la disposition de l'entreprise de l'autre Haute Partie contractante, dans la plus large mesure possible et aux mêmes conditions que pour les entreprises nationales, les hangars destinés à abriter les aéronefs, les installations de manœuvre, les terrains et les locaux servant d'ateliers pour les réparations, les magasins, les bureaux d'aérodrome, ainsi que les stations de radiotélégraphie et les services météorologiques, et leur facilitera, dans les limites du possible, l'approvisionnement en combustibles.

Article 11.

Les aéronefs, les moteurs et les pièces de rechange destinés à l'exploitation des lignes aériennes indiquées à l'article premier seront admis dans le territoire des Hautes Parties contractantes en franchise provisoire des droits d'entrée. Ce matériel restera soumis au contrôle de l'administration douanière de l'Etat qui a accordé l'autorisation et ne pourra être utilisé que pour les besoins des lignes indiquées à l'article premier. Le matériel hors d'usage pour lequel les droits de douane n'auront pas été acquittés à l'entrée devra être réexporté si ces droits n'ont pas été payés ultérieurement. Le dédouanement ultérieur du matériel hors d'usage sera autorisé et facilité par tous les moyens.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled at any time to substitute for the operating undertaking another undertaking to be designated by him for the operation of the air transport lines specified in Article 1. The new undertaking shall succeed to the rights of the undertaking which it replaces.

An air undertaking replaced in the operation of an air line shall not be entitled to claim any compensation from the other High Contracting Party.

Article 8.

The undertakings to which concessions are granted shall be under the obligation to observe and to cause to be observed by their own personnel and by passengers the regulations in force in the two States and, in particular, those which concern air navigation in general, in so far as they apply to all foreign aircraft without distinction of nationality, and those regarding Customs duties and other dues, export and import prohibitions, the carriage of persons and goods, safety, public order and health.

If, in the operation of the air lines, repeated infringements of the above-mentioned regulations should occur, the highest competent air navigation authority of the State concerned shall be entitled to require even the removal of the offending employee of the air undertaking.

In cases of more serious infringements of the above-mentioned regulations, the highest air navigation authority concerned shall be entitled to require the cancellation of the concessions granted to the undertaking responsible.

Article 9.

In the event of a forced landing or other accident occurring to the aircraft of the undertakings designated by one of the High Contracting Parties in the territory of the other State, the local authorities shall, subject to reimbursement of actual expenditure, be bound to give such aircraft the same assistance as is provided for by the regulations in force in respect of foreign aircraft.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties shall, so far as possible, place at the disposal of the undertaking of the other High Contracting Party, on the same conditions as are applicable to national undertakings, the hangars intended for housing aircraft, aerodrome installations, ground and premises used as repair shops, store houses and aerodrome offices, together with the wireless telegraphy stations and meteorological services, and shall, as far as possible, facilitate petrol refuelling.

Article 11.

Aircraft, engines and spare parts intended for the operation of the air lines specified in Article 1 shall be temporarily admitted to the territories of the High Contracting Parties free of Customs duty. Such articles shall remain subject to the supervision of the Customs administration of the State which gave the authorisation and may be used only for the requirements of the air lines specified in Article 1. Articles which have become unfit for use and on which no Customs duties were paid on entry shall be re-exported unless the said duties have been paid subsequently. The subsequent Customs clearing of articles unfit for use shall be authorised and facilitated in every possible way.

Article 12.

Les plus hautes autorités en matière de navigation aérienne des deux Etats s'entendront directement au sujet de l'exécution du présent accord.

Article 13.

Le présent accord devra être ratifié, et les ratifications seront échangées à Prague, aussitôt que possible. Il prendra effet le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942. Il se renouvellera par tacite reconduction tous les cinq ans, sauf s'il est dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes douze mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

En outre, au cas où la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne serait dénoncée par le Royaume d'Italie ou par la République tchécoslovaque, ainsi qu'il est prévu à l'article 43 de ladite convention, le présent accord cessera d'être en vigueur à partir du jour où la dénonciation de la convention produira ses effets.

Article 14.

L'Accord entre l'Italie et la Tchécoslovaquie pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne régulière Trieste-Prague, signé à Rome le 28 avril 1932, prendra fin à partir du jour où le présent accord entrera en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Rome, le 10 mai 1937, en double exemplaire, en langues italienne et tchèque, les deux textes faisant également foi.

CIANO.

D^r CHVALKOVSKÝ.

Ing. Eugen SYROVÁTKA.

Article 12.

The highest air navigation authorities of the two States shall come to a direct agreement with regard to the execution of the present Agreement.

Article 13.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until December 31st, 1942. It shall be renewed by tacit consent for successive periods of five years unless denounced by one of the High Contracting Parties twelve months before the expiration of the current period for which it is in force.

Moreover, should the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation of October 13th, 1919, be denounced by the Kingdom of Italy or by the Czechoslovak Republic, in accordance with the provisions of Article 43 of the said Convention, the present Agreement shall cease to be in force as from the date on which such denunciation of the Convention takes effect.

Article 14.

The Agreement between Italy and Czechoslovakia for the establishment and operation of a regular air line Trieste-Prague, signed at Rome on April 28th, 1932, shall lapse as from the date on which the present Agreement comes into force.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Rome, this 10th day of May, 1937, in duplicate, in the Italian and Czech languages, both texts being authentic.

CIANO.

Dr. CHVALKOVSKÝ.

Ing. Eugen SYROVÁTKA.

